

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

---

*Séance du mercredi, le 13 février 1889.*

**SOMMAIRE** — Dépôt de projets de loi. — Proposition concernant le remboursement des droits payés aux officiers de justice en vertu de la loi 43-44 Victoria, chap. 9, article 9 : MM. Blanchet, Mercier et Taillon. — Proposition concernant les produits de la laiterie dans la Province : MM. Lynch, Rhodes, McShane, McIntosh, Robertson, Bernatchez, Mercier et Dumais. — Proposition concernant l'aide demandée par certains habitants des paroisses du Saint-Esprit et de Saint-Alexis, comté de Montcalm, en considération des dommages causés en 1888 par un ouragan : MM. Taillon, Mercier, Lareau, Boyer, Bisson, Bazinet, Pilon, Robidoux, Duplessis et Legris. — Proposition concernant les affaires judiciaires du bureau du protonotaire de la cour supérieure à Montréal pour l'année 1888 : MM. Taillon et Turcotte. — Suite de la délibération sur le projet de loi concernant le vote des employés publics : MM. Flynn, Robidoux, Taillon, LeBlanc, Tessier et McShane. — Délibération sur le projet de loi pour amender les lois de la procédure civile : MM. Lareau et Gagnon. — Délibération sur le projet de loi concernant les sociétés d'agriculture de district : MM. Robidoux, Mercier, Pilon, Bisson et Taillon. — Décision de M. le Président sur l'objection soulevée sur le projet de loi pour défendre de vendre de la boisson aux mineurs. — M. Robidoux.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LE CONSEIL DE VILLE DE TROIS RIVIÈRES ET L'OCTROI  
DES LICENCES.

**M. Duplessis** — *député de Saint-Maurice.* — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de cette Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 844 des statuts refondus de la Province de Québec.

M. le Président, ce projet de loi a pour objet de remettre au conseil municipal de Trois-Rivières, l'émission des licences. Nous ne voulons pas que ce soient les employés du Gouvernement qui donnent les licences ; c'est pour remettre les choses dans l'état où elles étaient avant que l'honorable procureur général eût introduit dans la loi, et d'une manière subreptice, son amendement de l'année dernière.

Le projet de loi est adopté en première délibération.

REMBOURSEMENT DES DROITS PAYÉS AUX OFFICIERS  
DE JUSTICE.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre l'association du barreau du district de Beauce et le Gouvernement, au sujet du remboursement des droits payés aux officiers de justice, en vertu de la loi 43-44 Victoria, chap. 9, article 9.

Je fais cette proposition dans le but d'attirer l'attention du procureur général sur ce qui est arrivé dans le district de Beauce à ce sujet. Une députation du barreau est venue à Québec, et a eu une entrevue avec le Gouvernement au sujet du remboursement de ces droits ; il paraît que les membres de la députation en sont revenus avec l'assurance que le montant payé serait remboursé. On aurait aussi donné un état des sommes payées avec les reçus. Comptant sur cet argent, l'association a acheté des livres pour la bibliothèque de ce district judiciaire. Depuis on a informé ces messieurs que le Gouvernement ne les rembourserait pas. La position qui leur est faite par là même, est assez difficile ; ils ont contracté une dette considérable, et ils ne peuvent la payer sans s'imposer d'assez lourds sacrifices. Je crois

qu'il existe une lettre constatant cette promesse. S'il y a eu réellement promesse, j'espère que le Gouvernement fera son devoir et remboursera le montant en question ; c'est à peu près \$350 en tout.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général.*—En effet une requête a été envoyée par les membres du barreau du district de Beauce, demandant le remboursement en question, et nous informant que cet argent devait être appliqué à l'achat de livres, mais on fait erreur en disant qu'il y a eu une promesse de faite. Toute la difficulté, c'est d'avoir les reçus des clients ; ce sont ces reçus là qu'il faut au Gouvernement, afin qu'il ne soit pas exposé à payer deux fois. A Trois Rivières, je sais que des avocats s'occupent à faire un relevé des montants de timbres payés en vertu de cette loi. Le Gouvernement doit-il rembourser les avocats ou les clients ? Voilà la question. Nous pouvons avoir la plus grande confiance dans les avocats, mais comme question de justice, serait-il prudent de leur rembourser cet argent au lieu et place des clients ?

Il n'y a pas eu de promesse de faite à ma connaissance ; mais si, toutefois, je suis dans l'erreur, le Gouvernement fera son devoir.

L'honorable M. **Blanchet.**—Les protonotaires tiennent compte dans un registre des sommes payées. Il est donc facile d'en constater le montant.

Quant à la question, à qui le remboursement doit être fait, je crois quelle doit être laissée entre les mains des avocats qui s'entendent avec leurs clients. Il arrive souvent que les avocats payent ces droits sans jamais être remboursés. Pour ce qui concerne le Gouvernement, il me semble qu'il doit rembourser ceux qui lui ont payé ces droits.

L'honorable M. **Turcotte.**—Cet argent est plutôt du au principal qu'à son représentant. En supposant que nous

nous déciderions à le rembourser, sur quels fonds puiserions-nous ?

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—La même difficulté se présente ici, comme dans le cas du remboursement des timbres imposés sur les polices d'assurance. On sait que cette loi fut déclarée inconstitutionnelle par le conseil privé. Là-dessus la Législature vota une certaine somme pour opérer le remboursement du droit imposé illégalement. Je crois que dans ce cas, le Gouvernement a exigé les **reçus** des clients, de sorte que les compagnies d'assurance devaient **avoir** au préalable, le consentement des personnes qui avaient les timbres. Il s'agit d'une somme de \$35,000 pour toute la Province ; il faut être prudents.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Ces droits ne doivent pas être remboursés aux avocats, car ils ne sont que les agents de ceux qui les ont payés. Cette loi était connue de tout le monde et au lieu d'en contester la validité devant les tribunaux, on l'a acceptée.

La proposition est adoptée.

#### LES PRODUITS DE LA LAITERIE.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le département de l'agriculture, et toutes autres personnes, au sujet des produits de la laiterie dans cette Province.

M. le Président, mon but en soumettant cette proposition est principalement d'attirer l'attention de l'honorable commissaire de l'agriculture et de la colonisation sur cet impor-



tant sujet. On comprend que je ne puis parler de cette question sans faire allusion aux lettres si complètes et si bien faites, publiées dans les journaux de cette Province, par un homme aussi distingué que savant, j'ai nommé M. W. H. Lynch, de Danville. M. Lynch a su, avec une rare habileté, mettre dans ces lettres, le résultat des observations pratiques et nombreuses qu'il a faites pendant plusieurs mois, au cours de sa visite dans les différents pays agricoles du vieux monde. Ces écrits remarquables ont éveillé l'attention du public, et j'espère, dans l'intérêt de la classe agricole, qu'ils auront pour résultat de faire prendre des mesures pratiques pour améliorer les produits de la laiterie.

Autrefois, notre beurre était le mieux coté sur les marchés ; malheureusement aujourd'hui il est bien tombé dans l'appréciation des consommateurs.

Aujourd'hui, les produits des autres pays sont bien mieux appréciés que les nôtres et, dans ces lettres, M. Lynch exprime des craintes sérieuses pour l'avenir, si rien n'est fait pour améliorer cet état de choses. Il constate que la quantité du beurre a diminué, et que ce produit a été remplacé par une plus grande fabrication de fromage. Comme tous ceux qui ont fait des études approfondies sur cette question, je ne crois pas que ce soit là un changement avantageux.

Règle générale, il faut bien le reconnaître, nos produits de la laiterie se vendent moins cher sur les marchés européens, que ceux du Danemark, et cela est dû aux causes que M. Lynch signale dans ses écrits. D'un autre côté, il ne se contente pas de signaler le mal, il indique aussi les remèdes. Il nous montre comment on pourrait éviter ces causes de dépréciation, et en même temps, il relève les défauts de notre système. Il pose en principe qu'il n'y a absolument aucune raison qui puissent empêcher nos cultivateurs de faire des produits qui soient aussi bien cotés

que ceux des autres pays. La raison pour laquelle on a fait plus de fromage que de beurre, c'est que le fromage se vendait mieux que le beurre.

Malheureusement notre fromage a perdu lui aussi de ses qualités et n'est plus aussi bien apprécié qu'il l'était autrefois. Dans un lot de fromage, disent les commerçants, on en trouve une boîte assez bonne, tandis que la boîte suivante est d'une qualité très inférieure. Il est temps que des mesures soient prises pour améliorer cet état de choses, et nous mettre sur un pied d'égalité avec les autres pays agricoles.

Je me suis renseigné auprès des principaux marchands de Montréal, et en réponse à mes demandes, ils m'ont soumis des tableaux très intéressants. Ces tableaux se réfèrent à l'exportation du beurre et du fromage du port de Montréal, et dans les chiffres que je vais donner il y a une certaine proportion de ces exportations qui viennent de la Province d'Ontario. On voit que l'exportation du beurre de 1888, comparée à celle de 1880, a diminué dans des proportions énormes ; tandis que de son côté le fromage a été exporté en bien plus grande quantité, et que la proportion de l'augmentation est encore plus forte.

En 1888, il a été exporté de Montréal 1,124,000 boîtes de fromage, soit quatre fois autant qu'en 1874. Les prix moyens ont été de \$6 la boîte. En supposant que sur cette exportation, la Province de Québec ne figure que pour 800,000 boîtes, cela représente une valeur de \$1,800,000. Comme on le voit, c'est une somme très considérable.

La Province d'Ontario a établi un système d'inspection de district et même de comté. Voici quels sont les devoirs de ces inspecteurs :

Pendant la fabrication, l'inspecteur visite chaque fabrique de beurre et de fromage, autant de fois qu'il le peut. L'acheteur s'en rapporte pour ce qui regarde la qualité

généralement du produit qu'il veut acheter, au dire de l'inspecteur. Celui-ci lui dit : achetez ce lot, je puis vous garantir qu'il est d'une qualité uniforme. Naturellement, l'inspecteur doit être choisi parmi des hommes ayant une connaissance pratique. Je crois que l'honorable commissaire de l'agriculture ferait bien de se mettre en rapport avec les autorités d'Ontario, en vue d'appliquer ce système ici.

Un monsieur Macpherson, d'Ontario, a plus de soixante fabriques de fromage ; il a trois différents inspecteurs à son service, et ce monsieur me disait : l'argent que me coûtent ces inspecteurs, est celui qui me rapporte le plus.

Dans la Province voisine, les fabricants se rencontrent au commencement de la saison, et se concertent ensemble ; de la sorte, ils suivent un système uniforme dans toutes les fabriques, ce qui a le meilleur résultat.

Je sou mets cette question avec l'espoir que l'on voudra bien lui accorder la considération qu'elle mérite, car nous sommes tous intéressés à ce que nos produits de la laiterie obtiennent sur le marché les meilleurs prix possible.

L'honorable M. **Rhodes**—*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — J'éprouve beaucoup de plaisir de constater qu'un sujet de si grande importance ait été soumis à l'attention de cette Chambre, par mon honorable ami le député de Brome.

Je dois déclarer que le Gouvernement est tout-à-fait convaincu de l'importance de la question en autant qu'elle a trait au développement des industries du pays.

Il n'existe rien dans la Province de Québec qui puisse laisser pour un moment supposer que les ressources de l'industrie laitière sont, non égales, mais supérieures avec celles des autres Provinces de la Puissance du Canada, grâce à l'abondance et à la qualité du fourrage. Pendant

la saison de l'été, nos champs sont couverts de fourrages, tels que le treffe, et spécialement le treffe blanc, et la conséquence est que pendant cette saison, le bétail peut avoir la plus riche nourriture qui puisse se donner. Il séjourne sur des terrains secs, les arbres lui fournissent de l'ombrage contre la chaleur du soleil, et l'hiver, il a l'avantage de vivre dans l'étable. L'on dit cependant que l'exploitation de l'industrie laitière, n'est pas de première qualité; cela est dû non pas aux produits de nos vaches, mais à la manière dont on exploite l'industrie du lait et de la crème.

Ici, les jeunes femmes de nos campagnes, contrairement aux femmes de l'Europe, ne prennent pas tout à fait le temps d'apprendre ce qu'il faut : elles subissent les influences des alentours, et toutes jeunes encore, contractent mariage avant d'avoir eu le temps nécessaire de se mettre au courant des affaires; elles ont un époux, ce qui est très bien, mais souvent aussi elles ne savent pas faire le beurre, n'ayant pas eu le temps d'en apprendre la fabrication. Nous avons espoir maintenant que le lait et la crème passant immédiatement dans les mains de manufacturiers compétents, un article supérieur sera produit pour le marché. Nous possédons une grande quantité de vaches laitières; une grande quantité de nos vaches sont des vaches canadiennes, connues en Europe sous le nom de " Jersey Cattle. "

La tendance aujourd'hui semble dirigée vers la fabrication du fromage plus que vers la fabrication du beurre, et la raison de cette tendance se trouve dans ce que le beurre ne donne rien de plus en le conservant tandis que c'est tout le contraire pour le fromage qui acquiert une meilleure qualité par l'âge, et qui de fait, a besoin d'être gardé cinq ou six mois, avant d'être bon à manger. Je n'ai aucun doute qu'en donnant plus d'attention à la nourriture fournie aux vaches laitières, on améliorerait leurs produits. J'ai constaté par l'expérience qu'en ensemençant un champ sur

une étendue de cinq ou six acres, au printemps de " swede corn, " et en y faisant paître les vaches, non-seulement vous améliorez l'état de l'animal lui-même mais vous augmentez aussi le volume des produits qui vont à la laiterie.

Nous possédons toutes les conditions nécessaires, dans la Province de Québec, pour la production du beurre et du fromage. Dans le mois de septembre spécialement, le lait des vaches extrait de bonne heure le matin et tard dans l'après-midi, est de qualité supérieure. Les gelées ne portent aucune atteinte au bétail; il n'en souffre point, et un été froid leur procure l'abondance de nourriture et les exempte des grands inconvénients des insectes.

Ce qu'il faut au beurre et au fromage, c'est qu'il soit de première classe, pour constituer un excellent produit.

Je puis assurer l'honorable député que l'industrie laitière est surveillée de près par le département que j'ai l'honneur de présider, étant l'une des plus importantes de la Province; j'estime l'honorable député et je l'estimerai encore davantage s'il voulait continuer à donner son attention à cet important sujet et à y appeler, quand l'occasion s'en présentera, l'attention du Gouvernement.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre.*  
—M. le Président, je proteste contre toute tentative de déprécier les produits de la laiterie de cette Province. Je prétends que nous produisons d'aussi bon foin, que nous avons d'aussi bonnes bêtes à cornes, que nous fabriquons d'aussi bon beurre et d'aussi bon fromage, que n'importe quel autre peuple en Amérique. Je pourrais aller plus loin et affirmer que les envois de fromage que j'ai achetés de l'un des membres de cette Chambre, m'ont rapporté des prix plus élevés en Angleterre, que ceux obtenus pour des fromages américains. Le beurre canadien peut être comparé avantageusement avec n'importe quel beurre importé à de grandes distances en Angleterre, bien qu'il ne puisse égalier

celui que l'on fait venir d'Irlande et du Danemark. L'honorable député de Bromie a parlé de la petite quantité de beurre exporté de Montréal en Angleterre ; cela ne doit pas être attribué à l'infériorité de ce produit, mais à la difficulté de le transporter dans de bonnes conditions sur un marché aussi lointain. Quelque soit l'excellence de la qualité du produit exporté, n'importe quel individu qui entrera dans ce commerce y perdra certainement beaucoup d'argent, s'il ne fait pas ses envois sur ordres. Mon ami, M. Bryce, un grand exportateur, qui achète la plus grande partie des produits de Saint-Hyacinthe et des autres districts environnants, ne voudrait jamais songer à exporter excepté sur commande. Agir autrement, c'est courir audevant d'une perte certaine. L'Angleterre, le pays du libre échange, est inondé de toutes sortes de produits. Je pourrais ici citer ma propre expérience dans l'exportation des animaux. Quelques bons que fussent ces animaux, il y avait toujours pour moi de grands risques dans ce commerce.

Dans une seule circonstance, j'ai fait un profit de \$20 par tête sur un envoi de bétail à Londres, et j'ai perdu une autre fois \$27 par tête sur un envoi à Paris. Cela donne une idée des risques qu'il y a.

Une autre difficulté qui nuit à l'exportation en Angleterre, c'est le préjugé du peuple anglais contre tout ce qui vient de l'étranger. Qu'on se rappelle donc les supercheries que l'on met en œuvre pour faire croire que le bœuf, le jambon et autres produits américains sont bien réellement des produits anglais.

Je prétends que même pour ce qui concerne la qualité du foin, la Province de Québec ne peut être surpassée, et j'ai vu du foin canadien vendu à de meilleurs prix à Boston que le même produit venant des Etats-Unis.

**M. McIntosh** — *député de Compton*. — L'honorable député de Montréal-centre est venu nous dire que personne

autant que lui ne comprenait cette question, mais ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'avec ses grandes connaissances, il n'ait pas réussi à jeter de nouvelles lumières sur ce sujet.

Je crois qu'il est sage d'étudier cette question et de rechercher les causes qui font souffrir notre industrie agricole. Aujourd'hui la fabrication du beurre par exemple est entre les mains de tout le monde, de là l'impossibilité d'avoir l'uniformité dans les procédés de fabrication. Si nous pouvions atteindre à cette uniformité, nous aurions des produits qui commanderaient de bien meilleur prix sur les marchés étrangers. On choisit les meilleurs beurres que l'on peut trouver et on l'envoie à Montréal pour être exporté. Malheureusement si le triage n'a pas été fait avec le plus grand soin et, si, grâce à une négligence, il s'est glissé quelques tinettes de mauvais beurre dans le lot, tout le reste est mal coté à raison de ce mauvais beurre. Si on prenait les moyens d'améliorer la situation actuelle, nous pourrions facilement soutenir la concurrence même sur les marchés anglais.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.— C'est là l'une des questions les plus importantes que nous ayons à discuter, pour le développement et l'accroissement de la richesse de la Province. Il n'est malheureusement que trop vrai que la qualité de notre beurre s'en va diminuant depuis quelques années. Quelle en est la cause? Je ne puis le dire avec certitude, néanmoins je crois que si nous avions des inspecteurs, il y aurait peut-être moyen d'obtenir plus d'uniformité et une meilleure qualité dans ce genre de production. Autrefois, notre beurre était de première qualité, mais à présent, l'uniformité manque et ce qui vient tout gâter c'est qu'il se glisse très souvent du beurre de qualité inférieure dans des lots de bonne qualité, ce qui a pour résultat de faire déprécier le tout. Il faudrait prendre des moyens au plus tôt possible, pour empêcher cela. Notre climat comme notre sol ne laissent, je crois, rien à

désirer, de fait je suis d'opinion qu'il n'y a pas de contrée qui offre autant d'avantages que notre Province, pour ce genre de production.

**M. Bernatchez** — *député de Montmagny*. — M. le Président, je suis bien aise que cette discussion ait lieu, car nous ne nous occupons pas assez souvent, à mon gré, de ces questions qui présentent tant d'intérêt pour nos classes agricoles. L'industrie laitière est très importante à tous les points de vue et nous ne saurions jamais lui donner trop de notre attention. On se plaint de la qualité de notre beurre et de notre fromage ; quelques-uns s'en prennent à telles causes, quelques-autres à d'autres causes toutes plus ou moins étrangères à ce que je considère être la vraie cause de l'infériorité que l'on déplore. Pour moi, ce qui manque surtout ce sont les connaissances nécessaires chez nos fabricants. Dans notre association, on cherche à trouver les moyens d'améliorer les produits de la laiterie, mais tout le monde comprend que ça ne peut se faire du jour au lendemain. Au contraire, c'est une question de temps, et l'amélioration ne pourra s'opérer que graduellement.

Ce qui a fait défaut, ce sont de bons fabricants. Cette industrie s'est répandue très rapidement, et l'on s'est trouvé bientôt en face d'une difficulté à laquelle on n'avait pas songé tout d'abord. Comme on avait plus de fabriques que de bons fabricants, on a cru bien faire, pour ne pas fermer ces fabriques, d'employer des gens qui n'avaient que des connaissances insuffisantes, de là abaissement notable dans la qualité d'une partie de nos produits. Le malheur est qu'on a trop multiplié ces fabriques dans un but de pure spéculation, et pour ne pas perdre sur le capital engagé, on engage des hommes bien peu compétents.

Je crois qu'un bon système d'inspection serait une chose très désirable, car souvent le mauvais fromage se vend aussi



cher que le bon, et comme on finit toujours par s'en apercevoir, la conséquence est que le produit canadien généralement est déprécié sur le marché parce que les consommateurs n'en veulent plus. De plus, comme on achète et comme on exporte le mauvais comme le bon fromage en Angleterre, cela a encore pour effet de décourager ceux qui se donnent de la peine pour faire des produits de bonne qualité. S'il y avait une inspection de faite, chaque produit serait marqué suivant sa valeur, et personne ne pourrait être trompé.

Je crois que le meilleur moyen de relever cette industrie, de la rendre prospère et florissante, c'est de former de bons fabricants, et pour cela il faudrait faire enseigner cette fabrication dans nos écoles, leur enseignement serait préférable à tout autre. Des inspecteurs, quelque compétents qu'ils seraient, ne feraient pas aussi bien pour réformer ce qu'il y a de défectueux dans notre fabrication, parce qu'on emploie des hommes incompetents. Ces inspecteurs pourraient bien donner de bons conseils, mais ce ne serait qu'en passant, tandis que dans les écoles d'agriculture, les fabricants se perfectionneraient dans la manière de faire le beurre et le fromage.

La Province se trouve dans une position excessivement avantageuse pour la production de ces denrées. Les pâturages et le climat sont très favorables.

Je n'ai pas de doute que l'honorable commissaire de l'agriculture avec tout le dévouement qu'on lui connaît pour la cause agricole, ne manquera pas de s'occuper de cette question ; car il ne faut pas le nier, c'est là que réside pour nous, la principale source de revenus, sinon la principale de toutes.

On l'a dit avant moi, la principale industrie de la Province de Québec devrait être celle de l'exploitation des produits du lait.

La culture des grains est sans doute une excellente chose, mais souvent les récoltes sont perdues par les gelées précoces. Dans tous les cas, je sais par mon expérience, que l'exploitation des produits du lait donne beaucoup de satisfaction aux cultivateurs.

Les fromages canadiens sont, à l'heure qu'il est, les mieux cotés en Angleterre, et je crois que nous pouvons arriver au même résultat en soignant un peu la fabrication du beurre ; car avec du bon lait, on fait du bon beurre.

Il arrive souvent que le beurre perde de son goût après un certain temps. Je crois que si le beurre ne se conserve pas aussi bien qu'il devrait le faire, cela dépend du sel qu'on emploie. Chez nous, le beurre, cette année, s'est très bien conservé, et cela est dû au fait que nous avons employé du bon sel. On pense faire une économie en achetant du mauvais sel, parce qu'il se vend moins cher, mais on se trompe grandement. Si l'enseignement de ces choses était donné dans les écoles d'agriculture, on verrait de suite une amélioration sensible.

L'honorable M. **Lynch.** Je serais très chagrin, si on pensait que mon but en soulevant cette discussion, a été de déprécier nos produits de la laiterie. Au contraire, je suis le premier à faire la louange de certains de nos produits, et à proclamer qu'avec un peu de soin, nous pouvons fabriquer le meilleur fromage et le meilleur beurre qui se puisse désirer. Mon intention était surtout d'engager nos cultivateurs à suivre l'exemple des pays qui ont accompli de grands progrès depuis quelques années, au point qu'ils ont su nous surpasser.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—J'ai écouté cette discussion avec beaucoup de plaisir et d'intérêt. Deux idées sont émises comme pouvant améliorer la qualité de notre beurre, et comme pouvant nous faire obtenir sur le

marché, les prix les plus avantageux. Si j'en crois l'opinion, qui paraît dominer, c'est qu'on accepte généralement à l'étranger, notre fromage comme étant d'une qualité supérieure ; c'est notre beurre qui est déprécié sur les marchés européens. On y en a expédié du mauvais, sans regarder au tort que cela pouvait faire. Pour y obvier, il faudrait donc un système sévère d'inspection ; de plus, comme l'honorable député de Montmagny vient de le dire, il faudrait réformer les principes de fabrication en répandant des connaissances exactes, au moyen d'un enseignement pratique. Quant à l'inspection, je laisserai volontiers la question entre les mains de mon honorable ami le commissaire de l'agriculture.

Quant à la seconde question, celle qui concerne l'enseignement, je l'ai résolue et j'ai tout lieu de croire que mon honorable ami continuera à maintenir le système établi. Nous avons accordé une attention toute spéciale à ces écoles. Dans le cours de l'année dernière, nous avons donné une certaine somme d'argent, comme encouragement aux écoles de beurrieres et de fromageries. Je crois qu'il y a eu seize ou dix-sept demandes de faites ; nous avons partagé également nos faveurs de chaque côté du fleuve, en donnant autant d'un côté que de l'autre. Nous avons adopté comme système, de n'accorder cet argent qu'aux écoles qui forment des élèves, et l'idée que nous voulons mettre en pratique est celle-ci : que le Gouvernement donne libéralement aux écoles qui forment des fabricants. C'est ce que se propose de faire le Gouvernement en autant que les circonstances et les ressources financières de la Province le lui permettront ; pour cela, le montant mis à sa disposition, devra être plus considérable, suivant que le nombre des élèves sera plus grand.

**M. Dumais**—*député de Chicoutimi et Saguenay.* — M. le Président, j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau de

cette Chambre, une pétition de la part des citoyens de Chicoutimi, demandant au Gouvernement d'établir un bon système d'inspection pour le beurre et le fromage. Nous avons parmi nous, un homme qui a obtenu ses diplômes, et qui pourrait faire un excellent inspecteur. Il nous faudrait un inspecteur particulier pour la région du Lac Saint-Jean, un homme qui connaîtrait les besoins spéciaux de cette contrée, et la manière dont il faut traiter notre lait, pour en obtenir les meilleurs produits possibles. De plus, nous sommes éloignés des grands centres, et nous ne pouvons, pour cette raison, profiter des avantages que pourraient nous procurer les inspecteurs des villes. Pour ces raisons, on demande une nomination spéciale pour la région du Lac Saint-Jean.

Ce qu'il faut donner surtout, c'est l'uniformité dans la bonne qualité de nos produits. Je concours de tout cœur dans les remarques qui ont été faites par l'honorable député de Montmagny et l'honorable premier ministre, et je demande au Gouvernement de bien vouloir accorder un inspecteur spécial pour les comtés de Chicoutimi et Saguenay.

M. Firmin Paradis de Saint-Alphonse, est l'homme qui a fait le plus pour cette industrie chez nous, et il ferait un excellent inspecteur.

J'espère que le Gouvernement fera droit à la requête que j'ai eu l'honneur de lui présenter.

La proposition est adoptée.

DEMANDE D'AIDE POUR DOMMAGES CAUSÉS PAR L'OURAGAN  
DE JUILLET 1888.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.* — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute requête deman-

dant de l'aide pour un certain nombre d'habitants de Saint-Esprit et de Saint-Alexis, comté de Montcalm, en considération des dommages que leur a causés l'ouragan qui a passé sur ces paroisses en juillet 1888 ; aussi : copie de toute correspondance à ce sujet.

M. le Président, à la dernière session, la Chambre a voté le crédit suivant :

“ Indemnité aux comtés de Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Laprairie et Chambly, pour dommages causés en juin 1888 par une tempête de vent et de grêle, \$6,000.”

J'ai fait quelques remarques sur ce crédit, et j'ai dit que c'était peut-être un dangereux précédent. Je n'ai pas fait cependant une opposition bien vigoureuse, me contentant d'attirer l'attention sur ce fait. Le même jour, un ouragan causait des dégâts dans les paroisses de Saint-Esprit et de Saint-Alexis, qui se trouvent mentionnées dans ma proposition. Peu de jours après, la session était close, et je n'ai pas connu l'existence de ces dommages avant la prorogation. Les victimes de cet ouragan, se sont adressées au Gouvernement et j'ai été chargé de présenter leur requête. Le Gouvernement a répondu qu'il ne pouvait rien faire, vu qu'il n'y avait pas d'argent de voté. Cela m'a surpris dans le temps, car j'étais sous l'impression qu'une aide avait été donnée à d'autres localités sans qu'il y eut un crédit préalable d'ouvert pour cette fin. Lorsqu'on a accordé de l'aide à un certain nombre de personnes du comté de Laprairie, pour dommages subis en 1886, il n'y avait pas de crédit ; c'était un précédent que nous pouvions invoquer. Si cela n'avait pas été fait, le Gouvernement ne se serait pas trouvé lié par un précédent. Je me trouve aujourd'hui dans la position de demander au Gouvernement, ce que je le blâmais presque d'accorder l'année dernière. Il devrait mettre cela dans le budget, à moins qu'il se croirait justifiable de refuser cette demande. Dans le cas de

Laprairie, Vaudreuil et autres comtés, on dit que les dommages causés, s'élevaient à \$40,000. Or dans ce cas-ci, bien que l'ouragan n'ait sévi que dans deux paroisses, les dommages s'élèvent à au delà de \$10,000. Cette évaluation a été faite de bonne foi, et elle est accompagnée de certificats des curés et des principaux citoyens qui affirment qu'elle n'est pas trop élevée. Mon intention, en soumettant cette proposition, est d'attirer l'attention du Gouvernement sur ces faits.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—L'honorable chef de l'opposition voudra bien croire que si nous avons refusé, ce n'est pas parce que la demande venait de son comté. Le montant qu'il aurait fallu accorder, était tellement élevé, qu'il ne nous fallait pas songer à le prendre sur le crédit intitulé : " Divers."

A l'heure qu'il est, le message concernant les subsides, est entre les mains de l'honorable trésorier, par conséquent il est trop tard pour inclure ce crédit dans le budget général ; il ne pourra venir que dans le budget supplémentaire, s'il y en a.

Le comté de Montcalm doit être mis sur le même pied que les autres comtés, auxquels nous avons accordé de l'aide pour de semblables dommages. Pour ma part, je serais disposé à considérer la demande de l'honorable chef de l'opposition, d'une manière aussi favorable que possible. J'aurais préféré que la chose nous fut rappelée avant aujourd'hui, afin d'inscrire ce montant dans le budget général.

J'inviterai l'honorable chef de l'opposition à passer au bureau du commissaire de l'agriculture, et s'il y a moyen, nous adopterons des mesures propres à satisfaire la demande de ses électeurs. Il se rappelle que, l'année dernière, je lui ai dit que je mettrais \$1000 pour son comté, à même l'argent voté pour la colonisation. Il me rendra la justice de

dire, que je lui ai laissé entièrement la distribution de cet argent.

M. **Lareau**—*député de Rouville*. — Je ne serai pas jaloux de ce qui pourra être accordé à l'honorable chef de l'opposition, mais je profiterai de cette occasion pour rappeler au Gouvernement la correspondance que j'ai eue avec lui, à propos d'une semblable demande.

L'année dernière j'ai été obligé d'aller en Europe au moment où un pareil malheur frappait mon comté. Mon absence m'a empêché de faire la demande nécessaire pour bénéficier de l'octroi qui a été voté. J'ai demandé au révérend Père Labelle une aide quelconque, mais je n'ai pu rien avoir. Si d'autres doivent avoir quelque chose, je voudrais aussi que mon comté eut sa part dans les faveurs du Gouvernement. Ceci prouve qu'en 1888 on a créé un mauvais précédent, et qu'il est difficile pour nous de nous tirer de l'embarras où il nous met.

L'honorable M. **Taillon**.—Cette position nous est faite par ce qui est arrivé l'année dernière et en 1887, et nous ne sommes pas à blâmer.

C'est le 11 juillet que la tempête a fait des dégâts dans le comté de Montcalm et la session a fini le 12; il m'a donc été impossible de faire ma demande avant la prorogation. Quant à cette motion, j'ai attendu pour en donner avis d'avoir la correspondance à propos de l'aide accordée au comté de Laprairie. Cette correspondance a été déposée en mon absence, et je ne le savais pas; c'est ce qui explique le retard que j'ai apporté à soumettre cette proposition.

M. **Boyer** — *député de Jacques-Cartier*. — Nous avons souffert de semblables dommages dans le comté de Jacques-Cartier. On m'a adressé une requête demandant une partie de la somme votée l'année dernière pour venir au secours de ceux qui avaient souffert des dommages cau-

sés par ces tempêtes. J'ai soumis cette demande au Gouvernement, mais on m'a dit qu'on ne pouvait rien prendre sur ce crédit.

L'honorable M. **Mercier**.—On paraît disposé à blâmer le Gouvernement parce qu'il a demandé de venir au secours de ces gens, mais je ferai observer que le crédit en question a été voté à l'unanimité. Nous avons aussi voté une somme pour indemniser ceux qui avaient subi des pertes dans l'incendie des bâties de l'exposition de Sherbrooke. Dans ce cas encore, tout le monde a été unanime, et c'était bien le même principe qui était en jeu ; et je me rappelle que mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre, ont fortement insisté pour que le Gouvernement indemnisât les propriétaires des animaux périés dans cet incendie. C'est à peu près dans le même temps que l'accident est arrivé dans les cinq comtés de Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Laprairie et Chambly. Comme nous donnions une indemnité aux exposants de Sherbrooke, nous ne pouvions refuser les demandes qui nous venaient de ces comtés. Le principe peut être mauvais, mais il a été adopté à la demande de nos adversaires, et avec l'assentiment de tous.

M. **Bisson**—*député de Beauharnois*.—Bien qu'à première vue, mon comté paraisse avoir eu sa part de l'argent voté en 1888, il n'y a qu'une seule paroisse en réalité qui a eu quelque chose, parce que cette paroisse seule avait fait sa demande à temps. Quelque temps après, j'ai reçu d'autres requêtes de la part d'autres localités qui avaient plus souffert que St. Clément, mais le Gouvernement n'a pas pu m'accorder l'aide qui était demandée, parce qu'il n'y avait pas d'argent. On a fait plusieurs démarches pour obtenir une indemnité mais sans succès. Il y a aussi la société d'agriculture du comté qui a beaucoup souffert des dommages causés par la même tempête ; cette société a vu ses bâties endommagées pour un montant de trois ou quatre mille piastres.



Bien que le cas fut très favorable, néanmoins le Gouvernement n'a pas pu rien me donner pour indemniser cette société de ses pertes. Depuis, j'ai adressé une nouvelle demande au Gouvernement au nom de cette société. Si on se décide à revenir sur la décision prise et si on accorde encore une aide pour ces pertes, je crois que la société d'agriculture de Beauharnois devra avoir sa part, car elle a contribué largement à faire faire des progrès considérables à la science agricole dans cette partie du pays. Le principe peut ne pas être bon appliqué aux particuliers, mais quand il s'agit d'une société d'agriculture, le cas est beaucoup plus favorable, et on ne devrait pas hésiter à venir à son secours.

**M. Bazinet** — *député de Joliette*. — Ce n'est pas la jalousie qui me pousse, mais c'est le désir d'accomplir mon devoir envers mes électeurs. Dans le comté de Joliette, deux paroisses ont été dévastées par un terrible ouragan ; la paroisse de Saint-Paul surtout a été dévastée presque en entier. Une requête a été transmise au département demandant de l'aide pour ces gens. Si on ouvre la porte à ces nouvelles demandes j'espère qu'on nous donnera quelque chose.

**M. Pilon** — *député de Bagot*. — Une requête a été transmise au Gouvernement lui demandant de venir en aide à de pauvres gens qui ont tout perdu par l'incendie de leur village. Le Gouvernement a répondu qu'il était trop tard pour donner une part de l'argent déjà voté et qu'il était impossible de faire une nouvelle demande à la Législature. Mais si la porte est ouverte de nouveau, je voudrais une part de l'argent qui sera voté. Moi aussi je pourrais me plaindre de ce qu'on a donné si peu pour mon comté quand on trouvait les moyens d'indemniser de riches propriétaires de chevaux, et que la perte d'un certain nombre de ces animaux n'a pas ruinés. Il me semble que le Gouverne-

ment devrait garder ses ressources pour venir plutôt au secours des colons qui ont bien plus besoin que ces propriétaires d'animaux de race.

Des incendies ont bien détruit vingt-quatre maisons chez moi, et vingt-sept dans le canton d'Acton, et jamais on a demandé de l'aide au Gouvernement pour cela. Si cela continue, bientôt il arrivera ceci : c'est que chaque fois qu'un individu perdra un cheval, on demandera à la Chambre de lui en acheter un autre. Ce système pourra faire l'affaire des individus, mais le trésor public lui, comment s'en tirera-t-il ?

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*.—M. le Président, le comté de Chateauguay a beaucoup souffert de ces tempêtes, cependant il n'a rien eu. Je crois qu'on ne devrait pas pousser le Gouvernement à entrer dans cette voie-là, car bientôt on lui demandera de faire des clôtures de ligne chaque fois qu'elles seront abattues par le vent ou la neige. Il peut y avoir par-ci par-là un cas spécial et tout à fait exceptionnel, mais il faut bien se garder de pousser les choses trop loin.

**M. Duplessis**—*député de Saint-Maurice*.—Comme je n'ai pas eu ma part des \$6,000, j'espère que le Gouvernement fera cette fois-ci, droit aux requêtes qui lui ont été adressées par mon comté.

L'honorable **M. Mercier**.—Ces plaintes qui viennent des députés appartenant aux deux partis prouvent bien que nous avons appliqué la même règle à tout le monde et que nous n'avons pas refusé de l'aide pour des raisons politiques.

**M. Legris**—*député de Maskinongé*.—M. le Président, je ne crois pas me tromper en disant qu'il existe de grands besoins sous ce rapport-là, et les demandes que les honorables députés viennent d'exposer les uns après les autres, prouvent que ces besoins se font sentir partout.

L'honorable premier ministre vient de nous dire que si le Gouvernement a consenti à accorder de l'aide aux propriétaires des chevaux péris dans l'incendie qui a détruit une partie des bâties de l'exposition de Sherbrooke, c'est qu'il avait suivi les conseils de l'opposition. Cela prouve une fois de plus que les conseils qui viennent de ce côté-ci de la Chambre, ne sont pas toujours bons à suivre et qu'il ne doit les accepter qu'avec la plus grande défiance.

La proposition est adoptée.

LE RAPPORT DE M. LONGPRÉ, PROTONOTAIRE A MONTRÉAL.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie du rapport de M. Longpré, protonotaire de la cour supérieure, Montréal, sur les affaires judiciaires de son bureau, pour l'année 1888.

M. le Président, on a beaucoup parlé des affaires judiciaires de Montréal, et surtout en rapport avec l'augmentation du salaire de cet officier. Entre autres choses, on a prétendu que la présence de M. Longpré avait eu pour résultat d'augmenter le revenu d'une manière considérable.

Je sais que M. Longpré est un homme de talent, honnête et qui prend au sérieux l'accomplissement de son devoir. Mais en entendant les ministres prétendre qu'il y avait augmentation considérable dans le revenu parce qu'ils avaient nommé ce monsieur, je me demandais comment on pouvait en venir à cette conclusion, et s'il n'y avait pas plutôt lieu d'attribuer cette augmentation dans le revenu, à une autre cause. J'ai maintenant l'explication que je cherchais. La *Gazette* de Montréal du 2 février publie un état relativement aux affaires judiciaires du district de Montréal, dont les principales données sont extraites du rapport de M. Longpré. J'y vois la preuve que je ne me trompais pas

dans mes prévisions. S'il y a augmentation dans le revenu, c'est qu'il y a eu augmentation considérable dans les affaires. Mais l'accroissement du revenu n'est nullement imputable au fait que M. Longpré a été nommé, ou au fait que son salaire a été porté de \$2,400 à \$4,000. M. Longpré n'a pas grand chose à faire avec l'émission des brevets qui représentent un revenu d'une piastre en moyenne par brevet. Si les chiffres publiés par la *Gazette* sont exacts, ils représentent l'augmentation de \$10,000 qu'il y aurait eue d'après les ministres, dans le bureau du protonotaire.

On a aussi parlé de négligence dans la perception et de détournements. Je sais qu'un certain employé a volé le Gouvernement, mais cela ne représentait pas une somme importante. Je le savais, et je l'avais congédié. Le Gouvernement l'a repris à son service, néanmoins je ne voudrais pas pour le moment le dénoncer à la Chambre. Tout de même, il reste acquis que le procureur général a défait les mesures que j'avais prises pour punir ces détournements.

S'il y a quelques erreurs dans les chiffres que j'ai maintenant devant moi, je serais heureux qu'on me les fit voir. J'ai droit de conclure que l'augmentation dans le revenu, n'a absolument rien à faire ni avec la nomination ni avec l'augmentation de salaire de M. Longpré.

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois-Rivières procureur général*.—M. le Président, je suis heureux des remarques élogieuses faites par l'honorable chef de l'opposition à l'adresse de l'un des meilleurs employés publics de la Province. Le fait est que M. Longpré a complètement transformé ce bureau, et l'a mis sur un pied d'efficacité de première classe. Tout le monde sait qu'il y a eu des fraudes de commises dans le département des timbres à Montréal. Grâce à la vigilance du nouveau protonotaire, il a réussi à arrêter ces fraudes, et à faire bénéficier le trésor de son administration habile et intègre. La discontinuation

de ces fraudes entre pour quelque chose dans la différence du revenu perçu aujourd'hui et celui d'autrefois ; j'admets que les affaires ont augmenté, mais tout en admettant que les affaires ont augmenté, je maintiens que ce n'est pas la principale raison de l'accroissement du revenu, mais que cet accroissement est dû à la nomination et à la bonne administration de M Longpré. J'ai maintenant en mains le rapport de cet officier, et je vais en lire quelques extraits :

“ C'est dans les premiers jours du mois de septembre 1887 que les greffes de la cour supérieure et de circuit, à Montréal, ont changé de gérants. MM. Honey, Longpré et Cherrier succédèrent à MM. Honey et Gendron comme protonotaires de la cour supérieure et greffier de la cour de circuit. Plus tard M. Cherrier fut nommé seul greffier de la cour de circuit et je fus nommé seul protonotaire de la cour supérieure. M. Honey, quoiqu'adversaire politique fut élevé au grade de greffier de la cour de révision, hommage rendu à son vieil âge et à ses services passés. Mon traitement annuel fut porté à \$4,000.

“ Il est notoire qu'avant la nouvelle administration, des fraudes au montant de milliers de piastres se perpétrèrent chaque année dans les deux greffes par la seule manipulation des timbres judiciaires. Seulement parmi les papiers relatifs aux huissiers, je puis montrer d'épaisses liasses de documents où les timbres fournis par les parties intéressées n'ont jamais été apposés, ou sur lesquels des timbres qui avaient déjà servi, peut-être plusieurs fois, ont été apposés. Une grande partie des papiers de procédure n'étaient pas suffisamment timbrés, ou ne l'étaient pas du tout.

“ Au mois de septembre 1888, il y avait donc un an que les nouveaux fonctionnaires étaient installés. Voyons le résultat de la vente des timbres judiciaires durant cette année pour le greffe seul de la cour supérieure qui fut toujours exclusivement sous mon contrôle réel. Durant cette

année, les timbres, dans la cour supérieure seule, ont rapporté au Gouvernement pour honoraires et taxes \$71,634 80

“ Durant l'année précédente, c'est-à-dire, finissant le 1<sup>er</sup> septembre 1887, avant la nouvelle administration, les timbres de la cour supérieure avaient produit pour honoraires et taxes \$ 55,414 69

Ce qui fait..... 16,220 11

d'excédant durant mon administration seulement pour les timbres et sans compter les milliers de piastres de sauvées en arrêtant le gaspillage du papier et des livres par les sténographes et autres personnes.

“ Durant la même époque, l'excédant sur la période correspondante avant la nouvelle administration, pour les deux greffes réunis de la cour supérieure et de la cour de circuit a été de \$18,724.51.

“ Voici maintenant un état pour les trois dernières années faisant voir les revenus du bureau du protonotaire en regard des dépenses. Nous compterons désormais de janvier à janvier.

“ Revenu du premier janvier 1886 au premier janvier 1887 :

Honoraires du protonotaire.....	\$ 49,395 39
Taxe judiciaire.....	11,382 20
	<u>\$ 60,777 59</u>
Dépenses du bureau .....	49,510 15
	<u>Surplus .....</u>
	\$ 11,267 44

De janvier 1887 à janvier 1888 :

Honoraires du protonotaire.....	\$ 52,017 60
Taxe judiciaire.....	11,252 20
	<u>\$ 63,269 80</u>
Dépenses .....	50,824 80
	<u>Surplus .....</u>
	\$ 12,445 00

De janvier 1888 à janvier 1889 :

Honoraires du protonotaire.....	\$ 60,324 40
Taxe judiciaire.....	13,082 70
	<hr/>
	\$ 73,401 10
Dépenses .....	52,784 90
	<hr/>
Surplus.....	\$ 20,622 14

“ L'on peut juger de l'importance de ce bureau par le fait que le chiffre seul des deniers consignés entre mes mains l'année dernière s'élève à \$250,000.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le procureur général,

Votre respectueux et très obéissant serviteur.

(Signé)

A. B. LONGPRÉ,

Protonotaire.

Ainsi l'on voit que la principale raison de l'augmentation du revenu ne doit pas être attribuée à l'augmentation seulement des affaires, bien que je sois prêt à admettre qu'elle y figure pour quelque chose. Mais la vigilance et le travail assidu de M. Longpré, ont contribué pour une large part à augmenter le revenu.

L'honorable M. **Tailon**.—Je vois d'après le rapport que l'honorable procureur général vient de lire, que les chiffres sur lesquels je m'appuyais sont exacts. Il y a eu des détournements de fonds, mais ils ne figuraient pas pour un chiffre considérable. Quelque temps avant la session de 1886, j'avais commencé une enquête secrète que je n'ai pas eu le temps de terminer. Comme mesure provisoire j'avais mis à la porte l'employé soupçonné. . .

L'honorable M. **Turcotte**.—Vous ne pouvez nier que M. Longpré fait beaucoup de bien dans ce bureau.

L'honorable M. **Tailon**.—Oui, il a accompli de bonnes réformes.

La proposition est adoptée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

LE VOTE DES EMPLOYÉS PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de loi à l'effet de modifier la loi électorale, en ce qui concerne le vote des employés publics.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — M. le Président, au risque d'être taxé de témérité, je vais me permettre d'offrir quelques remarques à la Chambre sur ce sujet.

Ce projet de loi tout en étant bien court, n'en a pas moins une très grande importance, et s'il me fallait prouver cette importance, je n'aurais qu'à rappeler les longs débats auxquels il a donné lieu.

Je n'ai pas l'intention de traiter la question sous toutes ses faces, mais je me propose surtout de l'examiner au point de vue des faits et au point de vue historique. Quant aux faits, je ne les toucherai que bien légèrement.

Deux opinions ont été exprimées au cours de ce débat : Les uns ont dit qu'il n'y avait aucune raison plausible de priver les employés publics de leur droit de suffrage ; les autres qu'il fallait adopter cette loi parce que les employés n'étant pas indépendants, leur participation aux opérations électorales en viciait le résultat.

Il y a une troisième opinion que j'appellerai mitoyenne, c'est que nous devons conserver intact l'état de choses existant, mais que la loi doit être amendée au point de vue de l'intérêt public, en restreignant le droit d'intervention des



employés publics, dans la cabale électorale. Je déclare immédiatement que c'est là mon opinion.

Je tiens à bien poser la question. Nous avons d'abord le projet de loi tel qu'il a été rapporté ici par le comité. Il avait alors pour effet de priver du droit de vote toutes les personnes qui recevaient à titre de salaire ou autrement, de l'argent du Gouvernement fédéral.

Le but évident était d'atteindre les employés de ce Gouvernement. Après une certaine discussion, on s'aperçut qu'il ne pouvait être accepté par la Chambre, et l'honorable député de Chateauguay a alors proposé que le projet de loi fut renvoyé au comité général avec instruction de l'amender de manière à n'atteindre que les employés salariés, mais en y comprenant cette fois, les fonctionnaires du service civil de la Province. La première proposition était plus générale, en ce qu'elle se rapportait à toutes les personnes qui recevaient, pour une raison ou pour une autre, de l'argent du trésor fédéral. La seconde est plus générale en ce sens qu'elle s'applique à tous les employés publics, tant fédéraux que locaux.

L'honorable député de Montréal-est a proposé un autre amendement pour mieux définir ce qu'on entend par employés publics ; mais la rédaction ne rendra pas le projet de loi plus clair. Ainsi par employés publics, on comprendra toutes les personnes qui occupent une position permanente et salariées, sauf les maîtres de poste et autres exceptions, et l'honorable député de Montréal-est, propose d'y ajouter les mots " qui reçoivent des gages ou émoluments réguliers des départements, etc. " Le mot régulier présente autant d'ambiguïté que le mot permanent. Il est vrai que ce point n'a pas grande importance, mais comme il s'agit de savoir si nous devons adopter le sous-amendement, il est bon que l'attention de la Chambre y soit attirée.

Quant au projet de loi primitif, il a été de fait mis de côté. On n'a pas été juste envers l'honorable député de Dorchester, et il aura bien de la peine à retrouver son enfant sous les traits défigurés du projet de loi, tel qu'il se lira après que ces amendements auront été adoptés ; aussi je ne serais pas surpris qu'il en tiendrait rancune à ses amis.

Je désire maintenant attirer l'attention sur l'histoire des faits relatifs à cette question. Voyons ce qu'on a dit à ce sujet, tant au Canada qu'en Angleterre, et à la lumière de ces renseignements, demandons-nous si ce projet de loi est une mesure de progrès ou une mesure réactionnaire.

Il est inutile de faire une loi qui n'est pas dans les usages de la population, ou qui ne sera pas acceptable pour elle. Si vous faites une loi inacceptable, elle restera lettre morte.

La loi prive du droit de vote certains officiers publics qui sont bien connus. Par ce projet on fait une confusion déplorable entre deux catégories de personnes, je veux parler des officiers publics, et des employés publics. L'employé public n'est que l'instrument du chef politique appelé à administrer la chose publique ; il n'a pas de pouvoirs publics.

Les officiers publics sont ceux qui sont revêtus d'une partie de l'autorité publique. L'employé, lui, n'agit que comme le serviteur d'un autre homme qui est responsable de ses actes ; or notre loi jusqu'ici a fait la distinction que j'établis en ce moment, car elle frappe d'incapacité politique les officiers publics, tandis qu'elle laisse de côté les employés publics. Il est bon de remarquer en passant que les incapacités politiques que nous trouvons dans la loi, n'étaient pas nouvelles au moment où elles y ont été inscrites. Elle n'a fait que reproduire ce qui existait depuis le statut 20 Victoria, c'est-à-dire depuis au-delà de trente ans. Depuis au-delà de trente ans, tous les autres employés publics ont pu voter ; et la loi d'Ontario est la même qu'ici.

Dans les autres Provinces, la législation est encore plus libérale que la nôtre, puisqu'il n'y a qu'une seule d'entre elles, la Nouvelle-Ecosse, qui montre l'exclusivisme que l'on trouve dans les diverses propositions qui sont devant la Chambre. Là, la loi est hostile aux employés généralement, mais nous ne pouvons pas prendre pour exemple à imiter ce que cette Province a pu faire dans cet ordre d'idée. D'abord, on sait qu'elle n'a jamais accepté de bon cœur le pacte fédéral. Aussi, à différentes époques, des mouvements de sécession ont toujours été accueillis avec plus ou moins de faveur par la population, et le Gouvernement Fielding n'a guère de sympathies pour le principe sur lequel repose la Confédération. Il a manifesté ses antipathies chaque fois qu'il a pu le faire, à preuve les résolutions qu'il a fait inscrire dans le travail de la conférence interprovinciale de 1887. Il n'est donc pas étonnant que l'on repousse avec obstination tout ce qui vient des autorités centrales. Mais devons nous, pouvons-nous imiter son exemple? C'est à la majorité à décréter si le temps est arrivé de déclarer la guerre au Gouvernement fédéral, et d'ouvrir les hostilités.

J'en arrive maintenant à la législation qui nous régit au point de vue fédéral.

Quelle est la nature de cette loi? J'ai entendu un honorable député dire qu'il était libéral et qu'il suivait les traditions libérales des Letellier, des Dorion et des Fournier en votant un projet de loi destiné à priver les employés publics de leur droit de vote. En 1874, nous avions un Gouvernement libéral à Ottawa, et les hommes politiques dont je viens de donner les noms, en faisaient partie. Ils ont fait une loi électorale, et quelle en est la portée? En comparant cette législation avec le projet de loi, on s'apercevra si les libéraux ici suivent les traditions libérales, et sont bien d'accord avec leurs chefs, en défranchissant toute une classe de la population.

On n'a qu'à prendre la loi de 1874 qui a été présentée à la Chambre par M. Dorion, pour se convaincre que le projet de loi que nous discutons, s'écarte énormément des idées libérales, telles que les comprenaient M. Dorion et ses collègues. C'est lui qui a défendu la loi devant le Parlement, et par les débats, on voit quelle était son opinion ainsi que celle du Gouvernement. On a cité notre loi électorale de 1875, pour en tirer en argument en faveur de cette mesure ; mais la loi électorale de 1875, ne faisait que reproduire les incapacités inscrites dans la loi du Gouvernement McKenzie.

Quelles sont les personnes qui, à l'heure qu'il est, sont frappées d'incapacité politique ? Il n'y a qu'une classe de personnes qui se trouvent dans ce cas, et ce sont les mêmes que dans la loi fédérale de 1885.

En vertu de cette législation, aucun des employés publics n'est atteint. Il n'y a plus qu'une seule classe de fonctionnaires qui soient frappés et ce sont les juges. Tous les employés du service civil, et tous ceux qui relèvent des Gouvernements provinciaux et autres, ne sont pas frappés. Voilà un fait important. On a voulu nous faire croire que la mesure que nous discutons était une mesure libérale et de progrès ; c'est une erreur. La loi fédérale de 1874, est l'œuvre exclusive de M. Dorion, il en a toute la responsabilité, et la loi de 1885 ne fait que reproduire, en ce qui concerne les employés publics, que les dispositions de la loi de 1874.

Je démontrerai tout à l'heure que l'on a discuté la question que nous discutons nous-mêmes, lorsque la loi de 1874 a été soumise à la Chambre des communes, et que M. Dorion s'est élevé fortement contre l'idée de priver les employés publics de leur droit de vote.

Je glisse rapidement sur ce point, puisque je dois y revenir, et j'en arrive de suite à la législation anglaise. Il est

bon, une fois pour toutes, de bien se rendre compte de ce qui existe en Angleterre, au point de vue du droit de vote. L'honorable premier ministre ainsi que l'honorable chef de l'opposition ont discuté tous deux cette question. On a cité l'opinion de M. Gladstone, et on a même remonté jusqu'au temps de Pitt et de Fox, mais généralement on s'est arrêté aux années de 1868 et 1869. Il me sera bien permis, je l'espère, de faire un pas de plus, et de démontrer que, depuis 1874, il n'y a presque plus d'incapacités politiques en Angleterre. On a cité la loi de 1868 que relève certains officiers du revenu de leur incapacité politique, mais on n'a pas parlé de la loi de 1874.

L'honorable chef de l'opposition a dit qu'il fallait faire une distinction entre le droit de voter pour un employé public, et celui de se mêler d'élection. Il a dit qu'il croyait que les hommes de police en Angleterre pouvaient voter, mais qu'il n'en était pas certain. Non-seulement le droit de voter est accordé à la plupart des employés publics, mais je puis affirmer, après avoir consulté les lois, que tous ceux qui ont droit de vote peuvent se mêler d'élection, leur incapacité a cessé, même pour ce qui regarde leur intervention dans les luttes électorales.

J'ai fait un relevé qui pourra intéresser ceux qui ont suivi cette discussion. Je l'ai préparé afin de voir quels sont ceux qui ont droit de se mêler d'élection, et ceux qui sont exclus de ce droit. Il n'y a qu'une classe de personnes qui ne peut se mêler d'élection aujourd'hui, ce sont les agents de police.

L'honorable député de Montmorency a fait une remarque très juste, lorsqu'il a parlé de l'abolition des bourgs pourris. Il a dit que les raisons alléguées alors pour diminuer le patronage de la couronne et restreindre son influence ne peuvent être alléguées aujourd'hui, puisque la couronne ne peut agir que sur l'avis des ministres qui sont responsables au Parlement, et que d'ailleurs, le corps électoral est trop

nombreux pour que cette influence puisse avoir un résultat pratique ; que les circonstances en un mot, étaient entièrement changées. Rien de plus juste. En 1832, lors de la grande mesure de réforme, on a aboli 56 collèges électoraux, dont la population n'excédait pas en moyenne, deux mille âmes par collège, et dans bon nombre de cas, il n'y avait pas plus que dix ou douze électeurs. On comprend que l'une des conséquences d'un suffrage aussi restreint, était de mettre pratiquement à la disposition de la couronne, ces collèges électoraux, par la nomination d'un certain nombre de ces électeurs comme employés publics. Le Gouvernement pouvait facilement contrôler l'élection par ce moyen.

Comme l'a dit un honorable député, la couronne contrôlait les élections dans 70 comtés. Le 21 juillet 1868, le Parlement anglais passait une loi à propos du sens électoral, et l'on voit que toutes les dispositions des lois antérieures qui interdisent aux employés publics de se mêler d'élection, sont rappelées ; et le 30 juin 1874, une nouvelle loi est faite, abolissant complètement toutes les incapacités qui frappaient les employés, et rappelant toutes les lois qui leur interdisaient de se mêler d'élection. On a cité l'opinion de M. Gladstone, mais à quoi bon citer l'opinion de tels et tels hommes d'Etat anglais, puisque la question a été réglée, et que la loi a été passée sans division ; j'ai pris la peine de voir si on avait demandé le vote, or cela n'a pas été fait :

J'aurais pu me dispenser de faire ces recherches, et me borner à prendre les autorités que nous avons. Ainsi, *Rodgers on election*, dit qu'il n'y a plus d'incapacité politique que pour les officiers de police, mais il restait la question de savoir s'ils pouvaient se mêler d'élection ; or j'ai constaté que toutes les incapacités sont disparues, même celle de se mêler d'élection. Voilà pour l'Angleterre.

Telle est donc la législation existante dans notre Province, dans Ontario, à Ottawa et en Angleterre.

Maintenant, quelles sont les objections que l'on soulève pour continuer à accorder aux employés publics, le droit de vote ? J'ai pris au vol quelques-unes des objections qui ont été formulées. Quelques-uns ont dit : nous voulons consacrer l'indépendance de l'employé public, et pour cela nous croyons qu'il faut le priver de son vote. Au point de vue de la raison, c'est là une bien mauvaise manière de le rendre indépendant, puisque pour lui assurer cette prétendue indépendance, on le prive de ses droits de citoyen, on en fait un paria. Les lois générales suffisent pour garantir l'indépendance de l'employé public qui vote. Depuis 1874, pour ce qui regarde le Canada, et depuis 1875, pour ce qui regarde la Province, nous avons le vote secret. En Angleterre, on n'a adopté le scrutin secret qu'en 1872, aussi voyez qu'elle a été l'influence de l'adoption de cette mesure sur l'opinion des hommes d'Etat de ce pays, en ce qui regarde les employés publics. Je ne crains pas d'affirmer que l'adoption du scrutin secret a eu pour résultat de modifier l'opinion du Parlement anglais, sur l'opportunité de faire disparaître les restrictions que l'on avait établies pour se protéger contre les employés publics ; et la même chose s'est produite ailleurs.

Au point de vue fédéral, je vais citer une autorité que les libéraux ne peuvent révoquer en doute. On prétend suivre les traditions libérales, en combattant pour le projet de loi qui est devant nous ; mais si mes honorables amis sont sincères, il faudra bien qu'ils acceptent l'opinion du plus illustre de leurs chefs, car il s'agit ici d'une question de principe. C'est M. Dorian qui a présenté la loi de 1874 ; or d'après cette loi, tous les employés publics ont droit de vote. Qu'a répondu M. Dorian lorsqu'on lui a reproché de ne frapper d'incapacité politique que les juges ? Ses paroles,

je les trouve dans les journaux du temps, elles sont reproduites en bonne partie dans les *Débats* de la Chambre des communes de 1885 ; elles ont été citées au cours de la discussion qui s'est faite sur le cens électoral. En 1874, M. Abbott insistait pour faire frapper d'incapacité les employés publics et M. Dorion répondait qu'avec le scrutin secret, tout le monde pouvait voter d'une manière indépendante, et que la seule objection que l'on pouvait avoir, au vote de ces employés, se trouvait à disparaître par là même. En cela, M. Dorion ne faisait que suivre le progrès des idées qui s'est fait en Angleterre.

Maintenant est-ce que cette opinion d'un homme comme M. Dorion, ne doit pas avoir un grand poids auprès des libéraux de cette Chambre ?

Donc tous les employés publics à Ottawa ont droit de prendre part aux élections fédérales, et ils doivent l'exercice de ce privilège de citoyen au Gouvernement libéral de M. McKenzie : et Sir John a accepté ce principe et l'a mis dans sa loi de 1885.

J'ai donc démontré que toutes ces incapacités ont disparu les unes après les autres au fur et à mesure de la marche des idées, et si nous adoptons cette loi nous serons la seule Province qui ira aussi loin dans la voie de l'ostracisme à l'égard des employés publics. C'est une proposition très sérieuse, et on ne doit pas s'étonner si nous cherchons à empêcher l'adoption d'une pareille mesure.

On parle de l'indépendance de l'électeur, et on dit qu'il n'y a que les employés publics qui ne peuvent voter librement. Est-ce que par hasard il n'y a pas d'autres influences que celle du Gouvernement ? N'y a-t-il pas ces grands établissements industriels qui emploient un grand nombre de personnes et qui peuvent, eux aussi, gêner la liberté de l'électeur auquel il donne du travail ? Je le demande, n'est-il pas vrai qu'en vertu du principe émis, ces employés



ne peuvent pas également voter d'une manière indépendante, et cependant jamais on ne voudrait même songer de frapper toute cette nombreuse classe d'électeurs ! Mais dans le monde, personne n'est parfaitement et absolument indépendant ; toute puissance est soumise à une autre puissance supérieure, et l'influence qui s'exerce à un titre quelconque, se répand un peu partout, dans toutes les classes de la société, à tous les degrés de l'échelle sociale. Et, M. le Président, il y a influence et influence. Il y a l'influence qui résulte de mille causes diverses et que vous ne pouvez combattre efficacement. Quant à l'influence indue, celle-là, la loi y pourvoit. S'agit-il de l'influence du Gouvernement s'exerçant d'une manière indue ? Y a-t-il un remède ? Oui ce remède existe, il est dans la loi d'abord, et ensuite il se trouve dans le principe de la responsabilité ministérielle. Si un employé qui est en même temps électeur, se mêle indûment d'élection, son chef est responsable de sa conduite, et le député lésé peut se plaindre et, si l'offense est grave, il peut entraîner la Chambre à voter la censure, ce qui entraînera la punition du coupable, dans la personne qui en est responsable, c'est-à-dire les ministres. Voilà le remède.

Nous avons les privilèges de cette Chambre, privilèges qui nous mettent à l'abri de l'intervention illégitime, et des ministres et des employés sous leur contrôle. On veut priver les employés publics de leur droit de vote ; est-ce que cela va les empêcher d'exercer dans la société, cette influence dont je parlais tout à l'heure ? Non, et même j'oserais dire que le simple fait de les priver de ce droit serait assez pour les induire davantage à exercer cette influence.

On dit : " Il faut maintenir l'autonomie de la Province, et le seul moyen d'y arriver, c'est de priver tous les employés publics du droit de vote..."

L'honorable M. **Mercier**.— C'est là l'un des moyens, mais ce n'est pas le seul.

L'honorable M. **Flynn**.—L'honorable premier ministre dit non, mais un autre de ses amis a prétendu que c'était là le seul moyen, que les Provinces étaient menacées par les autorités fédérales et qu'il fallait nous soustraire à l'influence de ces autorités en frappant d'incapacité politique, tous ceux qui se trouvent à subir leur contrôle. Comme question de fait, est-ce que les employés fédéraux peuvent contrôler nos élections provinciales ? Les trois quarts des employés fédéraux demeurent à Ottawa, et nous n'en trouvons dans le reste de la Province, qu'un très petit nombre éparpillé ici et là. Vraiment ce n'est pas un argument sérieux.

Est-ce là une bonne attitude à prendre vis-à-vis du Gouvernement fédéral ? Je ne plaide pas la cause des hommes au pouvoir à Ottawa, je me place au point de vue des principes. Ma réponse, la voici : nous ne devrions pas prendre une telle attitude ; notre ligne de conduite doit être animée par des sentiments d'indépendance, et non pas d'hostilité. En tenant ce langage, je ne fais que répéter ce qu'un homme très haut placé dans le parti libéral a dit bien des fois. M. Blake s'est plu à répéter en maintes occasions, que les Provinces devaient agir avec indépendance et non pas avec hostilité. Je suppose que le Gouvernement fédéral imite votre exemple, et entre en guerre avec le Gouvernement local, où irions-nous avec ce système ? C'est du pur enfantillage.

On a cité l'opinion de M. Gladstone et de certains autres hommes politiques anglais. Ces opinions ne peuvent avoir de poids qu'en autant qu'elles définissent des principes généraux. Mais il faut bien se rendre compte des différences qui existent entre l'état de choses qui règne ici, et l'état de choses qui régnait en Angleterre lorsqu'ils exprimaient ces opinions.

Il est vrai que l'on a dit qu'un grand nombre de comtés étaient sous le contrôle du Gouvernement fédéral, mais cette prétention est évidemment exagérée, car le nombre des employés publics dans n'importe quelle division électorale de la Province, n'est pas assez considérable pour pouvoir exercer un tel contrôle sur un vote de plusieurs milliers d'électeurs, en supposant que le Gouvernement pourrait faire voter ces gens à sa guise, ce qui est loin d'être le cas, puisque le scrutin secret protège la conscience de l'électeur contre cette pression de l'extérieur. Mais voyons comment on a envisagé cette question en Angleterre, et à ce sujet on me permettra de citer la discussion qui s'est faite en 1874, à propos d'un projet de loi présenté par un M. Monk. Il s'agissait de la seconde lecture d'un projet de loi intitulé : *Revenue officers disabilities bill*, par lequel M. Monk désirait rendre le droit de vote même aux officiers du revenu. Voici ce que je trouve dans les Débats parlementaires, à propos de ce projet de loi :

“ Mr. Monk, in moving that the Bill be now read a  
“ second time, said, that those honourable members who  
“ sat in the last Parliament would remember that that was  
“ not a new subject ; for this question had been several  
“ times under the notice of the House. When the Reform  
“ Bill of 1867 was passing through committee, the then  
“ member for Buckingham (Sir Harry Verney) proposed  
“ the insertion of a clause, to enable officers connected  
“ with the Revenue Departments to exercise the franchise  
“ in the same way as other citizens ; but as both the present  
“ and the late Premier Minister expressed an opinion that  
“ further consideration of the subject was desirable, and as  
“ the House was impatient to send the Bill up to another  
“ place,” the motion of the honorable Baronet was nega-  
“ tive, and nothing further was then done on the matter.  
“ The following year, in conjunction with Sir Harry Verney  
“ and Mr Otway, he (Mr. Monk) brought in a Bill to remove

“ from the officers of the three Revenue Departments—  
“ namely the Inland Revenue, the Customs, and the Post  
“ Office—certain restrictions which had been placed on  
“ them with regard to elections by an Act passed at the  
“ instance of the Rockingham ministry in 1782. At that  
“ time the influence of those officers in certain boroughs  
“ was so great that, according to a statement of the Mar-  
“ quess of Rockingham, they were able to command a  
“ majority in no less than 70 boroughs, and could thus  
“ directly influence 140 votes in this House. That state of  
“ things was entirely changed long before 1867 by the  
“ increase of voters under the first Reform Act.

“ The Bill he introduced in 1868 met at first with consi-  
“ derable opposition, and amongst its opponents was the  
“ present Prime minister, but so strong was the expres-  
“ sion of opinion in that House in favour of restoring the  
“ franchise to the revenue officers that the right honourable  
“ Gentleman withdrew all opposition on the part of the Go-  
“ vernment to the measure, and when it reached the House  
“ of Lords it received the hearty support of the present  
“ Lord Chancellor, who exposed the weakness and sophi-  
“ stry of the arguments which had been advanced against  
“ it by the gentlemen at the head of the Inland Revenue  
“ and the Customs. It was passed in that House without  
“ any opposition, and through its operation, the Revenue  
“ Officers had been enfranchised; but those employed in  
“ the Customs and Post Office were still debarred, under  
“ very severe penalties, from canvassing, or otherwise inter-  
“ fering in elections. With regard to the present measure also,  
“ he understood there had been unfavorable opinions  
“ addressed to Government by the heads of the same  
“ Departments. It had been held by Sir William Stephen-  
“ son that although the measure of 1868 repealed the pro-  
“ visions of the Act of 1782, yet there were other old acts  
“ under which penalties for canvassing at elections might

“ still be inflicted on officers of the Inland Revenue. In  
“ that opinions he could not agree ; but he had introduced  
“ a clause in the present Bill which would place the matter  
“ beyond any doubt. Two years ago, when he proposed to  
“ move for a Select Committee to inquire into the political  
“ status of the revenue officers, it was suggested to him by  
“ the right honourable Gentleman then at the head of the  
“ Government, that he should, by means of a question in  
“ that House, first elicit the opinion of the Attorney Gene-  
“ ral on the subject. He acted on this suggestion, and from  
“ the answer of Lord Coleridge (the then Attorney General)  
“ it appeared that only two of the three Revenue Depart-  
“ ments—namely, the Post Office and the Customs—were  
“ under any restrictions with regard to elections. The  
“ Attorney General said :

“ With regard to the Inland Revenue Officers, he believed  
“ they might now vote, and also interfere in elections by  
“ canvassing, because the statute which prevented them  
“ from so doing had been repealed.

“ There appeared to be no disposition to allow the dis-  
“ ability to continue in the case of the Post Office *employés*,  
“ and the question to be considered was, practically, whether  
“ the officers of the Customs alone were to be forced to  
“ remain under a galling restriction while all other Depart-  
“ ments were free ? He could not conceive that the new  
“ House of Commons would permit such an injustice. One  
“ of the chief arguments which were urged against the Bill  
“ which he (Mr. Monk) brought forward in 1869, and  
“ against the motion for inquiry in the following year by  
“ the late Prime Minister was that if the officers of these  
“ Departments were allowed to attend election meetings, or  
“ to canvass for a parliamentary candidate, there would be a  
“ political disquietude in these Departments, that officers of  
“ these Departments would help to get a candidate returned

“ to Parliament with the view of obtaining promotion for  
“ themselves. But that argument applied equally to the  
“ Home Office, the Admiralty, and the other Departments  
“ where the disabilities which this Bill would remove did  
“ not exist, and a conclusive answer to it existed in the  
“ fact, that since the introduction of the system of com-  
“ petitive examination, no appointment in any of the Reve-  
“ nue Departments could be through the influence of any  
“ member of the House. He contented that the whole of  
“ the men employed in the Departments of the public  
“ Revenue ought to be completely enfranchised, and that  
“ that was simply the object of this Bill. No doubt, the  
“ Government could, if it thought fit, defeat the second  
“ reading, but he felt perfectly satisfied that sooner or later  
“ this measure, or one of a similar nature, would be sanc-  
“ tioned by the Legislature.....

“ The law now was that Civil servants generally were  
“ absolutely politically free, with the exception of the  
“ Customs and Post Office and he considered that all the  
“ men employed in the Government Departments ought to  
“ be placed under the same law.

“ He should be perfectly ready to assent to the Bill  
“ going before a Select Committee if it should be thought  
“ necessary ; but he implored the Government to give  
“ their support to the second reading, so that all the  
“ Departments under the Government might be placed  
“ upon the same footing.

Dans ce que je viens de lire, ce M. Moñk nous dit qu'il a présenté la même mesure en 1868 et que l'opinion lui était si favorable même à cette époque, que le Gouvernement comprit qu'il était plus sage pour lui de retirer l'opposition qu'il avait commencé à faire au changement proposé quant à ce qui se rapportait à certaines parties de la loi proposée. Et en 1874 cette loi est passée sans opposition dans la Chambre des Lords.

L'honorable chef de l'opposition a insisté avec raison sur la différence qu'il y a entre le fait de voter et celui de se mêler d'élection, de prendre une part active à la campagne électorale qui précède la votation. Il nous a dit que les employés publics ne doivent pas se mêler d'élection et cela est un principe très juste, que j'approuve de toutes mes forces. Dans une autre colonie anglaise, on a adopté la ligne de conduite que nous préconisons ici. Je crois que c'est dans la colonie de la Nouvelle-Galle du Sud où on a donné le droit de vote aux employés publics, mais en vertu d'une règle rigoureusement observée, on leur enjoint de ne pas se mêler d'élection. Si le Gouvernement veut adopter la même règle, je serai le premier à l'aider, car je suis d'opinion que les convenances les plus élémentaires devraient empêcher les employés publics de prendre une part active aux luttes électorales.

Voilà, M. le Président, où en est la question au point de vue historique. Si nous adoptons cette législation, nous serions donc isolés dans tout l'Empire.

Mais on me dira : Est-ce que nous ne pouvons pas prétendre avoir autant d'expérience que les autres colonies anglaises. Cela se peut, mais il faut avoir une forte dose de présomption pour rejeter des autorités comme celles que j'ai citées.

On dira que les abus sont tellement grands qu'il faut recourir aux mesures extrêmes pour y mettre fin. C'est une assertion toute gratuite ; avons-nous un rapport, un mémoire ou une requête, avons-nous une plainte quelconque nous signalant des abus d'une nature criante ? Est-ce que depuis l'adoption de la loi de 1875, il s'est produit des faits nouveaux pour nous engager à modifier profondément notre loi électorale ? L'état de choses a-t-il changé depuis 1875 ?

On a bien parlé de cas isolés, mais on peut remédier à ces cas, en appliquant le principe de la responsabilité minis-

térielle. J'ai commencé à me mêler d'élection en 1874, et les employés publics alors faisaient ni plus ni moins ce qu'ils font aujourd'hui. Du reste ce ne sont pas tous les employés ni tous les officiers publics qui interviennent dans les luttes électorales. Partout vous trouverez des gens qui ne comprennent pas l'esprit des convenances qui doit les guider, partout il y a des hommes de devoir, et d'autres qui ne le sont pas. Mais, est-ce là une raison suffisante pour nous engager à prononcer un verdict contre tous les employés publics ? Cela me paraît une proposition excessivement injuste et déraisonnable. Nous irions par là même faire souffrir injustement des citoyens qui ont toujours rempli leurs devoirs, pour ceux qui ne l'ont pas fait. J'aime à croire que la grande majorité des employés publics se compose d'hommes qui savent remplir leur devoir en tout et partout, et que ce n'est que la petite exception qui s'écarte de la ligne de conduite que j'ai tracée. J'ai été ministre, et je puis leur rendre ce témoignage. Dans le département des terres de la couronne où il y a le plus grand nombre d'employés et dont j'ai eu la direction, je ne voudrais pas dire qu'il y a là des hommes qui ne savent pas ce que c'est que leur devoir.

A l'origine de la tentative de législation que nous discutons, on voulait s'attaquer uniquement aux officiers fédéraux ; aujourd'hui, on n'atteint pas tous ceux qui sont payés au jour le jour, comme on se le proposait d'abord, et on a abandonné cette partie de la proposition primitive, cela prouve que les griefs que l'on avait n'étaient pas très sérieux.

Si on nous disait que règle générale, les employés publics sont si peu raisonnables, qu'ils se mêlent tous très activement d'élection, et qu'il est devenu par là même indispensable de protéger la liberté du peuple, qu'il faut sévir contre eux, ce serait là peut-être un argument que la Chambre



pourrait considérer favorablement. Mais sommes-nous en état de dire qu'il en est ainsi ? Si tel était le cas, nous aurions un état de choses très anormal. Si jamais l'honorable député de Dorchester n'avait été l'objet d'une mauvaise réception dans une certaine assemblée publique, jamais nous n'aurions entendu parler de cette mesure.

Il ne me reste plus, M. le Président, qu'à tirer les conclusions des principes que j'ai posés. Notre loi est déjà moins favorable que la loi impériale, que la loi fédérale et que celle des autres Provinces, et cependant on vient nous proposer de restreindre encore le droit de suffrage. Quand il y a partout un concert unanime pour diminuer les incapacités politiques, ici on cherche à les augmenter. On frappe des centaines et des milliers de personnes sans motifs plausibles. Ce n'est pas une mesure raisonnable et juste. Il ne s'agit pas de permettre aux employés de se mêler d'élection, mais tout simplement de leur conserver leur droit de vote. Quant au droit de prendre part aux luttes électorales, autrefois en Angleterre tous les officiers publics étaient privés de ce droit, mais on a fait une loi pour supprimer cette exclusion. Je ne serais pas prêt à recommander une pareille législation, mais je la signale pour indiquer la tendance des idées. Bien que je ne sois pas prêt à dire qu'il faudrait passer une loi pour empêcher les employés publics de prendre part aux luttes électorales, je prétends que, comme règle de sagesse et de prudence, il vaut mieux qu'ils n'interviennent pas.

En résumé je dis : laissons l'état de choses tel qu'il est. Qu'on examine chaque cas séparément et que l'on se prononce en toute justice. Bien que je ne veuille pas frapper tous les employés publics, je ne voudrais pas dire que le temps est arrivé de faire disparaître toutes les incapacités politiques qui existent en vertu de notre loi ; cependant il faut reconnaître que déjà il existe une opinion qui s'affirme de plus en plus dans le sens de l'abolition de ces exclusions.

Mon opinion personnelle est que, vu l'état de nos mœurs, il ne serait pas à propos de donner aux officiers publics mentionnés dans la loi, le droit de vote. Si jamais la question se pose d'une manière pratique, il sera de notre devoir d'examiner chaque cas en particulier et de nous prononcer après mure réflexion.

Je ne veux pas discuter pour le moment la question abstraite de savoir, si l'employé public, qui paye les taxes comme tous les autres citoyens, doit être privé du droit de vote.

Je me contente d'affirmer que l'on n'a pas pu prouver devant la Chambre que nous souffrons d'abus assez graves pour nous justifier d'adopter une législation qui sera une tache sur les institutions libres de cette Province.

**M. Robidoux**—*député de Châteauguay*. — M. le Président, comme j'ai déjà parlé sur cette question, je n'ai pas l'intention de retenir la Chambre bien longtemps. Je ne le ferais pas, si je n'étais en quelque sorte le père de ce projet de loi.

L'honorable député de Gaspé, combat cette mesure parce qu'elle est, dit-il, contraire aux idées généralement reçues en Angleterre comme au Canada, parce qu'elle n'est pas nécessitée par les circonstances et un peu aussi parce qu'elle n'est pas assez libérale ou progressive, si le mot lui plaît mieux. Depuis 1874, les incapacités politiques qui frappaient les employés publics en Angleterre, ont, dit-il, complètement disparu ; mais il a oublié de nous dire que si le Parlement anglais a pris cette décision, c'est qu'il y avait là un motif qui n'existe pas ici. Les employés du service civil anglais, peuvent voter, mais depuis 1870, le Gouvernement impérial n'a plus le droit de choisir un seul officier public, c'est une commission permanente qui fait ce choix, sur examen....

**M. Casgrain**.—C'est la même chose à Ottawa.

**M. Robidoux.**—Oh ! il n'y a pas de comparaison possible entre ce qui se passe en Angleterre et à Ottawa.

L'état de choses qui règne ici, n'est pas du tout le même que celui qui existe en Angleterre. Les employés de la Province sont nommés par le Gouvernement, et là-bas ils sont nommés suivant leurs capacités, et celui qui passe le meilleur examen a le plus de chance d'être choisi. Il est vrai que le Gouvernement anglais a droit de démettre ces employés, mais il n'a aucun intérêt à le faire, excepté celui de rendre plus efficace le service public, puisqu'il ne peut pas nommer de ses amis à la place.

L'employé est donc parfaitement indépendant du Gouvernement, et si vous en doutez, vous n'avez qu'à lire l'*Annual register* de 1871, qui donne un précis de la loi. Ici nous n'avons pas de loi semblable qui régit le service public.

La privation du droit de vote que l'on veut décréter à l'égard des employés publics, ne sera pas un fait bien nouveau dans la Province. Quelle différence faites-vous donc entre ceux que vous avez privés de ce droit, et ceux que nous voulons atteindre par cette législation ? C'est vous qui avez inscrit ce principe dans la loi, et vous avez frappé les employés les plus capables d'exercer ce droit avec intelligence....

L'honorable **M. Flynn.**—L'exception a été créée par le statut 20 Victoria.

**M. Robidoux.**—Vous êtes les auteurs de la loi de 1875, qui consacre ce principe. Vous empêchez de voter les chefs de département, c'est-à-dire les plus capables de se prononcer avec connaissance de cause sur les affaires publiques, vous ôtez le suffrage aux plus riches, à ceux qui sont sensés avoir la plus grande somme d'indépendance, et vous n'empêchez pas de voter ceux qui occupent une posi-

tion où leur liberté est plus exposée par des sollicitations de tous genres. Ainsi vous enlevez le droit de vote aux maîtres de poste, et vous ne l'enlevez pas à celui qui distribue les lettres de porte en porte. Si ce principe d'exclusion est bon dans un cas, pourquoi serait-il mauvais dans l'autre. Tout ce que nous faisons en ce moment, c'est de tirer les dernières conclusions des principes que vous avez posés vous-mêmes. . . .

L'honorable M. **Flynn**.— Au contraire, la question qui se pose est celle de savoir s'il ne faut pas diminuer les incapacités politiques plutôt que de les augmenter.

M. **Robidoux**.— L'honorable député est habile, il pose la question, mais il ne donne aucun moyen de la régler.

On dit que les employés publics sont bien maltraités par ce projet de loi, mais on ne l'a pas prouvé. Il est un fait que nos honorables amis de l'autre côté de la Chambre n'ont pas osé aborder. N'est-il pas vrai que celui dont l'existence dépend de quelqu'un, n'est pas indépendant de ce quelqu'un là ? Or les employés publics qui gagnent leur vie avec le Gouvernement, ne sont pas indépendants.

L'honorable député de Gaspé disait : défendez donc aussi aux employés des grandes corporations commerciales ou industrielles de voter ; ce n'est pas la même chose du tout. Ces grandes corporations n'ont pas de politique. Il n'y a pas de grandes corporations composées exclusivement de libéraux et de conservateurs ; du reste vous n'en trouverez pas une seule qui dise à ses employés : votez pour un parti plutôt que pour l'autre.

C'est rendre service aux employés publics que de leur enlever ce droit de vote ; c'est les mettre à l'abri des reproches ou de la destitution. C'est leur rendre la tranquillité après laquelle ils soupiraient, et qu'ils ne pourront jamais

avoir, tant qu'ils seront exposés à être tirillés par les chefs politiques soit d'un parti, soit de l'autre, il importe peu lequel des deux pressure la conscience de ces employés.

A-t-on démontré qu'il faut que ces hommes votent, pour que le pays soit bien gouverné? Vos journaux ont accusé le Gouvernement d'avoir envoyé une lettre circulaire, défendant aux employés de voter pour un parti ou pour l'autre, aux dernières élections générales? Quoique vous en ayez dit, cette circulaire a été approuvée par l'opinion publique, et vous n'avez pas osé en faire l'objet d'une censure contre le Gouvernement. Rien ne démontre la nécessité que les employés publics votent aux élections, au contraire, il faut que l'opinion de la majorité populaire soit librement exprimée et ne soit pas étouffée par le vote de ceux qui, n'étant pas libres, donneront au résultat électoral une signification toute autre que celle qu'il aurait dû avoir.

L'honorable député de Gaspé a prétendu que la Province de Québec était la seule où l'on songeait à faire une telle loi. Les statuts révisés de la Province d'Ontario, mentionnent un plus grand nombre d'incapacités politiques qu'ici....

L'honorable M. **Flynn**.—J'ai dit que c'était les mêmes exceptions que nous avons ici.

M. **Robidoux**.—On a dit qu'aucun libéral marquant n'était en faveur d'une mesure tendant à priver les employés publics de leur droit de vote; cependant le Gouvernement d'Ontario est bien un Gouvernement libéral. On n'a donc pas raison de dire que c'est là une proposition anti-libérale. Je ne voulais pas répondre longuement aux remarques qui ont été faites, car je considère que ce débat est épuisé. Je crois en avoir dit assez, pour faire voir que ce n'est pas une loi d'exception, qui n'existe nulle part ailleurs, et si en Angleterre, les hommes politiques ont modifié leurs vues

sur ce sujet, c'est que l'état de choses qui existe là n'est pas le même qu'ici.

En 1875, on a posé le principe en jeu, et aujourd'hui nous poussons l'application de ce principe jusqu'à ses dernières limites. Nous mettons l'employé public dans une bien meilleure condition qu'il ne l'est aujourd'hui. Pour ces raisons je crois que mon amendement devrait rencontrer l'approbation des membres des deux côtés de la Chambre.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai dit que parce que vous ne proposiez pas de loi pour permettre aux officiers de douane et d'accise de voter, ce n'est pas une raison de priver les autres employés de ce droit. Que le Gouvernement nous propose une loi pour faire disparaître ces inhabilités, et je lui promets que mes amis et moi, nous voterons pour ce projet de loi. L'honorable député a confondu l'exception avec la règle générale ; il a dit : vous avez consacré ce principe dans la loi de 1875, or tel n'est pas le cas, puisque le principe contraire y est exposé en toutes lettres.

M. **LeBlanc**.—*député de Laval*.—M. le Président, je désire offrir quelques remarques sur ce sujet, bien que le débat me paraisse épuisé.

L'honorable chef de l'opposition vient de déclarer que nous sommes prêts plutôt à accepter une extension du suffrage qu'une mesure tendant à le restreindre, et je viens appuyer ces déclarations de mon chef.

L'honorable premier ministre nous a demandé si nous voulions le suffrage universel. Nous sommes conservateurs, et jamais nous n'avons favorisé ce principe. Nous espérons que le Gouvernement saura respecter les convictions de la grande majorité de la population sur ce sujet.

Ce projet de loi est bien étrange ; il s'attaque au principe fondamental de notre constitution puisqu'il est question du droit de suffrage. Les employés publics ont tout autant de

droit que n'importe quel citoyen, de se prononcer sur la manière dont les affaires publiques sont administrées. S'il y a des hommes éminents dans la Province, ce sont bien ceux qui appartiennent au service civil. Qu'on lise la presse et l'on verra ce que l'on pense de cette mesure. On veut faire des eunuques politiques de tous les employés publics. Si ce n'est pas là une injure, je voudrais bien savoir ce que c'est qu'une injure. Quels sont ceux qui, dans tous les pays, ne peuvent jouir du droit de vote ? Ce sont les forbans, les gens sans aveu qui ont mérité la corde, et on veut assimiler les employés publics à ces criminels.

Quel est le principe sur lequel repose le droit électoral ? La première qualification requise est la tenure libre de la terre. A l'origine, il n'y avait que les propriétaires qui avaient le droit de vote, et plus tard on a donné ce droit aux locataires. Or, si on vote cette loi, on ira contre ce principe.

On a parlé des employés du pénitencier de Saint-Vincent de Paul. Depuis que j'ai l'honneur de représenter le comté de Laval, aucun de ces employés ne s'est conduit de manière à s'attirer le blâme de qui que ce soit ; ils ont simplement usé de leur droit de vote, voilà tout. Les remarques que l'honorable premier ministre a faites sont donc parfaitement oiseuses. Il a menacé le comté de Laval de devenir libéral, s'il réussissait à défranchiser ces employés. Ces menaces ne valent pas plus que celles qu'il faisait autrefois contre moi. Il y aura toujours assez d'électeurs libres et indépendants, comme le sont ceux de Laval, pour flétrir la conduite du Gouvernement, et si ce n'est pas moi qui sera élu, ce sera un autre conservateur, on peut en être certain.

L'honorable député de Gaspé a cité les paroles de M. Monk. Je pourrais ajouter celles prononcées par le chancelier de l'échiquier, qui abondaient dans le même sens. En Angleterre les employés étaient nommés autrefois par

la couronne, et celle-ci pouvait exercer sur eux une grande somme d'influence, comme l'a fait voir l'honorable député de Montmorency.

Quant à donner le droit de vote aux juges, la question est bien différente. Ce serait ouvrir la porte à toutes sortes d'accusations contre leur impartialité dans l'exercice de leurs hautes fonctions. Il faut que les juges soient au-dessus des luttes de la politique.

Il est facile d'empêcher les employés publics d'aller travailler dans les élections, et c'est ce qui a donné lieu à toutes sortes de plaintes ; si la chose est arrivée pendant que notre parti était au pouvoir, elle est bien plus fréquente aujourd'hui. N'est-ce pas l'honorable premier ministre qui, en 1883, écrivait à l'un des employés de cette Chambre, lui disant d'aller le rejoindre à Montréal, qu'il le cacherait avec le plus grand soin dans sa maison, pour qu'aucun soupçon ne vint à planer sur lui.

L'honorable député de Chateaugay a posé en principe qu'il était opportun de défranchiser tous ceux qui occupent des positions pouvant faire croire qu'ils ne sont pas absolument libres. S'il fallait appliquer ce principe, on défranchiserait les trois quarts de la Province !...

C'est une mesure rétrograde. Ce n'est pas une mesure libérale que les Letellier, les Fournier et les Dorion auraient approuvée. Nous avons le droit anglais pour nous guider, et nous ne devons pas nous éloigner des principes consacrés par ce droit et par l'expérience.

Pour ces raisons que je ne veux pas développer, afin de ne pas prolonger ce débat, je voterai contre ce projet de loi.

**M. Tessier.**—*député de Portneuf.* — Un mot, M. le Président, pour répondre aux remarques faites par l'honorable député de Laval. Son principal argument a été de répéter que cette proposition de loi était rétrograde, et



tendait à restreindre le suffrage qui est accordé au peuple. C'est là une prétention erronée.

Le suffrage doit se donner librement, or, comment voulez-vous que ce droit soit exercé d'une manière indépendante par des personnes dont l'existence dépend des partis politiques ? On refuse aux juges le droit de vote, parce que leur éloignement du bureau de votation a pour effet de leur garantir une plus grande somme de liberté et d'impartialité dans l'accomplissement de leurs augustes fonctions, et de leur assurer en même temps le plus grand respect possible de la part du public. Les mêmes raisons peuvent jusqu'à un certain point s'appliquer aux employés publics. On prétend que l'employé public peut fort bien voter sans que ses devoirs en souffrent. Je ne puis admettre qu'un employé puisse travailler cordialement pour un chef contre lequel il cabale. Puisqu'il est dans l'intérêt public que les juges ne votent pas, il est aussi dans l'intérêt général que le même principe s'applique aux employés publics. Je respecte beaucoup les membres du service civil, c'est parce que je les respecte que je ne veux pas les voir exposés aux rancunes et aux persécutions mesquines des partis. Ils ont du talent, mais il ne faut pas que ces talents soient au service des intérêts des partis politiques. J'ai été heureux, en étudiant cette question, de trouver des remarques fort appropriées aux circonstances actuelles dans un discours de Lord Dufferin, fait en 1878. Voici ce qu'il disait :

" Now the civil service of the country thought not animating spirit, is the living mechanism through which the body politic moves and breaths and has its being. Upon it depends the rapid and economical conduct of every branch of your affairs ; and there is nothing a nation should be so particular about as to secure in such a service, independence, zeal, patriotism and integrity. But in order that this should be the case, it is necessary that the civil service should

be given status regulated by their acquirements, their personal qualifications, their capacity for rendering the country, efficient service, and that neither their original appointment nor their subsequent advancement, should in any way have to depend upon their political connections or opinions. If you take my advice, you will never allow your civil service to be degraded into an instrument to subserve the hands and interests of any political party. The success of a political party, ought to depend upon its public policy, and the ability of its chiefs, and not upon the advantage likely to accrue to its individual adherence. In fact, the more the aria of personal profit consequent upon a change of Government is limited the better for the country at large. On the other hand, the independance thus conceded through the members of the civil service, imposes upon them, a special obligation, namely that they should serve their successive chief—no matter to which side they may belong—with a scrupulously impartial zeal and loyalty. There is no offence, which should be visited with swifter or more condign punishment than any failure in this respect. A civil servant who allows his political sympathies to damp his ardour, devotion, zeal and loyalty to his departmental chiefs is a disgrace to his profession."

De ceci il est facile de conclure que l'employé public qui se mêle d'élection, forfait à son devoir, et que nous ne faisons qu'appliquer l'idée exprimée par Lord Dufferin en lui enlevant son droit de vote.

Combien de fois n'avons-nous pas entendu dire aux employés publics qu'ils avaient été forcés de faire telles ou telles choses par leur chef. En les privant du droit de vote, nous leur enlevons un privilège qui est pour eux la source de très graves embarras. En votant ce projet de loi, nous voulons leur donner la position qu'occupent les juges, et nous voulons les protéger contre la pression dont ils sont l'objet pour les forcer à travailler malgré eux dans les élections.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre.*  
—J'éprouve un certain embarras à voter. Je n'ai jamais donné un vote que je croyais consciencieusement mauvais. Il est assez difficile de prendre une décision après le débat qui vient d'avoir lieu.

Je crois que quel que soit le parti au pouvoir, les employés publics suivent le Gouvernement. Notre système est bien différent de celui des Etats-Unis ; là tous les employés publics prennent une part active aux élections, aussi aux vainqueurs appartiennent les dépouilles. C'est peut être la principale cause de ce que les démocrates ont été battus aux dernières élections ; ils n'avaient pas chassé les employés nommés par leurs adversaires, et ces employés conspiraient contre le parti démocrate. Vous allez voir que le parti républicain maintenant triomphant, va mettre à la porte tous les employés démocrates ; il aura raison, car c'est le système.

Ici souvent un homme est puni pour avoir voté suivant sa conscience. Les employés publics eux-mêmes demandent que le droit de vote leur soit enlevé.

Nous ne souffrons que trop des abus commis par les employés ; il est inutile de se le cacher, tous, quelque soit le parti au pouvoir, se mêlent bien trop d'élection. Je sais que beaucoup d'employés ont craint d'être destitués, lorsque j'ai été ministre, parce qu'ils avaient pris part aux luttes électorales contre moi. Je ne leur en ai pas tenu compte, parce que je savais que c'étaient leurs chefs qui les avaient obligés à faire ce qu'ils avaient fait. En Angleterre c'est bien différent, et comme l'a démontré l'honorable député de Chateauguy, là, les employés ne sont nommés que d'après leurs capacités. Il n'en est pas ainsi dans notre Province.

Même pour des élections municipales, les employés publics ont été menacés de destitution parce qu'ils avaient votés pour moi.

**M. Casgrain.** — C'est un grand argument en notre faveur.

L'honorable **M. McShane.** — Oui, je le répète, de bons employés ont été renvoyés, d'autres n'ont pas reçu l'avancement qu'ils méritaient parce qu'ils ont voté pour moi. Pour ces raisons, je voterai pour ce projet de loi, car je ne veux pas que les employés publics se mêlent d'élection.

La proposition de M. David est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Bernatchez, Bisson, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchène (de l'Islet), Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Legris, McShane, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte. — 32.

Ont voté contre : — MM. Baldwin, Bazinet, Beauchamp, Bourbonnais, Casgrain, Deschênes (de Témiscouata), Desjardins, Duplessis, Flynn, Hall, Lapointe, Lareau, LeBlanc, Lussier, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Spencer, Taillon et Tourigny — 24.

L'Assemblée législative a adopté.

La proposition de M. Robidoux est aussi adoptée.

Le projet de loi est modifié en comité général, et la troisième délibération est renvoyée à demain.

#### LES LOIS DE LA PROCÉDURE CIVILE.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier les lois de la procédure civile.

**M. Lareau**—*député de Rouville.*—Mon but, M. le Président, en déposant ce projet de loi, était principalement de le soumettre à l'étude de tous ceux qui s'occupent de ces

questions. J'en ai envoyé des copies aux juges, leur demandant de bien vouloir me transmettre leurs suggestions. Le comité de législation pourra s'éclairer des suggestions que j'ai reçues.

Il y a certains amendements dont je ne voudrais pas prendre maintenant la responsabilité vu leur grande importance. J'avais compris que le Gouvernement était à préparer une refonte générale du code de procédure civile, avec les amendements que suggère l'expérience<sup>6</sup>; si tel était le cas, il ne serait pas même nécessaire de renvoyer ce projet de loi au comité de législation.

Le projet de loi est renvoyé au comité de législation.

#### LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE DE DISTRICT.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier la loi concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*.—C'est pour permettre l'organisation de sociétés d'agriculture de district. La loi qui existe ne peut être mise en pratique. D'après ce projet de loi, cent personnes pourront souscrire et deviendront membres d'une société d'agriculture de district. Quant au lieu de l'exposition, il est pourvu qu'elle devra être tenue dans un endroit situé autant que possible au centre du district.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Amendez-vous la partie de la loi qui déclare que le Gouvernement donne une somme de tant . . .

**M. Robidoux**.—Quand il y aura une telle association, il n'y aura pas d'autre société d'agriculture.

**M. Pilon**—*député de Bagot*.—Ce district sera composé de plusieurs comtés ?

**M. Robidoux.**—Il aura les mêmes limites que le district judiciaire. Quand il y aura une association de district, il ne pourra pas se former de société d'agriculture en vertu de l'ancienne loi.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—J'espère que l'on soumettra la question aux employés du département afin d'avoir leur opinion. Pour ma part si cette idée peut être mise en pratique, j'en serai.

**M. Robidoux.**—Comme question de fait, cela existe déjà, mais la difficulté qui se présente vient à propos de l'exposition.

**M. Pilon.**—On devrait dire au moins que la majorité des souscripteurs de l'ancienne société, pourront former ces sociétés de district. Il ne me paraît pas juste de mettre de côté les anciennes sociétés de cette façon-là.

**M. Robidoux.**—Il ne pourra pas y avoir d'autres sociétés de district, mais les sociétés de comté restent. Nous avons déjà une telle société dans le comté de Huntingdon, elle s'est formée spontanément. . . .

L'honorable **M. Taillon.**—Ne serait-il pas mieux de renvoyer immédiatement ce projet de loi au comité de l'agriculture ?

**M. Bisson**—*député de Beauharnois.*—Ces concours régionaux ou de district, sont destinés à faire beaucoup de bien. Chez nous une telle exposition a eu lieu, et on a consenti spontanément à souscrire un certain montant pour établir de telles expositions. Le projet est de faire souscrire des individus, mais les sociétés d'agriculture pourront contribuer pour leur part aux fonds généraux.

Le projet de loi est renvoyé au comité d'agriculture.

#### LA LOI DES LICENCES ET LES MINEURS.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier l'article 926 des statuts refondus de la Province de Québec.

M. le Président donne comme suit sa décision sur l'objection soulevée par l'honorable M. Lynch, le 28 janvier dernier, alléguant que ce projet de loi aurait dû être présenté après avoir été précédé de résolutions.

M. le **Président**.—L'objet de cette mesure est de défendre aux mineurs de "se faire délivrer des boissons enivrantes dans une auberge, etc."

C'est ce principe que la Chambre est appelée à consacrer en autorisant par son vote la seconde lecture de ce projet de loi. Comme sanction de la prohibition qu'elle impose aux mineurs, cette mesure les rend passibles d'une amende n'excédant pas vingt piastres, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours.

On objecte que le projet, à cause de cette disposition pénale, aurait dû être précédé de résolutions adoptées en comité général, et que la proposition pour procéder à sa seconde lecture, sans que cette formalité préalable ait été observée, est irrégulière.

Les usages parlementaires requièrent le renvoi à un comité général de toute proposition comportant un impôt, une amende ou une charge quelconque dont le produit doit profiter au revenu public.

Cependant, comme l'a décidé mon prédécesseur l'honorable M. Würtele, (Journaux de l'Assemblée législative de 1886, page 413) "quant un *bill* renferme des taux, des droits, des honoraires ou des pénalités, le montant doit "en être décidé et fixé, non pas dans un comité général "préliminaire, mais dans un comité sur le *bill*. Tous ces

“ taux, droits, honoraires et pénalités sont imprimés en  
“ caractères italiques et ces italiques sont censés être des  
“ “ blancs ” qui doivent être remplis par le comité sur le  
“ *bill* ; et il est entendu que les mots en italiques ne sont  
“ insérés que pour indiquer le montant qui doit être pro-  
“ posé.”

Je prends la décision de mon savant prédécesseur comme établissant la pratique suivie dans cette Législature en pareil cas, et je déclare, en conséquence, l'objection mal fondée.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*. —Ce n'est pas mon intention de faire passer ce projet de loi pendant la présente session ; mais je crois qu'il est bon que le comité de législation en fasse une étude, qui pourra être utile à la prochaine session. Cette étude est d'autant plus nécessaire que des opinions diverses ont été exprimées.

Le projet de loi est renvoyé au comité de législation.

La séance est levée.



**ASSEMBLEE LEGISLATIVE.**

*Séance du jeudi, le 14 février 1889.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de projets de loi.—Proposition concernant les dépenses de la conférence interprovinciale: **MM.** Duhamel, Duplessis, Gagnon, Mercier, Le Blanc, Bernatchez, Taillon, David McShane, Casgrain et Deschênes.—Suite de la délibération sur le projet de loi touchant le vote des employés publics: **MM.** Gagnon, Taillon et Pelletier.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

**LA LOI DE LA CESSION DE BIENS.**

**M. Déchène** — *député de l'Islet*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi en ce qui concerne la cession de biens.

C'est pour supprimer les syndics ou curateurs pour les remplacer par des officiers publics qui donneront un cautionnement pour la plus grande garantie des créanciers.

Ce projet de loi est adopté en 1<sup>re</sup> délibération.

**LES LIMITES DU DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.**

**M. Déchène** — *député de l'Islet*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de Québec et leur donner juridiction concurrente.

C'est le même projet que j'ai présenté l'année dernière, mais qui n'a pas été pris en considération vu l'époque

avancée de la session. C'est pour annexer une partie du territoire du lac Saint-Jean au district judiciaire de Québec.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

EXEMPTION DE TAXES POUR LES PROPRIÉTÉS DES SOCIÉTÉS  
D'AGRICULTURE ET D'HORTICULTURE.

**M. Spencer**—*député de Missisquoi*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour exempter des taxes municipales et scolaires, les propriétés appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture et occupées par elles.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

LES DÉPENSES DE LA CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE.

**M. Duplessis**—*député de Saint-Maurice*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état donnant les détails des dépenses relatives à la conférence interprovinciale au montant de la somme de \$2,468.20 payée à l'honorable M. Duhamel et inscrite à la page 107 des *Comptes publics* de 1887 et 1888.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—Pas un sou ne m'a été payé.

**M. Duplessis**.—Voici ce que je lis dans les *Comptes publics*. "Payé à l'honorable George Duhamel, pour dépenses relatives à la conférence interprovinciale \$2,468.20."

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Ce montant représente les comptes qui ont été payés sur l'approbation de l'honorable commissaire des terres de la couronne, et si l'honorable député veut en avoir le cœur net, il n'a qu'à aller trouver M. Drolet, qui lui donnera un état détaillé de chacune de ces dépenses.

**M. Duplessis.**—Cet état justifiera bien mieux le Gouvernement, s'il y a justification possible, que tout examen que je pourrais faire.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—Nous avons donné l'année dernière ce qui avait été convenu à la suite d'une entente entre les deux côtés de la Chambre. Si cette proposition était votée, cela aurait pour effet de briser l'entente qui a eu lieu. Nous n'avons pas honte de donner ces détails, mais je crois que ce ne serait pas convenable à l'égard des ministres des autres Provinces qui sont venus ici, pour nous aider à accomplir une œuvre fort importante pour l'avenir de notre pays.

**M. LeBlanc**—*député de Laval.*—La réponse qui a été donnée n'est pas suffisante d'après la demande qui a été faite. Je ne vois rien qui soit dérogoire à la dignité et à l'honneur de cette Chambre, de donner tous les détails mentionnés dans les propositions adoptées l'année dernière, si toutefois les choses se sont passées comme elles devaient se passer.

L'honorable M. **Mercier.**—Il a été entendu que nous ne donnerions que trois chefs de dépenses. J'en appelle à tous les membres de cette Chambre, et en particulier, à l'honorable chef de l'opposition. Je compte sur sa loyauté pour établir les faits.

M. **LeBlanc.**—Ce n'est pas exact ; la réponse devait porter sur quatre chefs de dépenses ; c'était en réponse à l'ordre donné sur la proposition de l'honorable député de Saint-Maurice, mais il n'a jamais été rien donné en réponse à ma proposition et alors il n'a jamais été question de la convention dont parle l'honorable premier ministre.

L'honorable M. **Mercier.**—Très bien... il ne s'agit plus de cela, mais il s'agit de savoir si nous devons accorder la demande qui est maintenant devant nous.

**M. LeBlanc.**—Je maintiens qu'il n'a rien été convenu sur ma proposition.

L'honorable **M. Mercier.**—N'est-il pas vrai qu'il a été convenu que nous ne donnerions pas les détails des dépenses ?

**M. LeBlanc.**—Je ne sais s'il y a eu quelque chose de convenu oui ou non, mais je me rappelle fort bien les récriminations que l'honorable premier ministre faisait entendre, lorsqu'il était dans l'opposition, et qu'il s'agissait de dépenses bien moins blâmables que celles-ci. On dit que ce serait manquer aux convenances et à la dignité que nous devons observer à l'égard des ministres qui sont venus ici, pour prendre part aux travaux de cette grande conférence, qui a eu de si grands résultats pratiques. Où est donc le point d'honneur ? C'est le peuple qui paie, et il a bien le droit de savoir comment on a dépensé son argent.

Nous ne nous montrerons pas mesquins pour des dépenses raisonnables, mais nous ne pouvons pas nous taire devant des extravagances comme celles qui ont été commises dans cette circonstance. Si on prend la somme dépensée, et si on la compare au nombre des invités, on trouve qu'elle représente une somme de \$500 pour chacun d'eux. Je me rappelle encore les grands mouvements d'indignation de l'honorable premier ministre reprochant à M. Chapleau d'être allé à New-York en char spécial, d'avoir bu du champagne, et fumé de bons cigares ; qu'il ne s'effraye pas, nous serons plus généreux que lui.

Ce que nous voulons, c'est un état détaillé de ces dépenses-là. Il s'agit de savoir si oui ou non, le Gouvernement a gaspillé cet argent. Si les ministres n'ont pas peur de rencontrer le peuple sur ce point-là, qu'ils parlent, qu'ils ne se montrent pas peureux, qu'ils viennent donc franchement et loyalement dire ce qui en est. Nous avons à accomplir un devoir pénible, mais nous ne reculerons pas.

L'honorable M. **Gagnon**.—Trois ordres de la Chambre ont été votés à propos de cette dépense. Le premier l'a été le 11 juin, et j'ai mis cet état devant la Chambre peu après. On sait donc le montant qui a été dépensé. Deux autres ordres ont été votés ensuite dans l'intervalle, et une entente a eu lieu en vertu de laquelle, la réponse que j'avais produite, devait être considérée comme suffisante.

On veut revenir sur une question qui n'est pas devant la Chambre. L'honorable député de Laval, avec toute l'énergie qui le distingue, a dit que le Gouvernement a peur, tandis que l'ancien cabinet, lui, n'avait jamais peur. Je vais lui donner une petite leçon qui lui montrera à être plus prudent à l'avenir. C'est avec ces questions de quatre sous que l'on veut se préparer un bagage électoral ; c'est ainsi que l'on fait une très mauvaise éducation au peuple. Il est beaucoup plus nécessaire de connaître quel est l'état de la dette publique que ces détails-là, or ces messieurs qui n'avaient jamais peur, nous ont refusé ces renseignements pendant que nous étions dans l'opposition, et le député de Laval, l'homme courageux par excellence a voté contre nous. Il ne voulait pas que le pays sut quel montant il devait. C'est le même député qui fait aujourd'hui tant de bruit à propos d'une dépense que nous avons déjà mise devant la Chambre.

Le fait est que les remarques de l'honorable premier ministre n'étaient pas de nature à provoquer la moindre discussion acerbe, et je suis étonné de voir qu'on ait si mal accueilli ses observations. Le député de Laval va se calmer, dans tous les cas, la Chambre va le calmer.

Pour ma part, je proposerais volontiers que l'état en question fut mis devant la Chambre, après les explications données par mon collègue, l'honorable commissaire des terres de la couronne. Que l'honorable député de Saint-Maurice fasse mettre cet état devant le comité des comptes

publics, ou qu'il aille, s'il le préfère, trouver le comptable de la Chambre, et cet officier lui donnera tous les détails de cette dépense.

**M. LeBlanc.**—Je me lève pour une explication personnelle.

L'honorable secrétaire de la Province a parlé de mon vote de 1886.

L'honorable **M. Gagnon.**—Ce n'est pas là une explication personnelle. Si l'honorable député présente des arguments nouveaux, je veux avoir le droit de répondre.

**M. LeBlanc.**—Je veux expliquer le vote que vous avez rappelé.

**M. le Président.**—Je comprends que l'honorable député veut s'en tenir à l'incident, n'est-ce pas ?

L'honorable **M. Mercier.**—J'entends que le règlement soit suivi à la lettre.

**M. le Président.**—C'est ainsi que je pose la question.

**M. LeBlanc.**—Si je dis quelque chose de nouveau, je n'ai pas d'objection à ce que l'honorable secrétaire de la Province me réponde. Si j'ai voté comme je l'ai fait en 1886, c'est que mes honorables amis demandaient un état dans lequel devaient figurer des sommes représentant des réclamations dont la validité était soumise aux tribunaux. On comprend que faire figurer de telles sommes dans la dette, c'était nuire aux intérêts publics.

L'honorable **M. Gagnon.**—Ceci n'est pas conforme aux faits. Il n'était pas question du tout de ces réclamations.

**M. LeBlanc.**—Pardon, il s'agissait de réclamations admises et non-admises ; or je dis que ce n'était pas dans l'intérêt public de faire connaître cela.

Ici, il s'agit d'une dépense faite, et mon honorable ami le député de Montréal-ouest, me fait remarquer qu'à Ontario, on n'a pas été aussi scrupuleux, toutes les dépenses d'un voyage fait par les ministres dans les territoires nouveaux, ont été mises devant la Chambre. On a mis tous les détails devant la Chambre, même le nombre de bouteilles de champagne bues, et de cigares fumés.

L'honorable M. **Gagnon**.—En 1886, il ne s'agissait pas du tout de nuire à l'intérêt public en faisant figurer des sommes que le Gouvernement ne reconnaissait pas devoir. Comme le prouve la proposition de M. Stephens, il ne s'agissait que des comptes admis et devant être payés par les différents départements, et le courageux député de Laval a voté contre cela.

Comme l'honorable commissaire des terres de la couronne a déclaré que pas un sou ne lui avait été payé personnellement, la Chambre doit refuser l'état demandé.

L'honorable M. **Duhamel**.—Je ne me lève pas avec l'intention de prendre part au débat, mais seulement pour dire que l'entrée des *Comptes publics* est erronnée ; jamais un seul sou ne m'a été payé, et mon nom n'apparaît-là, que parce que j'ai approuvé des comptes pour ce montant.

M. **Duplessis**.—L'honorable premier ministre et l'honorable secrétaire de la Province ont mal interprété ma proposition. L'année dernière on a demandé que ces dépenses nous fussent données par chapitre, c'est vrai, mais les *Comptes publics* nous font connaître maintenant une dépense en plus de \$2,400. Nous ne disons pas que l'honorable commissaire des terres de la couronne s'est approprié cet argent personnellement, mais nous voulons savoir pourquoi cette dépense a été faite.

L'honorable premier ministre a dit que nous manquions aux règles de la convenance en faisant une telle proposition,

que nous manquions de dignité. Pardon, il se trompe. Ce qui n'était pas digne, c'était de faire croire à la Chambre que cela ne coûterait pas un sou à la Province, et de lui faire payer ensuite \$10,000, pour cette fameuse conférence interprovinciale.

Je regrette de voir que l'honorable secrétaire de la Province a engagé ses partisans à voter contre ma proposition ; cela veut dire que nous n'aurons pas cet état.

**M. Bernatchez**—*député de Montmagny*.—Il est vrai que l'honorable premier ministre a déclaré que la conférence interprovinciale ne coûterait pas un sou à la Province. Si ces dépenses ont été payées ensuite par le trésor public, c'est uniquement à la demande des députés de ce côté-ci de la Chambre, et si on a des reproches à faire, ce n'est pas au premier ministre qu'on doit les adresser.

L'honorable **M. Mercier**.—Il importe de mettre un peu de courtoisie dans ce débat, et je prie mes honorables collègues de bien vouloir ne pas se laisser entraîner par l'exemple donné par le député de Laval.

Il a déjà été produit un état faisant voir que \$10,094 ont été payées pour la conférence interprovinciale, et vous trouverez les détails de cette somme à la page 107 des *Comptes publics*. Cela comprend les \$2,400 inscrites comme ayant été payées à l'honorable commissaire des terres de la couronne. Nous avons dit au comptable de la Chambre, M. Simoneau, de payer les comptes au fur et à mesure qu'ils seraient présentés et que nous lui rembourserions le tout au moyen d'un mandat spécial. J'avais dit à M. Grenier de réunir toutes ces dépenses et de préparer un mandat spécial pour couvrir le tout, mais par erreur, ces \$2,468 ne se sont pas trouvées incluses, c'est pourquoi elles apparaissent dans une entrée spéciale.

Le 4 février, j'étais alors en Europe, mes honorables collègues faisaient émettre un mandat spécial pour rem-



bourser M. Simoneau, et la somme de \$2,468 apparaissant comme ayant été payée à l'honorable commissaire des terres de la couronne, fait partie des \$10,094.

Quant à donner les détails, cela ne peut être fait et du reste l'honorable député de Saint-Maurice, plus franc et plus loyal que le député de Laval, vient d'admettre formellement que l'entente dont j'ai parlée tout à l'heure, a été faite et que j'avais eu raison de l'invoquer pour motiver ce refus. J'espère que maintenant on n'insistera pas.

**M. Duplessis.**—Dois-je comprendre que ces \$2,468, font partie des \$10,094, représentant la dépense totale ?...

L'honorable **M. Mercier.**—Certainement, et le tout a été couvert par un mandat spécial. Depuis, il nous est arrivé un petit compte de M. Darveau, imprimeur, c'est pour un faible montant... \$225, je crois. La Chambre me permettra, je l'espère, de régler cela d'une manière définitive.

Voici le document qui constate que la somme de \$2,468 n'a jamais été payée personnellement à l'honorable commissaire des terres de la couronne :

" The Honorable G. Duhamel, solicitor general request  
" (per Mr. Grenier, clerk, ex. : Council) that the \$2,468 <sup>72</sup>/<sub>100</sub>  
" authorized for payment of expenses of the Interprovincial  
" conference by O. C. No. 744 of 31 dec. 1887, be paid to  
" himself for payments of accounts.

(Signed,)

H. T. MACHIN,  
Asst. Treasurer.

P. Q.

16 January, 1888.

Pour ces raisons, je propose en amendement :

Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants : " Les détails suivants des

dépenses de la dite conférence ont été mis devant cette Chambre, durant la dernière session et après entente, que ces détails seraient suffisants, savoir :

1 <sup>o</sup> . Employés, frais d'express, etc . . . . .	\$ 1,655 85
2 <sup>o</sup> . Frais de la réception . . . . .	4,667 48
3 <sup>o</sup> . Impressions, papeteries, etc . . . . .	3,770 90
Total . . . . .	\$10,094 23

Que donner plus de détails serait manquer aux convenances et au respect dû aux ministres distingués qui ont été les hôtes de la Province dans cette occasion ;

Que le montant de \$2,468.20 dont les détails sont demandés, appert à la page 102 des *Comptes publics* de l'année fiscale 1887-88 à côté de l'item de \$7,626.23 pour le même objet et forment tous deux le chiffre susdit de \$10,094.23 ;

Qu'il appert de plus, par les documents qui viennent d'être lus, que cette somme de \$2,468.20 a été payée à M. Grenier, greffier du conseil exécutif, sur l'ordre de l'honorable M. Duhamel, pour régler la balance qui restait due ;

Que dans les circonstances, il n'y a pas lieu de donner les détails demandés.

M. **LeBlanc.** — J'ai été accusé de manquer de franchise parce que je disais ignorer qu'une entente avait eu lieu à propos des détails de cette dépense de \$10,094. Mais ce que je sais, ce que je me rappelle fort bien, c'est que l'honorable premier ministre avait promis que cette fameuse conférence ne coûterait pas un sou au pays . . .

L'honorable M. **Mercier.** — Oui, et les ministres des autres Provinces ont été reçus par les ministres ici ; il n'y a pas eu un sou de payé pour hôtellerie ; les seuls frais qui ont été payés par la Province sont ceux de réception et d'impression.

**M. LeBlanc.**—C'est là une simple assertion, et pour y répondre, je n'ai pas le droit de rapporter ici les rumeurs qui ont l'air terriblement vraies et qui sont dans toutes les bouches.

Je proteste contre les paroles de l'honorable premier ministre lorsqu'il m'accuse de déloyauté et de manque de franchise. J'ai dit ce que je croyais être la vérité ; rien de plus, rien de moins.

Je laisserai pour le moment ces accusations de côté, pour traiter de la nouvelle proposition qui est devant la Chambre.

L'honorable premier ministre a proposé un amendement qui n'est pas dans l'ordre. Il y est question de documents qui ne sont pas devant la Chambre. Tout ce qu'il y a, c'est la parole de l'honorable premier ministre, or ce n'est pas un document dont l'authenticité soit incontestable.

**M. Duplessis.**—Il avait été entendu, M. le Président, que la dépense nous serait donnée par chapitre, mais je n'ai pas dit que ce serait trois ou quatre chapitres, plutôt que cinq ou six ou tout autre nombre. Je n'ai pas dit autre chose.

**M. LeBlanc.**—Dois-je comprendre que l'idée de donner les détails que nous demandons, est rejetée ?...

J'ai cité l'exemple d'Ontario où la Chambre a exigé les détails les plus complets sur les dépenses faites par les ministres dans une certaine excursion dans les territoires récemment annexés à cette Province. Le Gouvernement de M. Mowat n'a pas eu peur de faire connaître ces détails à la Chambre et au pays. Pourquoi le Gouvernement ici ne suivrait-il pas cet exemple, dans lequel il n'y a rien de déshonorant ?...

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—L'honorable premier ministre a fait appel à mon témoignage pour corroborer ce qu'il a dit à pro-

pos de l'entente qui serait intervenue l'année dernière au sujet de cette dépense. Je n'ai pas d'objection à dire ce est arrivé. Lorsque la proposition demandant le détail de cette dépense a été faite, on a dit qu'il ne serait pas convenable de le donner ; j'ai alors répondu que je n'avais pas l'intention d'insister pour avoir tous ces détails, vu que cela pourrait être désagréable aux invités. Qu'on nous donne, disais-je, une idée de la manière dont l'argent a été dépensé, et cela suffira. Une entente plus ou moins définie a eu lieu sur cette base.

Je n'y mettrai pas de la mauvaise volonté, mais je dois dire aussi que la Chambre n'a pas accepté les documents qui nous ont été transmis comme satisfaisants. Ils ont été déposés trois ou quatre jours avant la fin de la session, et il n'y a pas eu d'entente quant à la nature de ces documents, à savoir s'ils étaient satisfaisants oui ou non.

Je prends maintenant la proposition de l'honorable député de Saint-Maurice. Il désire savoir comment a été dépensée la somme de \$2,468 inscrite aux *Comptes publics* comme ayant été payée à l'honorable commissaire des terres de la couronne. Je ne désire pas tant savoir qui a dépensé cet argent, ni si on a pris un verre ou deux de vin, ou si on a fait faire un voyage de plaisir aux invités, comme de savoir d'une manière générale la nature de la dépense faite. Si cette proposition est adoptée, elle la sera sur la même entente que l'année dernière, mais mieux définie. Je ne voudrais pas manquer aux convenances. Je ne voudrais pas non plus abuser des bonnes paroles qui ont été dites l'année dernière et que je répète cette année, à la suite desquelles une entente amicale serait intervenue. Mais il ne convient pas non plus de les mettre dans une proposition, du moment que cette entente est contestée. Je crois que quand bien même on nous donnerait un peu plus de détails, cela ne blesserait en rien les convenances. Je ne vois pas en quoi les convenances pourraient être blessées, si on nous

disait qu'il y a eu tant de dépensé pour papeterie, tant pour télégrammes, pour frais de transport etc. Les dépenses faites pour impressions ne peuvent pas non plus être sujettes aux mêmes objections.

Rattachons maintenant cette idée à la proposition de l'honorable député de Saint-Maurice, et s'il y a des frais d'impression compris dans la somme de \$2,468, le Gouvernement n'aura certainement pas raison de nous refuser ces renseignements. Même en admettant l'entente dont l'honorable premier ministre a parlé et que le député de Saint-Maurice a admise, le Gouvernement n'aurait pas encore raison de rejeter cette proposition au point de vue où je me place. Il peut bien se faire que le Gouvernement ait payé trop cher pour les impressions et autres dépenses de ce genre. Il y a un moyen bien simple de régler la question relative à la nature de la réponse qui doit être donnée à l'ordre de la Chambre qui a été voté en 1888. Que deux ou trois députés s'en chargent, et ils décideront quels sont les documents qui devront figurer dans cette réponse. Si nous voulions abuser de notre position nous pourrions l'exploiter avec un certain succès, car on connaît quelle espèce d'éducation nos adversaires ont faite au peuple de cette Province. Nous pourrions faire d'autant plus de mal au Gouvernement qu'il nous aurait refusé les détails que nous lui demandons. Je suppose que quelqu'un aille dire devant le peuple, à celui qui représentera le Gouvernement : si vous avez refusé de donner le détail des impressions, c'est qu'il y a quelque chose qui va mal là-dessous. On pourrait dire la même chose de tous les autres items. Je crois donc que ma proposition offre une solution acceptable pour les deux partis. Il doit y avoir deux hommes de chaque côté de la Chambre, capables de donner une opinion raisonnable sur un tel sujet.

Je voterai pour la proposition de l'honorable député de Saint-Maurice, parce qu'il y a des dépenses sur lesquelles

on pourrait donner tous les détails, sans manquer le moins du monde aux convenances.

**M. David**—*député de Montréal-est.*—Je ne sais si mes amis politiques, pendant qu'ils étaient dans l'opposition, ont fait quelque chose qu'ils ne devaient pas faire, s'ils ont demandé trop de détails sur les dépenses faites par l'ancien Gouvernement, mais ce que je sais, c'est que la Chambre ne devrait pas insister pour avoir les dépenses détaillées sur un semblable sujet. Je sais que l'opposition porte quelques fois de rudes coups au Gouvernement, mais franchement je ne vois pas en quoi nous pourrions y gagner à discuter une question comme celle-ci. Pour moi, c'est une question d'hospitalité. Chercher à savoir combien de cigares ont été fumés, de verres de vin de pris, etc., tout cela sont des détails puérils et ridicules, quand il s'agit d'une grande Province comme la nôtre. Ça me rappelle la manie de celui qui, assistant à un dîner, prenait la peine de calculer quel prix chaque plat avait coûté. Supposons que le Gouvernement aurait dépensé 1,500 ou \$2,000 de plus qu'il n'aurait dû le faire, est-ce que nous ne devrions pas fermer les yeux, et rendre hommage à sa générosité, à son hospitalité, et dire qu'il a bien fait les choses, qu'il les a faites d'une manière digne de la Province et de la race française ? L'année dernière l'honorable premier ministre, en annonçant la réunion de cette conférence, disait ce qui suit à la Chambre :

“ J'enverrai dans quelque temps l'invitation officielle aux  
“ premiers ministres de chaque Province : J'espère qu'ils  
“ accepteront tous cette invitation ainsi que l'hospitalité  
“ loyale et franche que la Province de Québec leur offrira  
“ dans la vieille cité de Champlain.

Est-ce qu'il ne s'engageait pas par ces paroles à donner l'hospitalité de la Province à ces délégués ? Est-ce qu'il ne voulait pas faire comprendre à la Chambre, que cette

hospitalité devait être digne des Provinces invitées et digne de la nôtre ? Lors même qu'il aurait promis que cette conférence ne coûterait pas aussi cher, je dis que l'honorable premier ministre aurait fait là une promesse téméraire.

La question d'honneur ne se mesure pas, il n'y a pas de prix pour cela. Il y a des questions sur lesquelles je me permets de différer d'opinion avec le premier ministre, mais sur celle-ci je suis entièrement de son avis ; il a fait honneur à la Province et à la population, il a prouvé que Québec était digne d'être le théâtre des grands événements de notre histoire ; il est clair qu'il y a des préjugés contre la Province de Québec, or il n'y avait pas de plus belle circonstance pour faire disparaître ces préjugés-là.

M. **LeBlanc**.—L'honorable député aurait-il la bonté de lire ce que disait l'honorable premier ministre à la page 1088 des *Débats* de 1887. Il promettait que cette blague-là ne coûterait pas un sou à la Province.

L'honorable M. **Mercier**.—Il ne pouvait être question de payer nous mêmes les dépenses d'impression. Tout ce que nous pouvions faire c'était de recevoir les ministres dans nos familles, et nous avons tenu parole.

M. **David**.—J'ai rappelé les paroles du premier ministre, et je crois qu'elles ont la portée que je leur ai donnée. Qu'est-ce que cela fait que ces dépenses se soient élevées à dix ou à \$15,000 ; pour moi cela ne fait pas de différence. Ce n'est pas la question du montant dépensé qui me préoccupe, tout ce qu'il s'agit de savoir, c'est si cette conférence a été utile ; or, j'ai prouvé, que tout ce qui a été fait a été bien fait. L'honorable premier ministre a-t-il oui ou non, fait son devoir, a-t-il fait honneur à la Province ? Voilà toute la question, celle des dépenses est secondaire. Nous devrions avoir honte de discuter cette question-là devant la Chambre.

Nous avons dit dans nos journaux, que ces délégués avaient été très bien reçus ; que doivent-ils penser de nous maintenant, en nous voyant nous chicaner pour cette question de quatre sous, après les hommages que nous leur avons rendus, après les fleurs que nous avons semées sous leur pas. Ne vont-ils pas dire : les gens de la Province de Québec, font bien les choses, mais ils sont bien mesquins, car à peine sommes-nous partis, qu'ils commencent à discuter les comptes.

Je ne puis reprendre mon siège sans relever une parole qui m'a blessé plus que tout le reste. Le député de Laval a appelé la conférence interprovinciale, une blague politique. Il est injuste de se servir d'un pareil mot ; un tel langage n'est pas digne de la Province, n'est pas digne surtout de ceux qui sont venus ici. Ça été un grand événement historique, et ce sera le point de départ d'une grande politique qui produira de magnifiques résultats. On se convaincra à l'avenir que la Province de Québec compte pour quelque chose. L'honorable premier ministre a eu une grande pensée lorsqu'il a conçu ce projet, car il a réuni dans notre capitale, les hommes les plus distingués du Canada, pour discuter les plus graves questions que nous puissions discuter. Si jamais on a fait de la politique élevée, ça bien été dans cette circonstance-là. Ça été une des phases les plus importantes de l'histoire politique du pays, et on a bien tort de dire que c'est une blague.

L'honorable chef de l'opposition a dit qu'il pourrait exploiter cette question sur les hustings ; ce ne sera pas de nature à augmenter mon estime pour lui ; ça ne fera pas plus de bien à son parti que ça ne lui en a fait jusqu'à aujourd'hui. Si l'opposition n'a que cela pour arriver au pouvoir, elle court grande chance de rester là où elle est, car le peuple sera avec nous, lorsque nous soulèverons la question d'honneur et de dignité. Je suis d'opinion que nous devrions voter purement et simplement, et en finir.



L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre.*

—M. le Président, je proteste contre les paroles de l'honorable député de Laval. Comme Irlandais, j'étais fier de prendre part aux travaux de cette conférence. Nous avons l'honorable M. Mowat, et les hommes les plus distingués du Canada, nous avons aussi son collègue M. Fraser. Il n'y a pas un homme qui a fait plus que lui pour les catholiques et les irlandais ; M. Evanturel y était aussi, représentant les Canadiens-Français d'Ontario. M. Fielding occupait le premier rang et nous étions fiers d'avoir un tel homme au milieu de nous, aidé comme il l'était par M. Longley, qui fait honneur non-seulement à sa Province, mais au Canada tout entier ; M. Blair du Nouveau-Brunswick y était aussi, M. Norquay, un partisan de Sir John, celui-là, représentait Manitoba. Si l'honorable chef de l'opposition avait été présent aux débats de cette conférence, il aurait rendu hommage aux grands talents de celui qui conduisait la discussion. Nous avons parmi nous un homme qui n'a pas été surpassé par aucun de ceux qui sont venus sur son invitation ; tous les délégués sont partis avec la conviction que nous étions les égaux de n'importe quelle Province. Si ç'eût été les messieurs de l'opposition qui auraient fait cette conférence, ils n'en parleraient pas comme ils le font maintenant. Pour ma part j'en aurais été d'autant plus fier, que nous aurions eu les représentants de la Colombie Anglaise, et de l'Île du Prince Edouard, qu'une influence mystérieuse a empêché de se rendre à Québec.

Il n'y a pas un citoyen de cette Province qui ne se taxerait pas avec plaisir, pour payer cette dépense. Comme représentant de Montréal, qui aura à payer la plus large part, je ne crains pas d'approuver cette dépense ; je regrette cette discussion, car elle est une insulte à la Province. Je concours dans les remarques de l'honorable député de Montréal-est, et j'espère que mon honorable ami le député de Montréal-ouest va concourir aussi dans ces remarques.

**M. Casgrain**—*député de Québec*.—Les remarques du député de Montréal-centre, me font penser à un ministre qui cherche un texte pour faire un sermon ; il a parlé sans s'occuper de la question qui est devant la Chambre. Il s'agit de savoir quels sont les détails de cette dépense, et bien que je sois convaincu que cette dépense a été parfaitement inutile, je ne voudrais pas pour ma part savoir combien de verres de champagne ont été bus, ni combien de cigares ont été fumés. Peut être l'honorable député de Montréal-centre nous laissera-t-il savoir ces détails devant le comité des comptes publics.

Rien ne devrait empêcher le Gouvernement de nous donner les détails de la somme de \$1,685.95, pour frais d'express. Je ne puis comprendre ce que cela veut dire ; il me semble que je ne suis pas déraisonnable en demandant ces détails.

Il y a aussi \$2,000 pour les impressions ; bien que je n'y fus pas, il paraît que la réception a été magnifique, et digne de faire honneur à la Province, mais ce n'est pas de cela dont il s'agit en ce moment. Quand l'honorable premier ministre nous déclarait que cette conférence ne nous coûterait pas un sou, nous ne pouvions pas nous imaginer que l'on dépenserait près de \$4,000 pour frais d'express et d'impression. Je ne crois pas que les ministres devaient payer eux-mêmes pour la réception donnée aux délégués, si on admet que cette conférence était nécessaire, mais je ne puis m'empêcher de dire que la somme dépensée pour cette réception me paraît un peu élevée. La Province est trop pauvre pour que les ministres se permettent de telles extravagances.

Quand les ministres d'Ontario sont allés faire un pique-nique dans le territoire de Muskoka, ils ont donné tous les détails des dépenses de ce voyage. Pourquoi n'en ferait-on pas autant ici ; il n'y a rien de criminel ni de honteux dans

cela. Si j'avais été dans le cabinet, j'aurais été d'avis de donner tous les renseignements possibles.

L'honorable premier ministre lui-même ne peut s'empêcher, dans son for intérieur, de reconnaître que notre demande est juste et raisonnable. Aussi, j'espère que l'on va finir par s'entendre.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

**M. Déchêne**—*député de L'Islet*.—Je ne sais pourquoi, on revient sur un sujet qui a été débattu à la dernière session. Est-ce parce qu'on n'a pas d'autres sujets d'attaques contre le Gouvernement ? C'est possible. Peut être aussi reviendra-t-on à chaque session sur le même sujet, à défaut d'autres choses à dire.

Ces messieurs qui nous reprochent toujours de ne pas suivre nos anciens chefs, devraient savoir ce qui s'est fait autrefois. Lors de la conférence où on a bâclé la confédération, les dépenses ont été de plus de \$30,000 ; et jamais ceux qui s'opposaient à la confédération, n'ont demandé un état donnant, cigare par cigare, verre de champagne par verre de champagne, le détail de ces dépenses. Le Gouvernement est tenu en honneur vis-à-vis de ceux qu'il a invités, de ne pas faire connaître cela.

L'année dernière il y a eu une entente par laquelle il suffirait de faire connaître certains chapitres de dépenses. Nous avions donc raison de croire qu'on ne reviendrait pas sur une telle question.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer en sous-amendement : " que tous les mots après " que " dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants : " cette Chambre, satisfaite des explications données par les ministres et des informations fournies par les documents officiels, et de l'entente de l'an dernier à ce sujet, passe à l'ordre du jour. "

**M. Duplessis.**—J'ai dit que l'on avait mal interprété la pensée qui m'avait inspiré la proposition que j'ai mise devant la Chambre. Jamais nous n'avons demandé, et nous ne désirons pas non plus avoir des détails comme ceux que l'on a mentionnés. Je ne veux pas blesser les susceptibilités de personne, et je désire que cela soit bien compris.

L'honorable **M. Taillon.**—Ces messieurs sont bien délicats sur le point d'honneur !!! Ils excellent à ne pas comprendre leurs adversaires quand cela fait leur affaire. Nous avons dit qu'il fallait donner certains détails, sur lesquels il ne peut y avoir d'objection au point de vue des convenances ; j'ai même pris la peine de mentionner le coût de la papeterie et des impressions. Il me semble que s'il n'y a rien de reprehensible, le Gouvernement ne doit pas craindre de nous faire connaître ces détails. Mais que l'on ne nous demande pas de répondre ainsi soit-il, quand l'honorable premier ministre ne juge pas à propos de nous donner d'autres explications que celles dont il nous a fait part cette après-midi.

**M. Morin—député de Charlevoix.**—Ce sont tous des honnêtes gens.

L'honorable **M. Taillon.**—L'honorable député de Charlevoix les connaît peut-être mieux que nous, ces gens là ; nous aurons occasion de le savoir. L'honorable député pourrait intéresser la Chambre en lui faisant part de ce qu'il connaît et ce serait la première fois qu'elle l'entendrait. Je comprends pourquoi on a mis ce sous-amendement entre les mains du plus jeune membre de la Chambre ; quand on est jeune on est si plein de candeur, on s'effarouche de si peu de chose tant la confiance naïve est profonde

Il y a des raisons majeures pour nous de demander ces renseignements. Nous allons être battus, mais cela ne nous fera pas taire, et nous verrons si les électeurs seront de

votre avis. On verra plus tard, s'ils pensent que les comptes d'impression sont d'une nature tellement confidentielle, qu'il ne faut pas y toucher.

Je comprends que tous les députés ministériels vont se déclarer satisfaits; quelques uns d'entre eux ont voté contre le Gouvernement ces jours derniers, mais ils ont eu tant de reproches, qu'ils vont s'empressez de rentrer dans les rangs.

**M. LeBlanc.**—Ces messieurs qui nous ont toujours donné la Province d'Ontario comme modèle, ne veulent pas imiter son exemple. A Ottawa même, on n'est pas aussi scrupuleux sur les convenances, et M. McLelan a déposé sur le bureau de la Chambre des communes, un état donnant les détails les plus minutieux sur les frais d'installation de Sir Charles Tupper, comme haut commissaire canadien à Londres. Le pays ne s'est pas trouvé insulté pour cela. Il faut donc croire que le Gouvernement a des raisons toutes particulières pour cacher ces détails.

S'il faut en croire les rumeurs, il y aurait un joli petit compte de *boodlage*. C'est peut-être la raison pour laquelle les ministres ne veulent pas mettre ces comptes devant la Chambre, car cela pourrait leur nuire devant les électeurs. L'honorable secrétaire de la Province a dit: allez donc devant le comité des comptes publics. Donnez-nous auparavant le nom de vos fournisseurs, le montant de leur compte, et peut-être aurons-nous alors de jolies petites affaires à étaler aux yeux du public.

L'honorable **M. Gagnon.**—Je ne répondrai pas aux arguments si puissants du député de Laval, il faudrait être doué comme il l'est. Je me lève pour répondre à l'honorable chef de l'opposition; il a accusé l'honorable député de Charlevoix d'être plus intime avec les ministres qu'il ne l'est lui-même. Ce n'est pas sérieux.

L'honorable député de Laval persiste toujours à vouloir connaître la couleur du papier, la grandeur des enveloppes

qui ont été employés au cours de cette conférence, vraiment ce n'est pas raisonnable.

Nous avons dépensé à peu près mille piastres pour discuter cette question, est-ce là une manière bien pratique d'économiser les deniers du peuple? Vous faites aussi bien de laisser ce sujet-là de côté, car il y a longtemps qu'il n'y a plus de cigares ni de champagne....

L'honorable M. **Taillon**. — C'était pourtant tout ce qu'il y avait de meilleur dans la conférence !..

L'honorable M. **Gagnon**. — C'est peut-être votre opinion, car mon honorable ami a gardé un si bon souvenir du temps où il était au pouvoir. Comment peut-on exiger plus d'explications que nous en avons données? Je suppose que sur les *hustings* on va revenir avec ces questions. Vous avez déjà fait assez de bruit, pour que le peuple sache à quoi s'en tenir, et prenez en ma parole, vous ne gagnerez rien à faire une agitation aussi stérile.

L'honorable député de Laval a parlé de *boodlage*, je voudrais bien savoir ce qu'il entend par cette expression. S'il est convaincu qu'il y a quelque chose de malhonnête qu'il le dise donc, qu'il prenne les moyens parlementaires d'accuser ceux qu'il soupçonne. Est-ce le souvenir du passé ou les espérances de l'avenir, qui le font parler de spéculations véreuses?

L'honorable M. **Taillon**. — Non, ce sont les abus du présent.

L'honorable M. **Gagnon**. — Récemment je crois que ce sont les espérances de l'avenir qui le font parler ainsi.

La proposition de M. Déchène est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Cameron, Cardin, David, Déchène (de l'Islet), Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Lafontaine,

Lareau, Legris, Lussier, McShane, Martin, (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Rocheleau, Shehyn, Sylvestre, Trudel et Turcotte.—30.

Ont voté contre :—MM. Baldwin, Beauchamp, Duplessis, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Picard, Poupore, Spencer et Taillon.—15.

L'Assemblée législative a adopté.

#### LA LOI ÉLECTORALE ET LE VOTE DES EMPLOYÉS PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de loi concernant le vote des employés publics.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—M. le Président, il s'agit maintenant de la troisième délibération sur ce projet de loi. J'ai dit l'autre jour que je voulais enlever, au bénéfice du corps électoral, l'influence de la bureaucratie, mais je crois que la Chambre a été trop loin dans son amendement l'autre jour. D'après la proposition de l'honorable député de Montréal-est, tous les employés qui reçoivent un salaire d'une nature permanente, seront compris dans les incapacités politiques qui existeront à l'avenir, en vertu de cette loi ; il n'y a d'exception que pour les ministres, or par cet amendement, on se trouve à vous enlever votre droit de vote, M. le Président. Je comprends que le poste que vous occupez, vous revêt de fonctions quasi judiciaires ; vous êtes appelé à appliquer les règles, que ceux qui vous ont devancé ont établies pour la gouverne de nos débats, mais à part cela, vous êtes député comme nous. Il serait parfaitement injuste de frapper tous les présidents des Chambres délibératives du pays, qui peuvent se trouver à avoir droit de vote dans notre Province. L'amendement que je vais faire est pour les soustraire à l'opération de cette loi.

Nous sommes à la veille de la confection des listes électorales ; il faudrait dire que cette loi viendra en force le jour de sa sanction.

J'aurais voulu faire exception en faveur de notre sergent d'arme qui lui aussi est un ancien député, ainsi que de M. le greffier, mais cela pourrait présenter des objections. Je proposerai donc que le projet de loi soit de nouveau renvoyé en comité général, afin de l'amender dans le sens que je viens d'indiquer.

J'ai l'honneur de proposer que tous les mots après " que " soient biffés et remplacés par les suivants :

Que ce projet de loi ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender : 1° En ajoutant les " orateurs " du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, et du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province, aux personnes qui ne doivent pas être comprises parmi celles qui sont privées du droit de vote, par la section 2 du dit acte ; 2° En y ajoutant la section suivante ; 3° Le présent acte entrera en force le jour de sa sanction."

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Je n'ai pas d'objection à ce que vous votiez pour remettre sur la liste électorale toutes les autres personnes que vous vouliez défranchiser, mais je m'oppose à ce que cette loi entre en force le jour de sa sanction. Il s'agit d'une question assez importante pour laisser la loi ordinaire avoir son cours.

Le projet de loi est modifié en comité général et rapporté à la Chambre.

M. le **Président**.—La Chambre est-elle prête à passer à la troisième délibération ? . . .



L'honorable M. **Tallon**.—Non, demain. Dans l'intervalle, peut-être que l'honorable secrétaire de la Province et l'honorable député de Montréal-est trouveront-ils d'autres amendements, qui compléteront ainsi petit à petit, ce projet de loi informe.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.—J'en serai enchanté, car tous ces amendements tendent à rétablir le texte de ce projet de loi, tel que primitivement mis devant la Chambre.

La troisième délibération est renvoyée à la prochaine séance.

LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE, EXEMPTÉS  
DE SAISIE.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi, pour rendre insaisissables les bénéfices établis par les sociétés de bienfaisance constituées en corporation, en faveur de leurs membres.

M. **David**—*député de Montréal-est*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en 2<sup>e</sup> délibération.

Il suffit, M. le Président, de lire ce projet de loi, pour bien en connaître le but, qui est excellent. Un grand nombre de lois, constituant ces sociétés de bienfaisance, contiennent une clause exemptant de saisie les bénéfices, qui sont établis chaque année. Mais comme il y en a d'autres qui n'ont pas cette disposition, on demande de faire une loi générale pour établir cette exemption de saisie.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LA COUR DU RECORDER DE QUÉBEC.

L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi, pour modifier et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de Québec.

**M. Murphy**—*député de Québec-ouest.*—Je demanderai que ce projet de loi soit renvoyé au comité de législation, afin que l'avocat de la corporation de Québec soit entendu contre le changement proposé.

**M. Binfret**—*député de Québec-centre.*—On se plaint déjà beaucoup de la négligence qui est apportée à enlever la neige dans les rues de la ville. Si cette loi était adoptée, l'état de choses actuelles, deviendrait intolérable, car les abus augmenteraient encore. De plus les revenus seraient considérablement diminués.

Sur proposition de M. David, ce projet de loi est renvoyé au comité de législation.

#### LES EXEMPTIONS DE SAISIE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier l'article 5917 des statuts refondus, en ce qui concerne les exemptions de saisie.

L'honorable **M. Pelletier**—*député de Dorchester.*—Ce projet de loi devrait être renvoyé au comité de législation ; il est question d'exemptions de saisie, et c'est un sujet important.

**M. Hall**—*député de Montréal-ouest.*—L'année dernière, le comité de législation a approuvé mon projet, la Chambre aussi, mais rendu au Conseil législatif, on l'a modifié. C'est pour faire disparaître ces modifications, que je propose ce projet de loi.

L'honorable **M. Pelletier.**—Je me suis opposé au Conseil législatif à cette mesure, et je ne me déjugerai pas cette année. On veut exempter de la saisie les machines à coudre avec lesquelles les personnes qui en sont les propriétaires, gagnent leur vie. Je m'oppose à cela.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—La loi a été changée par le Conseil législatif,

et nous voulons revenir au texte que nous avons adopté l'année dernière, voilà tout.

Que l'honorable député de Dorchester persuade à la majorité que le Conseil a eu raison de refuser de concourir dans les vues de la Chambre, mais il ne lui suffit pas de dire qu'il s'y oppose, pour que nous nous inclinions.

**M. Lemieux** —*député de Lévis*. — Nous avons discuté la question devant le comité de législation, tout comme si le projet de loi eut été devant nous, et la majorité s'est prononcée en faveur du changement proposé.

L'honorable député de Dorchester devrait consentir à retirer son objection. Pour moi je suis en faveur de ce projet de loi, et la Chambre ne changera pas d'opinion d'ici à demain.

L'honorable **M. Pelletier**. — Je suis certain que si la Chambre était au complet, je ne serais pas le seul à m'opposer au changement en question. Mais si l'honorable député de Lévis me demande comme une faveur de retirer mon objection, il me sera bien difficile de le refuser. Je ne veux pas faire d'obstruction, mais je suis certain qu'au Conseil législatif, ce projet de loi va encore, cette année, rencontrer une forte opposition.

Ce projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

#### L'ELECTION DES DIRECTEURS DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier l'article 1651 des statuts refondus de la Province de Québec, en ce qui concerne l'élection des directeurs des sociétés d'agriculture.

**M. Glau** —*député de Yamaska*. — J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en 2<sup>e</sup> délibération.

M. le Président, le paragraphe de la loi que je désire amender, repose sur un principe sinon faux, du moins fort peu recommandable. L'assemblée générale des membres des sociétés d'agriculture doit avoir lieu le troisième mercredi de décembre pour recevoir un état des affaires. Après qu'on a pris connaissance de l'administration des directeurs sortant de charge, il est procédé à l'élection des nouveaux directeurs. En 1878, il a été passé une loi décrétant que dix personnes, dans une paroisse, peuvent se réunir, et en souscrivant \$1 chaque, élire une personne comme directeur de la société. Cette élection est donc faite par des gens qui n'ont pas eu l'avantage de connaître l'administration générale de la société ; or ceci ne me paraît pas juste. Ces sociétés sont des sociétés de comté et non pas de paroisses. Ces explications suffisent pour montrer que cette loi, faite dans un bon but, ne sert certainement pas les intérêts en jeu, et ne contribue pas au bon fonctionnement des sociétés d'agriculture. Ce mode présente de graves inconvénients, et c'est à la demande de personnes qui s'intéressent vivement au progrès de l'agriculture que je présente ce projet de loi.

La tendance est aujourd'hui d'élargir plutôt que de restreindre le cercle des opérations des sociétés d'agriculture ; mon projet favorise donc cette tendance, qui est excellente en soi.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*. — Je crois que ce projet de loi est excellent, mais il faudrait le renvoyer au comité d'agriculture qui en fera une étude complète.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'agriculture.

LA LOI DE L'AGRICULTURE ET DE LA COLONISATION.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la loi de l'agriculture et de la colonisation.

**M. Beauchamp**—*député de Deux-Montagnes*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en deuxième délibération.

M. le Président, ce projet n'a pour but que d'étendre le délai pendant lequel le président et le secrétaire des sociétés d'agriculture doivent transmettre leur rapport au Gouvernement. D'après la loi actuelle, ces sociétés sont tenues de présenter leur rapport avant le 15 septembre ; je demande que la date à l'avenir soit le 10 octobre. C'est dans le but de rendre plus facile la rentrée des souscriptions. On sait que les concours agricoles sont tenus du 15 au 30 septembre chaque année. C'est l'époque la plus favorable de l'année pour recruter des souscripteurs. D'après la loi de 1884, les sociétés d'agriculture sont obligées de souscrire \$4 au lieu de \$2 ; cela a eu pour effet d'accroître considérablement les difficultés que rencontrent ceux qui s'intéressent au maintien de ces sociétés. Il est donc juste de leur donner le plus de chance possible d'avoir des souscripteurs.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération, et renvoyé au comité d'agriculture.

LES VENTES DE SUCCESSIONS ET LA LOI RELATIVE AUX  
ENCANTEURS.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi, pour modifier l'article 943, des statuts refondus de la Province de Québec, relatif aux encanteurs.

**M. Cardin**—*député de Richelieu*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit adopté maintenant en deuxième délibération.

M. le Président, j'ai déjà expliqué l'objet de cette mesure. C'est pour déclarer qu'à l'avenir, les ventes des biens de successions, ne seront pas assujetties à la loi des encanteurs.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la Province*.—Je crois que ce projet de loi devrait être renvoyé au comité de législation afin de voir s'il n'affecte pas le revenu provincial.

M. **Cardin**.—Ces biens de successions ne doivent pas être sujets à la taxe prélevée par les encanteurs. Quant à la question soulevée par l'honorable trésorier, je ne crois pas que mon projet affecte en quoi que ce soit le revenu de la Province ; au fond c'est simplement pour rectifier une erreur qui s'est glissée dans l'article 943.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—En examinant la question, je vois que le code ne s'accorde pas avec la loi des licences, celle-ci ne parlant pas des biens des personnes décédées. Ce projet de loi aura donc pour but d'établir la concordance des textes.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — Je crois qu'il vaut mieux ajourner la délibération pour mieux examiner la question.

La proposition de M. Cardin, est considérée comme non avenue.

#### L'ASSIGNATION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE EN GARANTIE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet de loi, précédemment adopté par le Conseil législatif, pour modifier l'article 586r des statuts refondus.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — On veut

modifier l'article 5861 de manière à ce qu'il se lise comme suit à l'avenir :

“ Toute compagnie de garantie constituée en corporation  
“ dans le but de garantir l'intégrité et l'exactitude des  
“ comptes des fonctionnaires publics et de leurs suppléants,  
“ gérants, secrétaires, caissiers, percepteurs, receveurs,  
“ commis et autres personnes de confiance, peut être  
“ assignée par la personne ou corporation ayant une police  
“ ou lettre de garantie de cette compagnie devant la cour  
“ de la localité dans laquelle cet employé exerçait sa pro-  
“ fession et a pu être infidèle envers le détenteur de cette  
“ police de garantie quant aux termes et aux montants y  
“ spécifiés.”

On a rencontré des difficultés quant à l'application de l'article 5861 qui se lit comme suit :

“ En matière purement personnelles, autres que celles  
“ mentionnées dans les articles 35, 36, 38, 40 et 42, le  
“ défendeur peut être assigné ;

“ 1. Soit devant le tribunal de son domicile ;

“ 2. Soit devant le tribunal du lieu où la demande lui est  
“ signifiée personnellement ;

“ 3. Ou devant le tribunal du lieu où le droit d'action a  
“ pris naissance.

“ Toute compagnie d'assurance contre le feu et sur la vie  
“ peut être assignée par l'assuré, ses héritiers et ayants  
“ cause, pour tout droit résultant d'une police d'assurance  
“ contre le feu, devant le tribunal où se trouvaient les  
“ meubles et les immeubles assurés ; et pour tout droit  
“ résultant d'une police d'assurance sur la vie, devant le  
“ tribunal où l'assuré a ou avait son domicile.”

On veut étendre la décentralisation de manière à ce que les compagnies d'assurance puissent être assignées dans le district où réside la personne qui a une police de garantie et

qui s'est montrée infidèle dans l'exécution de ses devoirs. Il ne me paraît pas juste d'obliger un homme qui a eu le malheur d'avoir à son service un employé infidèle, d'aller au domicile même de la compagnie qui s'est portée garant de la fidélité de cet employé. Il est juste que cette compagnie aille dans les districts où réside la personne vis-à-vis de laquelle elle est responsable. Cette loi pourra nuire aux avocats de Montréal et de Québec, mais elle est certainement dans l'intérêt général.

J'ajoute que ce n'est pas une mesure ministérielle.

L'honorable M. **Pelletier**.—Est-ce qu'on aurait objection à renvoyer ce projet de loi au comité de législation ?

L'honorable M. **Mercier**.—Certainement, il ne peut y avoir la moindre objection, mais je demanderai au Président de faire venir l'auteur de ce projet de loi devant le comité de législation, afin qu'il ait l'occasion de discuter les objections qui pourront être soulevées.

Le projet de loi est renvoyé au comité de législation.

Les projets de loi suivants sont adoptés en 2<sup>e</sup> délibération :

Pour modifier la loi relative aux inhumations et exhumations.

Pour modifier la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de commissaire d'incendies, dans la cité de Montréal.

Les projets de loi suivants sont adoptés en comité général, et la 3<sup>e</sup> délibération est renvoyée à la prochaine séance :

Pour modifier certains articles du code civil, relatifs aux registres de l'état civil.

Pour modifier les articles 4653, 4696 des statuts refondus de la Province de Québec.

La séance est levée.



## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

*Séance du vendredi, le 15 février 1889.*

**SOMMAIRE.**—Incident au sujet du projet de loi concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la Province.—Déclaration de l'honorable M. Gagnon : MM. Gagnon, Taillon, Mercier, Flynn et Pelletier.—Exposé budgétaire par l'honorable M. Shehyn.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

QUESTION DE PRIVILÈGE.—LE PROJET DE LOI CONCERNANT  
LA COMPILATION DES STATISTIQUES DES NAISSANCES,  
MARIAGES ET CAUSES DE DÉCÈS.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—M. le Président, je me lève pour soumettre à la Chambre une question de privilège.

J'ai rédigé une déclaration, et je demande la permission d'en donner lecture :

M. le Président, je soulève une question de privilège.

Je déclare que le projet de loi imprimé sous le No. 19 et intitulé : " Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la Province, et entré sous le No. 15 de l'ordre du jour d'aujourd'hui, n'est pas le projet de loi que j'ai remis pour impression au greffier en loi de cette Législature ; que ce projet de loi a été manipulé considérablement, hors ma connaissance et ma participation, et, ce, particulièrement par l'insertion de dispositions nouvelles et qui me sont inconnues : que ce projet de loi tel qu'imprimé est une violation flagrante et

que je répudie de toutes mes forces, de l'entente à laquelle sont arrivés Son Eminence le Cardinal et un certain nombre de Nos Seigneurs les Evêques, d'une part, et le Conseil provincial d'hygiène d'autre part, au sujet du projet de loi que j'ai soumis à cette Chambre.

En conséquence, je déclare ne pas reconnaître pour mon projet de loi, le No. 19, tel qu'imprimé et je le désavoue.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—L'ancien projet de loi a pu être la cause première de cet accident. Je vous suggérerais de demander à M. Pariseau d'écrire une lettre à tous les évêques et aux autres personnes intéressées, leur expliquant ce qui est arrivé.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—L'année dernière, je n'ai pas voulu permettre que l'ancien projet de loi fut déposé sur le bureau de cette Chambre sans le faire voir à Son Eminence le Cardinal Taschereau. Son Eminence ayant bien voulu suggérer certains changements, ils furent approuvés par le Gouvernement. Son Eminence ayant donné son approbation au projet ainsi modifié, nous l'avons présenté à cette Chambre. Il fut adopté ici presque sans discussion, dans tous les cas, il n'y a pas eu de vote de pris; mais rendu au Conseil législatif, on souleva une véritable tempête contre nous. On nous accusa de toute espèce de choses plus mauvaises les unes que les autres. Voyant cela, je pris le parti le plus expéditif dans les circonstances, et j'ai fait venir ici le président du conseil d'hygiène et je lui ai dit de régler cette difficulté, que je ne voulais pas que le Gouvernement fut exposé à souffrir à raison de cette législation. Quelqu'un fut chargé d'avoir une entrevue avec Son Eminence, qui était alors dans la Beauce, en visite pastorale. Son Eminence suggéra de nouveau certains amendements auxquels elle apposa sa signature. Malgré cela, la

tempête s'est continuée. Alors j'ai pris le parti d'ordonner que le projet de loi fut retiré.

Cette année, le président du conseil d'hygiène, est venu me trouver et me montra un nouveau projet de loi, en me demandant si le Gouvernement aurait objection à s'en charger. Je lui ai dit que je ne consentirais à la chose que quand j'aurais devant moi la signature des évêques de la Province à chacune des clauses, sinon, de ne plus m'en parler. Tous les évêques ont signé, moins monseigneur Langévin. Après cela, l'honorable secrétaire de la Province s'est chargé de ce projet de loi ; je l'ai prié de prendre toutes les mesures possibles, afin qu'il n'y eût pas d'accident. Aussi, jugez de mon étonnement, quand j'ai reçu une dépêche me disant que j'avais manqué à ma parole ; et d'autres dépêches ont rapidement suivi la première, toutes dans le même sens. Il paraîtrait que l'on a pris l'ancien projet au lieu du nouveau, pour envoyer à l'impression ; c'est là une erreur inexcusable. S'il faut que les députés soient obligés de s'occuper eux-mêmes de l'impression de leurs projets de loi, on avouera que c'est là une situation intolérable. Si les officiers préposés à ce devoir, ne sont pas capables de copier fidèlement, qu'ils s'en aillent. Je comprends que quand il s'agit d'interpréter un texte, ils en soient incapables, mais il ne s'agit que de copier....

Je ne puis croire que ce soit un acte de malhonnêteté, j'aime mieux penser que c'est de la folie ; cela n'empêche pas qu'il faut se protéger, car on est aussi bien tué par un fou que par un homme intelligent. Il faut que le Gouvernement et la Chambre soient protégés. Nos ordres sont mis de côté, il est temps que cela cesse ; on n'a plus de respect pour le Gouvernement parce que les employés ne sont plus à la hauteur de leur position.

Je remercie l'honorable chef de l'opposition de sa courtoisie, mais je ne suis pas prêt à accepter sa suggestion ; nous aviserons.

L'honorable M. **Flynn** —*député de Gaspé*.—On se rappelle sans doute que j'ai demandé au Gouvernement si ce projet de loi avait reçu l'approbation des autorités religieuses, car il s'agit là d'une question très grave.

Quant à l'erreur commise, il ne faudrait pas être trop sévère, car elle peut être le résultat d'un simple accident.

L'honorable M. **Mercler**.—Je ne crois pas que l'officier coupable ait agi avec intention. J'y verrai, car je désire savoir comment la chose est arrivée.

L'honorable M. **Gagnon**.—Avant de présenter ce projet de loi,—je parle du texte véritable—je me suis rendu auprès de Son Eminence à qui je l'ai soumis. Elle a bien voulu l'approuver en ma présence en y apposant sa signature. J'avais son autorisation pour faire cette déclaration devant la Chambre.

L'honorable M. **Pelletier** —*député de Dorchester*.—M. Pariseau n'est peut-être pas le seul coupable dans cette affaire.

Cette question est entourée de difficultés assez singulières. L'année dernière j'avais été autorisé à dire que le projet de loi alors devant la Législature, avait été approuvé par Son Eminence le Cardinal Taschereau; mais au moment où on me disait que je pouvais faire une telle déclaration, je recevais une lettre du Grand Vicaire, me mettant sur mes gardes, et m'informant que les déclarations en question étaient fausses. J'ai encore la lettre de Monseigneur Légaré, me transmettant aussi une lettre que Son Eminence avait écrite à l'un des membres du bureau d'hygiène dans laquelle Son Eminence disait : " J'attire votre attention sur telle et telle clause de votre projet de loi." Et le bureau d'hygiène n'en avait jamais parlé. Je suis allé jusque dans la Beauce pour montrer à Son Eminence les amendements que nous croyions devoir rencontrer ses vues, du moins

suivant les dires du conseil d'hygiène. J'ai été induit en erreur dans toute cette affaire et je vous assure, M. le Président, que je m'en rappellerai longtemps.

Je me défie de ce conseil d'hygiène ; il est encore arrivé d'autres choses très regrettables qui augmente ma défiance. On nous a accusé de toutes les manières à tel point que l'on a cru devoir abandonner ensuite ce projet de loi au Conseil législatif, mais je puis dire que la conduite du Gouvernement et de ceux qui l'ont appuyé et qui ont soutenu ce projet de loi, a été conforme au désir des autorités religieuses.

Pour ce qui regarde le projet de loi déposé cette année, l'honorable secrétaire de la Province nous a dit qu'il avait été approuvé par les évêques de la Province. On m'a écrit à ce sujet, et j'ai envoyé le projet tel qu'imprimé, croyant que c'était le texte approuvé par les évêques dont j'ai vu moi-même les signatures. Mais depuis, j'ai des douzaines de lettres m'accusant de ne pas être digne d'occuper un siège dans cette Chambre, parce que je leur ai envoyé bien malgré moi, un projet tout différent de celui qui avait été promis et approuvé. Comme on le voit, les conséquences d'une pareille erreur d'impression peuvent être très graves.

Je félicite l'honorable secrétaire de la Province sur la déclaration qu'il vient de mettre devant la Chambre, et pour ma part je suis très heureux qu'elle ait été faite ; elle dissipera bien des soupçons injustes et des accusations malveillantes.

L'incident est clos.

#### L'EXPOSÉ BUDGÉTAIRE.

L'honorable M. **Shehyn** —*député de Québec-est, trésorier de la Province.*—J'ai l'honneur de vous transmettre, M. le Président, deux messages de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de donner communication à la Chambre de deux messages de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1889, et conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867 ; il recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 13 février 1889.

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1890 et conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, il recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 13 février 1889

L'honorable M. **Shehyn** — *ex puté de Québec-est, trésorier de la Province*.—M. le Président, avant de faire la proposition d'usage, demandant que la Chambre se forme en comité des subsides, je crois qu'il est de mon devoir de donner un exposé aussi complet et aussi clair que possible de la situation financière de la Province.

Quelques mois seulement se sont écoulés depuis que j'ai eu l'honneur de porter la parole en cette Chambre, pour traiter de la même manière et mettre sous vos yeux, un état contenant tous les renseignements désirables.

Je vais m'efforcer d'être aussi précis et de donner des explications qui, je l'espère, seront jugées satisfaisantes, et

tendront à établir que nous nous sommes montrés soucieux des intérêts confiés à nos soins.

Avant de soumettre le budget du prochain exercice et de demander les crédits nécessaires, je suis tenu de faire voir que nous avons fidèlement exécuté tout ce qu'on pouvait raisonnablement attendre de nous et que nous avons tenu nos promesses.

Mais voyons si ces assertions sont appuyées sur des faits réels et tangibles.

Pour faire comprendre plus facilement l'exposé que je vais faire, j'indiquerai de suite l'ordre dans lequel j'entends procéder et qui est comme suit :

1. Observations sur l'exercice 1887-88 ;
2. Actif et passif de la Province le 30 juin 1888 ;
3. Exercice de 1888-89 ;
4. Conversion de la dette fondée ;
5. Taxes sur les corporations commerciales ;
6. Règlements de comptes entre la Province et la Puissance ;
7. Arbitrage au sujet du fonds des écoles communes ;
8. Recettes et crédits pour l'exercice de 1889-90 ;
9. Observations générales sur la situation financière.

Je vais maintenant soumettre à la Chambre tous les renseignements possibles sur chacun de ces chefs.

Les opérations telles que détaillées dans les comptes publics, se résument comme suit :

*Recettes de l'exercice 1887-88.*

Puissance du Canada.....	\$ 1,261,872 81
Province d'Ontario, à compte sur l'intérêt du fonds des écoles communes.....	100,000 00
Terres de la couronne.....	725,627 50
Administration de la justice.....	252,204 23

Percentage sur les honoraires des fonctionnaires publics.....	8,815 17
Licences.....	360,199 26
Législation.....	418 56
Asiles — contributions des municipalités et des patients.....	50,318 62
<i>Gazette Officielle</i> .....	17,605 34
Edifices publics.....	1,853 25
Revenu casuel.....	1,663 01
Contributions au fonds de pension du service civil.....	5,468 24
Contributions aux frais d'inspection des compagnies d'assurance.....	705 61
Ecoles d'industrie.....	38 00
Taxes sur les corporations commerciales.....	558,393 00
Intérêt sur dépôts en banque et sur prêts.....	15,046 27
Prime, escompte et change.....	424 46
Intérêt sur le prix de la vente du chemin de fer Q. M. O. et O.....	371,873 66
Arrérages, — recettes d'exploitation du chemin de fer Q. M. O. et O.....	3,066 84
Crédits périmés.....	2,634 56

---

Total des recettes ordinaires... \$ 3,738,228 39

<i>Fidélicommis</i> —Fonds de retraite des instituteurs.\$	17,322 81
Dépôt de garantie de certains fonctionnaires publics.....	6,800 00
Dépôts de garantie pour la construction de ponts en fer.....	3,856 00
Ville de Hull, fonds d'amortissement.....	1,200 00



Fonds des licences de mariages.....\$	7,410 00	
Dépôt de la compagnie d'assurance "La Canadienne".....	5,000 00	
	<hr/>	\$ 41,588 81
Fonds d'emprunt municipal.....		4,891 23
Ferme Leduc, à compte du prix de vente		4,000 00
Prêts aux incendiés de Québec.....		540 00
Remboursements d'avances.....		9,000 00
Remboursements sur les frais de construction du chemin de fer Q. M. O. et O..		62,495 18
Emprunt temporaire.....		400,000 00
Produit de l'emprunt de 1888, y compris \$822.50 de prime sur traites sur New-York.....		3,378,332 50
		<hr/>
Total des recettes provenant de toutes sources.....	\$	7,639,076 11

*Païements de l'exercice 1887-88.*

Dette publique .....	\$1,103,710 94
Législation.....	228,994 88
Gouvernement civil.....	208,677 61
Administration de la justice, police comprise .....	457,845 10
Institution de réforme et écoles d'industrie .....	88,708 13
Inspection des bureaux publics.....	7,592 84
Instruction publique.....	354,219 80
Institutions littéraires et scientifiques....	11,739 78
Arts et métiers.....	9,500 00
Agriculture. ....	97,700 00
Immigration.....	7,300 00
Chemins et sociétés de colonisation.....	87,500 00

Travaux et édifices publics imputables au revenu.....	\$	145,096 91
Asiles d'aliénés.....		241,000 00
Institutions de bienfaisance.....		39,316 00
Divers .....		31,419 75
Agent en France .....		2,500 00
Commission royale sur les asiles d'aliénés.....		10,000 00
Distribution aux municipalités d'exem- plaires du code municipal .....		5,000 00
Secours aux incendiés de Hull.....		5,000 00
Département des terres de la couronne .....		128,750 00
Fonds des municipalités.....		3,648 00
<i>Gazette Officielle</i> .....		13,644 33
Déductions sur le revenu, timbres, licen- ces, etc.....		11,469 12
Pensions payées.....		15,033 12
Chemin de fer Q. M. O. et O., frais d'ex- ploitation, réclamations .....		8,000 00
Fonds de bâtisse et des jurés—sommes payées par les shérifs à même les deniers perçus .....		14,683 89
Licences—sommes payées par les emplo- yés du revenu à même les deniers per- çus par eux .....		26,982 16

---

Total des dépenses ordinaires.... \$ 3,365,032 36

*Fidicommis* —Licences de  
mariage délivrées par le  
conseil protestant de l'in-  
struction publique.....\$ 6,984 00

Garanties fournies par les  
employés publics..... 1,918 83

---

8,902 83

Nouveaux édifices du parlement, construction....\$	250,000 00
Nouveau palais de justice à Québec, construction.....	210,000 00
Agrandissement de l'école normale McGill.....	2,500 00
Palais de justice et prison d'Arthabaska, nouvelles fondations.....	6,000 00
Agrandissement du palais de justice, Montréal....	21,422 83
Calorifères des palais de justice et prisons des nouveaux districts.....	6,000 00
Edifice de la cour de circuit et bureau d'enregistrement, Kamouraska....	6,000 00
Ponts en fer dans les municipalités.....	25,000 00
Hôpital d'aliénés protestants (remboursement à même le produit de la vente de la ferme Leduc)	10,000 00
Assurance sur l'hôtel du parlement payée avec transfert de la propriété.	32,765 00
Codification des lois....	45,000 00
Etudes dans les comtés de Dorchester, Lévis et autres.....	10,000 00

Département des terres de la couronne, pour faire face à d'anciennes obligations .....	\$ 55,844 93	680,532 76
Subventions aux compagnies de chemin de fer.	648,275 30	
Construction du chemin de fer Q. M. O. et O. ....	14,000 00	662,275 30
Remboursement d'emprunts temporaires.....		1,500,000 00
Total des paiements de toutes sortes.....		6,216,743 25
En caisse le 30 juin 1887..		81,751 66
A ajouter, emprunts temporaires .....		400,000 00
A ajouter de l'emprunt consolidé.....		3,378,332 50
A ajouter fonds en fidéi-commis.....		41,588 81
A ajouter, mandats impayés le 30 juin 1888..		460,518 82
		<hr/> \$ 4,362,191 79
A déduire, emprunts temporaires remboursés....	\$1,500,000 00	
A déduire, excédant des paiements sur les recettes de l'année 1888, remboursés à même l'emprunt.....	855,920 62	
A déduire, fonds en fidéi-commis.....	8,902 83	

A déduire, assurance de l'ancien hôtel du parle- ment... ..	32,765 00	
A déduire, mandats émis en 1887, mais payés en 1888.....	240,753 27	2,638,341 72
En caisse le 30 juin 1888.....	\$ 1,723,850 07	

Les comptes publics pour l'exercice finissant le 30 juin dernier, actuellement entre les mains des honorables membres de la Chambre, ainsi que l'état dont je viens de donner lecture, me dispensent d'entrer dans de longs et fatigants détails. Cependant, tout en ébauchant à grands traits les résultats généraux des opérations de l'année, il sera peut-être désirable, à mesure que j'avancerai dans mon exposé, de donner certaines explications ou de faire certains commentaires que la Chambre, je l'espère, entendra avec bienveillance ; car mon but est de rendre toute chose parfaitement claire. En pareille occurrence, cette Chambre m'a déjà accordé sa généreuse indulgence ; mais, comme c'est le cas pour plusieurs, les exposés budgétaires et les déploiements de chiffres sont toujours aussi arides que peu intéressants, et ne voulant pas abuser trop de votre patience, je vais anticiper quelque peu et satisfaire de suite votre désir bien légitime, en donnant des explications sur le point le plus important et auquel en s'intéresse plus qu'à tout autre.

J'ai le plaisir d'annoncer, et la Chambre de même que le pays seront heureux d'apprendre, que les opérations du dernier exercice ont été couronnées d'un résultat d'autant plus satisfaisant et plus agréable, qu'il n'a pas de précédent dans l'histoire financière de la Province depuis plusieurs années : nous avons à constater un excédant de plus de \$372,000 des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires de l'année.

Ainsi que l'indiquent les comptes publics, la totalité des recettes et des paiements de cet exercice a été comme suit :

Recettes totales, y compris les fonds en fidéicommiss, les emprunts temporaires et l'emprunt consolidé.....	\$ 7,639,076 11
Total des paiements, y compris les chefs correspondants à ceux ci-dessus.....	6,216,743 25

Excédant des recettes sur les dépenses totales.....	\$ 1,422,332 86
---	-----------------

Ajoutons à cet excédant l'encaisse à la date du 30 juin 1887.....	81,751 66
---	-----------

Déduisons les mandats émis en 1888 et impayés le 30 juin dernier, soit..\$	460,518 82
--	------------

Moins les mandats de l'exercice précédent payés durant l'exercice qui nous occupe.....	240,753 27	219,765 55
--	------------	------------

Il reste une balance de..... \$ 1,723,850 07

qui, comme on le verra, correspond à l'encaisse du 30 juin 1888, ainsi que l'accusent les *Comptes publics*. Ceci, naturellement, ne donne que l'ensemble des résultats et ne représente pas exactement la situation. Pour établir la différence entre les recettes totales et la totalité des dépenses ordinaires et extraordinaires, il faut défalquer certaines sommes. Par exemple, ainsi que je viens de le faire voir, la totalité des paiements s'est élevée à.... \$6,216,743 25

Mais il en faut déduire :

Fonds en fidéicommiss.....\$	8,902 83	
Emprunts temporaires rem- boursés.....	1,500,000 00	
Assurance sur l'ancien hôtel du parlement.....	32,765 00	\$1,541,767 83

Réduisant la totalité des dépenses à .....	\$4,675,075 42
D'autre part, la totalité des recettes a été de .....	\$7,639,076 11
Moins les fonds en fidéicommis .....	\$ 41,588 81
Emprunts temporaires.....	400,000 00
Emprunt consolidé de 1888 .....	3,378,332 50
	—————\$3,819,921 31
	—————\$3,819,154 80
Donnant comme excédant des dépenses spéciales ou dites extraordinaires sur les recettes .....	\$ 855,920 62

Que l'on veuille bien remarquer, toutefois, que cette somme de \$855,920.62 ne constitue point une augmentation réelle et non prévue, mais une augmentation des dépenses déjà reconnues comme faisant partie des items tombant dans la catégorie des obligations créées par nos prédécesseurs et qui devaient être liquidées à même le produit de l'emprunt, et pour l'extinction desquelles, cet emprunt a été négocié. Il est vrai qu'en apparence, elle est moins élevée que celle que j'avais prévue dans mon dernier budget ; mais nous avons en réalité payé un montant plus considérable, la différence se trouvant couverte par l'excédant de nos recettes ordinaires sur nos paiements ordinaires, comme on le verra par la suite, quand je parlerai des recettes et des dépenses ordinaires de l'exercice en cours.

Le montant total payé pour les dépenses extraordinaires,

tel qu'il apparait aux comptes publics, se repartit comme suit :

Divers ( <i>Comptes publics</i> page 13).....\$	680,532 76
Subventions aux chemins de fer, etc.....	562,275 30
<hr/>	
Total des dépenses extraordinaires...\$	1,342,808 06
Moins l'assurance sur les édifices du parlement .....	32,765 00
<hr/>	
\$	1,310,043 06

On peut aussi déduire ce qui suit :

Excédant sur les dépenses ordinaires.....\$	373,196 03
Diverses recettes extraordinaires .....	18,431 23
Diverses recettes extraordinaires .....	62,495 18
<hr/>	
	454,122 44

(Voir *Comptes publics*, p. 12.)

Montant réel à couvrir par le dernier emprunt.....\$	855,920 62
--	------------

Les chiffres donnés plus haut seront, je l'espère, trouvés assez clairs pour ce qui se rapporte à la somme imputable au capital, et devront certainement empêcher nos adversaires de commettre de nouveau, l'erreur dans laquelle, volontairement ou non, ils sont tombés l'an dernier, en confondant la dépense ordinaire avec ce qui a été payé à même le capital et qui devait être couvert par le nouvel emprunt. Il est certain que tout homme impartial et tant soit peu versé en arithmétique ne pouvait interpréter erronément mon exposé de l'année dernière au sujet des dépenses ordinaires et extraordinaires. Il me semble qu'on ne pourrait faire un exposé plus clair que celui que j'ai fait alors.



Passons maintenant aux recettes et aux paiements ordinaires de l'année.

Voici quelles ont été les opérations ordinaires de cet exercice :

Recettes ordinaires proprement dites.....\$	3,738,228	39
Dépenses ordinaires .....	3,365,062	36
Excédant sur les dépenses ordinaires ..\$	373,196	03

Comme je l'ai déjà dit, cet excédant de \$373,196 sur les dépenses ordinaires doit être une cause de satisfaction pour la Chambre, surtout si l'on considère que, pour l'exercice 1887, les dépenses ordinaires ont excédé de \$324,251.16 les recettes ordinaires et que, d'année en année, depuis 1875, nous avons accumulé des déficits dont l'ensemble dépasse \$3,300,000. Le contraste entre cet état de choses peu désirable et la situation actuelle est si marqué, qu'il m'est inutile d'y insister. Cependant, il me sera permis de déclarer que l'amélioration aurait été encore plus frappante et que l'excédant de \$373,196 que je viens d'établir aurait dépassé un demi million de piastres, si le service de l'intérêt sur notre dette fut resté ce qu'il était avant notre arrivée au pouvoir. Cette déclaration peut paraître un peu paradoxale, mais il ne faut pas oublier que l'augmentation du compte de l'intérêt est le résultat du dernier emprunt négocié en vue de payer une dette flottante dont nous n'étions nullement responsables. A notre avènement au pouvoir, ainsi que j'ai eu occasion de l'expliquer dans mes précédents exposés budgétaires, nous avons trouvé comme héritage, à nous laissé par nos prédécesseurs, une dette flottante d'environ \$4,000,000, composée d'obligations non contestées, à une partie de laquelle il fallait faire face immédiatement, et, quant au reste, à courte échéance. Comme vous le savez tous, cette dette flottante se composait d'emprunts temporaires, de subventions aux chemins de fer et de réclamations

provenant de la construction des édifices publics. Nous avions en sus, des comptes non réglés et des réclamations contestées s'élevant à la somme de \$4,500,000. Il fallait absolument tenter quelque moyen pour faire sortir la Province de cette situation et maintenir son crédit au niveau convenable. Notre revenu ordinaire ne suffisait pas à couvrir nos dépenses ordinaires et, dans les circonstances on ne pouvait espérer rien de ce côté. L'emprunt devenait donc inévitable, et avec le produit de cet emprunt, le gros de la dette flottante non contestée a été payé, ainsi qu'un certain nombre de réclamations contestées, dont le bien fondé a été constaté par décision des tribunaux ou après enquête diligente dans chaque cas, procédé jugé préférable à des procès qui auraient certainement imposé des frais à la Province ou lui auraient fait courir le risque de décisions adverses, qui nous eussent fait payer des sommes plus considérables encore. Nous sommes donc, en ce qui concerne la progression de l'intérêt, à l'abri de toute responsabilité ; car elle représente simplement le capital qu'il fallait absolument emprunter pour faire face à ces obligations. En d'autres termes, si, d'un côté, nous avons diminué ces obligations, d'un autre côté nous avons naturellement été contraints d'augmenter le service de l'intérêt sur la dette publique. Cette augmentation représente une somme de \$125,950.62 de plus qu'en 1886, la somme totale payée pour ce service, au cours du dernier exercice, étant de \$1,103,710.94 au lieu de \$977,760.12 payés en 1886. Ceci explique l'énoncé que j'ai fait, il y a un instant, en disant que l'excédant de \$373,196 des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, aurait dépassé un demi-million, n'eût été l'augmentation inévitable qui s'est produite dans le service de l'intérêt.

Dans mon exposé budgétaire de 1887, j'évaluais les recettes ordinaires probables à \$3,020,522.80 ; la somme réellement encaissée a été de \$3,738,228.39, soit \$717,

705.69 de plus que mes prévisions. J'évaluais également les recettes de toutes sources à \$3,216,022.80; elles ont atteint le chiffre de \$3,819,154.80, soit \$603,132.70 de plus que ce que j'avais prévu. Il est vrai que dans les \$3,738,228.39 de recettes ordinaires se trouvent comprises les \$558,393.00 provenant de l'acquittement des arrérages de taxes sur les corporations commerciales, que ne couvraient pas mes prévisions; mais, même en défalquant cette somme des recettes ordinaires, celles-ci accuseraient encore une somme de \$3,179,835.39 ou \$159,312.59 de plus que le chiffre prévu par moi.

Je constate que de 1883 à 1887, les meilleures années de nos prédécesseurs, la moyenne des recettes ordinaires annuelles a été de \$2,884,109. Si maintenant on compare cela au résultat du dernier exercice, celui-ci accuse un excédant de \$295,726 sur la moyenne produite dans les années qui se sont écoulées de 1883 à 1887, et si l'on ajoute à cet excédant les \$558,393, provenant des arrérages de taxes sur les corporations commerciales, l'on obtient \$854,119 de plus que dans n'importe quelle année de la même période. Il faut naturellement, pour produire cet excédant des recettes sur celles prévues, que quelques sources de revenu aient rendu plus que nous n'espérions. Nous avons touché à titre d'i téré t sur l s deniers perçus par le Gouvernement d'Ontario, du fonds d s écoles communes, pour arrérages, \$100,000 au lieu de \$60,000.

L'administration de la justice a donné \$21,000 de plus; les licences \$53,217 net de plus que la somme inscrite dans mes prévisions, et les terres de la couronne \$68,000 de plus que la somme sur laquelle nous comptions.

Mais si les recettes ordinaires ont dépassé nos prévisions, les dépenses ordinaires ont également excédé les évaluations, qui étaient basées sur la moyenne de 1886. Cependant, nous avons bientôt constaté qu'elles étaient insuffi-

santes pour satisfaire les exigences du service public et qu'elles ne pouvaient couvrir toutes les obligations courantes et antérieurement contractées. De plus nous n'avions pas tenu compte d'un certain nombre de vieux comptes laissés en souffrance et auxquels il nous a fallu faire face, lorsqu'il a été établi qu'ils étaient légitimement dus. Au cours de la dernière session quand j'ai soumis le budget supplémentaire du dernier exercice, la nature et l'existence de plusieurs de ces obligations ont été pleinement débattues et expliquées à la Chambre.

La moyenne des dépenses ordinaires annuelles, de 1883 à 1887, inclusivement, a été de \$3,095,939. Durant le dernier exercice, elles ont atteint le chiffre de \$3,365,032.36, mais la différence en plus s'explique facilement, car, sur le seul chef de l'intérêt de la dette publique, nous avons eu à payer \$213,961.94 de plus qu'en 1883, et \$125,950.62 de plus qu'en 1886, de sorte que, à proprement parler, en mettant de côté l'augmentation dans le service de l'intérêt, service qui était inévitable autant qu'incontrôlable, les dépenses ordinaires du dernier exercice sont restées à peu près ce qu'elles étaient en 1883, 1884 et 1887, pour tous les autres chefs de dépense.

L'examen des faits et des chiffres suivants, empruntés aux comptes publics, fera voir d'un coup d'œil l'accroissement graduel de l'intérêt sur la dette publique et les dépenses annuelles ordinaires nettes durant la période s'étendant de 1883 à 1887.

1883	
Total des dépenses ordi-	
naires.....	\$3,090,981 00
Déduction de l'intérêt....	889,794 00
Montant net des dépenses ordinaires....	\$ 2,201,187 00

1884

Total des dépenses ordi-  
naires ..... \$3,088,075 00  
Dédution de l'intérêt.... 964,192 00

---

Montant net des dépenses ordinaires.. \$ 2,123,883 00

1885

Total des dépenses ordi-  
naires ..... \$2,931,443 00  
Dédution de l'intérêt.... 980,110 00

---

Montant net des dépenses ordinaires.. \$ 1,951,333 00

1886

Total des dépenses ordi-  
naires ..... \$3,023,283 00  
Dédution de l'intérêt.... 977,760 00

---

Montant net des dépenses ordinaires.. \$ 2,045,523 00

1887

Total des dépenses ordi-  
naires ..... \$3,286,232 00  
Dédution de l'intérêt.... 1,016,022 00

---

Montant net des dépenses ordinaires.. \$ 2,270,210 00

1887-88

Total des dépenses ordi-  
naires ..... \$3,363,032 00  
Dédution de l'intérêt.... 1,103,710 00

---

Montant net des dépenses ordinaires.. \$ 2,259,322 00

Ces chiffres démontrent qu'à l'exception de 1885 et 1886, la moyenne des dépenses ordinaires annuelles susceptibles de contrôle a été à peu près la même que celle du dernier

exercice ; et pour ce qui est de 1885 et 1886, il est bon de se rappeler que ces années sont celles qui ont précédé immédiatement les élections générales. En vue de cet événement et dans le but de se concilier à temps les bonnes grâces des électeurs, le Gouvernement d'alors crut qu'il était temps d'entrer dans une nouvelle voie, en préconisant une politique bien différente de celle qui avait été suivie jusqu'alors. On se mit tout à coup à retrancher sur les dépenses des différents services publics, au point même d'en compromettre l'efficacité, afin d'offrir une apparence d'économie et de tâcher de réduire au minimum les déficits qui jusqu'alors avaient figuré dans les comptes publics. Inutile de dire que cette économie n'était qu'apparente ; lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, le 31 janvier 1887, l'examen de la situation financière nous fit bientôt voir que mon prédécesseur avait déjà dépassé ses crédits, que l'évaluation de la balance des recettes prévues pour le reste de l'exercice et des dépenses auxquelles il fallait pourvoir pour le même temps, établissait que ces crédits étaient tout à fait insuffisants. La conséquence a été que nous avons été obligés alors de demander à la Chambre des crédits additionnels pour faire face à la situation.

L'expérience que nous avons acquise depuis que nous dirigeons les affaires, n'a tendu qu'à fortifier davantage la conviction où nous étions que les réductions de 1885 et 1886 n'étaient qu'apparentes et qu'elles n'avaient été opérées qu'aux dépens de l'efficacité du service public. Malgré les efforts sérieux que nous avons faits pour diminuer les dépenses courantes du dernier exercice, il nous a été impossible d'y réussir, à cause du fait de l'augmentation du service de l'intérêt et de la nécessité de faire face à bien des obligations qui nous avaient été léguées. Mais si nous n'avons pas réussi à diminuer les dépenses dans la proportion que nous aurions désirée, nous avons du moins réussi à augmen-

ter les recettes, et nous les avons portées à un chiffre qu'elles n'avaient jamais atteint auparavant.

Cependant, avant de laisser la question générale des dépenses, il est de mon devoir de dire à la Chambre qu'il devient de plus en plus difficile de limiter les dépenses annuelles de l'administration, tant à cause de l'augmentation du service de l'intérêt, qu'à cause du fait que plusieurs chefs du service doivent, chaque année, correspondre à l'augmentation de la population : constamment de nouvelles demandes se produisent, et de plus, il est presque impossible de restreindre dans les limites du possible, la tendance générale du pays, d'exiger du Gouvernement de la Province de large subventions pour toute sorte d'entreprises quelle qu'en soient la nature et l'utilité.

Je dois avouer que depuis que je suis à la tête du département des finances, le sentiment universel qui semble prévaloir, c'est que le Gouvernement est tenu de prendre l'initiative de toute œuvre qui touche de loin ou de près à une mesure de nécessité publique, et qu'il est obligatoire de la part de celui-ci de lui donner non seulement un appui moral, mais de plus la somme nécessaire pour mener ces entreprises à bonne fin, oubliant que les moyens à notre disposition sont limités et hors de toutes proportions avec les demandes constamment faites aux gardiens du trésor public. Si, d'un côté, tout le monde est empressé à encourager les dépenses en général, de l'autre nul ne semble disposé à contribuer d'une façon quelconque aux voies et moyens nécessaires pour appliquer la politique que l'on préconise avec tant d'ardeur. Au contraire, règle générale, en emploie tous les expédients possibles, non seulement pour s'exempter de le faire, mais même pour éviter d'acquitter les redevances les plus légitimes envers le Gouvernement. Il est de fait, ainsi qu'il a déjà été dit, que la tendance générale est, malheureusement, non seulement de compter sur l'initiative

du Gouvernement, lorsqu'il s'agit de n'importe quelle entreprise, mais encore de combattre avec acharnement tous les efforts faits pour augmenter le revenu public.

Maintenant, avant de passer à un autre point, il est de mon devoir de fournir à la Chambre des explications qui puissent la convaincre que certaines dépenses extraordinaires avaient une cause légitime et qu'elles ont été faites dans l'intérêt général de la Province.

J'ai déjà parlé de l'augmentation dans le service de l'intérêt sur la dette publique. Je vais en conséquence passer à l'article suivant, celui de \$10,000 pour la commission royale préposée à l'étude du fonctionnement de nos asiles d'aliénés. De cela nous sommes responsables ; mais je suis sûr qu'aucun être raisonnable ne contestera l'utilité de cette dépense, en vue de la nécessité urgente où nous étions de donner satisfaction à l'opinion publique, en faisant une enquête complète sur notre système d'entretien et de traitement des aliénés. Je suis convaincu que quiconque lira le rapport de la commission, acquerra la certitude que cette étude était absolument nécessaire et que les frais payés pour cela sont une bagatelle, comparativement à l'importance d'une question à laquelle toute la Province est intéressée et qui touche, à proprement parler, à la cause de l'humanité en général.

Ensuite nous arrivons à la dépense de \$11,000, causée par l'augmentation du nombre de patients admis dans les asiles d'aliénés. Cette dépense additionnelle ne pouvait guère être évitée, sans nous soustraire à l'obligation de nous conformer à l'esprit de la loi et d'atteindre l'objet qu'elle a en vue. Je dois dire que l'augmentation de cette dépense devra certainement aller de pair avec le développement de la population. D'année en année, ce fardeau en deviendra plus lourd pour le Gouvernement à moins qu'on ne trouve, pour l'alléger, des moyens plus efficaces que ceux que nous avons adoptés jusqu'à présent.



L'état suivant fera voir de suite l'accroissement rapide de cette dépense depuis l'établissement de la confédération :

En 1868, la somme payée pour l'entretien des aliénés a été de.....	\$ 97,946 53
En 1871.....	125,458 00
En 1881.....	200,000 00
En 1888.....	241,000 00

Ces chiffres n'ont pas besoin de commentaires ; ils parlent suffisamment d'eux-mêmes.

La conférence interprovinciale a coûté \$10,694.23 pour frais de rapports, de sténographie, de traduction, papeterie et de réception des délégués. Pour ce qui est de l'importance et de l'utilité des travaux de cette conférence ainsi que des questions mises à l'étude, il ne me semble pas nécessaire d'en parler dans un exposé comme celui que je fais en ce moment. Cependant, je dois dire que le fait seul d'avoir eu cette conférence chez nous ne peut être qu'avantageux à notre Province, ne serait-ce que pour l'unique raison d'avoir resserré davantage les relations qu'ont eues jusqu'à présent les Provinces. A tout prendre, je considère que cette dépense est pleinement compensée par les immenses résultats que nous en retirerons.

Les réparations faites aux palais de justice et aux prisons, coûtent \$36,131.25, soit \$21,131.25 de plus que le chiffre de nos prévisions, qui n'était que de \$15,000 et dont la complète insuffisance a été constatée quand il s'est agi de répondre aux demandes qui nous étaient faites, surtout pour des travaux d'une indispensabilité établie par des rapports adressés au département des travaux publics, et dont l'exécution était recommandée par l'officier compétent de ce département. Qu'il me soit permis, cependant, de faire remarquer que depuis longtemps, peu ou point de réparations ou améliorations importantes avaient été faites à ces

édifices, de sorte que, si je suis bien renseigné, la plupart se seraient détériorés d'une manière bien sensible si on les eût laissés dans l'état où ils étaient. Il était donc devenu nécessaire, pour les tenir dans un état convenable et éviter de plus fortes dépenses à l'avenir, d'affecter une certaine somme d'argent à cette fin. Pour économiser, on avait jusqu'alors dépensé aussi peu que possible sur ces édifices ; mais quand nous avons pris la direction des affaires, nous avons pensé, après un examen attentif fait par des personnes autorisées et appuyées sur des rapports officiels, que, si désagréable qu'il fût d'excéder nos prévisions, il était absolument nécessaire de faire cette dépense pour empêcher les propriétés publiques de subir de nouvelles détériorations.

Les édifices publics en général ont nécessité une dépense qui a dépassé de \$43,877.50 la somme inscrite dans nos prévisions. Cette somme a été dépensée pour réparer le mur qui entoure l'ancien hôtel du parlement, le mur de cette partie de la terrasse désignée sous le nom d'ancienne terrasse Durham, qui était devenu dangereux pour le public, et pour des réparations à l'école normale McGill, qui était devenue insalubre, ainsi qu'au palais législatif, aux départements publics, etc. Ces diverses réparations, une fois connues, s'imposaient d'elles-mêmes ; mais, malheureusement, aucun crédit, dans bien des cas, n'avait été affecté à cette fin dans les prévisions budgétaires. Qu'une partie de ces réparations fût de nécessité urgente et qu'elle ne pût être retardée sans danger, c'est ce dont on ne peut douter, et si nous ne les avions pas fait exécuter, nous nous serions exposés, non seulement à la critique, mais, dans certains cas, peut-être à de lourds dommages, si notre négligence eût été la cause de quelque accident, surtout dans le cas du mur qui supporte la promenade de "l'ancienne terrasse Durham", dont nous devons prendre soin.

Sous le chef de l'administration de la justice il y a eu une dépense d'environ \$72,587.97 de plus que le chiffre

prévu dans nos évaluations. Cette augmentation est due aux frais nécessités par l'accroissement du nombre des prisonniers et du nombre des condamnations, la tenue d'assises criminelles dans des districts où il n'en avait pas été tenu depuis quelques années, le règlement et l'acquittement de comptes en souffrance, l'augmentation des frais causés par le détournement des deniers publics, la tenue d'assises spéciales à Montréal, etc., etc. Cette branche du service public semble nécessiter une augmentation graduelle et exige chaque année une dépense additionnelle. Je constate que mes prédécesseurs ont chaque année signalé à la Chambre l'impossibilité de restreindre cette dépense et la nécessité de chercher quelque moyen d'alléger ce fardeau toujours grossissant. On ne peut douter qu'à mesure que la population augmentera, ce service deviendra de plus en plus dispendieux, et la Chambre doit, sur ce point, se préparer à l'inévitable, si l'on ne trouve pas quelques moyens efficaces de surmonter la difficulté.

Pour jeter plus de jour sur la question, je crois ne pouvoir mieux faire que citer les paroles de l'honorable député de Sherbrooke, dans son exposé budgétaire de 1884. Mon honorable ami dit à cette occasion :

“ Je n'ai guère besoin de répéter ce que j'ai dit à la Chambre depuis dix ans, pour soutenir que les frais de justice criminelle devraient être portés par le Gouvernement fédéral, vu qu'il s'agit de l'exécution des lois fédérales ; et le fait que l'administration de la justice criminelle a été réservée aux autorités provinciales par l'acte de confédération n'implique aucunement que cela dut se faire aux frais de ces derniers ; mais c'est parce que nous avons des tribunaux d'établir et que nous avons le droit exclusif de les établir, qu'il était plus commode pour nous que pour les autorités fédérales de le faire. D'après certaines observations de quelques-uns des membres du conseil privé

d'Ottawa, j'espère que nous serons allégés de cette charge ou qu'on nous donnera une compensation quelconque de façon à nous faciliter la tâche de l'administration de la justice criminelle. Si le Gouvernement fédéral ne nous porte aucun secours, il deviendra peut-être bientôt nécessaire de nous demander si nous ne devrions pas adopter le système suivi par toutes nos Provinces sœurs, qui font peser sur les municipalités une plus forte part de l'administration de la justice criminelle que celles qu'elles ont actuellement à subir, afin de soustraire les autorités provinciales à l'obligation de porter, comme à présent, tout ce fardeau. Mais j'espère en même temps que la chose ne sera pas nécessaire."

Mon honorable ami était tellement convaincu de la rectitude et de la force de son opinion que, en 1885, il revient sur le sujet, et, dans son exposé budgétaire de cette année, signala les maux causés par certaines branches de l'administration de la justice. Voici les termes dont il se servit :

" Je ne répéterai pas ce que j'ai dit si souvent au sujet de l'obligation où était le Gouvernement fédéral d'acquitter les frais d'administration de la justice criminelle.

" Cette question a encore été soumise au Gouvernement d'Ottawa en janvier dernier, et l'on promit de s'en occuper, surtout de voir à réformer la loi de façon à donner plus d'extension au système de procès sommaires devant les magistrats de police et de district, en privant l'accusé du droit de demander un procès par juré pour les offenses légères, accélérant ainsi la condamnation ou l'élargissement des accusés, selon qu'ils sont coupables ou innocents, et sauvant beaucoup de frais à la Province, non seulement pour les procès, mais pour la garde des accusés qui attendent leur procès en prison.

" J'ai lieu de croire que souvent les fonctionnaires attachés à nos tribunaux incitent les prévenus d'offenses légères à demander un procès par jurés au lieu d'un procès

devant un magistrat de police ou de district, de façon à rendre nécessaire la convocation des grands et des petits jurés et l'assignation de témoins, ce qui coûte cher à la couronne, en frais d'officiers de la couronne, de jurés, constables et témoins. Soustraire quelques-uns de ces fonctionnaires à l'obligation de servir plus longtemps la couronne serait s'assurer de bons résultats.

Voici ce qu'il disait au sujet des écoles de réforme :

“ Je ne suis pas du tout satisfait du fonctionnement de ces institutions. On y envoie trop de jeunes garçons pour des peccadilles : s'ils retirent quelque bien de leur détention, ce n'est que fort peu ; lorsqu'ils sont libérés, ne connaissant rien des travaux de la ferme, ils vont chercher de l'ouvrage dans des villes, où ils retombent dans le vice et finissent par prendre leurs degrés pour le pénitencier. On devrait les dresser beaucoup plus que maintenant aux travaux agricoles ; on ne devrait point en tenir un aussi grand nombre réunis dans les institutions de ville, et lorsqu'on les élargit, ils chercheraient de l'emploi à la campagne où ils seraient bien moins exposés à retomber dans le crime. Puis le prix payé pour la garde des garçons est de beaucoup trop élevé, et lorsqu'on adjugera un nouveau contrat j'espère qu'on y verra. ”

Telles étaient les opinions de mon prédécesseur quant aux frais de l'administration de la justice.

Les chiffres suivants vont faire voir d'un coup d'œil la proportion de l'augmentation dans le coût de l'administration de la justice depuis la confédération, et le montant dont ce service grève le budget de la Province :

En 1868, nous avons payé pour ce service...	\$311,388 00
En 1878, nous avons payé pour ce service...	484,777 00
En 1888, nous avons payé pour ce service...	546,464 00

Il ne faut pas s'étonner que mon prédécesseur se soit

constamment plaint de l'augmentation continuelle du coût de ce service, augmentation qui était de 50 pour cent en 1878 comparativement à 1868, et à un peu plus de 12½ p. c. en 1888 comparativement à 1878.

Il faut admettre, toutefois, que depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons tâché de régler toutes les affaires pendantes, que ce département a reçu une direction vigoureuse et que, en vue de rendre le service aussi efficace que possible, plusieurs réformes importantes ont été introduites, qui vont contribuer à le rendre plus parfait et plus satisfaisant ; mais, il faut l'avouer, ces résultats désirables n'ont pu s'obtenir qu'au moyen d'une augmentation des frais.

Quelques uns des chefs de dépense suivants n'ont pas été prévus, et d'autres ont été reconnus utiles et nécessaires dans l'intérêt du service public :

Aide aux incendiés de Hull, non prévue...	\$ 5,000 00
Frais électoraux, par suite du fait qu'il y a plus d'élections qu'on n'en avait prévu, à cause du grand nombre de contestations devant les tribunaux.....	5,000 00
Chemins spéciaux, ponts et ponceaux, dans le comté de Beauce, pour le service des colons qui ont été amenés de la côte du Labrador par nos prédécesseurs, dépense imprévue.....	3,000 00
Frais de codification des statuts.....	6,741 00
Distribution du code municipal aux municipalités .....	5,000 00
Commission agricole.....	3,000 00
Augmentation de l'indemnité des députés pour la session, votée à l'unanimité.....	17,800 00

Mettons ensemble ces divers chefs de dépense, dont plusieurs étaient accidentels et imprévus, pendant que

d'autres étaient indispensables, et nous arriverons à une somme de..... \$ 340,182 57

Si maintenant on prend l'ensemble des dépenses de 1888, soit..... 3,365,032 36

Et si l'on en déduit ces..... 340,182 57

---

Il reste une somme nette de..... \$3,024,850 79

Cela porte le total des dépenses ordinaires de 1888, déduction faite de celles qui viennent d'être énumérées, à peu près au même chiffre qu'en 1886, où il était de \$3,032,607.25.

Je crois que pour ce qui concerne les dépenses et les recettes ordinaires du dernier exercice, j'ai donné toutes les explications qu'il est possible de fournir au sujet des chapitres qui ont donné un excédant de dépenses et des causes qui l'ont occasionné. Je crois que la Chambre sera pleinement convaincue que j'ai fait voir clairement ce qui est incontrôlable, ce qui était imprévu quand j'ai établi mon budget, et quelle partie a été particulièrement affectée à l'amélioration du service public. Je crois que l'on admettra sans hésitation que la politique que nous avons suivie a été vigoureuse et active. D'un côté, nous avons fait tout ce qui était possible pour développer nos sources de revenu, et je suis heureux de dire qu'en ce sens nos efforts n'ont pas été tout à fait infructueux ; mais d'un autre côté, si nous avons fait quelques dépenses additionnelles pour atteindre cet objet, nul homme ayant à cœur l'intérêt de la Province ne nous reprochera d'avoir fait quelques dépenses utiles, surtout si l'on considère que l'unique but que nous avions en vue, en agissant de la sorte, était de donner au service public le plus haut degré d'efficacité qu'il était possible d'atteindre dans les circonstances où nous nous sommes trouvés placés en face des difficultés innombrables que nous avons rencontrées. Tout de même, nous avons

eu le nerf et le courage de les envisager sans crainte et de les surmonter dans la limite du possible. Notre seul but a été de mettre le crédit de la Province sur une base stable, tout en suivant une politique dont le but était non-seulement d'augmenter davantage l'efficacité du service dans chaque département public, mais de plus encore de donner le plus grand développement possible aux ressources naturelles de notre Province.

A propos de ce que nous avons fait pour augmenter l'efficacité du service public, il me sera peut-être permis de signaler en passant l'amélioration que nous avons introduite dans le service de la perception du revenu, bien que cette amélioration ait été opérée dans le cours du présent exercice.

Tous ceux qui sont familiers avec le fonctionnement du bureau du trésor savent que le besoin d'une meilleure répartition de l'ouvrage se faisait depuis longtemps sentir, surtout à la suite du développement qu'a pris la Province depuis la confédération, de l'augmentation de la population, de l'agrandissement du territoire habité, de l'augmentation constante du nombre des municipalités érigées, de même que par suite de l'importance croissante des anciens services et de la création de nouvelles divisions administratives. Il suffit de comparer les opérations du trésor en 1868 avec celles d'aujourd'hui, pour voir de suite l'immense augmentation qui s'est produite. Ainsi les recettes ordinaires, qui furent de \$1,529,043.20 en 1868, se sont élevées à \$2,036,868.91 en 1875 et à \$2,965,566.62 en 1887, c'est-à-dire qu'elles ont doublé durant cette période. Les dépenses ordinaires se sont accrues de \$1,164,260.22 en 1868, à \$2,019,410.91 en 1875, et à \$3,286,232.70 en 1887, c'est-à-dire qu'elles ont plus que doublé. Au nombre des services qui ont ajouté considérablement à la besogne primitive du département, on peut citer l'augmentation dans la perception des droits de licences, les taxes sur les corporations



commerciales, les recettes et les paiements découlant de la politique des chemins de fer, les contributions des municipalités au fonds de bâtisse et des jurés, le fonds d'emprunt municipal, l'entretien des aliénés dans les asiles, des vagabonds dans les prisons, des enfants dans les maisons de réforme et les écoles industrielles, etc. Le fait est que dans toutes les divisions du département, la besogne a pris un tel développement, que les différents services ne pouvaient plus être administrés et surveillés avec l'efficacité voulue.

Le revenu de la Province souffrait, faute d'un contrôle direct, d'une surveillance constante, si nécessaire pour protéger le Gouvernement contre des pertes de revenus. D'année en année, on avait augmenté la besogne comme la responsabilité du sous-trésorier, dont la charge était devenue trop lourde pour un seul homme, et pour le dégager autant que possible, pour le rendre plus libre et lui permettre de concentrer plus efficacement son énergie et son travail à la surveillance générale et aux affaires de finances proprement dites, pour le débarrasser des détails de la perception du revenu et de l'énorme correspondance occasionnée par le développement des affaires, après avoir étudié la question avec soin, nous avons décidé de diviser l'ouvrage ; nous avons organisé dans le département au bureau chargé spécialement de la perception du revenu et de son administration. Nous avons confié la direction de ce bureau à un officier responsable, possédant l'expérience voulue et appelé contrôleur du revenu de la Province. Cet officier a sous son contrôle et sa surveillance les services que je viens d'indiquer et ceux qui pourront y être ajoutés, ainsi que les perceptions des vingt-six districts de revenu de la Province. Comme le principal objet que nous avons en vue, en créant ce bureau, était d'assurer une surveillance plus efficace de ces services, de même que de protéger le revenu et les intérêts de la Province, nous avons attaché à ce bureau un inspecteur général, chargé d'inspecter en tout temps

qu'il sera jugé à propos, mais au moins une fois par année, les bureaux et les livres des différents percepteurs, de constater *de visu* comment ces officiers remplissent leurs devoirs et de quelle manière les lois du revenu sont observées dans les différents districts.

Je puis ajouter que nous nous sommes guidés sur le principe des promotions pour nommer ces deux officiers, en sorte que nous n'avons augmenté le personnel du département que d'un clerc additionnel. Ces messieurs ont une longue expérience du fonctionnement du bureau du trésor, et ils jouissent à bon droit de la réputation d'être des employés zélés et habiles.

Il serait inutile d'en dire plus pour justifier ces changements, dont l'absolue nécessité saute aux yeux. A Ottawa, on a trouvé à propos de diviser complètement le service des finances de celui de la perception du revenu, et il y a longtemps qu'ici le temps est passé où le sous-trésorier pouvait être chargé de tout ce qui se rapporte aux finances et au revenu. Maintenant, M. Machin peut s'occuper exclusivement des finances, telles que les affaires de banque et une foule d'autres affaires qui exigent constamment la surveillance d'un homme de son habileté et de sa réputation.

J'oubliais de dire que pour acquiescer au désir de l'importante cité de Montréal, le corps de police chargé de surveiller le revenu des licences et les intérêts de la moralité publique, a été augmenté de trois à six, et celui de Québec d'un à deux. Il serait inutile d'expliquer la cause de ces changements, attendu qu'ils ont été provoqués par la nécessité même des circonstances et qu'ils ne peuvent produire que des résultats avantageux, tant au point de vue du revenu de la Province qu'à celui de la moralité publique.

A peine quelques mois se sont écoulés depuis ces changements, et nous avons déjà raison de nous féliciter de les avoir faits.

Le nouvel inspecteur a déjà visité plusieurs parties des districts du revenu, et ses rapports sur l'administration des affaires par les différents percepteurs, ainsi que le fonctionnement de la loi des licences dans les municipalités, sont de nature à nous fournir des renseignements précieux et à nous mettre en état d'exercer une plus grande surveillance sur tout ce qui se rapporte à la perception du revenu.

En dehors de l'utilité du nouvel inspecteur, depuis que le contrôleur est en charge, les affaires du nouveau département sont expédiées avec célérité et surveillées avec efficacité.

Les changements que nous avons opérés dans la force de police du revenu à Québec et à Montréal étaient devenus indispensables et ont été accueillis avec faveur par toutes les personnes désirant le maintien du bon ordre et de la morale, surtout en ce qui concerne le trafic illicite des boissons enivrantes et des abus qui en résultent. Avec une force plus effective, il sera plus facile de faire disparaître les vendeurs de boissons sans licence et de faire mieux observer la loi.

Avant de faire des réformes, s'il y a lieu, dans la comptabilité générale, il est indispensable de bien comprendre d'abord le rouage actuel et de voir jusqu'à quel point il est véritablement en rapport avec les besoins des différents services. C'est une question qui est à l'étude. Certaines réformes sont désirables, mais nous ne saurions les opérer avant d'être bien au fait du système de la comptabilité en général et jusqu'à quel point il convient, dans son application, aux exigences du service public.

Donc, avant de songer à des réformes sérieuses de ce côté, il est de première nécessité de bien comprendre le mécanisme actuel et de voir par où il pêche.

Ce n'est qu'avec beaucoup d'expérience et d'étude qu'il sera possible d'arriver à une solution pratique de cette question.

Avant de finir mes remarques sur l'exercice finissant le 30 juin 1888, je crois qu'il n'est pas hors de propos de dire quelques mots sur un sujet qui a servi de thème à nos amis de la gauche.

Pour faire de la réclame, nos honorables amis de la gauche nous ont reproché d'avoir émis des mandats spéciaux et fait voter un budget supplémentaire.

Ces accusations sont injustes eu égard aux circonstances. Nous arrivions au pouvoir. Comme nous n'avions pas autre chose pour nous guider, nous avons naturellement adopté pour base de notre budget la moyenne de celui de nos prédécesseurs pour l'exercice 1886, et si nos prévisions ont été excédées, il faut attribuer cela en grande partie aux engagements que ces messieurs nous léguèrent et qu'il nous fallut bien acquitter. Les paiements que nous avons effectués s'expliquent facilement, et nos adversaires ont très mauvaise grâce à nous accuser, puisqu'ils condamnent par là même leur propre politique, vu qu'ils ont eux-mêmes recouru régulièrement à l'expédient des mandats spéciaux et des budgets supplémentaires, pour remédier à l'insuffisance par trop évidente des crédits qu'ils avaient fait voter.

Il ne faut pas aller bien loin pour trouver la preuve de ce que je viens de dire. Pour l'exercice de 1881-82, alors que l'honorable M. Wentele avait la direction du trésor, il fut émis pour \$166,956.79 de mandats spéciaux et voté \$152,849.00 de crédits supplémentaires, faisant en tout \$319,705.79. En 1882-83, il fut émis pour 488,929.97 de mandat spéciaux, auxquels il faut ajouter, pour ce même service, \$44,472 de crédits supplémentaires. Néanmoins, ces deux exercices accusent, pour les affaires ordinaires, un déficit de \$208,858.22 en 1882, et de \$341,236.06 en 1883. Puis, en 1884, lorsque l'honorable député de Sherbrooke avait la direction du trésor, il a fait voter un budget supplémentaire de \$317,719.49, et le déficit de cet exercice, pour

les affaires ordinaires, s'est élevé à \$301,054.64. D'ailleurs, en jetant un coup d'œil sur le passé, on verra de suite que nos prédécesseurs ont eu recours régulièrement aux mandats spéciaux pour subvenir à des dépenses imprévues, mais non extraordinaires, car ces mandats, pour la plupart, étaient pour couvrir l'insuffisance des crédits votés pour les différents services publics ordinaires et contrôlables.

Le tableau suivant suffira pour démontrer qu'avant nous, on a eu recours régulièrement et largement aux mandats spéciaux, chaque fois, pour ainsi dire, que les crédits votés furent insuffisants.

En 1872 on a émis des mandats spéciaux pour

	une somme de . . . . .	\$126,497 52
" 1873	" " " . . . .	151,054 43
" 1874	" " " . . . .	67,431 72
" 1875	" " " . . . .	41,747 83
" 1876	" " " . . . .	81,046 67
" 1877	" " " . . . .	86,343 02
" 1878	" " " . . . .	130,049 66
" 1879	" " " . . . .	205,857 97
" 1880	" " " . . . .	127,071 43
" 1881	" " " . . . .	36,696 46
" 1882	" " " . . . .	166,956 79
" 1883	" " " . . . .	488,929 97
" 1885 et 1886,	pas de mandats spéciaux, mais un budget supplémentaire.	
" 1887, du 30 juin 1886 au 31 janvier . . . .		43,932 82

A part ces mandats spéciaux, on a régulièrement et invariablement recouru aux crédits supplémentaires, ce qui démontre l'impossibilité de tout prévoir d'avance. Ainsi, nos amis de la gauche n'auraient pas dû paraître si étonnés du fait que nous avons émis des mandats spéciaux pour couvrir des dépenses qu'il était impossible de prévoir, lorsqu'eux-mêmes y avaient eu constamment recours.

Je ne rappelle pas ces faits—je prie mes honorables amis de la gauche de le croire—pour les blâmer, mais pour faire voir que l'émission de mandats spéciaux que nous avons faite durant l'exercice en question, à une époque où nous n'avions pas encore eu le temps d'étudier ou de constater d'une manière précise les besoins réels du service public, devient assez excusable, quand on songe que nos prédécesseurs, avec toute leur expérience, n'ont pu s'empêcher de faire la même chose presque chaque année, pendant qu'ils ont eu l'administration des finances.

Mais il est une différence importante en notre faveur : si nous avons émis des mandats spéciaux, nous avons su trouver moyen de les payer sans avoir de déficit.

Qu'il me soit maintenant permis de présenter à la Chambre un état approximatif de l'actif et du passif de la Province à la fin du dernier exercice, tel que résumé dans le tableau suivant :

Tableau approximatif de l'actif et du passif de la Province de Québec, le 30 juin 1888, basé sur les rapports officiels des différents départements, mais ne comprenant pas un fort montant de réclamations contestées, contre le Gouvernement, ni le montant dû à la Province sur les créances du fonds d'emprunt municipal.

*Passif.*

Dettes fondées, non rachetées.....	\$21,570,333 33
Dépôts temporaires.....	229,026 23
Mandats impayés.....	460,518 82
Subsides de chemins de fer, en argent, autorisés, mais non gagnés.....	425,724 85

Subsides de chemins de fer en terre, convertis en argent, autorisés, mais non gagnés, balance sur les premiers 35 cents l'acre.....	612,828 80
Subsides de chemins de fer en terre, pouvant être convertis en argent, 898,- 000 acres à 70 cents l'acre .....	\$ 628,600 00
Premiers 35 cents l'acre payables à mesure que les travaux se font.....	314,300 00
Evaluation du coût pour finir l'hôtel du parle- ment.....	125,729 53
Contrat pour les statues de l'hôtel du parlement.....	25,000 00
Evaluation du coût pour finir le palais de justice de Québec.....	100,000 00
Balance sur terrains et au- tres, chemin de fer Q. M. O. et O.....	90,000 00
Pertes sur dépôt à la ban- que d'Echange.....	27,000 00
Obligations du palais de justice de Québec.....	200,000 00
	<hr/>
	\$24,180,461 56

*Actif.*

Partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. versée et déposée en banque.....\$	385,000	
Partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. versée et placée en obligations du palais de justice de Québec.....	200,000	
Partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. versée et placée en obligations de la cité de Québec.....	15,000	00
Balance du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. restant à verser	7,000,000	00
		7,600,000 00
Subsides de chemins de fer, en vertu du statut du Canada, 47 Vict., ch. 8....	2,394,000	00
Réclamation contre l'honorable M. Tho- mas McGreevy.....	100,000	00
Argent en banque.....	1,723,850	07
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, remboursable sur le produit de la vente d'une propriété.....	138,348	02
Avances à diverses personnes.....	78,771	40
Evaluation du montant dû par Ontario pour intérêts sur le fonds des écoles communales.....	50,000	00



Taxes pour le palais de justice de Québec, en vertu de la 45 Vict., chap. 26 et 48	
Vict., chap. 15 .....	200,000 00
	<hr/>
	\$ 12,284,969 49
Excédant du passif sur l'actif le 30	
juin 1888 .....	11,895,492 07
	<hr/>
	\$ 24,180,461 56
	<hr/>

Cet état ne diffère pas d'une manière appréciable de celui qui a été présenté au cours de la dernière session. Il est vrai que la somme totale paraît plus élevée, mais en réalité elle ne l'est que fort peu.

La dette fondée, qui s'élevait, le 30 juin 1887, à \$18,117,233, est aujourd'hui de \$21,570,333.33, notre dernier emprunt de \$3,500,000 y ayant été ajouté depuis. Du côté du passif figure encore une partie des obligations à raison desquelles l'emprunt a été fait, pendant que la colonne de l'actif indique un encaisse de \$1,723,850.07, qui représente a partie non dépensée de l'emprunt.

Si, donc, d'un côté, le total du passif paraît plus élevé, de l'autre côté, l'actif accuse également une augmentation qui le porte de \$10,859,069.10 qu'il était le 30 juin 1887, à \$12,284,947.19 qu'il était le 30 juin 1888. Cette augmentation est due à la balance de l'emprunt encore en caisse.

L'excédant du passif sur l'actif accuse une légère augmentation, dont les détails ont été exposés au long à la dernière session. Toutefois il est facile d'expliquer cette augmentation du passif, attendu que le montant entier du dernier emprunt se trouve porté au débit, pendant que l'argent encaissé représente seulement le produit net réalisé, soit \$3,378,332.50, ce qui fait une différence de \$121,667.50, représentant l'écart entre 96½%, taux auquel les titres ont été négociés, et leur valeur nominale.

La Chambre se rappellera que la dette flottante, telle qu'évaluée dans mon dernier exposé budgétaire, s'élevait à \$3,761,466.75, net, de sorte que le produit net de notre emprunt, négocié pour couvrir cette dette flottante, laisse encore un écart de \$385,134.25. En ajoutant à cette somme les \$121,667.50 de perte subie sur la vente des titres, nous arriverons à une somme de \$504,801.75, ce qui explique la différence de l'excédant du passif sur l'actif. L'excédant des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, soit \$373,193.03, a été appliqué généralement au paiement des frais de construction des édifices du parlement, du palais de justice de Québec et à d'autres fins, la somme donnée à la date du 31 janvier 1887 comme nécessaire pour terminer ces édifices ayant été trouvée insuffisante.

Il est maintenant évident que le montant de la dette flottantes et des comptes contestés n'a pas été évalué à un chiffre assez élevé, et qu'il devra figurer pour une somme plus forte que celle que nous avons indiquée quand nous avons fait, le 31 janvier 1887, l'état de notre passif. La somme réelle, autant qu'on peut voir et constater, atteindra certainement le chiffre de \$4,000,000 à \$4,500,000, sans tenir compte d'aucune des réclamations contestées qui sont encore en suspens et dont la poursuite peut produire des décisions qui nous soient contraires. Il doit donc paraître évident à tous que notre emprunt, qui a produit \$3,378,332.50, était insuffisant pour couvrir la somme entière de notre dette flottante et qu'il aurait dû être un peu plus élevé. Cependant, à l'époque où notre état a été présenté, il était difficile, sinon impossible, de prévoir que certaines réclamations contestées tourneraient contre nous, bien que dans le temps nous ayons déclaré que quelques-uns de ces comptes contestés finiraient par devenir des obligations légitimes.

Avec le produit de l'emprunt, nous avons payé, durant le dernier exercice, tout ce que nous devions sous forme

d'emprunts temporaires, de sorte que tout ce qui reste aujourd'hui à titre de dépôts temporaires se compose de fonds en fidéicommis.

La somme des mandats émis est plus considérable que d'habitude, mais cela est dû entièrement à ce que notre dernière session durait encore à l'expiration de l'exercice, et que nous ne pouvions clore nos livres à cette date, attendu que le budget supplémentaire, destiné à compléter le service de cette année, n'a été voté que le 12 juillet. Ainsi, bien que les mandats eussent été émis, les chèques n'étaient pas encore rentrés à cette date. Cela toutefois, n'affecte aucunement la dépense publique totale de ce service, car tous ces paiements sont régulièrement inscrits et portés dans les dépenses de cet exercice. Quand ces chèques rentreront, ils affecteront naturellement d'autant notre encaisse. Voilà tout. Cela explique pourquoi ce montant de ces mandats a été porté au passif pendant que l'actif comprend le montant entier de l'encaisse le 30 juin.

Quant aux subventions aux chemins de fer, elles se paient graduellement, et tout ce qui figure sous ce titre sera finalement et inévitablement réclamé. Il ne peut exister aucun doute au sujet de la balance des subventions en argent accordées aux chemins de fer, et des subventions en terres converties. Il est certain que les diverses compagnies qui y ont droit vont les gagner. Pour ce qui est des compagnies qui ont droit aux subventions en terres et qui n'ont pas encore demandé la conversion, il n'y a pas de doute que, d'après le rapport de M. Moreau, elles en feront la demande.

Les crédits relatifs au parachèvement du palais de justice de Québec et de l'hôtel du parlement ne requièrent pas d'observations particulières, vu qu'une partie en a été votée l'an dernier et que le reste sera expliqué lorsqu'il s'agira de l'inscrire au budget. Néanmoins il est bon de dire que dans la somme prévue pour l'achèvement des édifices du Parle-

ment, sont comprises environ \$48,000 votées déjà et destinées à payer l'achat de certaines propriétés, au nombre desquelles se trouvent le patinoir, etc. ; mais cette somme n'avait pas encore été employée pour cette fin le 30 juin dernier.

Dans la somme de \$100 000 affectée au parachèvement du palais de justice de Québec se trouvent compris les crédits votés à la dernière session, le reste étant censé représenter ce qu'il fallait encore pour régler complètement et définitivement toutes les réclamations encore en suspens, à cet égard, le 30 juin dernier.

Le crédit pour les subventions en terres et autres dettes provenant de la construction du chemin de fer Q. M. O. et O. est approximatif, et sera expliqué lorsque la Chambre sera appelée à voter tout crédit porté à cette fin dans le budget. Ce chef de dépense comprend les \$45,000 qui représentent la propriété Bellerive achetée en 1878. Le capital de cette obligation n'est payable qu'en 1892, sur lequel, en attendant, la Province paie sept pour cent par année, à titre d'intérêt jusqu'à son remboursement. Je sais qu'on a essayé de payer le capital, mais cette offre n'a pas été acceptée.

Quant au dépôt à la Banque d'Echange, il est impossible d'établir quelle sera la perte que nous aurons à subir. Les liquidateurs ne sont pas encore en position de faire connaître la somme exacte du dividende final qui sera déclaré.

Maintenant, quant à l'état de l'actif, vu qu'il diffère peu ou point avec ceux de mon dernier budget, il ne demande pas d'explications spéciales. Je laisse aux honorables députés la tâche d'en apprécier eux-mêmes la nature et la valeur réelles.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de rien dire de plus sur le chef de l'actif et du passif. Les explications que j'ai données devraient être considérées comme pleinement satisfaisantes.

On comprendra facilement qu'il m'est impossible d'indiquer d'une manière précise le résultat des opérations de l'exercice de 1888-89, attendu que la moitié seulement en est écoulée.

En jetant un coup d'œil sur l'état des recettes et des dépenses, on voit que celles-ci accusent, dans le moment, un excédant qu'il est facile d'expliquer, les dépenses pour les six mois écoulés jusqu'au 31 décembre s'élevant à la somme de.....\$ 1,893,287 05  
Les recettes pour la même période à..... 1,744,802 62

Ce qui laisse un excédant de dépenses sur  
les recette de.....\$ 148,484 43

Cette différence entre les recettes et les dépenses n'est que temporaire et s'explique assez facilement. Les opérations des premiers six mois de cet exercice ne doivent pas être prises comme le critérium du résultat de toute l'année.

On sait qu'à certaines dates, la dépense est plus élevée qu'à d'autres ; il en est de même pour les recettes. Par exemple, il arrive qu'au commencement de l'exercice, on est obligé de faire des déboursés considérables pour les octrois accordés à la colonisation, à l'instruction et à l'agriculture. D'un autre côté, les rentrées ne sont que périodiques. C'est ce qui arrive pour nos principales recettes, surtout celles qui proviennent des terres de la couronne, de notre subside fédéral et des droits de licences.

Ainsi, en décembre, nous avons été obligés de transmettre en Angleterre pour rencontrer, le premier janvier, l'intérêt dû à cette date sur une partie de nos obligations, une somme de \$249,147.51. Ceci explique de suite la différence qui existe, le 31 décembre entre les recettes et les dépenses ; car dans le cours de ce mois nous avons été

obligés de payer le double, au moins, des dépenses mensuelles ordinaires.

D'un autre côté, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, nous avons encaissé la balance de notre subside fédéral, soit \$569,626.40, et il nous est dû au département des terres de la couronne un demi-million de piastres, dont la rentrée s'effectuera d'ici au 30 juin prochain. L'encaissement de cette somme, ajouté au montant du subside fédéral, établira de suite un surplus assez considérable des recettes sur les dépenses ordinaires.

Ces explications suffisent donc pour démontrer que la différence entre les recettes et les dépenses n'est que temporaire. Certaines sources de revenu atteindront un chiffre plus élevé que celui qui avait été prévu. Les terres de la couronne, entre autres, rapporteront une somme plus considérable. Je m'attends aussi à l'élévation de 25% dans le tarif des licences, en vertu de la loi passée à la dernière session, qui aura pour effet d'augmenter cette source de revenu. En somme, d'après mes prévisions, j'ai tout lieu de croire que les recettes dépasseront de beaucoup le montant auquel je les avais portées.

Quant aux dépenses, elles accusent, comparativement à mes prévisions, certaines variations que l'on comprendra facilement. A part les crédits supplémentaires qui vous seront demandés, elles ne dépasseront pas les sommes qui ont été votées.

Dans les recettes, il y a un montant de \$2,229,670.45 qui a été versé comme dépôt de garantie par certaines compagnies de chemins de fer, en vertu des lois 39 Vict., chap. 3, 40 Vict., chap. 3, et 47 Vict., chap. 70, concernant les subsides accordés aux compagnies de chemins de fer et certaines garanties d'intérêt sur leurs obligations ou debentures, par la Province de Québec. Conformément à ces lois, les compagnies suivantes ont fait le dépôt voulu pour obtenir la

garantie du Gouvernement sur leurs obligations ou dében-  
tures :

Compagnie du chemin de fer Témiscouata, garantie d'intérêt durant 10 ans, à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 1888.....	\$ 644,573 45
Compagnie du chemin de fer Montréal et lac Maskinongé, garantie d'intérêt durant 7 ans, à compter du 1 <sup>er</sup> décembre.....	32,703 00
Compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, garantie d'intérêt durant dix ans.....	1,552,394 00
	<hr/>
	\$2,229,670 45

Mais la garantie des intérêts n'a pas encore été définitive-  
ment acceptée par le Gouvernement, sur les obligations de  
la compagnie du chemin de fer de Québec au Lac St. Jean,  
vu qu'elles ne sont pas encore vendues.

A la dernière session, la Législature a passé une loi auto-  
risant le Gouvernement à opérer la conversion de la dette  
fondée de la Province. L'objet de cette mesure était de  
réaliser une économie considérable dans le service des inté-  
rêts sur la dette publique. Les circonstances étaient favo-  
rables : les capitaux, en Europe, abondaient et les rentes  
étaient basses. Eu égard à ces circonstances, nous avions  
lieu d'espérer faire une conversion avantageuse.

Quand nous avons saisi la Chambre de ce projet, il ne  
nous est jamais venu un seul instant à l'esprit qu'il serait  
attaqué avec autant de violence et d'acrimonie qu'il l'a été  
par ceux qui, nous avons raison de le croire, s'inspireraient  
de sentiments plus élevés que ceux d'une opposition fac-  
tieuse. Nous nous sommes bien vite aperçus que nous  
faisions erreur : car à peine cette mesure était-elle devant  
le public, qu'elle fût combattue par nos adversaires de la  
manière la plus fallacieuse et la plus déloyale. Animés du

désir de nuire à des adversaires politiques et n'ayant qu'un but, celui de faire triompher l'esprit de parti, ils n'ont jamais calculé pour un instant le tort qu'ils faisaient au crédit de la Province. Ces messieurs ont employé tous les moyens pour empêcher la réussite d'un projet destiné uniquement à diminuer une charge qui grève fortement nos ressources limitées. Ils ont fait tous leurs efforts pour alarmer les porteurs d'obligations sur les véritables intentions du Gouvernement ; ils n'ont pas hésité à soulever les préjugés des capitalistes, toujours si portés à s'émouvoir même au moindre souffle de fausses représentations. Ils ne se firent non plus aucun scrupule de sacrifier les plus chers intérêts de la Province, tout ce qu'ils voulaient étant l'échec d'une mesure dont ils n'avaient pas eu l'idée.

L'on sait que les capitalistes s'alarment facilement, et que pour faire manquer une opération financière, même des plus avantageuses, on n'a qu'à soulever les préjugés des hommes de la finance et des parties intéressées.

Malheureusement, ces appels injustifiables aux préjugés, à force d'être répétés sur tous les tons, eurent bientôt leur écho de l'autre côté de l'Atlantique, surtout dans une presse complaisante, qui ne semblait que trop heureuse de reproduire des articles d'un caractère aussi nuisible à nos intérêts.

Je suis bien certain que si les directeurs de cette presse eussent pour un instant soupçonné les véritables motifs qui faisaient agir certains journaux de notre pays, ils auraient évité de tomber dans le piège qui leur était tendu, et ils se seraient mis en garde contre les intrigues de ceux dont le seul mobile était de nuire à un parti politique, plutôt que le désir sincère de protéger les véritables intérêts des porteurs de titres.

Pendant que le projet de loi était discuté au Conseil législatif, le Gouvernement avait pourtant déclaré officiellement qu'il n'entendait pas faire une conversion forcée. Cette



déclaration aurait dû suffire à calmer les craintes des porteurs d'obligations ; mais les attaques de nos adversaires politiques contre ce projet furent si violentes, si persistantes, qu'ils ne réussirent que trop bien dans leur pernicieux dessein, qui était de soulever les préjugés des capitalistes contre la Province, et de faire croire aux porteurs d'obligations que leurs titres leur seraient enlevés de force et remplacés par d'autres d'une moindre valeur. Dans ces circonstances, nous n'avons pas cru qu'il serait prudent de mettre sur le marché notre projet de conversion, préférant attendre que l'opinion publique eut eu le temps de se calmer et de constater la fausseté des dires de ceux qui ne combattent le projet à tout prix que pour des fins politiques.

De plus, il nous aurait été impossible de faire cette conversion tant que nous serions dans l'incertitude au sujet des intentions des autorités fédérales à qui l'on a demandé avec tant d'instance de désavouer l'acte, et qu'on nous représentait que trop disposées à suivre l'avis de leurs amis politiques.

Dans un tel état d'incertitude, circonvenus comme nous l'étions par une opposition déterminée à faire échouer le projet, nous aurions manqué aux simples règles de la prudence en lançant une affaire aussi importante que celle de la conversion, dans des conditions aussi peu favorables que celles que l'on nous avait faites.

En face des préjugés qui avaient été si habilement soulevés contre cette mesure, et des démarches qui avaient été faites pour indisposer les capitalistes contre nous, la seule chose à faire était de laisser ce projet en suspens pour le moment, en attendant que les circonstances nous soient plus favorables pour cette opération.

Néanmoins, d'après les quelques négociations qui ont déjà eu lieu et dans des circonstances plus favorables, nous avons tout lieu de croire à la possibilité d'une conversion

avantageuse à tous les points de vue, surtout si elle peut s'effectuer dans les conditions voulues.

Tout de même, une couple d'institutions de premier ordre, parfaitement en état d'exécuter un projet de cette nature, avaient déjà fait des avances et offert de se charger de la conversion ; mais nous n'avons pas accepté leurs offres, croyant qu'elles n'étaient pas aussi bonnes qu'elles l'auraient été si nous avions pu opérer sur un marché libre de toute prévention.

Une fois nos véritables intentions bien connues, et après qu'il sera constaté que la conversion projetée doit être volontaire des deux côtés, nous sommes intimement convaincus que plus tard, toutes ces préventions disparaîtront.

Avant de passer à une autre question, je dois ajouter que le seul but que nous recherchons dans toute cette affaire, c'est de promouvoir les intérêts de la Province, en rehaussant son crédit dans toute la mesure du possible, tout en suivant une politique destinée à effectuer une réduction considérable dans le service des intérêts sur notre dette publique.

Je crois qu'il est de mon devoir de protester contre les efforts que l'on a faits pour tromper le public au sujet des taxes sur les corporations commerciales. Je ne m'arrêterai pas à qualifier cette tentative comme elle le mérite. Nous avons été constamment accusés par la presse oppositionniste d'être les auteurs de cette taxe, et ces messieurs se sont efforcés de faire peser sur nous tout l'odieux qui s'attache à son imposition. Ceci est déjà passablement déloyal, mais l'injustice devient absolument intolérable, lorsque nous voyons des ex-ministres, si je suis bien renseigné, prendre part aux criailleries qui ont été proférées pour égarer l'opinion publique à cet égard, en mettant sur notre compte toute la responsabilité d'une loi qu'ils ont eux-mêmes fait passer. Je crois donc qu'il est de mon devoir de

saisir cette occasion pour démontrer sans conteste quels sont ceux qui légitimement doivent supporter la responsabilité de l'imposition de cette taxe, afin que ceux qui feignent aujourd'hui d'ignorer quels sont les véritables auteurs de cette loi, ne puissent avoir aucune excuse pour persister dans ces fausses représentations, et afin que le public puisse être bien en état de voir ce qu'il faut penser de ceux qui nous ont dénoncés avec le plus de violence à ce sujet, mais qui n'ont jamais exprimé la moindre protestation, tant qu'ils ont cru que cela pourrait nuire à leurs amis politiques.

Quant à notre position à l'égard de cette taxe, elle a été clairement définie par mon honorable ami, le premier ministre, dans le discours qu'il a prononcé au Club National de Montréal, le 10 avril 1888. Voici ce qu'il a dit :

“ En 1882, le Gouvernement Chapleau a imposé une taxe spéciale et directe sur les banques, les compagnies d'assurance, de chemins de fer et autres. Les corporations intéressées refusèrent de payer, et un grand nombre de poursuites furent prises et plaidées, entraînant des frais considérables, se montant déjà, à notre arrivée au pouvoir, à près de \$50,000. Ces causes portées devant le conseil privé, en Angleterre, avaient été suspendues en 1886, l'année des élections générales, et l'on comprend pourquoi. Notre devoir était d'en finir, et dès le mois d'avril nous chargions M. Geoffrion, un des avocats les plus distingués de la Province, de se rendre en Angleterre et de pousser les procès avec énergie. M. Geoffrion eut un succès éclatant et obtint jugement en faveur du Gouvernement.

“ Les perceptions furent faites avec célérité, et à l'heure qu'il est nous avons reçu au delà d'un demi-million de ce chef. Les corporations qui ont refusé de payer après ce jugement final ont été poursuivies et devront payer, car elles ne peuvent plus échapper maintenant à une condamnation. Nous appliquons cette loi, parce que c'est la loi ;

mais nous croyons qu'elle donne lieu, dans son fonctionnement, à certaines injustices qu'il faudra bientôt faire disparaître, tant dans l'intérêt des corporations intéressées que dans celui de la Province. Et si nos projets relatifs au réajustement du subside fédéral, accepté par la conférence interprovinciale, réussissaient comme nous avons raison de l'espérer, le trésor de la Province serait alors dans des conditions assez avantageuses pour permettre au Gouvernement de considérer l'opportunité de faire disparaître cette taxe."

Ce langage est bien différent de celui tenu par nos prédécesseurs.

Enfin, voici ce que j'ai dit dans mon exposé budgétaire du 14 juin dernier :

" L'action énergique que nous avons prise à l'égard de la taxe des corporations commerciales nous vaudra un surcroît de revenu que l'honorable M. Würtele évaluait à \$125,000 par année. Il n'y a pas de doute que la loi qui pourvoit à l'imposition de cette taxe renferme certaines dispositions qui sont un peu arbitraires et qui ont besoin d'être modifiées ; mais, enfin, c'est la loi et nous sommes bien obligés de la faire observer telle qu'elle est, tant que les circonstances ne permettront pas de la faire disparaître. Nous regrettons de nous trouver dans la nécessité de percevoir cette taxe ; mais si nous obtenons les changements que nous demandons dans le chiffre du subside fédéral, j'ai tout lieu de croire que nous pourrons alors considérer l'opportunité, soit de la modifier sensiblement, soit de la faire disparaître."

Il est donc évident que toute la responsabilité qui nous incombe dans cette affaire se limite à la perception d'une taxe créée en vertu d'une loi passée, non par nous-mêmes, mais par nos prédécesseurs, et qui, après avoir été de tribunal

en tribunal, fut définitivement soumise au conseil privé, en Angleterre, qui l'a déclarée constitutionnelle. Après cette décision du plus haut tribunal, déclarant cette loi constitutionnelle, la seule ligne de conduite que nous puissions adopter, particulièrement en face de l'opposition de nos adversaires, qui approuvaient tacitement l'administration du jour d'avoir mené la cause à bonne fin, c'était de mettre la loi en opération.

J'admets cependant que cette loi, telle qu'elle était, était injuste envers les petites corporations. Mais dans les circonstances et en attendant l'amélioration des finances de la Province, signalée par l'honorable premier ministre et par moi-même, événement dont la réalisation est plus ou moins éloignée, à raison de la dette que nous ont léguée nos prédécesseurs, nous avons les mains liées et tout ce que nous pouvions faire, c'était de remédier aux défauts de la loi. Aussi le statut que nous avons fait passer à la dernière session n'a eu pour but que de répartir ces taxes d'une manière plus équitable et de soulager les petites corporations industrielles et commerciales, d'une charge qui pesait trop lourdement sur elles. Ceci ne pouvait s'effectuer qu'en modifiant la loi existante quant à son application aux corporations commerciales, de manière que toutes les compagnies incorporées soient dorénavant tenues de payer un pourcentage proportionnel à leur capital versé.

De fait, notre seul crime, si c'en est un, a été d'amender la loi de façon à ce que la taxe fut distribuée d'une manière plus équitable, sans augmenter cependant le revenu total que devait produire cette taxe.

Depuis la confirmation par le conseil privé, en 1878, de la sentence des arbitres nommés en vertu de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, la question du règlement des comptes ouverts, entre le Canada et les Provinces d'Ontario et de Québec, a donné lieu à une correspondance

volumineuse, et il y a eu deux conférences à Ottawa, l'une en 1882 et l'autre en 1884, pour discuter la méthode à suivre dans la préparation de ces comptes et les articles qui doivent y figurer.

A la conférence de 1882, la discussion principale n'a porté que sur la manière dont les comptes devraient être préparés. Les trésoriers de Québec et d'Ontario soumirent à ce sujet le mémoire collectif que voici :

“ Les trésoriers des Provinces de Québec et d'Ontario, réunis pour discuter la question du règlement des comptes entre leurs provinces et le Canada, sont d'opinion qu'avant de procéder à cette discussion, il est à propos de faire préparer un état des comptes entre le Canada et les deux Provinces intéressées, indiquant pour chaque année, d'un côté les divers montants payés, avec la date précise ou approximative, ainsi que les divers montants imputables à chaque Province ; et du côté du crédit, le montant du subside, de l'intérêt sur le fonds des écoles, sur le fonds de pension des veuves, sur les pensions non commuées du Haut et du Bas-Canada, sur le montant revenant à chaque Province pour la bibliothèque, en vertu de l'arbitrage, sur les terres des écoles communes et les terres de la couronne, sur le fonds d'améliorations et autres sources de revenu.

“ Ils sont aussi d'opinion qu'il devrait être fait chaque année une balance de ces comptes et qu'en établissant cette balance, les intérêts devraient être débités ou crédités semi-annuellement, et que les montants déterminés par l'arbitrage devraient être pris pour base, en tant qu'applicables à l'état en question.

“ Les trésoriers de Québec et d'Ontario prennent en conséquence la liberté de demander qu'un état de comptes soit préparé et leur soit transmis au plus tôt, et que tous les fonds spéciaux soient portés au crédit de la Province à

laquelle ils appartiennent respectivement, tels qu'ils se trouvaient le premier juillet 1867.

Ottawa, 23 novembre 1882.

(Signé,)

S. C. WOOD,

Trésorier d'Ontario.

“

J. WURTELE,

Trésorier de Québec.”

A la suite de ce mémoire, avec l'assentiment du ministre des finances à cette époque qui admettait la justesse de la demande des deux trésoriers, il fut définitivement arrêté que les comptes ouverts entre les Provinces et la Puissance seraient préparés et rédigés dans le sens indiqué dans ce mémoire, et cela à partir du 30 juin 1867 jusqu'au 30 juin 1882.

Cette entente semble avoir été confirmée par le fait que les états demandés furent préparés tel qu'il avait été convenu à cette conférence, qu'après avoir été imprimés et soumis au Gouvernement de la Puissance par le ministre des finances, ils furent officiellement transmis aux trésoriers des deux Provinces.

A la conférence de 1884, les trésoriers des deux Provinces discutèrent de nouveau la question de la tenue des comptes entre le Canada et les Provinces. Il fut aussi question du surplus de la dette, et il fut démontré que les \$10,506,088, représentant le surplus de la dette mis à la charge des deux Provinces lors de la confédération et assumé par la Puissance du Canada en 1873, auraient dû être considérés comme faisant partie de la dette le 30 juin 1867 et non en 1873, et qu'on n'aurait pas dû inclure dans ces comptes une certaine augmentation de la dette de la Province du Canada par des arrérages et la capitalisation d'annuités aux Sauvages, laquelle augmentation de ces annuités avait été décidée par le Gouvernement de la Puissance sans

e concours des deux Provinces qui étaient les parties intéressées.

Après avoir discuté cette question et avoir examiné un certain nombre des articles à la charge des Provinces, il fut convenu qu'un nouvel état des comptes ouverts serait préparé, sans inclure cette réclamation des annuités en faveur des Sauvages, que les trésoriers des deux Provinces refusaient de reconnaître.

Le département des finances fit préparer un nouvel état allant jusqu'au 30 juin 1885 dans le sens demandé et tel que convenu à cette conférence. L'intérêt y était calculé de la même manière que sur l'état précédent, c'est-à-dire toujours avec intérêt composé au lieu d'un intérêt simple, telle que la chose avait été formulée dans le mémoire collectif.

Ainsi il est facile de voir que, dans ces deux conférences, les trésoriers ont toujours insisté pour un intérêt composé sur les comptes ouverts entre les Provinces et la Puissance, et que de fait jusqu'à ce jour les états qui nous ont été fournis ont toujours été ainsi préparés.

Le 24 octobre dernier, le ministre des finances et le ministre de la justice du Canada, ainsi que les trésoriers d'Ontario et de Québec, se sont réunis à Ottawa dans le but d'arriver à un règlement final des comptes en suspens depuis la confédération. On procéda d'abord à l'examen des comptes de la ci-devant Province du Canada. Le premier point soulevé et discuté fut celui du surplus de la dette au-dessus de \$62,500,000 s'élevant à la somme de \$10,506,088.84, assumé par le Canada en vertu du statut de 1873, devant, aux termes de ce statut, être crédité aux deux Provinces à compter de la confédération, et non pas seulement depuis le 30 juin 1873, tel qu'il appert dans les comptes soumis. Après discussion de part et d'autre, ce point fut définitivement concédé par le ministre des finan-



ces, et il fut décidé que l'état de comptes serait modifié dans ce sens. Il fut aussi convenu que sur toutes les sommes à la charge de la ci-devant Province du Canada comme sur toutes celles reçues pour elle, il serait alloué un intérêt simple de 5% jusqu'au 30 juin 1888, et que la balance telle qu'établie à la date du 30 juin 1888 serait répartie entre les Provinces d'Ontario et de Québec.

Il fut bien entendu que le calcul de l'intérêt simple sur ce compte ne s'appliquerait pas aux comptes respectifs de Québec et d'Ontario avec la Puissance.

Procédant sur cette base, les articles de ce compte furent discutés à plusieurs réunions; le plus grand nombre fut admis comme correct; d'autres furent rejetés et quelques-uns furent laissés en suspens, de sorte qu'il y eut progrès sensible dans le règlement de ces comptes. En rapport avec ces comptes, la question de la responsabilité de la ci-devant Province du Canada au sujet de l'augmentation de certaines annuités aux Sauvages vint sur le tapis. D'après les traités Robinson, en compensation pour la cession de certain territoire faisant partie de la Province d'Ontario, il fut accordé des annuités à certaines tribus sauvages, à raison de \$1.50 par tête, à la condition que lorsque l'augmentation dans la valeur des terres cédées le permettrait, ces annuités pourraient être portées à \$4.00 par tête. Lors de la confédération, ces annuités furent capitalisées à raison de \$1.50 et le produit de cette capitalisation fut ajouté au montant de la dette de la Province du Canada.

En 1875, le Gouvernement fédéral, jugeant que l'augmentation dans la valeur des terres le justifiait d'augmenter les annuités à \$4 par tête, sans consulter les parties intéressées et sur sa propre responsabilité, fit passer un arrêté du conseil autorisant cette augmentation ainsi que les arrérages depuis 1851 et les intérêts sur ces arrérages. Dans l'état des comptes soumis par la Puissance du Canada en 1882, ces

arrérages représentant la différence entre le montant des annuités à \$1.50 par tête, taux auquel elles avaient été payées aux Sauvages jusqu'à la confédération, et les \$4.00 par tête, taux autorisé par le Gouvernement du Canada en 1875, pour les arrérages, de 1851 à 1867 avec intérêt sur ces arrérages jusqu'au 30 juin 1867, ainsi que la capitalisation de cette augmentation au taux de \$2.50 par tête, formant en tout une somme de \$356,080, avaient été débités au compte de la ci-devant Province du Canada comme étant dus le 30 juin 1867. On avait ajouté à cette somme l'intérêt composé à 5% par année, calculé tous les six mois.

Après avoir entendu l'exposé des raisons sur lesquelles le Gouvernement fédéral s'est appuyé pour débiter ces sommes à la ci-devant Province du Canada—exposé au cours duquel il fut allégué que l'augmentation des annuités avait été basée sur l'augmentation qui s'est produite dans la valeur des terres depuis la confédération—nous avons, le trésorier d'Ontario et moi, catégoriquement nié au Gouvernement fédéral le droit de créer une telle dette sans notre concours, attendu qu'elle affectait les intérêts des deux Provinces et refusé de discuter cette réclamation, déclarant que si le Gouvernement fédéral désire en exiger le paiement, il devra se mettre directement en correspondance avec chacun des Gouvernements que nous représentons. J'ai profité de l'occasion pour émettre l'opinion que la Province de Québec ne peut être tenue responsable d'aucune partie de cette réclamation, même dans le cas où il serait établi que l'augmentation dans la valeur des terres justifiait celle des annuités, conformément aux traités Robinson, vu que ces terrains, par la section 109 de l'acte de confédération, étaient sujets à toutes les charges dont ils pouvaient alors être grevés, et qu'il est admis que l'augmentation des annuités a été basée sur celle qui s'est produite dans la valeur de ces terrains, après qu'ils furent passés en la possession de la Province d'Ontario.

Je suis d'opinion que la capitalisation des annuités qui fut faite lors de la confédération et portée au compte de la dette de la ci-devant Province du Canada, n'aurait jamais dû être admise par la Province de Québec, mais que les annuités payables aux Sauvages, pour les terrains par eux cédés, auraient dû continuer, après la confédération, à être imputées aux terrains grevés de cette charge et qui avaient été transférés à la Province d'Ontario.

Nous avons ensuite entrepris l'examen des comptes respectifs d'Ontario et de Québec avec le Gouvernement fédéral. La première question étudiée a été celle de l'intérêt. A notre grande surprise, le ministre des finances a alors déclaré qu'il ne pouvait pas admettre l'intérêt composé, tel que calculé et porté dans les comptes conformément aux conclusions du mémoire du 23 novembre 1882, alléguant que ce mémoire portant comme en-tête "sous toutes réserves," n'engageait personne, que l'intérêt composé ne pouvait être réclamé sans une convention expresse à cet effet ; et que de la part du Gouvernement fédéral, il n'y avait eu aucune convention, expresse ou implicite, de payer l'intérêt composé.

Nous avons répondu, au nom des Provinces d'Ontario et de Québec, que si le mémoire de 1882 n'a pas été signé par le ministre des finances, il a été préparé à sa demande, dans son département, qu'il lui a été soumis, et que dans le temps il a eu toute liberté d'y objecter, d'y proposer des amendements, mais que rien ne fait voir qu'il y ait eu objection de sa part, ni alors ni depuis ; que les mots "sous toutes réserves" n'ont été insérés dans l'en-tête du mémoire par les trésoriers des deux Provinces qu'avec l'intention d'obtenir préalablement de leurs Gouvernements respectifs leur assentiment à cet arrangement, aussi bien que l'option, dans un délai raisonnable, de le rejeter dans le cas où ils ne l'approuveraient pas ; que pratiquement

parlant, cet arrangement a été accepté par les Gouvernements des Provinces, attendu que ceux-ci n'ont jamais donné avis du contraire ; que de plus le trésorier de Québec, à son retour, a de suite fait passer un arrêté du conseil approuvant l'arrangement en question, et que l'acceptation du Gouvernement d'Ontario a été signifiée verbalement ; que les comptes, à la connaissance des autorités compétentes ont été préparés dans le département des finances, dans la forme prescrite par ce mémoire, qu'ils ont été soumis par le ministre des finances au Gouvernement de la Puissance et alors transmis aux trésoriers d'Ontario et de Québec ; que ces comptes ont été soumis en sus au Parlement fédéral en réponse à une adresse de la Chambre des communes ; qu'ils ont été refaits et continués jusqu'à 1885, avec intérêt composé comme dans le premier état, et que durant tout ce temps, ni par écrit, ni verbalement, ni en Parlement ni en dehors du Parlement, le Gouvernement fédéral n'a déclaré qu'il n'avait pas accepté les conclusions du mémoire en question en ce qui concerne l'intérêt composé ; que par conséquent le Gouvernement du Canada est moralement, sinon légalement, lié par ses actes et son acceptation tacite, à régler ces comptes avec intérêt calculé tel que prescrit dans le mémoire et tel qu'adopté dans les comptes qu'ils avaient soumis officiellement aux trésoriers des deux Provinces.

En réponse à l'opinion exprimée par le ministre des finances, qu'il avait été impossible jusqu'ici au Gouvernement de faire des objections aux termes du mémoire, attendu que les intéressés n'avaient pas eu encore occasion de se réunir, nous avons répondu que cette occasion s'est présentée en 1884, lorsque toutes les parties intéressées se réunirent pour régler cette question, et qu'alors l'état des comptes soumis avait été examiné et discuté tant sous le rapport des articles qu'il contenait que sous celui des intérêts ; qu'il est hors de doute que la question d'intérêt a été réellement

soulevée à cette réunion, puisque les deux trésoriers trouvant qu'on n'avait pas accordé le plein montant des intérêts auxquels ils prétendaient avoir droit sur le surplus de la dette de \$10,506,088.84 assumée par le Gouvernement fédéral en 1873, avaient insisté à ce que les comptes fussent de nouveau modifiés, mais toujours conformément au mémoire de 1882, quant à l'article des intérêts.

Maidé par télégramme, l'honorable M. Wood, qui était trésorier d'Ontario en 1882, confirma en tous points les prétentions des deux Provinces relativement à la préparation du mémoire et de son apparente acceptation par le ministre des finances; et l'honorable juge Würtele, qui était alors trésorier de Québec, n'ayant pu assister à cette dernière réunion, vu qu'il était occupé à tenir la cour de circuit, a depuis déclaré qu'il corrobore entièrement la déclaration de M. Wood.

Le 27 octobre, le ministre des finances nous ayant déclaré qu'après avoir soumis cette question à ses collègues en conseil, il avait été décidé par le Gouvernement de ne pas accorder l'intérêt composé, nous avons de suite, le trésorier d'Ontario et moi, déclaré que nous ne pouvions accepter cette décision et que, vu l'importance de la question, il nous était impossible, sans de nouvelles instructions de la part de nos Gouvernements respectifs, de continuer les négociations entamées au sujet du règlement des comptes entre les deux Provinces et la Puissance.

Nous avons depuis préparé un mémoire faisant valoir nos droits à l'intérêt composé. Ce mémoire a été transmis au ministre des finances à Ottawa. Après avoir pris connaissance des faits qui y sont allégués et des arguments que nous apportons à l'appui de notre cause, nous osons croire que le Gouvernement fédéral ne persistera pas dans son refus de nous accorder ce qui nous est légitimement dû en vertu d'une entente qui n'avait jamais été mise en doute avant ce jour.

Nous avons reçu tout dernièrement du ministère des finances, un état de comptes jusqu'au 30 juin 1888, et dans lequel l'intérêt simple est calculé à 5% sur tous les articles ; mais nous avons refusé d'admettre l'exactitude de cet état et l'affaire en est restée là, en attendant qu'on s'en occupe davantage.

Il a été aussi convenu que l'arrangement collectif qui existait depuis la confédération, et en vertu duquel le Gouvernement fédéral s'était chargé de la nomination des officiers et des frais de la perception des droits sur les bois à Ottawa et Québec, avec l'entente que les salaires et autres dépenses en rapport avec cette perception, seraient répartis également sur les deux Provinces et la Puissance, cesserait le 1<sup>er</sup> janvier 1889, et qu'après cette date chaque Gouvernement se chargerait de sa propre perception. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, cette perception se fait sous le contrôle immédiat du département des terres de la couronne.

A cette réunion, nous avons étudié et discuté d'autres sujets importants, et nous étions presque arrivés à un règlement final, quand la décision du Gouvernement fédéral est venue mettre fin à nos négociations.

Il est à espérer que le Gouvernement fédéral ne maintiendra pas la décision qu'il a prise, car si elle est mise en vigueur, elle sera des plus préjudiciables aux intérêts de la Province.

En vertu de la 47<sup>e</sup> Vict., chap. 4 des statuts du Canada il nous est accordé annuellement un subside additionnel de \$127,460.86, qui, capitalisé à 5%, représente une somme de \$2,549,213.61. Ce montant se trouve à notre crédit dans l'état de comptes entre la Puissance et la Province de Québec. En comprenant cet item, la balance en notre faveur, le 30 juin 1885, est de \$1,861,594.44 ; mais en déduisant ces \$2,549,213.61, qui, à 5%, représentent le montant additionnel du subside que nous recevons, nous

nous trouvons en déficit de \$687,619.17 avec le Gouvernement fédéral. Or, si dans notre règlement de comptes cette balance est définitivement reconnue comme légitimement due, ou nous aurons à rembourser cette somme, si nous voulons conserver notre subside, ou bien il nous faudra recevoir un intérêt de 5% sur la balance de \$1,861,594.44 — \$93,079.72 par année — au lieu de \$127,460.86. D'après l'arrangement conclu avec le Gouvernement fédéral lors de notre visite à Ottawa, arrangement par lequel nous étions libérés du montant de \$4,597,690, surplus de la dette qui avait été mis à notre charge lors de la confédération, ce déficit eut été à peu près couvert. Mais, malheureusement pour nous, si le Gouvernement fédéral, malgré l'entente qui semblait avoir eu lieu au sujet de la tenue des comptes en 1882 et 1884, persiste dans son refus de reconnaître nos droits à l'intérêt composé, alors le déficit de \$687,619.17 va se trouver sensiblement augmenté et le montant de notre subside sera diminué d'autant. Jusqu'à ce jour, le Gouvernement fédéral, en attendant qu'un règlement final des comptes ait lieu, a toujours payé le plein montant de notre subside, sans tenir compte des items mis à notre charge en vertu de la sentence arbitrale. Je dois ajouter que la plupart des items qui figurent dans notre compte avec la Puissance avaient déjà été reconnus comme légitimement dus, de sorte que nous n'avons rien à gagner de ce côté. Par conséquent, pour faire disparaître ce déficit, nous ne pouvons guère compter que sur le surcroît que donnerait l'intérêt composé, si le Gouvernement fédéral finit par nous l'accorder.

Inutile de dire que nous ne sommes nullement responsables de cet état de choses. Je ne suis pas prêt à admettre, non plus, que nos prédécesseurs sont blâmables quant à cela. Tout de même, je suis d'opinion que la sentence arbitrale ne nous a pas été aussi favorable qu'elle l'a été pour Ontario. Franchement parlant, après avoir étudié la

question de l'arbitrage, je trouve que les arbitres ne nous ont pas rendu justice.

Avant de terminer mes remarques sur ce sujet, qu'il me soit permis d'ajouter que dans ce règlement de comptes avec la Puissance, il ne faut pas se laisser entraîner par l'esprit de parti, car l'intérêt de la Province exige que nous soyons unanimes sur ce point. Le défaut d'entente sur cette question nous causerait un grand tort. Si l'on réussit à nous imposer la réclamation des annuités aux Sauvages et si nous devenons réellement responsables de certains items que l'on veut mettre à notre débit, en vertu de la sentence arbitrale, la balance en notre faveur sera notablement diminuée et la conséquence sera très préjudiciable aux intérêts de la Province.

Vu le bien fondé de notre réclamation et l'importance des intérêts en jeu, il y a tout lieu d'espérer que le Gouvernement fédéral agira avec impartialité et nous traitera avec toute la justice à laquelle nous avons droit.

Pour faire bien comprendre la position dans laquelle se trouve le règlement de la question du fonds des écoles communes, il est peut-être à propos d'en faire brièvement l'historique.

En vertu du chapitre 26 des statuts refondus du Canada, un millions d'acres de terrain, situé dans la Province d'Ontario, fut affecté au soutien des écoles élémentaires. Les sommes provenant de la vente de ces terrains devaient former un fonds destiné à cette fin, et dont les revenus devaient être divisés d'année en année entre le Haut et le Bas-Canada, proportionnellement à leur population respective, telle que constatée par le dernier recensement, à l'exception néanmoins qu'un quart du produit des terres vendues entre le 14 juin 1853 et le 6 mars 1861, devait être appliqué au fonds d'améliorations du Haut-Canada, et 6% du montant des perceptions affectés au paiement des



frais d'administration. L'acte de confédération fit entrer ce fonds des écoles communes dans l'actif réservé aux Provinces de Québec et d'Ontario, dont le partage devait se faire par trois arbitres, nommés respectivement par les Gouvernements d'Ontario, de Québec et du Canada. La sentence arbitrale réglant la disposition de ce fonds fut rendue par ces arbitres le 3 septembre 1870, et confirmée par le conseil privé le 11 mars 1878.

La clause 8 de cette sentence décrète que la balance du fonds des écoles communes, ainsi que les placements à compte de ce fonds, continueront d'être tenus en fidéi-commis par le Gouvernement fédéral ; et que les revenus en provenant, à compter du 30 juin 1867, seront partagés entre les Provinces d'Ontario et de Québec et à elles payés, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre 26 des statuts refondus du Canada.

La clause 9 de cette sentence décrète que tous les deniers perçus par la Province d'Ontario à compte de ce fonds, depuis le 30 juin 1867, devront être remis au Gouvernement fédéral pour être placés conformément aux dispositifs de la section 3 du chapitre 26 des statuts refondus ; que le revenu provenant de ces placements sera partagé entre Ontario et Québec, et payé à ces Provinces tel que prescrit par la section 5 des statuts refondus.

Aux termes de l'article 10 de la même sentence arbitrale, la Province d'Ontario devait avoir le droit de retenir sur le montant perçu, six pour cent pour la vente et la gestion de ces terres, et de retenir en sus pour le fonds des améliorations du Haut-Canada un quart du produit de la vente des terres effectuée depuis le 14 juin 1853 jusqu'au 6 mars 1861, reçu depuis le 30 juin 1867 ou qui pourrait être reçu par la suite, déduction au préalable faite des frais de gestion, ainsi que plus haut expliqué.

Mais le Gouvernement d'Ontario, au lieu de faire le versement entre les mains du Gouvernement fédéral—comme le décrétait la sentence arbitrale—des deniers provenant de la vente des terres avant 1867, ainsi que de ceux produits par les ventes effectuées depuis, les retint dans sa propre caisse.

Il n'appert pas que la Province de Québec ait tenté avant 1880 d'arriver à un règlement de l'affaire. A cette époque la Législature vota une loi autorisant le Lieutenant Gouverneur en conseil à effectuer un règlement ; mais cette loi ne semble pas avoir eu d'effet, car aucun règlement n'eut lieu.

Quand nous avons pris la direction des affaires de la Province, la question s'est immédiatement imposée à notre attention, et, voyant qu'il restait encore une partie des terres qui n'était pas vendue et qu'il était désirable que la part de deniers revenant à la Province de Québec fût définitivement déterminée et employée conformément aux dispositions du chapitre 26 des statuts refondus du Canada et aux termes de la sentence arbitrale, partageant l'actif et le passif des Provinces d'Ontario et de Québec, nous fîmes des démarches auprès du Gouvernement d'Ontario dans le but d'arriver à une entente amicale au sujet du règlement de cette question.

Je suis heureux de dire que le Gouvernement d'Ontario s'est montré des mieux disposés à notre égard et qu'il s'est empressé d'accueillir favorablement les démarches que nous faisons pour en arriver à une entente relativement au règlement de cette affaire. Les négociations qui furent entamées en vue d'arriver à un arrangement aboutirent à une convention, en vertu de laquelle on devait soumettre tout le différend à un arbitrage et au paiement de \$100,000 à compte sur les arrérages qui nous étaient dus.

C'est en vertu de cette convention faite entre les deux Gouvernements que notre Législature vota, à sa dernière

session, une loi intitulée : " Acte concernant le règlement de certaines questions pendantes entre les Provinces de Québec et d'Ontario au moyen d'un arbitrage," et que la Législature d'Ontario vota une loi analogue.

Le premier article de cette loi (51-52 Vict., chap. 12) décrète que par le règlement définitif et final de ces questions, " le Lieutenant Gouverneur en conseil pourra se joindre au Gouvernement d'Ontario pour nommer trois arbitres auxquels seront soumises celles de ces questions que les Gouvernements des dites Provinces conviendront mutuellement de soumettre."

Immédiatement après la session, les négociations furent reprises en vue de donner effet aux dispositions de cette loi, et voici où en est actuellement l'affaire ; les arbitres ont été nommés, mais par suite d'une divergence d'opinion survenue entre les deux Gouvernements au sujet des questions à soumettre à ces arbitres, on n'a pas pu encore procéder à l'arbitrage. Le Gouvernement prétend que l'arbitrage doit porter sur toutes les questions relatives aux terres des écoles et sur celles-là seulement, pendant que le Gouvernement d'Ontario veut qu'il porte également sur celles relatives au fonds des améliorations du Haut-Canada, etc., et sur toute question qui pourrait incidemment être soulevée, afin d'arriver à un règlement final et complet de toute question contestée.

Nous regrettons beaucoup le retard apporté dans le règlement de cette affaire, mais le défaut d'entente entre les deux Gouvernements sur les questions à soumettre aux arbitres est la cause pour laquelle l'arbitrage n'a pas encore eu lieu.

Nous avons tout lieu de croire qu'avec la bonne entente qui a toujours régné entre les deux Gouvernements depuis le commencement de ces négociations, il sera possible

d'arriver définitivement à une solution qui sera de nature à être acceptable aux deux parties.

J'évalue les recettes de l'exercice de 1889-1890 à \$3,463,672.80, dont \$58,000 pour les recettes à compte du capital et \$3,405,672.80 pour le revenu ordinaire. Cette évaluation est basée sur les recettes du dernier exercice, tout en tenant compte des changements qui pourront s'opérer, en plus ou moins, sur certains articles.

Voici l'énumération des recettes sur lesquelles je compte :

*Subside fédéral :*

Subside payable en vertu de l'acte de confédération.....	\$ 959,252 80
Intérêt sur fonds en fidéi commis .....	55,459 32
Subside spécial en vertu du statut 47 Vict., chap. 4..	127,460 68
Intérêt sur les subsides de chemins de fer en vertu du statut 47 Vict., ch. 8.	119,700 00
	————— \$ 1,261,872 80

*Intérêts :*

Intérêt sur le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O .....	\$ 375,000 00
Intérêt sur prêts et dépôts.	55,000 00
Intérêt sur les perceptions faites par Ontario sur les terres des écoles com- munes .....	20,000 00
	————— \$ 450,000 00

*Administration de la Justice :*

Timbres judiciaires.....	\$ 170,000 00	
Honoraires.....	3,000 00	
Fonds de bâtisse et des jurés.....	16,000 00	
Contributions pour l'entretien des vagabonds dans les prisons.....	19,000 00	
Garde des prisons, Montréal et Québec.....	4,000 00	
Amendes.....	2,000 00	
Maison de correction, Montréal.....	1,000 00	
Palais de justice, Montréal	2,500 00	
Honoraires du grand notable, Québec.....	600 00	
	————— \$	218,100 00
Timbres d'enregistrement.....	\$	17,000 00
Licences.....		375,000 00
• Terres de la couronne.....		886,000 00
Taxes sur les corporations commerciales..		125,000 00
Pourcentage sur les honoraires de certains employés publics.....		8,500 00
Pourcentage sur les renouvellements d'hypothèques.....		400 00
Législation.....		2,500 00
<i>Gazette Officielle</i> .....		22,800 00
Asiles d'aliénés, contributions des municipalités.....		30,000 00
Édifices publics, loyers, etc.....		1,000 00

Contributions au fonds de pension.....\$	5,500 00
Revenu casuel.....	1,500 00
Prêt aux incendiés de Québec.....	500 00
	<hr/>
	\$ 3,405,672 80
Remboursement.....	8,000 00
Fonds d'emprunt municipal.....	50,000 00
	<hr/>
	\$ 3,463,672 80

Je puis affirmer que cette évaluation a été préparée avec le plus grand soin possible et que nous avons l'espoir d'en encaisser tout le montant.

Les sommes qui forment le montant à recevoir du Gouvernement fédéral n'exigent aucune explication.

Je porte à \$20,000 la somme que nous recevrons du Gouvernement d'Ontario pour intérêt sur les perceptions à compte des terres des écoles communes. A la suite d'une entente récente avec le Gouvernement de Québec, le Gouvernement d'Ontario se propose de verser entre les mains du Gouvernement fédéral le montant en capital perçu depuis la confédération sur la vente des terres destinées au fonds des écoles communes. Notre part sur ce montant sera de \$400,000 environ, et du moment que cette somme sera versée nous aurons droit à un intérêt de 5%.

Les recettes provenant de l'administration de la justice rapporteront, au moins, le chiffre auquel je les évalue attendu qu'elles sont basées sur la moyenne des années précédentes. Il pourrait même arriver qu'elles excèderaient mes évaluations, mais j'ai préféré prendre un chiffre moyen, plutôt que de courir le risque d'être trompé dans mes prévisions.

J'évalue le revenu des licences à \$375,000, au lieu de \$340,000, évaluation du dernier exercice. Cette augmenta-

tion de \$35,000 n'est pas exagérée, si l'on considère que les droits de licences ont été portés à 25% de plus, en vertu de la loi de la dernière session. Les renseignements fournis par les employés du trésor me donnent lieu de croire que nous encaisserons la somme portée dans mon évaluation.

L'observation de la loi des licences a été surveillée d'une manière toute particulière, et nous avons lieu d'espérer que les réformes opérées dans ce service par les amendements de la dernière session, auront pour effet de contrôler d'une manière plus efficace cette branche du service public, et de diminuer notablement les abus inhérents à ce trafic.

Pendant cette session, le Gouvernement a l'intention de faire subir à cette loi de nouvelles modifications, qui ne l'affecteront pas cependant d'une manière radicale. Ces changements auront plutôt pour effet de rendre plus praticables les importants amendements que cette loi a subis tout récemment. La Chambre comprendra que dans le moment il ne serait pas prudent d'aller au delà, car il ne faut pas oublier que cette loi, telle qu'amendée, n'a pas encore été mise en vigueur. Avant de lui faire subir d'autres changements importants, il faut de toute nécessité attendre qu'elle ait été mise à l'épreuve avant de songer à avoir recours à une législation plus étendue que celle qui a été faite à la dernière session.

On se rappelle sans doute que, à la dernière session, un projet de loi a été renvoyé à un comité spécial de la Chambre, avec instruction de le mettre à l'étude et d'en faire rapport. Après y avoir apporté un grand nombre de modifications, dont les unes ont été acceptées par le comité et d'autres simplement suggérées, ce projet de loi fut soumis à la Chambre et, sur la recommandation de ce comité, ordre fut donné de le réimprimer et de le faire distribuer.

Dans l'intérêt public et de ceux qui s'occupent d'avoir une loi aussi parfaite que possible, je crois qu'il est désirable que ce projet reste à l'étude, afin de bien en saisir la portée, ainsi que la véritable signification des amendements et suggestions qui y ont été faits, avant d'en faire la base d'une législation destinée à remplacer la loi actuellement en force.

J'évalue à \$886,000 les recettes des terres de la couronne. Pour l'exercice en cours, j'avais porté cet article à \$821,000; mais ce chiffre va être considérablement augmenté, de sorte que l'évaluation du prochain exercice n'est pas exagérée, si l'on tient compte de l'augmentation qui s'est produite par suite de la réforme opérée dans le tarif des bois et forêts. Je puis ajouter que cette réforme va pleinement réaliser les espérances que l'on fondait sur les recettes additionnelles que ce changement de tarif devait produire.

Le revenu provenant des taxes sur les corporations commerciales est porté à \$125,000. Ce chiffre est basé sur l'encaisse que nous comptons faire pendant cet exercice. Le 31 décembre, nous avons reçu de cette source \$117,581 et, d'après mes renseignements, le montant à percevoir d'ici au 30 juin prochain comblera la différence entre le montant de mon évaluation et celui des recettes réellement perçues.

Il est vrai qu'une taxe, quelle qu'en soit la nature, est toujours onéreuse pour les contribuables. C'est pour cela, sans doute, qu'un certain nombre d'entre eux, se trouvant un peu plus grevés que sous l'ancienne loi, se sont récriés contre cette taxe, à la suite de la nouvelle répartition faite à la dernière session. Mais il est également vrai que les corporations qui ont le plus crié contre ce changement étaient bien celles qui, eu égard au capital, pouvaient le plus facilement supporter l'augmentation occasionnée par la nouvelle répartition. Tout de même, cette répartition n'en était pas moins juste, vu qu'elle a eu pour effet de soulager les



corporations à capital limité, en les mettant toutes sur un pied d'égalité au moyen d'un tarif proportionnel à leur capital.

Dans tous les cas, à en juger par le résultat obtenu, il est évident que ceux qui prétendaient que cette répartition n'était qu'un prétexte pour aggraver le fardeau de cette taxe, doivent aujourd'hui s'apercevoir que leur opinion était erronée et que nos déclarations contraires étaient vraies.

Je compte retirer \$30,000 des municipalités pour leur contribution aux frais d'entretien des aliénés dans les asiles. Cette évaluation est modérée et nous n'éprouverons aucune difficulté à la réaliser, si nous pouvons réussir à obtenir la rentrée des arrérages qui nous sont dus. La perception de ce revenu est surveillée avec toute l'attention possible, et le contrôleur du revenu s'en occupe activement.

J'espère encaisser \$50,000 sur les créances du fonds d'emprunt municipal. Cette recette est plus ou moins certaine. Dans l'exercice en cours, nous avons déjà excédé le montant sur lequel nous comptons. Nous pouvons donc sans exagération mettre le chiffre de \$50,000 avec l'espoir de le réaliser. Mais, comme je l'ai dit plus haut, cette recette est toujours incertaine, vu que les municipalités montrent peu ou point d'empressement à régler leur dettes au fonds d'emprunt municipal. Plusieurs d'entre elles sont encore sérieusement sous l'impression qu'elles ne seront jamais appelées à régler cette dette, dont elles se croyaient libérées à tout jamais, d'après ce qu'on leur a fait entendre à maintes reprises.

Passons maintenant au chapitre de la dépense :

J'évalue à \$4,389,024.44 le total des paiements de cet exercice ainsi qu'il suit :

*Dépenses ordinaires :*

Service de la dette publique.....	\$1,186,715 50	
Service administratif.....	2,166,455 01	\$3,353,170 51

*Dépenses imputables au capital :*

Construction d'édifices publics, etc.....	270,853 93	
Subsides aux compagnies de chemins de fer.....	765,000 00	1,035,853 93
Total.....		\$4,389,024 44

Voyons maintenant quels sont les détails qui forment l'ensemble de ce résultat général.

Le premier article est le service de la dette publique, dont voici les détails :

Intérêt sur la dette fondée.	\$1,021,279 05	
Intérêt sur dépôts temporaires, c'est-à-dire sur les fonds en fidéicommis et sur les dépôts de garantie, soit.....	95,102 51	\$1,116,381 56
Fonds d'amortissement et rachat de titres.....	62,133 94	
Frais d'administration....	8,200 00	70,333 94
		\$1,186,715 50

Ce service accuse une augmentation de \$86,562.50. mais elle est facile à expliquer. Cette somme est destinée à rencontrer les intérêts sur les fonds en fidéicommis et sur les dépôts de garantie versés par certaines com. agnies de che-

mins de fer. Celui de la compagnie du Lac Saint-Jean est en banque, mais les débentures n'ont pas encore été endossées par le Gouvernement. Ces dépôts, comme je l'ai déjà dit, ont été faits en vertu des actes 39 Vict., chap. 3, 40 Vict., chap. 3, et 47 Vict., chap. 70, concernant les subsides accordés aux compagnies de chemins de fer et certaines garanties d'intérêt sur leurs obligations. Pour obtenir la garantie du Gouvernement sur leurs obligations, certaines compagnies se sont conformées aux statuts en vertu desquels elles ont droit à cette garantie, ce qui va nécessiter une somme d'intérêt en plus que le montant requis pour le service ordinaire. D'un autre côté, comme ces dépôts portent un intérêt de 4%, nous nous attendons d'encaisser un montant proportionnel à celui que nous serons appelés à déboursér.

Les frais de législation sont portés à \$207,142.50. Pour l'exercice 1888, ces dépenses se sont élevées à \$228,994.88 et pour l'exercice en cours elles atteindront probablement le chiffre de \$224,544.16. Il y a donc une réduction de \$21,852.38 sur les dépenses du dernier exercice et de \$17,401.66 sur les dépenses probables du présent exercice. Cette réduction se décompose comme suit :

*Traitements, dépenses contingentes, impression, reliure, etc.*

Conseil législatif.....	\$ 987 15
Assemblée législative.....	15,414 51
Bibliothèque.....	1,000 00

---

\$17,401 66

Pour l'exercice en cours, les dépenses du gouvernement civil s'élèveront probablement à \$231,763.50. Pour le prochain exercice, nous demandons \$233,917.00, ce qui fait une augmentation de \$2,153.50. Cette augmentation se répartit comme suit : \$8,141 en plus pour traitements, etc.

et \$5,987.50 en moins pour dépenses contingentes. L'augmentation provient en grande partie de l'organisation du nouveau ministère de la présidence du conseil—\$5,600.00—\$2,000 additionnelles pour le service du département du revenu, frais occasionnés par les changements apportés dans ce service; \$2,041.00 pour les travaux publics et \$1,100.00 pour l'instruction publique. Total : \$10,641.00. Mais il faut retrancher de ce montant les sommes suivantes : secrétaire de la Province, \$300.00 en moins ; procureur général, \$400.00 ; terres de la couronne, \$500.00 ; agriculture et colonisation, \$1,400.00, ce qui forme un total de \$2,600.00, qui est à retrancher des \$10,741, laissant une balance de \$8,141.00 d'augmentation. Mais de cette somme il faut déduire les \$5,987.50 de dépenses contingentes qui se trouvent en moins, et alors il reste en plus \$2,153.50, tel que constaté plus haut.

Pour l'administration de la justice, nous demandons \$495,938.98. Cette année elle va probablement coûter \$515,272.31 : différence en moins pour l'année prochaine, \$38,956.31. Nous espérons que cette différence se réalisera. Cependant, il est bien difficile de dire d'avance s'il ne surgira pas quelque demande de nature à diminuer la somme de réductions sur laquelle nous comptons, car la dépense pour ce service est très difficile à contrôler.

Le crédit de l'instruction publique est de \$387,185.00, ou \$1,350.00 de plus que celui voté à la dernière session pour l'exercice en cours.

Voici les articles sur lesquels porte cette augmentation :

Educational Record, Montréal.....	\$ 250 00
Journal de l'Instruction publique.....	750 00
Changement dans les lois de l'éducation, entraînant une dépense pour impressions.....	1,200 00
Collège commercial de Saint-Rémi.....	200 00
Collège commercial de Saint-Vincent de Paul.....	500 00

Municipalité de Amherst, pour construction d'une école.....	\$ 200 00
Municipalité de Ponsonby, pour construction d'une école.....	200 00
Collège commercial de Saint-Cuthbert, aide pour construction.....	1,000 00
Collège commercial de West Farnham, aide pour la construction d'un quai ou mur de revêtement pour protéger cet édifice contre l'érosion produite par la rivière Yamaska...	1,500 00
Les commissaires de la cité de Hull, pour agrandir une école.....	1,000 00
Les PP. Rédemptoristes de Montréal, aide à la construction d'une école à la Pointe Saint-Charles, Montréal.....	1,000 00
Collège d'Arthabaskaville, pour sa construction.....	250 00
Couvent de Saint-Jean de Matha, pour sa construction.....	400 00
Ecole catholique romaine, Granby.....	250 00
Couvent de l'Assomption, pour construire une école.....	250 00
Société géographique de Québec.....	100 00
Saint-Patrick's Literary Institute, Québec.....	300 00
Hemmingford Mechanics' Institute and Literary Association.....	200 00
Montreal College of Pharmacy.....	250 00
L'Oeuvre du Patronage, Québec.....	250 00

---

\$10,050 00

Les allocations suivantes disparaissent :

Collège de l'Ile Perrot, Montréal... \$	200 00
Sœurs du S. nom de Jésus-Marie, Saint-Barthélemy.....	200 00
Collège Sainte-Geneviève, Jacques-Cartier.....	1,800 00

Collège commercial de Terrebonne.	\$ 2,000 00	
Distribution des lois scolaires aux commissaires et syndics d'écoles..	4,500 00	8,700 00
		<hr/>
Augmentation dans ce service..		\$1,350 00

Nous aurions été très heureux de pouvoir faire une plus large part pour ce service, dont le Gouvernement comprend toute la portée et la valeur ; mais, malgré toute sa bonne volonté, il est forcément obligé de rester dans les limites au delà desquelles il ne peut aller, sans mettre en souffrance d'autres services dont l'importance ne saurait être discutée.

Nous regrettons de ne pouvoir combler les vœux de tous ceux qui ont fait des demandes d'octrois, toutes pour des œuvres les plus recommandables. Mais, malheureusement, l'ensemble de ces demandes formait un montant tellement considérable que, dans l'état actuel de nos finances, il nous était impossible de songer à inscrire dans le budget une pareille somme, qui aurait été bien au-dessus de nos moyens. Nous avons donc été forcés de rester dans les limites du possible.

Le crédit pour l'agriculture et la colonisation est de \$246,900.00. Pour l'exercice en cours, il est de \$244,600.00, ce qui fait une légère augmentation de \$2,300.00.

Les articles nouveaux sont :

Journal de l'agriculture, augmentation . . . . .	\$ 900 00
Ecole de médecine vétérinaire . . . . .	1,800 00
Conférences sur l'agriculture . . . . .	600 00
Pour amener des émigrants d'Angleterre, de France et d'autres pays . . . . .	1,000 00
Société des dames protectrices de l'immigration . . . . .	250 00
Société générale de colonisation . . . . .	5,000 00
Chemin dans l'intérieur des comtés de Bonaventure et Gaspé, entre Cascapédiac et Gaspé . . . . .	2,000 00

Pour le creusage de la rivière Lacadie, dans le comté de Huntingdon.....	500 00	
Pont Matapédiac.....	1,400 00	
Travaux d'assèchement dans les 20 <sup>e</sup> et 21 <sup>e</sup> rangs d'Upton, pour rendre cultivables 4,000 à 5,000 acres de bonne terre dans les paroisses de Saint-Ephrem et Saint-Hélène, pourvu que les parties intéressées fournissent une somme égale.....	2,000 00	
Travaux d'assèchement à la rivière Saint-Pierre, dans la paroisse Saint-Hermas, balance des \$1,200 promises par l'honorable M. J. J. Ross.....	500 00	
Pour assécher une savane à Sainte-Brigitte, comté d'Iberville.....	3,000 00	
		<hr/>
		\$18,950 00

Les retranchements portent sur les articles suivants :

Exposition provinciale, Montréal..	\$10,000 00	
Creusement de la rivière Lacolle, afin de prévenir les inondations et rendre cultivable une grande étendue de terre.....	2,500 00	
Livre d'or (Herd Book).....	1,000 00	
Sténographes.....	1,500 00	
Arboriculture.....	150 00	
Achat de matériel, livres de comptes.....	1,500 00	16,650 00
		<hr/>
		\$ 2,300 00

Le crédit pour les travaux et édifices publics imputables au revenu ordinaire est de \$95,906.76. Pour l'exercice en cours, la dépense probable sera de \$116,168.13, ce qui forme \$20,261.37 de réduction en faveur du crédit demandé

pour l'année prochaine. Pour l'exercice finissant le 30 juin prochain, les loyers, assurances et réparations des édifices publics vont coûter \$69,250.00. Les mêmes services, pour l'année prochaine, sont portés au budget à \$70,000.00, ce qui fait une augmentation de \$750.00. L'année dernière, nous avons inscrit au budget, pour ce service, une somme de \$60,000.00, mais elle n'est pas considérée suffisante. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous nous sommes efforcés de limiter cette dépense à la somme votée, mais sans succès. D'après l'état officiel et détaillé du département, ce service exigerait même une dépense plus élevée que celle que nous demandons ; mais nous voulons rester dans de justes limites et porter au budget une somme qui, tout en étant moindre que celle recommandée par l'ingénieur et les officiers du département, devrait suffire à rencontrer les exigences du strict nécessaire.

Nous demandons \$20,000.00 pour les réparations à faire aux palais de justice et aux prisons, ce qui forme \$16,817.57 de moins que vont coûter les réparations pour l'exercice en cours. Voici encore un item bien difficile à contrôler, et les demandes autorisées par les rapports officiels exigeraient une plus forte somme que celle qui est portée au budget ; mais tout en désirant rencontrer les besoins de ce service, il nous est impossible de grever dans une seule année le budget de toutes les réparations que l'on désire avoir, et qui pourraient même être considérées comme assez urgentes, si nous n'avions pas d'autres exigences que l'on ne peut facilement ignorer.

La somme demandée pour l'assurance du palais de justice est de \$2,000.00 au lieu de \$7,194.00 pour l'exercice en cours. Cette diminution s'explique facilement. Pour l'année prochaine, nous inscrivons dans le budget \$2,000.00 pour l'assurance du palais de justice, tandis que pour l'exercice en cours cette assurance est au frais des entrepreneurs.



Les \$7,194.00 inscrites dans le budget pour l'exercice en cours ont été employées pour défrayer les frais d'assurance sur les bâtisses publiques pour un terme de trois ans, de sorte qu'un crédit pour cet objet n'est pas nécessaire.

Il y a peu de changements dans les subventions aux institutions de bienfaisance. Nous avons reçu de toutes parts des sollicitations pressantes pour des augmentations d'octrois pour des objets bien louables, ainsi qu'une foule de nouvelles demandes de la part des institutions destinées au soulagement des pauvres infortunés. Nous aurions désiré pouvoir les accueillir toutes favorablement, mais l'état des finances de la Province ne nous permet point de contribuer, comme nous désirerions le faire, à toutes les bonnes œuvres pour lesquelles on a sollicité l'aide du Gouvernement. La multiplicité de ces demandes a été telle qu'il eut été moralement impossible d'y acquiescer, même partiellement. Pour répondre aux vœux de tous ceux qui se sont adressés à nous en faveur de l'œuvre qu'ils favorisent, il eut fallu une somme bien au delà des moyens mis à notre disposition. En acquiesçant même à un petit nombre de ces demandes, nous nous serions exposés aux accusations de ceux qui n'auraient rien obtenu, car toutes ces demandes étaient bien légitimes.

J'avouerai aussi qu'en cette matière il est très difficile de résister à la pression exercée sur le Gouvernement, et qu'il est pénible d'être obligé de refuser à des personnes qui ont tant à cœur le succès de l'œuvre qu'elles protègent, et dont le but est de secourir le pauvre et l'infortuné. Mais dans le moment, il est impossible d'obérer le trésor d'une foule de charges, qui finissent par devenir de véritables rentes perpétuelles. Si encore il nous était permis de changer de temps à autre la destination de ces octrois, pour les accorder aux municipalités où le besoin de ces institutions de bienfaisance se fait le plus sentir, il serait possible de faire plus de bien, même avec le montant destiné à cette fin.

Mais il est impossible d'y songer, car les institutions qui sont le plus en état de se maintenir par elles-mêmes, seraient les premières à nous taxer d'injustice et à condamner une telle politique.

Nous avons dû n'augmenter que d'une bagatelle, le crédit destiné aux institutions de bienfaisance. Le montant voté à cette fin pour l'exercice en cours est de \$41,956.00, et nous demandons pour le prochain exercice \$44,206.00 ce qui fait une augmentation de \$2,250.00. D'un autre côté, nous avons diminué l'octroi pour l'entretien des aliénés, avec l'espoir que nous pourrions faire une économie dans ce service par suite de la législation que nous voulons faire adopter.

La totalité des crédits demandés pour les institutions de bienfaisance et pour l'entretien des aliénés est de \$259,206.00. Le crédit pour l'exercice en cours est de \$271,956.00, ce qui fait une diminution de \$12,750.00 en faveur de l'année prochaine.

Pour l'exercice en cours, les dépenses du ministère des terres de la couronne s'élèveront à \$212,200.00. Nous les évaluons à \$181,000 pour l'année prochaine, ce qui forme une différence en moins de \$31,200. Les articles à déduire sont les suivants :

Pour le cadastre.....	\$ 8,000 00	
Arpentages.....	23,000 00	
		<u>\$ 31,000 00</u>

Voici maintenant les articles à ajouter :

Sur les dépenses générales.....	\$2,000 00	
Pêcheries.....	1,800 00	
Comptes en suspens.....	2,000 00	
Protection des forêts contre le feu..	5,000 00	10,800 00
		<u>10,800 00</u>
Laissant une balance en moins de..		\$20,200 00

Il est demandé \$45,000.00 pour les arpentages. Ce montant est moins élevé que celui de la dépense probable de l'exercice en cours. Il représente la moyenne de la dépense des années dernières.

Le crédit affecté aux dépenses générales est de \$2,000.00 plus élevé que le montant de la dépense pour l'année courante.

Il n'y a pas de doute aujourd'hui, s'il faut en juger par le résultat obtenu à la suite des modifications introduites dans le tarif des rentes foncières et des droits de coupe, que ces changements vont réaliser nos espérances. De sorte que si le nouveau service entraîne une dépense additionnelle, elle est amplement compensée par l'augmentation des recettes.

A l'article " Divers en général, " l'augmentation dans les différents autres services se répartit comme suit :

Impression du rapport du surintendant de l'instruction publique.....	\$ 2,331 75
Distribution aux instituteurs de la Province du manuel de Magnan sur l'enseignement primaire.....	2,000 00
Distribution des amendements au code municipal.....	250 00
Exposition dans le comté de Chicoutimi et Saguenay.....	2,000 00
Pour payer Joseph Dussault 10,000 exemplaires de " La Baie d'Hudson ".....	1,500 00
Hôpital de Témiscamingue.....	500 00
Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.....	500 00
Hôpital des Sœurs Grises, Saint-Jérôme.....	500 00
Collège de Saint Bernandin de Waterloo.....	500 00
	<hr/>
	\$10,081 75

D'un autre côté, les articles suivants disparaissent :

Transcription et répartition des registres, etc..	\$ 10,000 00
Inspection de chemin de fer.....	1,000 00
Droit criminel, par l'Hon. juge Taschereau....	1,000 00
Indemnité à la famille de feu M. Saint-Hilaire, député de Chicoutimi.....	600 00
Indemnité et frais relatifs aux erreurs d'arpen- tage entre la paroisse de l'Ange-Gardien (Rouville) et les Cantons de l'Est.....	10,500 00
Commission des asiles.....	6,000 00
Commission agricole.....	5,000 00
Aide aux incendiés de Hull.....	5,000 00
Municipalité de Saint-Léon, comté de Maski- nongé, pour réparation de dommages causés par un éboulis.....	800 00
Indemnité aux habitants des comtés de Soulan- ges, Vaudreuil, Beauharnois, Laprairie et Chambly, pour dommages causés en juin 1888, par le vent et la grêle.....	6,000 00
Indemnité aux propriétaires de chevaux, bes- tiaux, etc., brûlés en 1887, lors de l'exposi- tion à Sherbrooke.....	3,000 00
Pont Matapédia.....	5,600 00
Pour réparer l'ancienne église de Tadousac....	200 00
Manuel des inspecteurs agraires, par M. Cha- gnon.....	1,200 00
Agrarian Inspectors Manual, par M. Chagnon..	1,200 00
Hôpital Saint-Jean d'Iberville.....	500 00
Indemnité aux députés de l'Assemblée législa- tive, qui, à la demande du procureur général, ont travaillé à la codification des statuts....	3,420 00

Distribution du code municipal, différence, due.	\$ 1,250 00
	<hr/>
	\$ 62,270 00
Moins les augmentations.....	10,081 75
	<hr/>
Total des diminutions.....	\$ 52,188 25

Pour l'exercice en cours, le montant probablement requis pour les "services divers en général," y compris les dépenses du département des terres de la couronne, s'élèvera à la somme de \$331,880.00. Pour l'année prochaine, nous demandons \$259,881.75, ce qui fait une différence en moins de \$71,998.25.

Le total des dépenses imputables au capital est moins considérable que pour l'année courante. Nous demandons \$270,853.93 pour les travaux et édifices publics, etc., anciennes réclamations, et \$765,000.00 pour les subsides aux chemins de fer. Ces deux montants réunis forment un total de \$1,035,853.93.

Pour l'exercice en cours la dépense pour les travaux et édifices publics, y compris les subsides aux chemins de fer, va s'élever à \$1,235,885.24, ce qui excède de \$200,031.31 ce que nous nous proposons de dépenser l'année prochaine.

Le tableau suivant fait voir les articles accusant des augmentations ou des diminutions :

	1889	1890
Hôtel du parlement.....	\$ 125,729 53	\$ 112,760 00
Palais de justice, Québec....	42,733 59	7,500 00
Spencer Wood, construction d'une serre, d'une cave, etc.	4,000 00	4,000 00
Ponts en fer dans les municipi- alités dont \$50,000 à re- voter.....	100,000 00	100,000 00
Nouvelles voûtes aux palais de justice et prisons dans les districts ruraux.....		5,000 00

Explorations dans les comtés de Dorchester, Lévis, Bellechasse, l'Islet, Montmagny, Kamouraska, Témiscouata, Lotbinière, Mégantic, Arthabaska, Wolfe.....	\$ 10,000 00	\$ 10,000 00
Cour de circuit de Kamouraska.....	4,000 00	1,012 00
Appareils de chauffage aux palais de justice et prisons dans les nouveaux districts.....	6,000 00	
Construction d'une aile aux palais de justice et prison, comté de Bonaventure.....	4,000 00	
Palais de justice d'Arthabaska do Montréal....	1,400 00 50,000 00	
Codification des statuts.....	63,000 00	
Asile d'aliénés protestants, Montréal.....	22,821 29	
Conseil législatif, dépenses contingentes.....	3,150 83	
Prêt au docteur Gauvreau....	2,500 00	
Bibliothèque du code civil....		6,000 00
Dictionnaire de la langue numérique, De Boucherville..		2,785 00
Héritiers de feu John Lange-lier.....		5,000 00
Peintures à l'huile des "Orateurs".....	1,250 00	1,800 00
Erère Arnold, réparations à son école.....		1,814 53
Achat de la bibliothèque de feu le juge Polette.....		3,000 00
Héritiers de feu juge Loranger		2,182 40
W. P. Lockwood, règlement de compte.....	10,000 00	

Département des terres de la couronne, carte régionale de la Province de Québec . . .	8,000 00
	<hr/>
\$450,585 24	\$270,853 93

Les dépenses que nous proposons pour la construction des édifices publics sont de nécessité absolue.

Quant à l'hôtel du Parlement, la somme demandée comprend \$48,000 votée l'année dernière et qui n'a pas encore été employée pour l'objet auquel elle était destinée ; mais ce montant, ainsi que la balance des \$112,729.53, est abso- lument requise pour subvenir aux frais du mur d'enceinte et autres dépenses en rapport avec cet édifice. Dans le mon- tant demandé est aussi comprise une somme de \$10,000 pour statuts.

A l'exception du mur d'enceinte et l'achat de certaines propriétés, l'hôtel du Parlement est virtuellement terminé.

Quand au palais de justice, à l'exception de certains travaux de peu d'importance, cet édifice est complet, mais il reste encore une balance de compte à régler avec l'entre- preneur que nous n'avons pas voulu in-crire au budget pour le moment, vu qu'il y a divergence d'opinion entre le Gou- vernement et ce dernier au sujet du montant qu'il réclame.

L'appropriation pour les ponts en fer est de \$100,000, mais elle n'est en réalité que de \$50,000, vu que \$50,000 restant sur les \$100,000 votées l'année dernière seront dépensées cette année.

Quant aux subsides aux chemins de fer, il est difficile de faire une évaluation précise du montant requis pour ce ser- vice. D'ailleurs, tout dépend de la rapidité avec laquelle les compagnies pousseront leurs travaux : dans tous les cas, quelle que soit la marche de ce service, il n'en souffrira pas,

vu que le Gouvernement a l'autorité statutaire voulue pour le paiement des subventions aux chemins de fer.

Maintenant, en rapprochant l'évaluation des recettes ordinaires de celle des dépenses ordinaires pour l'exercice 1889-90, on arrive au résultat suivant :

Recettes ordinaires.....	\$ 3,405,672 80
Dépenses ordinaires.....	3,353,170 51
<hr/>	
Excédant des recettes sur les dépenses....	\$ 52,502 29

Les dépenses augmentent nécessairement avec les exigences du service public, et les besoins nouveaux qui surgissent par suite du progrès qui s'accomplit dans le développement des ressources du pays ; mais l'augmentation est plutôt apparente que réelle, quant aux services contrôlables, si vous faites entrer en ligne de compte l'augmentation dans le service de l'intérêt.

D'ailleurs, nous avons en même temps su trouver moyen d'augmenter les revenus, au point d'avoir un surplus dans les recettes ordinaires, sans imposer la moindre charge nouvelle au peuple, et tout en consacrant des sommes considérables à l'avancement de la colonisation, de l'instruction publique et des intérêts généraux de l'agriculture. Pour arriver à cette fin, il a fallu nécessairement augmenter la dépense de certains services, mais ces dépenses ont été pleinement compensées par les résultats obtenus.

Je crois que la Chambre et le pays admettront que nous avons réellement et effectivement travaillé à rétablir l'équilibre dans nos finances, et il me semble que nous avons bien le droit de dire que notre travail n'a pas été infructueux.

L'insuffisance des crédits votés à la dernière session pour l'exercice en cours nécessite un budget supplémentaire de \$104,392.01.



Voici l'énumération des sommes additionnelles requises pour couvrir les dépenses du présent exercice :

Législation.....	\$ 15,094 16
Gouvernement civil.....	8,287 50
Administration de la justice.....	19,333 33
Bibliothèque et institutions scientifiques....	250 00
Travaux publics.....	11,945 73
Services divers.....	28,360 00
Dépenses spéciales.....	19,321 29
Chemins de fer.....	1,800 00
	<hr/>
	\$104,392 01

Les \$15,094.16 pour la législation sont destinés à payer certains services dont voici la liste :

*Conseil législatif—*

Papeterie, traitements, etc.....	\$ 2,542 15
----------------------------------	-------------

*Assemblée législative—*

Traitements.....	1,000 00
Traductions.....	1,151 00
Sténographes.....	1,157 60
Divers.....	249 05
Ecrivains et messagers.....	2,712 94
Impression et reliure.....	6,000 00
Annonces.....	281 42
	<hr/>
	\$ 15,094 16

Les \$8,287.50 demandés pour le gouvernement civil sont destinés à couvrir l'insuffisance du crédit voté à la dernière session ; dans ce montant, il y a une somme de \$2,500 requise par le département de l'instruction publique pour payer les frais de son rapport.

Pour l'administration de la justice, il est demandé \$19,333.33, dont \$10,000 sont requises pour manque d'appropriation pour les dépenses de ce service ; \$5,497.98 pour

payer la réclamation du Grand-Tronc pour déboursés faits dans l'affaire Fahey et la balance pour le service de la police, etc.

Il est demandé \$250 pour couvrir le traitement additionnel accordé à Monsieur Seaton.

Pour les travaux publics, il est demandé \$11,945.73, dont \$9,250 pour couvrir l'insuffisance du crédit voté pour les dépenses d'entretien des édifices publics, et \$2,695.73 pour réparations aux palais de justice et prisons. Toutes ces dépenses sont considérées comme indispensables par les officiers du département. La somme de \$60,000 votée pour l'entretien des édifices publics a toujours été considérée comme insuffisante, et de fait on est obligé tous les ans de venir augmenter ce crédit par un crédit supplémentaire. L'entretien de ces bâtisses est plus dispendieux qu'il ne l'était au commencement de l'installation des départements et des Chambres. Il faut un plus grand personnel pour remplir d'une manière convenable le service requis pour une bâtisse aussi considérable.

Il faut pour les terres de la couronne les sommes suivantes :

Dépenses de cadastre.....	\$ 8,000 00
Dépenses générales.....	18,000 00
	<hr/>
	\$26,000 00

Ces deux montants sont requis pour couvrir l'insuffisance de crédits votés pour cette fin.

Il faut aussi une somme pour rencontrer les obligations et dépenses suivantes :

Peintures à l'huile, portraits des "orateurs"....	\$ 1,250 00
Inspection des chemins de fer.....	500 00
Pont au Barachois, Gaspé.....	510 00
	<hr/>
	\$2,360 00

*Dépenses spéciales.*

Crédit demandé pour terminer la cour de justice à Kamouraska. ....	\$ 1,500 00
Asile des protestants, Montréal, pour la balance du produit de la vente de la ferme Le- duc. ....	7,821 00
Règlement d'une pétition de droit en faveur de W. P. Lockwood pour réclamation contre le département des terres de la couronne. ....	10,000 00
	<hr/>
	\$19,321 29

Pour réclamation contre le chemin de fer Q. M.

O. & O., pour compte de construction. .... \$ 1,800 00

Monsieur le Président, l'exposé que je viens de faire est de nature, j'ose le croire, à convaincre la Chambre et le pays que nous avons fait dans la mesure du possible autant que l'on pouvait raisonnablement attendre de nous.

Au point de vue de nos finances, nous avons réussi, par \* de sages réformes et sans obérer les contribuables, à porter le chiffre de nos recettes à un point qu'il n'avait jamais encore atteint. Pour arriver à ce but, il a fallu nécessairement exercer une plus grande surveillance dans la perception des deniers publics et opérer des changements qui ont eu pour effet d'augmenter d'une manière assez sensible certaines sources de notre revenu. Il est inutile de passer en revue les items sur lesquels ces changements ont porté, car j'ai déjà eu occasion d'en parler dans le cours de ces remarques.

Mais si, d'un côté, nous avons réussi à grossir la somme de nos recettes, d'un autre côté, malgré toute la bonne volonté que nous y avons mise, il nous a été impossible de contrôler, autant que nous l'eussions désiré, le chiffre de la dépense qui a été occasionnée par une politique d'initiative et de progrès, en harmonie avec les vues de tous ceux qui

ont à cœur le bien-être de la Province, même au prix de certains sacrifices. Le pays, d'après mon expérience, veut une politique large et généreuse en tout ce qui se rattache au développement de nos ressources. Dans la mesure de nos forces et de nos moyens, nous l'avons mise en pratique tout en nous tenant dans les limites prescrites par l'état de nos finances. Cette dépense, cependant, n'a pas été hors de proportion avec la somme de bien que nous voulions produire.

Tout de même, elle est facile à expliquer, et pour cela on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur l'impulsion qui a été donnée au développement de notre système de voies ferrées, à l'œuvre de l'agriculture et de la colonisation, à la politique des ponts en fer et à toute entreprise d'un caractère utile et avantageux aux intérêts de la Province.

Cependant, l'augmentation du chiffre de nos revenus est loin d'être en rapport avec les exigences d'un pays où il reste tant à faire, et où la politique est en faveur de subventionner tout projet qui est de nature à développer ses ressources naturelles. Mais il est impossible, malheureusement eu égard aux moyens à notre disposition, de combler en un jour les vœux et les aspirations d'un peuple qui désire ardemment l'accomplissement de tous les projets qu'il préconise. Nous sommes bien disposés à nous rendre aux désirs de ceux qui veulent la plus grande somme de bien-être pour notre Province, et c'est là notre politique ; mais il faut de toute nécessité rester dans les limites du possible et modérer le zèle de ceux qui sont prêts à faire même les plus grands sacrifices pour atteindre le but vers lequel tendent tous leurs efforts, si non nous sommes exposés à mettre en danger nos intérêts les plus chers. Gardien d'un dépôt sacré, il est du devoir du Gouvernement de procéder avec la prudence et la sagesse d'hommes au fait de la responsabilité de la tâche qui leur a été confiée.

La Chambre et le pays voudront bien se rappeler qu'en subventionnant largement les entreprises publiques, cette politique entraîne nécessairement un surcroît d'obligations auxquelles il faut faire face un jour ou l'autre. Depuis que nous avons la gestion des affaires, nous avons travaillé avec énergie à l'accomplissement des promesses que nous avions faites de mettre le bon ordre dans les finances de la Province ; de ce côté, nous croyons que nos efforts n'ont pas été sans succès. C'est bien notre vœu et nos désirs de marcher dans une voie progressive et ascendante, mais seul le Gouvernement est impuissant à mener à bonne fin une politique qui représente les véritables sentiments du pays ; il lui faut de toute nécessité le concours de tous les hommes de bonne volonté et l'appui moral de tous ceux qui sont pour le bonheur et le bien-être général.

Avec ce concours et cet appui, notre tâche devient plus facile, et nous pouvons avancer avec plus de sûreté dans la voie que nous nous sommes tracée.

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—M. le Président, le calme qui règne dans cette enceinte, et l'attitude recueillie de mes honorables collègues, après le discours élaboré de l'honorable trésorier, indiquent que la Chambre désire une discussion sérieuse, modérée de forme, mais solide de fond, de la question financière, toujours si importante. Mes amis m'ont confié la tâche de répondre à l'honorable trésorier, et de critiquer l'exposition qu'il a faite de l'état des affaires de la Province. Je vais l'accomplir avec toute la sincérité possible, et avec une haute idée du devoir qui s'impose de ne traiter le grave sujet en débat qu'au seul point de vue des véritables intérêts publics.

Ce qui m'a le plus frappé, en écoutant avec intérêt le discours que nous venons d'entendre, c'est le changement de ton de l'honorable trésorier. Il avait l'habitude, en nous

parlant finances, de peindre la situation sous les couleurs les plus sombres. Aujourd'hui, il est optimiste, et une assurance bien peu fondée a succédé aux alarmes d'autrefois. Il est facile de prouver combien ses conclusions sont inexactes et réfutées par la vérité des faits.

L'honorable trésorier prétend qu'il y a eu un surplus de \$373,196.03 pour l'exercice terminé le 30 juin 1888. Je vais démontrer qu'au contraire il y a eu un déficit très considérable. Mais voyons, en premier lieu, combien son calcul diffère de ses prévisions, anciennes seulement de quelques mois. Dans son discours sur le budget, à la dernière session, l'honorable trésorier, qui avait déposé sur le bureau de la Chambre un état des recettes et des paiements jusqu'au premier avril, nous disait :

“ Il suffit de jeter un coup d'œil sur cet état pour voir de suite que les recettes excéderont les dépenses d'un montant assez considérable. Je parle des opérations ordinaires. Le 1er avril, les recettes ordinaires s'élevaient à \$3,024,981.65 et les dépenses ordinaires à \$2,259,960.14, ce qui faisait un surplus de \$765,021.51. Il est probable que le surplus de la fin de l'exercice ne sera pas diminué d'une manière bien sensible, si nous réalisons toutes les recettes sur lesquelles nous comptons.”

C'était donc, d'après l'honorable trésorier, un surplus de trois quarts de million de piastres que nous avions en perspective.

A l'ouverture de la session, le ministère nous faisait dire dans le discours du trône ce qui suit :

“ Les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 30 juin dernier, vous seront soumis sans retard, ainsi que le budget supplémentaire de cette année et celui de l'année fiscale 1889-90. Vous verrez avec satisfaction que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour

l'année dernière (1887-88), ont été réalisées, et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible."

Ces comptes publics de 1887-88, nous les avons, et ils nous font connaître un état de choses bien différent de celui qui nous avait été promis. L'honorable trésorier lui-même a été dans la pénible obligation d'en rabattre beaucoup de ses prétentions, lorsqu'il a dû, dans le discours que nous venons d'entendre, comparer la réalité des faits avec les illusions qu'il s'est efforcé, mais en vain, de nous faire partager.

Au lieu des trois quarts de million espérés, promis, l'honorable trésorier est obligé d'admettre que son prétendu surplus a subi une rapide progression descendante, et que tous comptes tirés, il s'est trouvé réduit à \$373,196.03. Établissons la différence :

Surplus promis.....	\$ 750,000
Montant calculé.....	373,196
	<hr/>
Diminution.....	\$ 376,804

Il y a là une différence assez sensible, un écart de près de quatre cent mille piastres. Je ne conçois pas que l'honorable trésorier ait pu tant se tromper dans ses prévisions. Quand il nous promettait un surplus de trois quarts de million, nous touchions à la fin de l'année financière. Nous étions au quatorze de juin dernier. Il ne restait plus que seize jours pour terminer l'exercice. L'honorable trésorier, qui est à la source même de tous les renseignements officiels, devait certainement être en mesure de calculer, à quelques milliers de piastres près, le résultat des opérations de l'année. Qu'il se soit trompé au montant, relativement énorme pour notre budget, de près de quatre cent mille piastres, cela ne prouve pas la sûreté et la justesse de ses prévisions, et est bien de nature à décider la Chambre à n'accepter celles qu'il a faites pour l'avenir que sous bénéfice d'inventaire.

Aussi longtemps qu'il a critiqué les discours budgétaires de ses prédécesseurs au ministère des finances, l'honorable trésorier a refusé avec persistance de reconnaître la justesse de la division des dépenses en dépenses ordinaires et en dépenses à compte du capital, à l'exception des subventions aux chemins de fer. Dans ses calculs, il portait au compte des dépenses annuelles régulières, les frais de construction de ces superbes édifices, dans lesquels nous siégeons, et ceux du palais de justice de Québec. Il était aussi très scrupuleux à soustraire du montant du revenu tout ce qui ne lui paraissait pas une recette absolument permanente et régulière. A la page 393 des "Débats" de la session de 1887, je constate qu'à ce propos il disait ce qui suit :

"Durant l'exercice en question, nous avons encaissé \$54,110.96 d'arrérages d'intérêts sur le subside accordé par le Gouvernement fédéral, pour la construction du chemin de fer Québec à Ottawa. Cette somme est une recette sur laquelle nous ne pouvons pas naturellement compter pour une autre année : il faut l'éliminer des recettes ordinaires."

Quelques lignes plus loin, dans la même page, il disait au sujet d'un crédit spécial de \$100,000 pour la colonisation, que la Chambre avait voté en posant la condition qu'il serait payé à même la balance des emprunts en caisse :

"J'ai fait entrer dans les dépenses ordinaires une somme de \$100,000 employée pour les chemins de colonisation. Cette somme, bien que donnée dans le budget comme devant être prise sur un emprunt, entre réellement dans la catégorie des dépenses ordinaires. Il est bien vrai qu'elle est exceptionnelle quant au chiffre, mais elle ne l'est pas quant à son emploi, puisque les dépenses de cette nature se renouvellent tous les ans."

J'ai combattu les principes financiers posés par l'honorable trésorier lorsqu'il jugeait l'administration de ses adversaires, et j'ai souvent démontré l'exagération des conclusions aux-



quelles il en arrivait dans ses calculs. Je n'ai pas encore pu le convaincre qu'il faisait erreur. J'espère y réussir, aujourd'hui, en faisant l'application de ses propres principes, de son ancienne manière de calculer, dans l'étude des résultats de sa gestion financière. Il va voir qu'elle en est la conséquence. Je recommande à sa plus sérieuse considération le tableau suivant :

Résultat des opérations de 1887-88 d'après les principes posés et les calculs faits par l'honorable trésorier dans l'opposition :

Dépenses de 1887-88 .....	\$3,335,032
A ajouter les dépenses spéciales .....	680,532

Montant des dépenses de 1887-88 ....	\$4,045,564
--------------------------------------	-------------

Recettes .....	\$3,738,228
----------------	-------------

A déduire pour arrérages, d'Ontario.....	\$ 70,000
---	-----------

Des corporations commerciales.....	430,000	\$500,000
	—————	\$3,238,228

Déficit.....	\$ 807,336
--------------	------------

Plus, fonds d'amortissement de 1 p. cent sur \$7,600,000.....	76,000
--	--------

Plus, fonds d'amortissement, balance de l'em- prunt de 1874.....	30,854
---	--------

Déficit de 1887-88.....	\$ 914,190
-------------------------	------------

Ainsi, comme l'honorable trésorier calculait lorsqu'il n'était pas responsable de l'administration de nos finances, et qu'il n'avait qu'à critiquer, au lieu du surplus de \$373,196 dont il nous a parlé, il y aurait eu un déficit de \$914,190 en 1887-88. Il ne peut pas trouver à redire à ce que je tourne aujourd'hui contre lui, et avec tant d'avantage, les

armes qu'il m'a fournies, et dont il a fait injustement un si grand usage contre ses prédécesseurs. J'ai d'autant plus le droit de le faire, qu'elles me permettent de prouver une fois de plus combien la critique financière de l'honorable trésorier, lorsqu'il était dans l'opposition, était peu fondée.

Je n'ai fait le calcul qui précède que pour démontrer combien l'ancienne manière de calculer de l'honorable trésorier était erronée. Je regrette de constater que sa nouvelle méthode n'est pas plus exacte. Il est passé d'un extrême à l'autre. Aujourd'hui, il calcule un surplus aussi lestement que naguère il s'entendait à fabriquer d'énormes déficits. Pour lui, il n'y a pas de milieu. C'est tout l'un ou tout l'autre.

Je vais maintenant calculer le résultat vrai des opérations financières de la Province, pendant l'exercice terminé le 30 juin dernier, dont le ministère actuel est seul responsable, de la même manière que j'ai toujours compté lorsque je défendais la gestion des gouvernements précédents contre les attaques de l'honorable trésorier. En finances, comme sous les autres rapports, je n'ai pas changé de principes en passant de droite à gauche. Dans l'opposition, je calculerai comme je calculais lorsque mes amis politiques étaient au pouvoir.

L'honorable trésorier nous a dit que le revenu de 1887-88 s'était élevé à \$3,738,228.39. Mais il compte dans ce montant deux recettes extraordinaires importantes, celle des \$100,000 reçues du Gouvernement de la Province d'Ontario pour arrérages d'intérêts du fonds des écoles communes, et les \$558,000 d'impôts sur les corporations commerciales. De la somme reçue d'Ontario, \$30,000, et de celle qui provient de l'impôt sur les corporations commerciales \$128,000 seulement, peuvent être considérées comme revenu régulier de ces sources pendant l'exercice de 1887-88.

L'honorable trésorier ne réussit à calculer son surplus qu'en retranchant des dépenses divers déboursés au montant de \$187,767.76 qui ne sont en réalité que des dépenses ordinaires qui doivent être payées à même le revenu ordinaire et régulier de l'année. Cette manière de calculer n'est pas correcte, et elle conduira bientôt l'honorable trésorier à des mécomptes qui seront très préjudiciables aux intérêts de la Province.

J'établis comme suit, et conformément aux vrais principes de la finance, les résultats des opérations de 1887-88.

Recettes de 1887-88.....	\$3,738,228 39
--------------------------	----------------

A déduire pour recettes extraordinaires :

De la Province d'Ontario.....	\$ 70,000
-------------------------------	-----------

Des corporations commerciales..	430,000
---------------------------------	---------

---

	\$ 500,000 00
--	---------------

Revenu ordinaire réel de 1887-88....	\$3,238,228 39
--------------------------------------	----------------

---

Dépenses.....	\$3,365,032 36
---------------	----------------

A ajouter les dépenses spéciales suivantes qui ne sont en réalité que des dépenses ordinaires :

Ecole Normale McGill....	2,500 00
--------------------------	----------

Palais de justice d'Arthabaska .....	5,000 00
--------------------------------------	----------

Palais de justice, Montréal	21,422 83
-----------------------------	-----------

Appareils de chauffage, palais de justice, nouveaux districts.....	6,000 00
--	----------

Cour de circuit, Kamouraska.....	6,000 00
----------------------------------	----------

Ponts en fer dans les municipalités.....	\$ 25,000 00
Asile d'aliénés protestant, Montréal .....	10,000 00
Codification des lois.....	45,000 00
Exploration dans Dorchester, Lévis et autres comtés.....	10,000 00
Département des Terres de la Couronne.....	55,844 93
Dépenses ordinaires de 1887-88.....	\$3,552,800 12
Revenu ordinaire réel de 1887-88....	\$3,238,228 39
Déficit.....	\$ 314,571 73

Si l'honorable trésorier insiste que ces dépenses spéciales ne sont pas des dépenses ordinaires, et ne doivent pas être comptées dans les déboursés de l'année en établissant la balance des opérations de l'exercice, je lui répondrai que sa préteption n'est pas soutenable, et que, d'ailleurs, elle n'améliorerait pas sa position. Il ne faut pas se faire illusion sous ce rapport. Si l'on crée d'une manière permanente un budget de dépenses spéciales et au compte du capital, il n'y a que deux moyens de les payer : En prélevant un revenu annuel suffisant, ou par des emprunts qui augmenteront la dette annuellement. Il faut choisir entre ces deux alternatives.

Il est évident qu'il serait de bien mauvaise politique financière d'encourir, tous les ans, des dépenses prétendues spéciales, de cent cinquante à deux cent mille piastres, en ne les payant qu'au moyen de l'emprunt. Par ce système dangereux, le Gouvernement endettera chaque année la Province d'un montant considérable. Si le ministère croit qu'il lui faut faire ces dépenses dans l'intérêt public,—et il lui serait bien difficile de les justifier—il doit avoir le cou-

rage de créer le revenu annuel nécessaire pour les rencontrer sans augmenter annuellement la dette de la Province. Voyons où nous conduirait le système d'emprunter pour cette fin :

Dépenses spéciales en 1887-88 .....	\$187,767 76
“ en 1888-89 d'après les budgets ....	165,221 29
“ en 1889-90 d'après le budget général.....	150,593 93
Montant en 3 ans.....	<u>\$503,582 98</u>

Avec ce système dangereux, vous aurez donc endetté la Province de \$503,582.98 en trois ans. Il n'est pas possible de le continuer. Il est du devoir de la Chambre d'exiger que le Gouvernement diminue de beaucoup les dépenses, ou qu'il prenne des mesures financières suffisantes pour équilibrer le revenu et les déboursés annuels.

La Chambre et la Province se rappellent encore que l'honorable premier ministre, l'honorable trésorier et leurs amis ont accusé l'ancien Gouvernement d'administrer nos affaires financières avec un déficit annuel moyen de \$500,000, un demi million en chiffres ronds. Je trouve dans le tableau E, annexé aux comptes publics de 1887-88, la preuve irréfutable que cette accusation n'avait pas le moindre fondement. Je prie mes honorables collègues de référer avec moi au tableau que je viens d'indiquer. Ils constateront que, par ce document, déposé sur le bureau de la Chambre par l'honorable trésorier, préparé sous sa responsabilité et signé par lui, il appert que le déficit des deux dernières années entières du Gouvernement conservateur, a été comme suit :

Pour 1884-85 .....	\$10,585 91
Pour 1885-86 .....	83,045 10
Montant des 2 ans.....	<u>\$93,631 01</u>

Comparons ce résultat avec l'accusation portée contre l'ancien Gouvernement :

Prétendus déficits des 2 années 1884-85,	
1885-86 .....	\$1,000,000 00
Déficits tels qu'établis par l'honorable trésorier dans les comptes publics de 1887-88.	93,631 01
	<hr/>
Différence .....	\$ 906,368 99

Les adversaires de l'ancien Gouvernement se trompaient donc, volontairement ou non, sciemment ou non, de plus de neuf cent mille piastres, lorsqu'ils calculaient un déficit d'un million pour les deux années que je viens de mentionner.

Je n'admets pas que les opérations de l'année 1885-86, la dernière du Gouvernement conservateur, se soient soldées par un déficit de \$83,045, comme il appert par le tableau E des comptes publics de 1887-88. L'honorable trésorier n'a obtenu ce résultat qu'en comptant dans les dépenses ordinaires de 1885-86 le crédit extraordinaire de \$100,000 que le ministère précédent avait demandé à la Chambre de voter pour la colonisation, mais à la condition expresse qu'il serait payé au moyen de l'emprunt. Il était bien compris que le revenu ordinaire de cet exercice ne pouvait pas rencontrer des déboursés additionnels aussi considérables. Comme cette augmentation du crédit de la colonisation était exceptionnelle, la Chambre était dans les circonstances parfaitement justifiable de ne pas prélever le revenu nécessaire pour y faire face, et d'en autoriser le paiement à même le produit d'un emprunt. C'eût été autre chose, si la politique du Gouvernement avait été d'augmenter le crédit de la colonisation d'une égale somme, mais d'une manière permanente.

Déduction faite du crédit extraordinaire de \$100,000 pour la colonisation, les dépenses réellement ordinaires de

l'année 1885-86 sont limitées à \$2,932,607. Les recettes de la même année ayant été de \$2,949,562, d'après les calculs de l'honorable trésorier, le surplus du dernier exercice dont le ministère conservateur de l'honorable M. Ross est responsable, a été de \$16,955, ou de \$119,316, en comptant la recette de \$102,361 du fonds d'emprunt municipal.

Combien de fois les adversaires de l'ancien gouvernement ne l'ont-ils pas accusé d'augmenter les dépenses d'une manière alarmante pour l'avenir de la province. Je trouve encore, dans le tableau E des comptes publics de 1887-88, signé par l'honorable trésorier, que rien ne justifiait cette accusation d'extravagance tant de fois et si injustement répétée.

Voici quelles ont été, d'après le tableau E, les dépenses des quatre exercices de 1882 à 1886, dont les gouvernements conservateurs sont seuls responsables.

Dépenses ordinaires de 1882-83	\$3,096,943 27
do do 1883-84	3,124,619 94
do do 1884-85	2,936,733 86
do do 1885-86	3,032,607 25

Il appert donc par ces chiffres, de l'exactitude desquels l'honorable trésorier est responsable, qu'en 1883-84 il n'y a eu qu'une augmentation de dépenses de \$27,676.67 sur celles de 1882-83 : qu'en 1884-85 les dépenses ordinaires, comparées à celles de 1882-83, ont diminué de \$160,209.41, et, comparées à celles de 1883-84, elles ont diminué de \$187,886.08. Il appert aussi que les dépenses de 1885-86, la dernière année du gouvernement conservateur, ont été de \$64,336.02 moins considérables que celles de 1882-83, et de \$92,012.69 moins élevées que celles de 1883-84. En déduisant des dépenses de 1885-86, le crédit extraordinaire de \$100,000 pour la colonisation, comme je viens de l'expliquer, elles ont été de \$4,126 moins élevées que celles de 1884-85.

Cela prouve que l'ancien ministère gérait les affaires avec une sage économie.

Nous sommes en mesure, cette année, de comparer les dépenses du ministère actuel avec celles du gouvernement précédent, et de prouver que ceux qui avaient promis la plus sévère économie, ont, au contraire, été les ministres les plus prodigues qui aient encore gouverné la Province.

En portant, comme je l'ai déjà dit, au compte du capital des paiements au montant de près de deux cent mille piastres, l'honorable trésorier a pu apparemment réduire le chiffre vrai des dépenses de 1887-88. D'après les comptes publics, les dépenses ordinaires de 1887-88 auraient été de..... \$3,365,032 36

D'après le tableau E des mêmes comptes publics, les dépenses de 1885-86 n'ont été que de ..... \$3,032,607 25

Augmentation ..... \$ 332,425 11

Mais j'ai déjà prouvé que les dépenses ordinaires se sont réellement élevées à..... \$3,552,800 12

Comparons maintenant avec les dépenses de 1885-86..... \$3,032,607.25

Augmentation réelle..... \$ 520,192 87

Ainsi, il est donc établi d'une manière irréfutable que pendant sa première année entière d'administration, le Gouvernement actuel a augmenté les dépenses publiques ordinaires de la Province au montant relativement énorme de \$520,192.87, comparées à celles de 1885-86. Il y va par plus d'un demi million à la fois. Est-ce ainsi qu'il entend remplir son programme d'économie ?



Le tableau suivant des augmentations et des diminutions dans les dépenses des diverses branches du service public, est tristement intéressant :

Intérêt de la dette, rachat et frais d'administration,		Augmen- tations
1887-88....	\$ 1,103,710 94	
do 1885-86....	977,760 32	
	<hr/>	\$ 125,950 62
Législation, 1887-88.....	\$ 228,994 88	
do 1885-86.....	181,987 75	
	<hr/>	\$ 47,007 13
Gouvernement civil 1887-88	\$ 208,677 61	
do 1885-86	183,675 41	
	<hr/>	\$ 25,002 20
Administration de la justice,		
1887-88....	\$ 438,755 10	
do 1885-86....	363,746 48	
	<hr/>	\$ 75,008 62
Police, 1887-88.....	\$ 19,090 00	
do 1885-86.....	14,090 00	
	<hr/>	\$ 5,000 00
Inspection des bureaux pu- bics, 1887-88.....	\$ 7,592 84	
do 1885-86.....	6,337 33	
	<hr/>	\$ 1,255 51
Instruction Publique,		
1887-88....	\$ 354,219 80	
do 1885-86....	344,735 00	
	<hr/>	\$ 9,484 80
Institutions littéraires et scientifiques, 1887-88....	\$ 11,739 78	
do 1885-86....	8,387 75	
	<hr/>	\$ 3,352 03

Arts et métiers, 1887-88...	\$ 9,500 00	
do 1885-86...	9,000 00	
	<hr/>	\$ 500 00
Agriculture, 1887-88.....	\$ 97,700 00	
do 1885-86.....	79,182 89	
	<hr/>	\$ 18,517 11
Travaux et Edifices Pu-		
blics, 1887-88.....	\$ 145,096 91	
do 1885-86.....	82,584 40	
	<hr/>	\$ 62,512 51
Institutions de bienfaisance,		
1887-88....	\$ 280,316 00	
do 1885-86....	267,776 00	
	<hr/>	\$ 12,540 00
Divers, y compris agent en		
France, commission des		
asiles, etc., 1887-88....	\$ 105,714 32	
Divers, y compris ingénieurs		
des mines, agent en		
France, etc., 1885-86....	92,348 95	
	<hr/>	\$ 13,365 37
Département des terres de la		
Couronne, 1887-88....	\$ 184,594 93	
1885-86.....	130,000 00	
	<hr/>	\$ 54,594 93
Paiements par les officiers		
du revenu à même les per-		
ceptions faites par eux,		
1887-88..	\$ 41,666 05	
do 1885-86..	26,531 79	
	<hr/>	\$ 15,134 26
Dépenses dites spéciales,		
mais qui ne sont que des		
dépenses ordinaires 1887-88.....	\$ 131,922 83	
	<hr/>	
Montant des augmentations.....	\$ 601,147 92	

Prisons de Réforme, Ecoles de Réforme et indus- trielles, 1885-86.....	\$ 94,332 27	Diminu- tions.
do 1887-88.....	88,708 13	
		\$ 5,624 14
Immigration, 1885-86.....	\$ 9,089 71	
do 1887-88.....	7,300 00	
		\$ 1,789 71
Colonisation, 1885-86.....	\$ 161,205 40	
do 1887-88.....	87,500 00	
		\$ 73,705 40
Montant des diminutions.....		\$ 81,119 25

Ainsi contre des augmentations au montant de plus de six cent un mille piastres, nous n'avons des diminutions que pour la somme de quatre-vingt-un mille, ce qui fait ressortir, comme les chiffres qui précèdent le prouvent, une augmentation de cinq cent vingt mille piastres.

Je crois devoir attirer l'attention de la Chambre sur un point assez important. Nous voyons par les comptes publics que le trente juin 1888, il y avait en caisse une balance de \$1,723,850.07. Mais j'ai constaté avec surprise qu'à la même date, il y avait des mandats non payés au montant de \$460,518.82. On avouera que c'est assez extraordinaire. J'ai fait un relevé des mandats impayés à la fin de plusieurs années financières, et il n'y a aucune proportion entre la somme de ces mandats le 30 juin 1887 et 1888 et le 30 juin des années précédentes.

Voici ce relevé :

Mandats non payés le	30 juin 1879 ....	\$31,260 74
do	do 30 juin 1880 ....	64,950 44
do	do 30 juin 1881 ....	5,403 48
do	do 30 juin 1882 ....	40,632 37
do	do 30 juin 1883 ....	93,050 64

Mandats non payés le	30 juin 1884	....	72,068	41
do	do	30 juin 1885	....	61,989 21
do	do	30 juin 1886	....	77,240 14
do	do	30 juin 1887	....	240,753 27
do	do	30 juin 1888	....	460,518 82

Les sessions de 1884 et 1886, se sont terminées dans le mois de juin, et cependant les mandats impayés, à la fin de ces exercices, ne dépassaient pas \$72,068.41 et \$77,240.14 respectivement.

On voit aussi, par le tableau qui précède, que les mandats impayés qui n'avaient pas, de 1879 à 1886, dépassé la somme de \$93,050.64, s'élevaient, le 30 juin 1887, à \$240,753.27, et le 30 juin 1888, à \$460,518.82. La balance en caisse le 30 juin 1888 était bien réduite par ces mandats non payés. Etablissons la comme suit :

Balance le 30 juin 1888.....	\$1,723,850 07
A déduire, les mandats impayés...	460,518 82

---

Balance.....\$1,263,331 25

L'honorable trésorier nous a peu parlé de ses prévisions sur les résultats probables de l'exercice en cours, 1888-89. Comme il ne peut pas compter, cette année, sur six cent cinquante mille piastres des corporations commerciales et du gouvernement d'Ontario, il ne nous dit pas, cette fois comme l'année dernière, qu'il a en perspective un surplus de trois quarts de million. Il est moins ambitieux et plus modeste. Les raisons de ce changement sont trop apparentes.

Pour prévoir les résultats probables des opérations financières de l'année courante, 1888-89, il faut, en premier lieu, calculer avec autant de précision que possible quelles seront les dépenses ordinaires de l'année. Voici l'état des dépenses

que le gouvernement a demandé et demande à la Chambre l'autorisation de faire en 1888-89 :

Budget général de 1888-89.....\$3,277,359 74

A ajouter les dépenses spéciales suivantes :

Spencer Wood.....	4,000 00
Cour de Kamouraska.....	2,500 00
Appareils de chauffage.....	6,000 06
Cour de Bonaventure.....	4,000 00
Cour d'Arthabaska.....	1,400 00
Ponts en fer.....	100,000 00
Codification des lois.....	63,000 00
Asile protestant de Montréal.....	15,000 00
Premier budget supplémentaire de 1888-89.	60,642 47
A ajouter les dépenses autorisées par statuts (au moins).....	30,000 00
Deuxième budget supplémentaire de 1888-89.	102,592 01

---

Montant.....\$3,666,494 22

Comme il n'est pas probable que l'année se termine sans que le Gouvernement ait recours à quelques mandats spéciaux, il est certain qu'il ajoutera encore à ces \$3,666,494.22. J'ai compté, dans le tableau qui précède, les \$15,000 pour l'asile protestant de Montréal. Les \$10,000 de l'année dernière, pour la même fin, ont été données, et étaient bien ainsi une dépense ordinaire. Le Gouvernement nous dit que les \$15,000 de l'année courante ne sont que prêtées. Je sais bien qu'à proprement parler, un prêt n'est pas une dépense. Mais il y a tout de même lieu de considérer si pour le placement d'une somme aussi peu considérable, il ne serait pas mieux de la prendre sur le revenu annuel et non sur le capital. Toutefois, je n'insisterai pas sur ce point, et je ferai une diminution plus qu'équivalente. Je limiterai donc mes prévisions des dépenses ordinaires de 1888-89 à \$3,650,000.

Quel sera le revenu ordinaire de l'exercice en cours ? Dans son discours, à la dernière session, l'honorable trésorier nous a dit qu'il comptait sur un montant de recettes de \$3,345,672.80. Il n'a pas révisé cette prévision aujourd'hui. La vente à l'enchère de nouvelles concessions forestières, en octobre dernier, contribuera à augmenter le revenu des terres de la Couronne. Les licences produiront probablement plus que le montant prévu. Mais l'honorable trésorier ne réussira pas, je crois, à percevoir les \$50,000 d'arrérages d'impôts sur les corporations commerciales sur lesquelles il comptait. Tout de même, je suis d'opinion que le revenu de l'année pourra atteindre la somme de \$3,450,000. Calculons alors quel sera le résultat de l'année courante, d'après ces prévisions de recettes et de dépenses :

Dépenses de 1888-89.....	\$3,650,000 00
Revenu de     do .....	3,450,000 00

Déficit probable de 1888-89..... \$ 200,000 00

Nous avons donc la triste perspective d'un déficit d'au moins deux cent mille piastres à la fin de l'année courante.

Comparons maintenant les dépenses prévues de 1888-89 avec celles de 1885-86, la dernière année dont le gouvernement conservateur précédent est seul et entièrement responsable :

Dépenses de 1888-89.....	\$3,650,000 00
do     1885-86.....	3,032,607 25

Augmentation..... \$ 617,392 75

On admettra qu'un déficit de 200,000 dans les opérations de l'année, et une augmentation de dépenses au montant si considérable de \$617,392, constituent un état de choses de nature à créer de légitimes inquiétudes sur l'avenir financier de la Province.

Nous n'avons aucune raison d'espérer que la situation s'améliorera pendant l'année prochaine. Le règne des prodigalités va se continuer. La prudence et l'économie sont de plus en plus de vains mots pour le ministère, qui paraît bien décidé à suivre la voie de l'extravagance, si l'on en juge par les budgets qu'il demande à la Chambre de lui voter.

Voici quelles sont les prévisions pour cet exercice :

BUDGET GÉNÉRAL DE 1889-90.

Dépenses.....	\$3,353,170 51
Dépenses spéciales, qui ne sont qu'ordinaires.....	150,593 93

Montant..... \$3,503,764 44

Nous pouvons, sans la moindre hésitation, ajouter pour les budgets supplémentaires et les mandats spéciaux, au moins .....	110,000 00
--	------------

Montant..... \$3,613,764 44

L'honorable trésorier ne compte que sur un revenu ordinaire de.....	\$3,405,672 80
---	----------------

Déficit prévu de 1889-90 ..... \$ 208,091 64

Nous aurons donc encore, en 1889-90, un déficit qui s'élèvera à plus de deux cent huit mille piastres.

Additionnons les déficits des trois années suivantes :

Déficit de 1887-88.....	\$314,571 73
Déficit prévu de 1888-89.....	200,000 00
do de 1889-90.....	208,091 64

Montant du déficit en 3 ans..... \$722,663 37

Comparons maintenant les dépenses de 1889-90 avec celles de 1885-86 :

Dépenses ordinaires de 1889-90 .....	\$3,613,764 44
Dépenses ordinaires de 1885-86 .....	3,032,607 25

Augmentation.....	\$581,157 19
-------------------	--------------

L'augmentation totale des dépenses pendant les trois années 1887-88, 1888-89, 1889-90 comparées avec 1885-86, est comme suit :

En 1887-88 .....	\$520,192 87
En 1888-89 .....	617,392 75
En 1889-90 .....	581,157 19

Augmentation totale.....	\$1,718,742 81
--------------------------	----------------

Ces chiffres révèlent une situation vraiment alarmante. Le ministère augmente les dépenses dans des proportions qui doivent faire réfléchir sérieusement la Chambre. En trois années de pouvoir, le gouvernement actuel aura augmenté les dépenses ordinaires du service public de la Province de plus d'un million sept cent mille piastres. Voilà comment il remplit ses promesses d'économie.

Les opérations financières du Gouvernement actuel, depuis son avènement au pouvoir, ont été considérables. Il a commencé par des emprunts temporaires. Il a fait ensuite l'emprunt permanent de trois millions et demi de piastres. Des corporations commerciales, de la Province d'Ontario, des terres de la couronne par l'augmentation de la rente foncière des concessions forestières et des droits de coupes de bois, etc., il a perçu des centaines et des centaines de mille piastres. Je crois, et la Chambre croira sans doute avec moi, qu'il est important de calculer le montant de toutes ces recettes, à part le revenu régulier de la Province produit par les sources qui existaient lorsque le chan-



gement de ministère a eu lieu, et de voir ce que tout cet argent, au montant de plusieurs millions, est devenu, et si le gouvernement est capable de nous en rendre compte d'une manière satisfaisante.

A part le revenu ordinaire de la Province, tel qu'il était, le Gouvernement actuel a reçu les sommes suivantes, depuis le 31 janvier 1887, dans deux ans et quelques jours :

Emprunts temporaires.....	\$1,000,000 00
L'emprunt à long terme.....	3,500,000 00
De la Province d'Ontario.....	100,000 00
De la Cité de Montréal.....	125,000 00
Des corporations commerciales.....	558,393 00
Des corporations commerciales, depuis le 1er juillet 1888.....	117,581 00
Augmentation, rente foncière des conces- sions forestières, 1887-88.....	47,000 00
Vente à l'enchère des coupes de bois, octo- bre 1888.....	100,000 00
Augmentation, rente foncière des conces- sions forestières, 1888-89.....	47,000 00
Fonds en fidéi commis, déduction faite des paiements.....	
Fonds d'emprunt municipal et rembourse- ments.....	122,574 00
Montant.....	\$5,717,548 00

Je compte, dans ce tableau, le montant au pair de l'emprunt de \$3,500,000, parce que le gouvernement est responsable d'avoir négocié cet emprunt à des conditions moins avantageuses que celles que l'offre des titres à la compétition des acheteurs à la recherche d'un bon placement, aurait pu lui assurer. L'escompte de \$121,668 entre

le pair et le produit net de l'emprunt, est une des causes qui ont absorbé la balance qui devrait encore être disponible.

Etablissons maintenant la somme des paiements à compte du capital, que l'honorable trésorier a été obligé de faire.

Dépenses du capital depuis le 31 janvier 1887 jusqu'au 30 juin 1887—chemins de fer.....	\$ 116,306 80
Dépenses du capital depuis le 31 janvier 1887 jusqu'au 30 juin 1887—édifices publics.....	252,327 48
Banque Jacques-Cartier.....	100,000 00
Remboursements d'emprunts temporaires..	1,500,000 00
En 1887-88—édifices publics.....	460,000 00
En 1887-88—chemins de fer.....	662,275 30
Jusqu'au 31 décembre 1888—édifices publics.	115,416 91
Jusqu'au 31 décembre 1888—chemins de fer.	846,423 50
Montant.....	\$ 4,052,749 99

Voyons quelle est la différence entre les recettes qu précèdent et la somme des dépenses encourues à compte du capital depuis le 31 janvier 1887.

Recettes extraordinaires et produites par de nouvelles sources de revenu.....	\$ 5,717,548 00
Dépenses à compte du capital.....	4,052,749 00
Balance.....	\$ 1,664,799 00

Bien qu'entre les recettes et les dépenses, il y ait, comme on le voit, une balance de \$1,664,799, j'ai constaté avec surprise que des millions qu'il a reçus depuis deux ans, le gouvernement n'avait, il y a quinze jours, le premier février courant, déduction faite de \$50,601 de mandats impayés, et de \$135,459 de subventions payées aux chemins de fer en janvier, que la maigre balance de \$41,418.03. Où est allée la différence que j'établis comme suit ?

Excédent des recettes extraordinaires sur les	
dépenses du capital.....	\$1,664,799 00
Balance en caisse le 1 <sup>er</sup> février 1889. ....	41,418 03

---

Différence..... \$1,623,380 97

Qu'est devenue cette somme d'un million six cent vingt-trois mille piastres, qui devrait être disponible pour aider à payer la dette flottante de quatre millions de piastres dont je parlerai dans un instant ? Elle a été absorbée par les déficits dans les opérations financières ordinaires du Gouvernement depuis deux ans, par l'augmentation alarmante des dépenses, et par l'escompte de plus de cent vingt et un mille piastres sur les \$3,500,000 empruntées l'année dernière, parce que le ministère a placé les obligations de la Province à des conditions moins avantageuses que celles qu'il pouvait obtenir.

Lorsque le Gouvernement a demandé à la Chambre l'autorisation de faire un nouvel emprunt permanent au montant de \$3,500,000, il a formellement déclaré que c'était pour consolider la dette flottante, qu'il trouvait un inconvénient très sérieux pour la Province et pour les opérations financières du trésor. Il ne voulait plus de dette flottante. Qu'ai-je constaté à la source même des documents officiels ? C'est que la dette flottante est plus élevée que jamais. En voici l'état à la date du premier janvier 1889 :

Mandats non payés.....	\$ 50,601 34
Pour Palais Législatif et Palais de Justice	
(au moins).....	126,000 00
Pour subventions aux chemins de fer ....	3,140,074 00
Pour rachat des biens des Jésuites, etc....	460,000 00
Fonds en Fidéi commis, le 30 juin 1888. .	229,026 23
Palais de Justice de Montréal.....	200,000 00

---

Montant.... \$4,205,701 57

Nous avons donc une dette flottante de \$4,205,701 57. et aujourd'hui le Gouvernement n'a plus une piastre des trois millions et demi qu'il a empruntés.

Loin de diminuer la dette de la Province, le Gouvernement actuel l'a augmentée de beaucoup, comme les chiffres suivants le prouvent, en comptant les subventions encore à payer aux chemins de fer et les autres obligations que je viens d'énumérer.

Dette consolidée, le 30 juin 1888.....	\$21,570,333 33
Dette flottante, le 1er janvier 1889.....	4,205,701 57

Montant de la dette.....	\$25,776,034 90
Moins l'actif.....	10,211,119 42

Dette nette.....	\$15,564,915 48
Dette nette, le 30 juin 1887.....	11,329,630 00

Augmentation de la dette nette..	\$ 4,235,285 48
----------------------------------	-----------------

Je vais maintenant comparer la dette fondée et les emprunts temporaires et dépôts, tels qu'ils apparaissent respectivement dans les comptes publics officiels des années 1885-86 et 1887-88.

Le 30 juin 1888, dette fon-	
dée .....	\$21,570,333 33
Emprunts temporaires et	
dépôts .....	229,026 23

\$21,799,359 56

Le 30 juin 1886, dette fon-	
dée.....	\$18,181,780 00
Emprunts temporaires et	
dépôts .....	886,242 93

\$19,068,022 93

Augmentation.....	\$ 2,731,336 63
-------------------	-----------------

C'est donc une augmentation de près de trois millions, et cela malgré que le Gouvernement ait reçu \$558,393 des corporations commerciales, \$100,000 de la Province d'Ontario, \$125,000 de la cité de Montréal, \$105,000 de plus des terres de la couronne, et \$52,000 de plus des licences qu'en 1885-86, soit un montant de \$940,000, près d'un million.

Le Gouvernement serait actuellement sans le sou, et dès aujourd'hui dans la nécessité d'emprunter de nouveau pour faire face aux lourdes obligations de la dette flottante qu'il a tant augmentée, si certaines compagnies de chemins de fer ne lui avaient pas déposé plus de deux millions et quart pour garantir l'intérêt des débetures qu'elles ont placées sur le marché, en vertu de la loi autorisant ces dépôts pour ces garanties d'intérêt. Mais au point de vue du trésor, ce n'est ni plus ni moins qu'un nouvel emprunt, puisque le ministère est immédiatement obligé de se servir des fonds de ces dépôts pour rencontrer les échéances de la dette flottante, qui se succèdent avec beaucoup de rapidité. Ces dépôts que l'honorable trésorier a reçus, il l'admettra volontiers, en temps très opportun, va qu'il était à bout de ressources, l'aideront bien à surnager pendant quelques mois. Mais, dans le cours de l'année prochaine, la somme en aura été presque toute dépensée pour faire face aux obligations de la Province qui seront échues dans l'intervalle, et le Gouvernement restera responsable d'environ deux millions de piastres de garanties d'intérêt qu'il lui faudra bien payer. C'est alors qu'il faudra emprunter pour cette fin, et rembourser ainsi les dépôts que l'honorable trésorier s'est estimé heureux de recevoir, parce qu'ils lui offraient un moyen temporaire d'ajourner un peu les embarras financiers qui le menaçaient de tous côtés.

Calculons maintenant la dette en comptant les obliga

tions imputables au capital et les dépôts pour garanties d'intérêt de ces compagnies de chemins de fer :

Dette consolidée le 30 juin 1888.....	\$21,570,333 33
Dette flottante le 1er janvier 1889.....	4,205,701 57
Dépôt de la compagnie du chemin de fer de Témiscouata, moins premier paiement d'intérêt. ....	618,044 92
Dépôt de la compagnie du chemin de fer de Montréal et du lac Maskinongé, moins premier paiement d'intérêt. ....	30,270 00
Dépôt de la compagnie du chemin de fer de Québec au Lac St-Jean.....	1,552,394 00
Montant de la dette.....	<u>\$27,976,743 82</u>
Déduisons l'actif le 30 juin 1888, en y ajoutant la balance des dépôts des compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêt de leurs débentures.	
Actif.....	\$10,211,119 42
Balance en caisse, le 21 décembre 1888 .....	\$ 2,428,187 84
	<u>\$12,639,307 36</u>
Dette nette.....	<u>\$15,337,436 46</u>

Quand l'honorable trésorier a été chargé de la gestion du trésor provincial, il a prétendu que l'état des affaires était des plus difficiles. J'ai surabondamment prouvé, dans les discussions que le sujet a provoquées depuis dans cette Chambre et souvent devant le peuple, combien il exagérait, peut-être avec le secret plaisir de pouvoir dire qu'il avait été le seul homme capable de sortir son pays de ces embarras.

Pour aider à payer la dette flottante qui existait le 31 janvier 1887, nous avions alors des ressources considérables que j'énumère comme suit :

Propriété de Montréal.....	\$150,000 00
Divers prêts et avances.....	88,000 00
D'Ontario.....	100,000 00
De Montréal.....	225,000 00
Des corporations commerciales.....	600,000 00
Le fonds d'emprunt municipal.....	800,000 00
	————— \$1,963,000 00

C'était donc, en chiffres ronds, la somme d'une couple de millions sur laquelle nous avions raison de compter pour acquitter les échéances graduelles de la dette flottante. De plus, avec le produit des nouvelles sources de revenu, nous pouvions espérer un surplus annuel considérable avec une gestion économique de nos affaires. Ces surplus auraient pu être également appliqués au paiement des obligations pour subventions aux chemins de fer et autres fins.

Bien loin d'avoir amélioré la situation depuis le 31 janvier 1887, le Gouvernement l'a rendue bien plus difficile, bien plus critique. Il a réglé notre créance de \$225,000 contre la cité de Montréal pour la somme de \$125,000. Les remises qui ont été accordées, ici et là, à droite et à

gauche, trop souvent dans un but d'intérêt politique de parti, à certaines municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, mettent malheureusement la Province dans l'impossibilité d'espérer recevoir un montant raisonnable en règlement de tout ce qui est encore dû à ce fonds.

J'ai prouvé que la dette flottante actuelle dépasse quatre millions de piastres. Et pour en payer les échéances, le premier février vous n'aviez que la bagatelle relative de quarante et un mille piastres, pour balance des cinq millions sept cent mille piastres de recettes extraordinaires et nouvelles qui sont tombées dans votre caisse depuis votre avènement au pouvoir.

La Chambre et la Province se rappellent que le Gouvernement a maintes et maintes fois déclaré qu'il n'avait dû faire l'emprunt de \$3,500,000, l'année dernière, que parce qu'il y était forcé pour payer les obligations de la dette flottante que ses prédécesseurs lui avaient transmises. L'honorable premier ministre et l'honorable trésorier se sont évertués à l'affirmer dans cette enceinte et au dehors. Pour qu'il n'y eut pas de doute, ils l'ont fait déclarer par leurs partisans dans cette Chambre dans le préambule même de la loi autorisant l'emprunt. Ce préambule énumère les différentes obligations que le gouvernement prétendait être forcé de payer à très courte échéance, et c'était uniquement pour les rencontrer et faire honneur aux engagements de la Province qu'il voulait, disait-il, emprunter.

Que constatons-nous aujourd'hui ? Les trois millions et demi ont été empruntés. A ce montant sont venus s'adjoindre les deux millions et quart reçus des corporations commerciales, de la Province d'Ontario, des terres de la Couronne, et autres sources, soit un total, comme je l'ai déjà dit, de plus de cinq millions sept cent mille piastres. Tout cet argent a été dépensé. Il est disparu, et, cependant, des obligations de la dette flottante, le 31 janvier



1887, énumérées dans le préambule de la loi, il reste encore à payer les sommes suivantes :

Fonds en fidéi commis.....	\$ 229,000 00
Subventions aux chemins de fer...	1,256,931 45
Palais de Justice, Montréal.....	200,000 00
Montant.....	<u>\$1,685,931 45</u>

De votre emprunt, vous n'avez plus le sou, à l'heure où je parle, et vous devez encore \$1,685,931 sur ce que vous aviez promis de payer avec le produit de cet emprunt. N'est-ce pas un état de choses déplorable, alarmant.

Où est allée cette somme de \$1,685,931, me demandera-t-on ?

Où elle est allée ? Une partie, au montant de sept cent et quelques mille piastres, a servi à payer un à-compte des nouvelles subventions votées aux chemins de fer à la demande du ministère actuel. La balance, de près d'un million, a été absorbée par les déficits, par l'escompte des titres de l'emprunt et par l'augmentation réellement extraordinaire des dépenses de la Province, dont le Gouvernement actuel a seul la lourde responsabilité.

J'ai aussi critiqué, l'année dernière, la manière dont le Gouvernement avait négocié et fait son emprunt.

Appuyé sur les documents mis officiellement devant la Chambre, j'ai démontré tout ce qu'il y avait d'humiliant pour la Province, et de dangereux pour son crédit, dans le fiasco des négociations ouvertes imprudemment, et conduites avec tant de témérité, à New-York. J'ai aussi prouvé que par la transaction que le ministère avait été obligé de conclure, avec précipitation, avec le Crédit Lyonnais, après sa triste aventure new-yorkaise, la Province avait perdu un montant considérable que j'ai alors calculé au plus bas, en le limitant à \$175,000. J'ai reproché au ministère d'avoir

vendu les titres de cet emprunt à prix fixe, au lieu de les avoir offerts sur le marché monétaire à la compétition des gens à la recherche de placements sûrs et avantageux, ce qui a fait perdre à la Province les avantages certains quelle pouvait retirer de cette compétition.

Quand je parlais ainsi, je ne pensais pas qu'avant six mois un événement important viendrait me donner complètement raison, et détruire toutes les prétentions du Gouvernement à un succès dans l'opération financière de son emprunt. La cité de Montréal a négocié un emprunt de plusieurs millions à Londres, l'automne dernier. La corporation a délégué à Londres le maire de la cité, l'honorable M. Abbott, et M. Jacques Grenier, le président du comité des finances, l'un des partisans les plus dévoués du Gouvernement actuel, et, je crois aussi, le trésorier de la cité. Les délégués de Montréal ont offert l'emprunt de la cité à la compétition. L'intérêt était de trois pour cent, et l'emprunt a été lancé au minimum de 82  $\frac{1}{2}$ . Il a réalisé une moyenne de 83 et une fraction. Des offres, pour un montant assez considérable, ont même atteint 85  $\frac{1}{4}$ . Par le seul effet de la compétition, la corporation de Montréal a réalisé plus de vingt-cinq mille piastres.

Comparons cet emprunt de Montréal avec celui négocié par le ministère pour le compte de la Province.

Le Gouvernement a obtenu du Crédit Lyonnais 99 pour cent, moins les frais, pour des titres de la province à 4 pour cent d'intérêt.

La corporation de Montréal a obtenu 83, moins les frais, pour des titres de la cité à 3 pour cent d'intérêt.

Le produit de 83, pour des titres à trois pour cent, équivaut à 110 pour des titres à 4 pour cent. Or, le Gouvernement n'a obtenu que 99 au lieu de 110; c'est-à-dire que les conditions de l'emprunt de Montréal sont de 11 pour cent plus avantageuses que celles de l'emprunt de la Province, négocié par le Gouvernement. La différence, en

moins, de 11 pour cent pour la Province, représente, pour les \$3,500,000 de l'emprunt provincial, une perte de \$385,000. C'est déjà beaucoup trop, mais c'est loin d'être tout. À part la perte du capital, il y a la perte dans l'intérêt annuel à payer. L'intérêt réel que la Province paie, pour son dernier emprunt, est de 4.18 pour cent. Celui de la cité de Montréal n'est que de 3.60 pour cent : différence en faveur de Montréal, 0.58 pour cent. La différence de 0.58 pour cent dans l'intérêt réel sur \$3,500,000 s'élève à \$20,300 par année, et, pendant quarante ans, la durée des débentures du dernier emprunt de la Province, la perte sera de \$812,000.

Additionnons :

Perte de 11 pour cent sur le capital.....	\$ 385,000
Perte de 0.58 dans l'intérêt annuel de \$3,500,000 ; soit \$20,300 par année, et pen- dant 40 ans.....	812,000
Montant.....	<u>\$1,197,000</u>

Ainsi, comparées aux conditions obtenues par la cité de Montréal, celles de notre emprunt représentent, pour la Province, une perte certaine, incontestable de \$1,197,000. Le ministère n'a évidemment pas raison de se vanter de ce succès. C'était assurément l'opinion de M. Jacques Grenier, lorsqu'à son retour, il racontait que le Crédit Lyonnais avait offert à la délégation de Montréal, les mêmes conditions de l'emprunt de la Province, offre qui avait été refusée, parce que les délégués espéraient et voulaient une transaction beaucoup plus avantageuse, ce à quoi ils ont réussi.

Si l'on me dit que les obligations de la cité de Montréal valaient relativement plus que celles de la Province, parce qu'au lieu d'être terminables comme ces dernières, elles sont perpétuelles, je réponds que le crédit supérieur de la Province, malgré la grande prospérité de Montréal, que je me plais à reconnaître et à admirer, compensait au moins

cet avantage dans les négociations. C'est l'appréciation qu'en a faite le Crédit Lyonnais, qui n'a pas voulu offrir plus que ce qu'il avait donné pour l'emprunt provincial.

La situation est grave. Il est inutile de se le dissimuler. Il ne faut pas se bercer de vaines et fatales illusions. Le réveil serait terrible. Infiniment mieux vaut calculer exactement où nous en sommes rendus.

Les dépenses ordinaires du service public de la Province qui, pendant les quatre années financières de 1882 à 1886, avaient été en moyenne de \$3,050,000 en chiffres ronds, ont été, en deux ans, augmentées, par le Gouvernement actuel, au chiffre de \$3,650,000. C'est donc une augmentation moyenne de \$600,000. La prodigalité du ministère nous dit assez qu'il n'est pas fermement décidé au moins à s'en tenir là.

Quant au revenu, il s'est aussi accru, mais dans de moins grandes proportions que les dépenses. Ce développement du revenu, les anciens Gouvernements et leurs amis ont seuls le droit d'en réclamer le mérite pour la presque totalité. A la seule exception de l'augmentation de la rente foncière des concessions forestières et des droits de coupes de bois, et du taux des licences, c'est grâce à notre politique financière, si le Gouvernement peut maintenant compter sur de nouvelles sources de revenu. Le ministère actuel en est comme nous responsable, parce qu'il les conserve en maintenant les lois qui les ont créées.

Des sources actuelles de revenu, nous pouvons compter sur des recettes ordinaires moyennes par année de \$3,450,000 en chiffres ronds. Ce serait suffisant pour un Gouvernement économe, sage et prudent. Mais avec un ministère aussi prodigue que celui qui administre aujourd'hui les affaires de la Province, c'est loin d'être assez, puisqu'il porte les dépenses à plus de \$3,650,000. Dans ces conditions respectives du revenu et du budget des dépenses, la Province est donc incontestablement en face d'un déficit régu-

lier, certain, d'au moins \$200,000 par année. Cet état de choses ne peut et ne doit pas durer. Tous ceux qui veulent assurer sincèrement l'avenir financier de la Province le diront avec moi.

De deux choses, il faut absolument l'une ou l'autre : une diminution de dépenses ou une augmentation de revenus. Il n'y a pas à sortir de là.

La Chambre ne peut pas espérer une diminution de dépenses, parce que le ministère lui demande de voter un budget général pour l'année prochaine, 1889-90, plus élevé que celui de l'année courante. Comme celui de 1888-89, le budget de 1889-90 sera certainement gonflé de plus d'une centaine de mille piastres par les budgets supplémentaires et les mandats spéciaux. Donc le Gouvernement s'écarte davantage de la voie sûre de l'économie.

Le Gouvernement a-t-il soumis à la Chambre une politique financière pour réduire les dépenses du service de l'intérêt de la dette, et augmenter le revenu de la Province ? Oui, mais il a imaginé deux projets qui menacent beaucoup d'aboutir à deux fiascos complets. Je veux parler de la conversion de la dette, et de l'augmentation du subside fédéral, conformément à la résolution de la conférence interprovinciale.

Le ministère a eu la main très malheureuse à propos de son projet de la conversion de la dette. Il a commis la faute de faire autoriser la conversion forcée par la loi. C'est là tout le secret des difficultés que le Gouvernement a rencontré sous ce rapport. En vain l'honorable trésorier cherche-t-il à nous en faire partager la responsabilité, en nous accusant injustement et sans l'ombre de raison, ainsi que les journaux qui nous sont favorables, d'avoir soulevé les préjugés des capitalistes anglais contre le projet ministériel de la conversion de la dette, comme si les financiers de Londres, qui ont adressé leur protêt au Gouvernement fédéral contre la clause de la loi autorisant la conversion

forcée, étaient des gens facilement accessibles aux préjugés. L'honorable trésorier s'imagina-t-il que c'est uniquement par préjugés que ces capitalistes comprennent qu'en les forçant d'accepter le pair pour une obligation qui vaut 115 sur le marché, le Gouvernement de la Province de Québec leur ferait perdre 15 pour cent et violerait les conditions du contrat fait avec les porteurs des titres. Pour sa réputation d'homme d'affaires habile et expérimenté, je conseille fortement à l'honorable trésorier de ne pas se servir d'aussi puériles excuses pour justifier son chef, l'honorable premier ministre, et le cabinet d'avoir adopté une politique financière aussi fatale au crédit et à l'honneur de la Province.

Poussé au pied du mur par les légitimes protestations venues de tous côtés, le Gouvernement a été obligé de se soumettre, et d'abandonner son trop fameux projet de la conversion forcée de la dette. Reste l'alternative d'une conversion volontaire, d'une transaction faite de bon gré avec les porteurs des titres de notre dette publique provinciale. La question est de savoir s'il y aurait quelques avantages financiers certains dans une semblable opération. Pour me former aussi sur ce sujet une opinion sûre, raisonnée et bien appuyée, j'ai fait quelques calculs que je crois réellement inattaquables, et j'en suis venu à la conclusion que, dans les conditions du marché, et avec la situation actuelle de nos titres, la conversion volontaire ne pourrait nous assurer quelques avantages immédiats, qu'en chargeant l'avenir prochain de bien plus lourdes obligations proportionnellement.

C'est en faisant ces calculs, que je me suis convaincu davantage combien le ministère s'était imprudemment lancé dans cette aventure de la conversion de la dette. L'honorable premier ministre, qui voyait tout en rose, et qui s'enthousiasmait à l'idée du prestige et de la gloire dont allait l'entourer une opération financière aussi importante,

annoncée avec tant de confiance, et faite avec tant de courage et d'habileté, lançait son projet dans le grand discours qu'il adressait aux auditeurs présents au banquet du Club National, à Montréal, le printemps dernier. Sans avoir pris la peine de se renseigner au préalable, il déclarait que par la conversion de la dette, il réaliserait une économie qui pouvait atteindre jusqu'à \$250,000. Il est facile de voir tout de suite combien ce chiffre était exagéré. Il n'était pas possible d'espérer convertir la dette en gagnant plus de un pour cent sur le taux de l'intérêt. Or, pour réaliser une économie de \$250,000 par la réduction de un pour cent dans l'intérêt, il faudrait convertir \$25,000,000. Mais notre dette consolidée, le 30 juin 1888, était de \$21,570,333, soit près de trois millions et demi de moins que les vingt-cinq millions. Nous ne pouvons pas convertir plus que nous devons, c'est de toute évidence.

Est-il possible de convertir toute notre dette consolidée de \$21,570,333 ? Assurément non. Le dernier emprunt de \$3,500,000 a été négocié à 4 pour cent d'intérêt. Il n'y a donc pas moyen de le convertir avec avantage.

L'emprunt français est à 4½ et par obligations amortissables. Pas davantage moyen de le convertir en réalisant une réduction de un pour cent dans le taux de l'intérêt. Ces deux emprunts retranchés de la dette consolidée donnent le résultat suivant :

Dette consolidée, le 30 juin 1888.....	\$21,570,333 00
A déduire, balance de l'emprunt français à 4½ pour cent, de 1880.....	\$3,385,060 00
A déduire, l'emprunt de 1888.....	\$3,500,000 00
	<hr/>
Balance à convertir.....	\$14,185,273 00

Si on pouvait convertir cette dette de \$14,185,273 au pair, en diminuant l'intérêt de un pour cent, l'économie annuelle serait de \$141,852 ; soit \$108,148 de moins que la somme calculée par l'honorable premier ministre. C'est déjà une différence, une réduction qui en vaut la peine.

Mais il est certain que la conversion au pair n'est pas possible. Il faudrait assurément payer une prime élevée pour les titres actuels de notre dette. Est-ce qu'il y aurait, dans cette opération, une marge suffisante pour que la Province en retire des avantages immédiats, qui contrebalanceraient et au-delà les sacrifices qu'elle lui imposerait dans l'avenir ? Je n'hésite pas à dire que non, et j'appuie ma conclusion sur les calculs suivants, que j'ai faits pour la somme ronde de \$14,000,000. D'abord, il n'y a pas de doute qu'à l'échéance des obligations actuelles, nous pourrions emprunter à 3½ pour cent au pair. Les rapides développements du crédit public, et la prodigieuse accumulation des capitaux à notre époque, et qui ira toujours croissante, grâce à l'étonnante activité des moyens les plus en plus grands qui les produisent, nous sont une sûre garantie sous ce rapport.

Calculons pour un terme de 20 ans à 5 pour cent, et de 45 ans à 3½, ce qui fait le terme de 65 ans des obligations destinées, par la conversion, à remplacer celles actuellement sur le marché.

L'intérêt de \$14,000,000 à 5 pour cent est	
de \$700,000 par année, et pendant 20	
ans de .....	\$ 14,000,000 00
L'intérêt de \$14,000,000 à 3½ pour cent,	
serait de \$490,000 par année, et pendant	
45 ans de .....	22,050,000 00
Plus capital à payer à l'échéance .....	14,000,000 00
Montant .....	\$ 50,050,000 00



Dans ces circonstances, la Province aurait à payer, dans le cours de 65 ans, en capital et intérêt, la somme de \$50,050,000.

Voyons maintenant quel serait le résultat d'une conversion faite immédiatement pour le terme de 65 ans, à 4 pour cent, et à une prime de 10 pour cent.

Capital actuel.....	\$ 14,000,000 00
Prime de 10 pour cent à y ajouter.....	1,400,000 00
Montant.....	<u>\$ 15,400,000 00</u>

L'intérêt annuel de \$15,400,000 à 4 pour cent serait de \$616,000.

Et pour les 65 ans de.....	\$ 40,040,000 00
Plus capital à payer à l'échéance.....	15,400,000 00
Montant.....	<u>\$ 55 440,000 00</u>

Avec cette conversion, la Province paierait, dans le cours de 65 ans, la somme totale de \$55,440,000.

Comparons maintenant avec la somme à payer par la Province dans le premier cas calculé plus haut :

Somme à payer par la conversion à une prime de 10 pour cent, avec intérêt à 4 pour cent.....	\$55,440,000 00
Somme à payer en attendant l'échéance, dans vingt ans, des titres, et en les remplaçant par des nouveaux à 3½ d'intérêt pour le terme de 45 ans.....	<u>50,050,000 00</u>
Perte pour la Province par la conversion....	\$ 5,390,000 00

J'établis donc par ces chiffres, et d'une manière incontestable, que bien que l'intérêt annuel pendant les premiers vingt ans serait diminué de \$84,000, l'intérêt plus élevé que

la Province paierait pendant les 45 ans, avec la conversion, lui ferait enfin de compte subir une perte de \$5,390,000.

J'ai fait des calculs semblables pour la conversion avec primes de 5 et de 15 pour cent. A la prime de 5 pour cent, la perte serait de \$2,870,000, et à celle de 15 pour cent, elle s'élèverait à \$7,910,000.

J'en conclus donc que dans les circonstances, il n'est pas possible d'opérer une conversion réellement avantageuse. Je crois que le gouvernement devrait abandonner ce projet pour une autre raison ; c'est que pour opérer la conversion il faudrait renoncer au droit de rachat pendant 65 ans, et, par conséquent, à l'idée de payer notre dette avant cette lointaine échéance.

Je conclus sûrement aussi que le Gouvernement ne peut pas compter sur la conversion de la dette pour diminuer les dépenses, en réduisant de beaucoup la somme annuelle à payer pour le service des intérêts.

La principale proposition financière du Gouvernement pour accroître le revenu, a été l'augmentation de la subvention fédérale, suivant la résolution adoptée à ce sujet par la conférence interprovinciale. J'ai exprimé mon opinion, lors de l'intéressant débat sur cette question pendant la dernière session. Je n'ai pas à discuter aujourd'hui le principe de cette politique. Je ne fais que juger si nous sommes plus près, cette année, de l'adoption définitive de cette réforme importante du système actuel qui fixe les subsides à être payés par le Gouvernement fédéral aux diverses provinces de la confédération. Le ministère ne saurait sérieusement le prétendre.

Je n'hésite pas à exprimer la conviction que, bien loin d'avoir fait du progrès dans l'opinion publique, depuis la dernière session, les résolutions de la conférence interprovinciale ont plutôt perdu du terrain. Examinons un peu ce

qui s'est passé à ce sujet. Le ministère n'a pas proposé les résolutions au Conseil législatif. De sorte qu'il n'est pas même en mesure de prouver au Parlement impérial que l'œuvre des délégués qui se sont réunis à Québec a été approuvée par cette Législature. Il en est de même pour les Provinces de l'Île du Prince-Edouard, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie Britannique.

J'ai dit à la dernière session, et je répète aujourd'hui, qu'il est certain que le parlement impérial n'amendera jamais l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de la manière proposée par la conférence, avant que ces amendements ne lui soient demandés par des adresses des deux Chambres à Ottawa, par le parlement fédéral. On disait qu'après la prorogation des Chambres, en juillet dernier, plusieurs des ministres provinciaux qui ont pris part aux délibérations de la conférence se hâteraient de partir pour l'Angleterre, afin de saisir le parlement impérial de l'importante question des amendements à notre charte constitutionnelle qu'ils avaient rédigés à Québec. Il n'en a rien été, et pour quelle raison ? C'est qu'ils ont fini par comprendre qu'ils feraient un voyage inutile, et qu'ils reviendraient avec leurs résolutions en portefeuille, parce que les chefs politiques de la Grande Bretagne n'auraient pas manqué de leur dire de les faire adopter, en premier lieu, par le parlement du Canada, avant de les soumettre au parlement de l'empire, la politique de ce dernier étant de s'ingérer le moins possible dans les affaires intérieures des colonies qui jouissent du gouvernement responsable.

Puisque l'adoption des résolutions par le parlement fédéral est une condition essentielle au succès définitif de l'œuvre de la conférence, il est de toute évidence que pour obtenir ce résultat, le parti libéral devait faire de cette question un article de son programme politique fédéral. Il n'en

a rien fait, au moins jusqu'à présent. L'opposition libérale à la Chambre des Communes a laissé proroger le parlement fédéral, l'année dernière, sans le saisir des résolutions de la conférence. Les chefs libéraux dans la politique fédérale n'ont pas commencé à agiter la question devant l'opinion publique. La soumettront-ils aux deux Chambres à Ottawa, au cours de la présente session? C'est ce que nous verrons.

En supposant que le parti libéral fasse des résolutions de la conférence un article de son programme, il s'écoulera encore un temps assez long avant que le peuple puisse trancher la question en se prononçant pour ou contre les amendements proposés à la constitution, pour ou contre l'augmentation des subventions fédérales aux provinces. Suivant toutes les probabilités indiquées par la situation politique actuelle, les élections générales pour la Chambre des Communes du Canada n'auront pas lieu avant trois ans. Et quand l'électorat de la Province sera appelé à rendre son jugement sur l'œuvre du ministère fédéral et du parlement actuel, ainsi que sur les programmes politiques qui lui seront soumis pour l'avenir, qui sait quelle sera sa décision? Qui vous dit qu'il se prononcera en faveur de l'augmentation des subventions aux Provinces? N'y a-t-il pas plutôt raison de croire que lorsqu'il aura entendu discuter le sujet sous toutes ses faces, qu'il comprendra bien que pour payer deux millions de piastres de plus annuellement aux Provinces, le parlement du Canada sera nécessairement obligé d'augmenter d'autant les taxes fédérales, il en viendra à la conclusion de ne pas approuver la résolution de la conférence interprovinciale.

De ces aperçus du mouvement politique probable au sujet de l'œuvre de la conférence, je puis conclure avec sûreté que le ministère serait très imprudent de continuer à dépenser aussi largement qu'il le fait, en comptant, pour mettre

fin aux déficits, sur un revenu additionnel par l'augmentation de la subvention annuelle qu'il reçoit du Gouvernement fédéral.

Les deux principaux projets de mesures financières du Gouvernement pour diminuer les frais du service public, accroître le revenu ordinaire de la Province, par la conversion de la dette et le subside fédéral, ne lui offrent donc aucune ressource prochaine et sûre pour lui permettre d'équilibrer ses budgets de recettes et de dépenses. Si le ministère ne réduit pas les dépenses, ou s'il ne prend pas des moyens sérieux et efficaces d'augmenter le revenu, il va continuer à endetter la Province de centaines de mille piastres annuellement. Il sera bientôt étreint par des embarras financiers tels que la Province ne pourra en sortir sans s'imposer de très lourds sacrifices. Des hommes politiques, des administrateurs habiles, sages et prévoyants, des hommes d'Etat qui se font une juste idée de la grandeur de leur devoir et de leur responsabilité, ne laisseraient pas aller ainsi la barque à la dérive et se briser sur les écueils, en se berçant peut-être de l'espoir de pouvoir échapper personnellement au naufrage, en abandonnant à temps le vaisseau au sort malheureux qu'ils lui ont préparé.

Que l'on soit convaincu que je ne jette pas un vain cri d'alarme, inspiré par le besoin de favoriser la cause politique du parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir, depuis aussi longtemps que je m'occupe de promouvoir les intérêts publics par tous les moyens légitimes et honorables à ma disposition. Je parle sincèrement, en n'obéissant qu'aux sentiments que le patriotisme le plus désintéressé peut et doit faire partager à tous les honorables membres de cette Chambre. La gestion du gouvernement actuel n'est pas de nature à mettre nos finances dans l'état de solidité qu'il a solennellement promis, et qui est nécessaire pour la garantie de l'avenir. Je le proclame, parce que c'est mon devoir de

le dire, et de le dire hautement, sans craindre les reproches injustes de ceux qui sont, soit intéressés au maintien du déplorable état de choses dont il est si facile de prévoir les tristes et dangereuses conséquences, ou trop partisans pour ne pas voir où leurs chefs les conduisent.

Il y a à peine un an que le Gouvernement a négocié l'emprunt de \$3,500,000, et déjà il est dans l'obligation immédiate d'emprunter de nouveau. Il reste encore à payer une somme considérable à-compte du capital d'ici à la fin de l'exercice en cours. L'honorable trésorier a inscrit au budget de l'année prochaine \$765,000 pour les subventions aux chemins de fer, et \$270,853.93 de dépenses spéciales qu'il persiste, contrairement aux principes sûrs de la finance, à vouloir considérer entièrement comme dépenses extraordinaires. Ces deux montants qu'il prévoit être appelé à payer dans le cours de l'exercice de 1889-90, s'élèvent, réunis, à \$1,035,853.93. Si vous y ajoutez la balance à payer pour les mêmes fins, d'ici à la fin de l'année financière courante, vous calculez que d'aujourd'hui au 30 juin 1890, le Gouvernement aura à payer, d'après les prévisions de l'honorable trésorier lui-même, environ \$1,400,000 pour les dépenses extraordinaires et spéciales. Pendant le même intervalle, il lui faudra aussi payer \$460,000 en vertu de la loi de la dernière session réglant la question des biens des Jésuites. C'est un montant à déboursier, dans le cours d'un an et quelques mois, de \$1,860,000, sans compter la somme de l'intérêt des débetures des trois compagnies de chemins de fer dont il a reçu les dépôts.

Et pour faire face à toutes ces obligations, dont les échéances vont rapidement se succéder, le Gouvernement n'a pas aujourd'hui une seule piastre disponible, à part la balance des dépôts qu'il a récemment reçus des trois compagnies de chemins de fer mentionnées dans l'état des recettes et des dépenses de la Province depuis le premier

juillet jusqu'au 31 décembre 1888. Il lui faut donc emprunter sans délai. Il a même déjà commencé. Au lieu de demander à la Chambre l'autorisation de faire un nouvel emprunt à long terme, il emprunte des compagnies de chemins de fer, en employant les dépôts qu'elles lui ont faits pour l'intérêt de leurs débetures, au paiement des échéances de la dette flottante et des dépenses spéciales. Dans un an et quelques mois, les \$2,229,670 des dépôts de ces compagnies auront été dépensés, et le Gouvernement restera obligé de payer l'intérêt des débetures pendant huit ans dans deux cas, et pendant six ans dans le troisième. Il lui faudra alors emprunter pour payer cet intérêt. L'emploi des dépôts de ces compagnies au paiement de la dette flottante, est donc aussi bien un emprunt que si le Gouvernement allait placer des débetures de la Province sur le marché monétaire. Pour le prouver d'une manière péremptoire, il me suffit de dire, et l'honorable trésorier ne me contredira certainement pas, que la balance de ces dépôts sera comptée dans la dette de la Province, sous le titre d'emprunts temporaires et dépôts, dans le tableau annexé aux comptes publics de l'année courante. En deux ans et demi, vous aurez emprunté \$5,729,670. Et pourtant le ministère avait bien solennellement promis de

- mettre fin au système des emprunts.

Je ne saurais terminer ces remarques sans dire quelques mots pour apprécier les résultats regrettables de l'action du Gouvernement sur le mouvement politique général du pays. Quand le cabinet demande à la Chambre de voter à la couronne les crédits nécessaires au service public, c'est le temps le plus opportun de faire une revue générale, non-seulement de la situation des affaires financières, mais aussi de la situation politique, pour juger si les ministres responsables ont travaillé, comme ils le devaient, à les rendre toutes deux aussi favorables et aussi satisfaisantes qu'il soit raisonnablement possible de le péter, et si, oui ou non, ils méritent

la confiance des représentants du peuple et de l'électorat lui-même. J'ai dit ce que je pensais de la gestion financière du Gouvernement. Pour accomplir tout mon devoir dans cette occasion importante, il me reste à faire, au sujet de l'action du ministère sur la politique générale du Canada, les considérations suggérées à tout observateur attentif de ce qui se passe, se fait et se dit depuis deux ans.

En prenant les rênes du pouvoir, le nouveau ministère avait deux grands devoirs à remplir : bien gouverner la province, et travailler patriotiquement à consolider l'œuvre de la confédération des provinces. Son administration et les travaux de sa législation ne se recommandent certainement pas à l'approbation de la Chambre et du pays. Il serait trop long d'énumérer, avec commentaires, tous les points défectueux des mesures ministérielles que le Gouvernement a soumises et fait voter. D'ailleurs, l'opposition les a vigoureusement et savamment critiqués, lorsque la Chambre a été saisie, suivant ses règlements, de chacun de ces projets de loi. Qu'il me suffise de rappeler les discussions si intéressantes soulevées par la loi de la dernière session au sujet de la conversion de la dette, par les mesures relatives aux magistrats de district à Montréal, aux terres publiques, à l'incorporation des compagnies de chemins de fer par lettres-patentes.

Dans un autre ordre d'idées, la politique du Gouvernement est très dangereuse et mérite la censure de cette Chambre. Elle est de nature à entraver le progrès général de la Puissance, en propageant les idées et les préjugés d'un provincialisme étroit qui ne peut que compromettre l'avenir de l'union fédérale. Le régime établi, il y aura bientôt vingt-deux ans, ne fonctionnera harmonieusement et ne produira tous les heureux fruits que nous pouvons en attendre, que si les hommes publics se font un devoir sacré de ne pas provoquer des conflits entre le pouvoir central et



les autorités provinciales. Il serait puéril de se dissimuler que depuis qu'il est à la tête de nos affaires, la tactique du ministère a été de préjuger par tous les moyens possibles l'opinion publique contre les autorités fédérales. Cette politique tend fortement à saper l'édifice de la Confédération à sa base, en ce qu'elle ne peut avoir pour effet que de détruire graduellement la confiance du peuple dans l'efficacité de ses institutions fédératives. C'est le même esprit politique qui a donné l'impulsion, il y a trois ans, au mouvement sécessioniste à la Nouvelle-Ecosse. C'est le même esprit politique qui, depuis deux ans surtout, a réussi à jeter l'inquiétude chez une partie notable de notre population, à faire douter de la stabilité de l'ordre de choses qui nous régit, à créer des courants d'opinion favorables à des changements constitutionnels incompatibles avec le maintien du lien qui nous unit à l'Empire dont nous faisons partie, avec notre loyauté à la couronne et à la constitution que nous devons défendre et faire fonctionner aussi bien que possible. Sous ce rapport aussi, le ministère suit une ligne de conduite que cette Chambre devrait fortement désapprouver, si elle veut accomplir la grande mission que le peuple lui a confiée, en la chargeant de contribuer, dans les limites précises de ses attributions, au succès du régime fédéral.

L'honorable trésorier qui commence à s'inquiéter des difficultés de sa position, a terminé son discours en faisant un appel presque désespéré aux hommes de bonne volonté, et à tous ceux qui désirent le salut et la prospérité du pays. Je comprends son anxiété, ses angoisses, lorsqu'il réfléchit sérieusement sur la gravité de la situation financière et politique, que le Gouvernement dont il est membre a faite à la province en si peu de temps.

M. l'Orateur, nous sommes des hommes de bonne volonté, nous désirons le salut et la prospérité du pays. C'est précisément pour cette raison que nous remplissons, avec toute l'énergie et tout le patriotisme possibles, les devoirs impor-

tants d'une loyale opposition. Nous resterons des hommes de bonne volonté, et nous aurons assez de dévouement aux intérêts publics pour ne pas entraver l'action du ministère, quand il travaillera réellement et avec sagesse à les promouvoir. Mais s'il continue l'œuvre politique hasardée, aventureuse, prodigue, qu'il poursuit depuis son avènement au pouvoir, nous serons encore, en le combattant, des hommes de bonne volonté, mais pour le bien de la province, pour son avenir que nous voulons faire heureux, prospère et grand.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.— M. le Président, il est trop tard pour entreprendre ce soir de répondre aux critiques fort habilement présentées par l'honorable député de Montmorency, mais je saisirai la première occasion qui se présentera pour répondre à ce discours.

En attendant, je demande que la Chambre se forme en comité des subsides pour adopter quelques crédits non contestés puis, nous ajournerons.

Les crédits suivants sont adoptés en comité du budget :  
Budget supplémentaire des dépenses de la Province de  
Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1889.

<i>Législation.</i> — <i>Conseil législatif</i> : — Traitements	
et dépenses contingentes, impression, reliure,	
etc., comprises . . . . .	\$ 2,542 15
<i>Assemblée législative</i> : — Traitements et dépenses	
contingentes, impression, reliure, etc., com-	
prises . . . . .	12,552 01
<i>Gouvernement civil.</i> — Dépenses contingentes	
des départements publics . . . . .	8,287 50
<i>Administration de la justice, etc.</i> — Police : Ma-	
gistrats de police, Montréal, etc. . . . .	1,733 33
<i>Institutions littéraires et scientifiques.</i> — Ecole	
de navigation, Québec . . . . .	250 00

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du lundi, le 18 février 1889.*

SOMMAIRE:—Dépôt d'un projet de loi — Proposition relative à l'embellissement du palais législatif: MM. Faucher de Saint-Maurice, Dôchéne (de l'Islet), Turcotte et Lafontaine.— Proposition concernant l'affaire du colon Leclerc, dans le canton de Wells: MM. Lynch, Duhamel, Nantel, Poupore, Gagnon, Blanchet et Rochon. La suite du débat est renvoyée à une autre séance.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et quarante-cinq minutes.

TRANSMISSION DES DOSSIERS EN MATIÈRE ÉLECTORALE.

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois-Rivières, procureur général.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier la loi électorale. C'est pour permettre l'envoi par l'express aussi bien que par la poste, du bref et autres documents, se rapportant à une élection, et qui sont confiés à la garde du greffier de la couronne en chancellerie.

Le second point auquel se réfère ce projet de loi, est celui-ci: il pourroit aussi à donner au greffier de la couronne en chancellerie, le pouvoir de se nommer un assistant, car il arrive souvent qu'il est appelé en même temps devant divers tribunaux pour plusieurs procès en invalidation.

Ce projet de loi est adopté en 1ère délibération.

L'EMBELLISSMENT DU PALAIS LÉGISLATIF.

M. **Faucher de Saint-Maurice** — *député de Bellechasse.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé

sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances échangées entre les peintres, les sculpteurs, ou autres artistes à propos des peintures, sculptures, fontaines destinées à l'embellissement du palais de la Législature de Québec.

Ce sujet ferait l'objet d'une longue conférence, s'il me fallait le traiter avec tous les développements qu'il comporte ; mais que la Chambre veuille bien me permettre de lui communiquer brièvement quelques impressions et quelques souvenirs de voyage.

Lors de mon dernier voyage en France, j'ai visité l'atelier de l'artiste qui est chargé de l'embellissement de notre palais législatif. Mes honorables amis, les députés de l'Islet et de Portneuf y étaient. M. Bartholdi l'artiste fameux par excellence m'a fait part de l'étonnement que lui causait le talent primesautier de M. Hébert, talent qui le faisait arriver à la perfection, presque du premier coup. Le groupe que nous avons vu dans l'atelier de l'artiste canadien aura probablement les honneurs du Salon. La Province de Québec a droit d'être fière de cet artiste. Il n'est pas le seul qui fasse honneur à notre pays ; les deux Hamel, Plamondon, Genest, occupent aussi un rang honorable.

M. Bartholdi avait promis à M. Beaugrand de faire la statue de Montcalm, pour être placée devant la caserne du général Boulanger à Paris. A ce propos il était venu à l'idée de l'honorable député de Portneuf, de mettre la statue de Garneau devant la fontaine placée en face de ces édifices.

L'année dernière j'avais l'honneur de rencontrer en Amérique, un peintre français, déjà célèbre, M. Gaston Roulet, et voici ce que je disais à la dernière session :

“ Un peintre célèbre, un Français celui-là, mais un français qui vient de faire à Paris la plus belle réclame pour notre pays, en envoyant soixante tableaux canadiens

“ signés par lui ; M. Gaston Rouillet, offre aussi ses services  
“ à notre Province. Il nous propose par mon entremise,  
“ une grande toile historique destinée à notre Assemblée  
“ législative. Elle n'aura à payer que les frais d'études et  
“ de déplacement. N'est-ce pas là une occasion unique  
“ dont le Gouvernement devrait profiter ? ”

M. Rouillet m'a renouvelé son offre. Il m'a dit qu'il ferait une toile historique rappelant les grands faits de notre histoire, et toutes les pages de notre histoire sont grandes. Nous aurions là un tableau de la valeur d'au moins quinze à vingt mille francs, et qui ne nous en coûterait que deux milles.

M. Rouillet est encore jeune, et cependant ses œuvres sont au Louvre de son vivant. Le Gouvernement français lui a ordonné de faire le tableau d'une des épisodes de la mort de l'amiral Courbet, ce vaillant marin que la France pleure encore.

J'espère que nous aurons avant peu une toile de grand maître qui honorerait notre passé historique

**M. Déchène**—*député de l'Islet*. — Je partage entièrement les opinions exprimées par l'honorable député de Bellechasse. Ce qui manque surtout aux jeunes nations, c'est l'orgueil de leur passé, de leurs ancêtres. C'est ce qui nous a manqué jusqu'à présent, c'est cette idée là que j'avais lorsque j'ai demandé à l'artiste canadien de commémorer par ses œuvres l'histoire de ce pays. Il est juste de rappeler au peuple le souvenir de celui qui, par un travail opiniâtre, et un succès qui n'a pas été surpassé, s'il a été égalé, nous a rappelé les hauts faits de nos ancêtres et les grandes figures de notre histoire ; s'il est un homme qui mérite une statue, c'est bien Garneau, qui a écrit l'histoire du Canada telle qu'elle devait être écrite.

Je m'associe de tout cœur au vœu exprimé par l'honorable député de Bellechasse. Je crois que la Chambre

devrait prendre des mesures pour obtenir de M. Rouillet, une de ses toiles déjà célèbres, mais aussi je crois que l'on devrait demander à M. Hébert, de faire un groupe représentant Garneau l'historien. Ce groupe prouverait que nous savons reconnaître ce qu'il a fait pour notre nationalité et pour notre histoire.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général.*—Le Gouvernement est heureux de s'associer aux opinions qui viennent d'être exprimées. En envoyant M. Hébert en Europe, nous n'avons fait que continuer l'œuvre de nos prédécesseurs. C'est un artiste distingué et nous n'avons aucun doute qu'il travaillera avec ardeur et persévérance à embellir notre palais législatif, l'un des plus beaux édifices qu'il y ait dans l'Amérique du Nord, et en même temps nous aurons envoyé à la source de l'art, un homme qui déjà fait le plus grand honneur au nom canadien.

On peut bien le dire sans vantardise, il y a ainsi dans notre pays une foule de talents, et ce qui leur manque, c'est l'occasion de travailler, de développer leurs aptitudes, de se former en face de grands modèles, de s'inspirer par l'étude des chefs d'œuvre des maîtres de l'art. Ainsi, chaque fois que l'occasion s'en présentera, le Gouvernement s'empres- sera de la saisir et de favoriser ceux qui désirent faire ces études, à la source de l'art, et de leur procurer les moyens de se perfectionner.

M. **Lafontaine**—*député de Napierville.*—M. le Président, je crois que l'on peut élargir le terrain de cette proposition et passer à quelque chose de plus pratique. Je ne suis pas contre les arts, loin de là, mais est-ce qu'on ne pourrait pas mettre les sciences et les industries sur le même pied que les arts? Ne pourrions-nous pas aussi envoyer les jeunes gens en Europe, pour y étudier les sciences et le rouage des grandes industries? Pour tout ce qui concerne les

industries nouvelles, nous sommes à la merci des étrangers. Nous avons une école polytechnique, mais ce n'est pas suffisant. Est-ce qu'on ne pourrait pas donner des bourses aux lauréats de cette école, pour leur permettre d'aller étudier ailleurs, et y compléter leur éducation scientifique ? Je ne doute pas que cette suggestion recevrait l'approbation de l'honorable député de Bellechasse.

**M. Faucher de Saint-Maurice.**—Votre suggestion aurait plus d'à propos sur la proposition de l'honorable député de Lévis, dans laquelle il demande copie de la correspondance suggérant d'envoyer en Europe, aux frais de la Province, un certain nombre de jeunes gens de talents.

La proposition est adoptée.

#### L'AFFAIRE LECLERC.

L'honorable **M. Lynch**—*député de Brome*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre :

1° Copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement ou l'un de ses membres, ou toute autre personne, et aussi entre le département des terres de la couronne, et toute autre personne au sujet des lots 10, 11, 12 et 14 du deuxième rang du canton Wells.

2° Copie des rapports faits au sujet de ces lots, depuis le premier juillet 1884.

3° Copie de toutes lettres-patentes émises par le département des terres de la couronne pour tous ou partie de ces lots.

M. le Président, cette proposition m'a été inspirée d'abord par un article du *Free Press* en date du 20 octobre dernier. Dans cet article on accusait Sir Adolphe Caron et M. Costigan d'avoir : premièrement dépouillé un pauvre colon de

sa propriété ; deuxièmement, que la chose avait été faite de connivance avec le ministre des terres de la couronne de Québec ; troisièmement que la demande du colon a été mise de côté, sur l'ordre de ces messieurs ; quatrièmement, que l'agent des terres à Thurso, avait fait un rapport favorable à la demande du colon ; cinquièmement, qu'on a procédé à l'éviction et que la famille du colon a été dépossédée, après vingt-quatre années de dures travaux pour déboiser ce lot. Enfin, sixièmement, que M. Collins alors inspecteur du ministère des terres de la couronne a favorisé ces messieurs dans son rapport sur le lot en question.

Ce sont là des accusations très sérieuses contre l'honorable député de Gaspé et contre moi. Ces accusations n'ont pas été portées seulement dans les journaux en dehors de la Province, mais elles ont été répétées ici également. La conséquence qui en résulte, c'est qu'un grand nombre de personnes sont sous l'impression qu'un nommé Leclerc a été privé illégitimement de sa propriété, grâce à l'influence de deux ministres fédéraux, agissant de connivance avec le commissaire des terres de la couronne à Québec. Si cela était vrai, on ne pourrait pas trouver de châtiments assez sévères pour punir les coupables. Si j'avais agi comme on le dit, je mériterais d'être expulsé de cette Chambre, mais je crois pouvoir prouver dans quelques instants, à l'aide de mes souvenirs, que ces accusations n'ont pas leur raison d'être.

Quels sont les faits M. le Président, car il s'agit d'une question de faits, et non de sentiment. Quand il s'agit du colon on est toujours certain de avoir beaucoup de sympathies, se grouper autour de ce courageux défricheur de la forêt. Tout ce qui peut tendre à le priver de son bien, ou à paralyser ses efforts, est énergiquement condamné par l'opinion publique.

La Chambre sait que le canton de Wells, forme partie de la région de l'Ottawa, considérée comme très riche en mines



de phosphate. La valeur des gisements miniers de cette région est très considérable, et nous en avons eu la preuve lorsque nous avons voulu former un syndicat français, pour l'exploitation de ces phosphates ; on nous a blâmé parce qu'on avait voulu mettre une partie de ces terrains à la disposition de ce syndicat, en disant que nous donnions des valeurs beaucoup trop considérables. Ces richesses minières sont accessibles à tous ceux qui veulent en faire l'exploitation. Le fait que MM. Caron et Costigan sont des hommes politiques et des ministres fédéraux, n'est pas de nature à les priver du droit dont jouit n'importe quel citoyen d'acheter des terrains miniers. Il reste donc la question de savoir si l'accusation qui a été portée contre eux est vraie, c'est-à-dire qu'un pauvre colon a été privé de son bien, pour être donné à deux ministres fédéraux, amis politiques de celui qui présidait à l'administration des terres de la couronne de Québec. Je puis dire que non-seulement dans ce cas, mais que dans tous les autres, jamais je n'ai regardé à la couleur politique de ceux qui s'adressaient à moi ; j'ai toujours décidé suivant les faits, et suivant le mérite des demandes qui m'étaient soumises. Voici ce qui en est ; naturellement on ne peut prétendre que je vais me rappeler de tous les détails avec exactitude, car cette affaire date déjà de quelques années.

Ce canton de Wells était connu depuis assez longtemps, comme étant très riche en gisements de phosphate. M. Costigan avait fait là et ailleurs des explorations depuis quelques années, et en cela il exerçait un droit qui appartient à tous les autres citoyens. Dès l'été de 1883, après avoir examiné à grands frais cette région minière, M. Costigan écrivit au Gouvernement, disant qu'il voulait acheter des terrains en société avec M. Caron. Il mentionna le lot No. 14, dans le deuxième rang du canton de Wells, parce qu'il croyait que ce lot était vacant. Comme question de fait, il n'y avait pas eu alors de demande de transmise au départ.

tement. Mais au mois d'août 1884, on reçut une demande pour une partie du lot No. 14 ; on sait que les terrains à phosphate ne sont pas propres à l'agriculture. Dans sa lettre, M. Costigan ne demandait que des terrains à phosphate. Après que cette demande eut été faite au département, il en est venue une autre de M. Leclerc. Je crois que la lettre de M. Costigan a été reçue le 9 août, et celle de M. Cameron, l'agent des terres, l'a été le 18 du même mois. M. Cameron dit dans sa lettre, que Leclerc était en position de payer son lot. Ces demandes me mirent sur mes gardes, et m'engagèrent à agir avec la plus grande prudence. Si M. Leclerc eut été en possession du lot No. 14, j'aurais été le dernier homme à vouloir le lui enlever.

A peu près dans le même temps—il est à remarquer que nous ayons eu trois demandes à propos de ce lot—it fut reçu un télégramme de Sir A. P. Caron, demandant de lui réserver ce lot ; puis une lettre de M. Cameron contenant la demande de Leclerc, et enfin un télégramme de Sir James Grant, d'Ottawa, me demandant le même lot ; j'ai alors ordonné à M. Cameron, agent des terres à Thurso, de faire une enquête en bonne et due forme, sur tous les faits. M. Cameron, me disait dans son rapport, que Leclerc était un colon de bonne foi, et qu'il résidait là depuis vingt ans. De son côté, M. Costigan, contredisait le rapport de M. Cameron, et affirmait qu'il avait vu le lot dans le mois de juin précédent, et qu'il n'y avait aucun défrichement de fait. En face de ces affirmations contradictoires, j'ai chargé M. Collins de se rendre sur les lieux et de voir si ce que l'on disait était vrai. M. Collins exécuta la mission dont il était chargé et fit la visite du lot en présence du garde forestier, James Currie. Il me fit rapport que Leclerc n'était pas colon, qu'il n'avait pas de défrichement de fait,—j'attire l'attention de la Chambre sur ces faits. MM. Currie et Collins qui visitent tous deux le lot en question,

déclarent qu'il n'y a pas de défrichement de fait, et chose étrange, Leclerc, qui était présent, ne dit rien.

J'ai voulu savoir pourquoi M. Cameron avait fait le rapport dont j'ai parlé tout à l'heure. Voici la réponse que j'ai eu de ce monsieur :

SIR,

" I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 20th instant with copies of the report of W. E. Collins, Esqr., of your department. Mr. James Currie bush ranger concerning lot 14 in 2 rge. Wells, in which you request an explanation of the difference between their reports and mine of the 1st instant.

" In reply I beg to call your attention to your letter of the 13th August last, where I was instructed to make a personal inspection of lots 8, 9, 11, 12 and 14 in 2 range Wells, and report the nature and extend of improvements, on each lot, by whom made and claimed, also whether they are fit for settlement.

" In my report, of the 1st instant. I gave a simple statement of each lot, as I found them, based on information derived from Mr. Leclerc and his wife and my own estimate as to quantity of land cleared, I was obliged to take Mr. Leclerc's owns evidence in this matter, at that time, as those whom I met seemed unable, to give me any information, relative to the claim of Mr. Leclerc (that is particulars) as Mr. Leclerc is a very old settler and was there previous to the time, of many others now settled along the river. Mr. Leclerc showed me the clearance which he informed me, he made on lot 14, and he said, which he also cropped, and used for pasture since he became a resident of the place. I esteemed this clearance, at between two and three acres, (I did not measure it) and which according to my judgement appeared to have been

cropped but at the time of my visit Mr. Leclerc claimed to be used as pasture, therefore the difference between my report and that of Mr. Collins arises, as far as I can see, from wrong information given by Mr. Leclerc, when he stated that he himself cleared and cropped the land in question and the difference of opinion, what really constitutes clearance in the case, as my instructions, called for the quantity of land cleared on each lot. I gave it as I supposed honestly so that you might judge what claim Mr. Leclerc had to improvements, he claimed to have made and at that time I told Mr. Leclerc, that I did not consider his claim to lot 14, was sufficient to entitle him to purchase this lot, unless you would take into consideration, the improvements made by him on other lots, adjoining, and also that there was more tillable land on lot 14 than on each 11, 12 and 13, as on each lot as you descend the river until lot 11, the mountain range approaches nearer the river and on the latter lot there is very little tillable land not enough to do the settlement duty.

“ When I applied the term of bona-fide settler to Mr. Leclerc it was not my intention to be understood, to be based on his claim to lot 14, but to him, for the improvements, he had on the adjoining lots, and I regret very much, that my report, should have conveyed to you this impression, which I did not intend, for that particular lot. ”

Voilà ce que déclare M. Cameron, après les rapports de MM. Collins et Currie ; il dit que Leclerc suivant lui était un colon de bonne foi, non pas pour le lot No. 14, mais pour les lots environnants. Qu'on me permette de lire d'autres documents officiels sur cette affaire. On voudra bien remarquer que je ne pouvais aller moi même sur les lieux, et qu'il me fallait bien m'en rapporter aux dires des officiers de mon département. Voici d'abord les instructions que je transmettais à M. Collins :

“ You will please, upon receipt of inclosed, take commu-

nication of their contents so as to make yourself "au fait" of what is really the difficulty. That being done, see Mr. Costigan, Minister of Inland Revenue, and ascertain from him upon what authority he bases the statements contained in his last communication to the department; particularly as to whether Leclerc is in this matter, acting in good faith and not for the purpose of favoring another person, who desires to purchase the lot to the detriment of Messrs. Caron and Costigan. You had better go up and examine the lot for yourself, and be guided generally by what you believe to be in the best interest of the department. I leave the matter very much to your own judgment and discretion, and will feel obliged, if you will make a report at your earliest convenience.

"(Signed,) W. W. LYNCH.

"Quebec, 8th September 1884.

"W. E. COLLINS,

"Russell House,

"Ottawa."

Voici d'abord le rapport de M. Currie :

"Notre-Dame de Lourdes, September 13th, 1884.

"By the request of W. E. Collins, I proceeded to lot No. 14 in 2nd range Wells, there also being present Jas. McCabe W. E. Collins, John Cosgrove and Baptiste Leclerc.

"After ascertaining the position of the lot by seeing the post between lots Nos. 14 and 15 in 2nd range, I found no improvements that would indicate settlement duty, there being only a small clearance on the bank of the river Lièvre made by lumbermen for the purpose of rolling logs in the river, or what is commonly known as roadway. Mr. Leclerc also acknowledged their being no other improvements on lot No. 14. Mr. Baptiste Leclerc produced trans-

fer deeds showing that he purchased the improvements of lots Nos. 10 and 11, 9 in 2nd range Wells from the deceased S. D. Ackert of Buckingham.

“(Signed)      JAMES CURRIE,  
                                 “ Bush Ranger.”

Voici le rapport de M. Collins :

“ Quebec, September, 1884.

“ Honorable commissioner of Crown Lands,  
                                 Québec.

“ SIR,

“ In obedience to your instructions of 8th instant, I personally inspected lot 14 2, Wells found the post between lots 14 and 15 on river bank, could not find post between 13 and 14, measured off however from first mentioned post south along the river Lièvre about 200 yards which would cover full width of lot. There are no settlement clearances whatever on lot 14, but found an old timber roadway of about 2 acres, now partially covered with second growth, Baptiste Leclerc who was present, declared there was no other clearance on said lot. Saw B. Leclerc's papers on which he based his claim to lot 14, and found first a transfer dated 19th October 53, from one Beaupré to Gascon of all the improvements on lots 9, 10 and 11, in second range Wells, described as being 50 acres in extend. Leclerc stated that Gascon had transferred to R. D. Ackert,—deed could not be found however among Leclerc's papers. Saw the deed dated April 5th, 1860 from R. D. Ackert to Bap. Leclerc described as follows. “ The Faubert improvements in Wells, north of river du Sourd North of large rock or spur of Mountain.”

“ Leclerc's improvements are actually on the fronts of lots 9, 10, 11 and 12 and the Mountain approaches the

river, on the lots 11 and 12 to within a distance of two arpents.

" I would state that at Notre Dame, I meet Mr. James Currie, bush ranger who at my request accompanied me on this inspection and I beg leave to enclose herewith his certificate regarding the improvements on lot 14.

" The application of honorables Messrs. Costigan and Caron for the purchase as a mining location of lots 14 in 2 range should be in my opinion favorably entertained, there being actually no " bona fide " counter claim,

" Respectfully submitted,

" I have the honor to be,

" Sir,

" Your obedient servant,

" W. E. COLLINS,

" Supt. Sales West Branch."

Je prie la Chambre de remarquer que MM. Collins et Currie, s'accordent à déclarer qu'il n'y a pas de défrichement de fait sur le lot que réclame Leclerc. M. Collins est aussi positif qu'on peut l'être, et de plus M. Cameron a reconnu que lorsqu'il avait dit que Leclerc était un colon de bonne foi, il n'entendait pas parler du lot en question. Avec ces renseignements, il me semblait, que je ne pouvais avoir aucun doute sur la nature de la décision que j'avais à donner.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. **Lynch**.—Pendant la suspension de la séance, j'en ai profité pour consulter de nouveau les documents que j'ai en mains, et je m'aperçois qu'il y en a plusieurs parmi eux d'une grande importance, et que pour cette raison je dois citer.

Il y a un télégramme du secrétaire particulier de M. Caron. Le voici : il est en date du 7 août 1884 :

“ Kindly let me know, if lot 14 range 2, township of Wells, county of Ottawa is included in application made by honorable Messrs. Caron and Costigan. Want an answer. (Sign) A. Benoit. ”

Ceci confirme la prétention de M. Caron, qu'il était le premier qui ait fait la demande.

M. Caron lui-même télégraphie à M. Taché :

“ My application as far as I can remember, was for lot 14, range two ; Am under the impression that I have a letter from you in reference to this. Cannot in Rivière du Loup, find documents. Have telegraphed to see if they can be forwarded to you. Will be in Quebec in a few days.”

Comme question de fait, il n'y avait pas eu de demande de faite. Tout ceci indique que M. Caron croyait certainement être le premier à demander ce lot.

Voici la lettre de M. Costigan, à laquelle j'ai fait allusion cette après-midi :

“ I beg leave to apply for lot 14 range 2, township of Wells, in the county of Ottawa.

“ If under your regulations, I would purchase rear half of said lot, it would suit me much better. I would be prepared to remit the price of the lot, or half lot, as you may decide as soon as notification would be given me, that my application has been accepted and what the purchase money will amount to.”

Sir James Grant, le 11 août 1884, écrivait la lettre suivante :

“ For some years past, I have endeavored to develop the phosphate trade in your Province and now for the



"first time, I made application for lot No. 14 second range, township of Wells, county Ottawa."

On voit que Sir James Grant demandait le lot 14 déjà demandé par MM. Caron et Costigan.

Il est étrange que ce lot soit resté aussi longtemps l'objet des convoitises de plusieurs personnes. M. Costigan donne sa version des difficultés qui sont survenues par la suite ; il prétend avoir visité plusieurs fois le lot en question.

Un M. Stuart ami de M. Cameron, agent des terres à Thurso, aurait cherché lui aussi, d'après la version de M. Costigan à s'emparer du même lot. Ce M. Stuart connaît bien M. Leclerc, et il paraîtrait que le télégramme de Sir James Grant aurait été inspiré par le même M. Stuart, car jamais M. Grant jusqu'ici n'avait cherché à spéculer sur les terrains miniers et à phosphate. C'est un médecin qui s'est toujours contenté d'exercer sa profession avec beaucoup de talent et de distinction. Chaque fois que MM. Leclerc ou Grant font quelques démarches, vous êtes toujours certain de voir surgir derrière eux la figure de ce M. Stuart. Nous apprenons l'existence de ce M. Leclerc pour la première fois, en rapport avec cette difficulté ; jusque là le département ne savait pas qu'il y eut un homme du nom de Leclerc, établi dans les environs du lot No. 14. C'était un squatter et à ce titre je concède qu'il avait droit à certains égards, je ne discute pas ce point pour le moment, je dis que toutes les démarches de Leclerc étaient inspirées.

La lettre suivante adressée par M. Cameron au département, est évidemment inspirée par le même M. Stuart. Il fait demander par M. Cameron au nom de Leclerc, si le département est prêt à lui vendre le lot No. 14, comme terrain agricole, sinon, il est prêt à l'acheter comme terrain minier ; or dans ce cas le prix n'était plus le même, puisque c'était \$5 l'acre. Cependant à ce prix il veut acheter quatre lots ; n'est-ce pas là, la preuve que derrière cet homme se

tenait un spéculateur qui voulait faire réussir ses projets, en se couvrant du manteau du colon.

Après ces faits, étant plus perplexe que jamais, je sentis le besoin de m'éclairer davantage, et je demandai à M. Cameron, notre agent, d'aller faire une enquête sur les lieux et de me transmettre ensuite son rapport.

M. Costigan, à qui j'avais envoyé copie de ce rapport, m'écrivit ce qui suit :

" I am just in receipt of yours of the 3 enclosing copy of Mr. Cameron's report on certain lots on the Lièvre, one of which I had applied for, I can readily understand the difficulty you find in the face of that report, in disposing of the lot to me.

" Unfortunately for me there is nothing to show that I applied for this lot through Hon. A. R. Caron over a year ago, but I am sure you will see that there are some suspicious circumstances in connection with this matter.

" A Mr Stewart McLaren's foreman on the Lievre prospected the lot in question. He came to Ottawa on his way to Quebec to purchase the lot about the 5 ult when he reached Buckingham, Mr. Cosgrove with whom he was speaking about the matter, told him that I had applied for lot 14 last summer. He made enquiries of Cameron the agent, and then came to me here and asked me if I had applied for that lot, I told him in good faith that I had, seeing that people were beginning to look after lots above High Falls, and Mr. Caron being absent, I wired your department to know if the application for this lot was all O. K. I need not tell you I was surprised on being informed that there was no record of any such application having been made. I then wrote you applying for this one lot.

Stewart who was on his way to buy the lot himself when he found that he could not get it, went back to Thurso

and saw Cameron the agent who wrote you that Leclerc claimed this among other lots.

Mr. McCabe was associated with Stewart, in fact was on his way to Quebec with him to buy the lot in question but when he found that I was an applicant for it, and knowing that I had actually explored this and other lots, he withdrew from Stewart and bought out one Gorman who had previously purchased fourteen in Range three.

Mr. McCabe who is I believe one of the most reliable settlers on that river knows all about Leclerc's claims.

If Leclerc can secure lot 14 as a squatter, Stewart is to furnish the purchase money. Agent Cameron informs you that Leclerc is ready and willing to pay mineral prices for that one lot. Leclerc does not claim it on account of its mineral worth, he claims it as an agricultural farm which he has improved.

I will not say any thing about the relations between Stewart, Cameron and Leclerc in this matter at present.

Will you do me the favor of allowing the matter to stand for couple of weeks, say until the 22 instant. I will then go to Quebec and see you.

If Mr. Leclerc claims proves to be an honest one I will not press the matter further but if I bring you evidence that it is a bogus claim, made in the interest of Stewart I would then ask your favorable consideration.

Yours very truly.

(Signed)

J. COSHIGAN.

Will you please wire me between this and Monday night if you will delay the matter.

(Signed)

J. C.

On voit que M. Costigan considère que sa demande est la première en date.

J'en viens maintenant à ma première lettre à M. Costigan.

"I desire that you should understand clearly the position I occupy in reference to lot 14, in the second range of the township of Wells, county of Ottawa. The day following the receipt of your letter of the 8th ultimo making application for the purchase of this lot, a letter was received from Mr. Cameron, our agent at Thurso, bearing date the 8th August, in reference to this lot among others. For your information I enclose a copy of Mr. Cameron's letter, on the 11th August a telegram was received from Dr. Grant of Ottawa making application for the purchase of the same lot : but he was immediately informed that an application had already been made for it by Mr. Caron.

"In view of the statement made in Mr. Cameron's letter, before coming to a determination as to what should be done, I ordered an inspection to be made with the view of ascertaining exactly what the situation of the lot was. I am to-day in receipt of Mr. Cameron's report of date first instant, a copy of which I also enclose for your information.

"I have not, at the moment, decided what I shall do, but desire to avail myself of the first opportunity of putting you in the possession of the exact situation of the matter, from which you will see, I am sure, the difficulty in which I am placed.

"I also desire to call your attention to the thirty first section of the mining act of 1880.

Que doit on penser maintenant de l'accusation portée contre nous, que nous voulions pousser l'affaire, sans prendre toutes les informations possibles.

Dans la lettre en réponse à celle-ci, que m'écrivait M. Costigan, on voit que Leclerc n'aurait jamais pu acheter

si Stuart ne lui avait pas fourni l'argent. J'ai déjà fait connaître à la Chambre les instructions que j'avais données à M. Collins, et le rapport qu'il m'a fait. M. Collins va sur les lieux, visite les lots, et constate qu'il n'y a aucun défrichement de fait. M. Currie qui est aussi sur les lieux, corrobore en tous points les dires de M. Collins, comme l'établit le rapport que j'ai cité cet après-midi. Voilà les renseignements que j'avais.

Je désire de nouveau attirer l'attention de la Chambre sur le second rapport de M. Cameron. Je lui avais envoyé le rapport de MM. Collins et Currie, et je lui demandais de m'expliquer la différence qui existe entre leurs rapports et le sien ; il prétend dans ce rapport que j'ai déjà cité, et qui porte la date du 24 septembre 1884, que dans son premier rapport il n'a fait que rapporter les dires de Leclerc et de son épouse. M. Leclerc, dit-il, me montra certains défrichements sur le lot 14 ; il ajoute qu'il a dit à M. Leclerc qu'il ne considérerait pas qu'il avait des droits suffisants sur le lot No. 14, à moins que le département ne prit en considération les défrichements faits sur les autres lots environnants, il ajoute ceci :

“ When I applied the term of *bona fide* settler to Mr. Leclerc, it was not my intention to be understood to be based on his claim to lot 14, but to him, for the improvements he had on the adjoining lots, and I regret very much that my report should have conveyed to you this impression which I did not intend for that particular lot.”

En face de ceci, je décidai que MM. Caron et Costigan pourraient acheter le lot No. 14, et qu'il serait fait comme ils le désiraient. Ce fut donc sur le rapport de MM. Collins et Cameron que le lot fut vendu.

Le *Free Press* a fait des allusions plus ou moins blessantes sur le compte de M. Cameron, à raison de son deuxième rapport. Je crois que ce monsieur a été trompé

par Leclerc, et parce qu'il n'est pas allé sur les lieux, mais jamais il n'a été question de le destituer. Il peut se faire que l'on ait cru que M. Cameron avait été influencé par messieurs Costigan et Caron ; quant à moi, j'ai agi de bonne foi, sur les renseignements que m'ont transmis mes employés.

Cette correspondance a commencée le 7 août 1884, et s'est continuée jusqu'à la fin de novembre de la même année. Des lettres patentes furent émises au nom de messieurs Caron et Costigan pour les lots 13 et 14. Il n'y a pas eu de protesté de la part de M. Leclerc, à qui il fut accordé des lettres patentes pour la partie de terre agricole qu'il y avait dans cet endroit. L'année 1885 se passa et M. Leclerc ne protesta pas. L'année 1886 s'écoula également, sans que M. Leclerc fit entendre la moindre réclamation. Une bonne partie de l'année 1887 s'écoula, encore et M. Leclerc resta muet. J'espère que l'on m'expliquera comment il se fait que les grands défenseurs de ce colon opprimé, aient pu laisser passer trois grandes années sans venir à son secours.

J'affirme ici que jamais pendant les années que je viens de mentionner, une seule plainte n'est venue à mes oreilles. Jamais je n'ai connu la faute grave, très grave dont je m'étais rendu coupable à mon insu, d'avoir volé un colon pour le plus grand avantage et bénéfice de deux ministres fédéraux. Jamais je n'ai vu une accusation aussi futile créer autant de bruit. Si M. Leclerc a eu à souffrir de ma décision qu'on le prouve, et je serai le premier à voter pour qu'on lui accorde une indemnité. Je crois que tout ce qu'on a voulu faire, c'était de l'agitation politique et de parti.

J'ai maintenant devant moi un document très important, et quand j'aurai fini cette discussion, je le passerai à l'honorable commissaire des terres de la couronne avec l'espoir qu'il voudra bien le mettre dans le dossier, afin que les

deux parties aient tous les renseignements de nature à éclairer l'opinion publique sur la valeur de leurs prétentions.

Je veux parler du rapport de M. Lewis.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—Ce monsieur n'est pas un arpenteur provincial, il est employé dans le département du revenu de l'intérieur à Ottawa, c'est-à-dire que M. Costigan est son chef.

L'honorable M. **Lynch**.—Je puis dire que M. Lewis est un homme très respectable ; il signe ses rapports comme arpenteur provincial, naturellement je ne sais s'il l'est oui ou non.

Voici ce qu'il dit à propos de cette difficulté, il adresse ce rapport à M. Costigan :

Monsieur, selon vos instructions du 14 novembre dernier, j'ai fait l'inspection des lots 9, 10, 11, 12, 13 et 14, second rang, township de Wells, afin de connaître la nature et l'étendue des améliorations qui y auraient été faites. Comme je n'ai pu trouver de piquets au front du dit second rang, (la rive est de la rivière du Lièvre) je tirai mes lignes des piquets plantés à l'arrière du susdit rang. Je me suis depuis assuré au département des terres de la couronne qu'il n'y a pas de piquets de plantés au front du susdit second rang. Les améliorations constatées sur les lots ci dessus mentionnés sont comme suit :

Lot.	Acres défrichées.	Maisons.
9	19	1
10	21 1/2	2

Le défrichage sur le lot 11 est pour la plus grande partie de date tout à fait récente. La maison sur le lot 9 est celle de J. B. Leclerc, snr., et la maison sur le lot 9 est celle de J. B. Leclerc, jnr.

J'ai actuellement devant moi des copies des deux rapports faits par M. J. A. Cameron, agent des terres de la couronne à Thurso, le premier en date de "Thurso, 1 août 1884," et le second en date de "Thurso, 1 septembre 1884," et tous les deux adressés au commissaire des terres à Québec.

Le rapport qui porte la date du premier août 1884 est une réclamation de J. B. Leclerc, sen., pour lui-même et son fils, exposée par M. Cameron qui déclare savoir que J. B. Leclerc, sen., a fait des améliorations considérables sur plusieurs lots sur le bord de la rivière du Lièvre au nord de sa jonction avec la rivière du Sourd.

Il appert que le commissaire des terres de la couronne, sur réception du premier rapport de M. Cameron en date du premier août 1884, a répondu à M. Cameron le 13 août 1884 lui donnant les instructions "de faire une inspection des lots 11, 12, 13 et 14, second rang, et faire rapport de la nature des travaux exécutés sur ces lots, par qui ces travaux ont été faits et qui les réclamaient."

M. Cameron fait un rapport très complet (très plein d'erreurs) des lots 11, 12, 13 et 14, mais pour certaine raison il ne mentionne pas les lots 8 et 9, sauf en citant ses instructions.

Commencant par le lot 14, M. Cameron le trouve "occupé comme terre à paturage et ensemencé depuis 24 ans par J. B. Leclerc, sen., entre deux ou trois acres défrichés", etc.

M. Cameron rapporte qu'il a fait son inspection le 27 août 1884. J'ai passé sept jours dans le même endroit en



novembre 1888 et je n'ai trouvé aucun défrichage quelconque sur le lot 14.

Sur le lot 13, second rang Wells, M. Cameron rapporte que 15 acres ont été défrichés ou en partieensemencés et clôturés par J. B. Leclerc, sen., et occupés pendant 24 ans, aussi que les murs d'une maison ont été élevés par J. B. Leclerc, jnr., qui est âgé de 26 ans, marié, et qui vit avec son père.

Le lot 13 ne contient aucun défrichement ; aucune terre n'a jamais été ensemencée, en autant que je puis le découvrir, et il n'y a pas de maison de construite comme cela est décrit par M. Cameron. La maison de J. B. Leclerc, jnr., est située sur le lot 10, environ un demi mille plus bas sur la rivière que cela est rapporté par M. Cameron.

M. Cameron rapporte ensuite ce qui suit : " J. B. Leclerc m'a informé qu'il a passé tous ses droits à son fils pour les lots 13 et 14, second rang Wells, et que les deux lots formaient un superbe champ pour des fins de culture. "

M. Cameron fait le rapport suivant sur le lot 12 : " Lot 12, second rang, Wells, 15 acres défrichés et ensemencés ; occupé pendant 24 ans ; étable en bois équarri d'un côté, couverte en bardeaux, 26 x 28 ; grange couverte en bardeaux ; maison en bois équarri d'un côté, couverte en bardeaux, 26 x 28, etc. "

Le lot 12, 2e rang, Wells, ne contient pas de défrichement et il n'y a ni maison, ni grange, ni étable de construites dessus. Sur le lot 9 se trouve une maison occupée par J. B. Leclerc, sen., qui répond à la description faite par M. Cameron de la maison qu'il rapporte se trouver sur le lot 14. J'ai dit plus haut que M. Cameron avait reçu instruction de faire rapport des lots 8 et 9, mais il ne les a pas mentionnés dans le corps de son rapport. Si M. Cameron avait fait rapport du défrichement et des maisons qui exis-

tent actuellement sur les lots 8, 9 et 10, il n'aurait pas eu 32 ou 33 acres à faire passer pardessus les lots 12, 13 et 14, ni à transporter les maisons de Leclerc près d'un demi-mille plus au nord que leur véritable situation.

“ J'ai maintenant devant moi une copie du *Free Press*, d'Ottawa, du 20 octobre 1888, lequel, sur la quatrième page, contient ce qui comporte être une copie de la déclaration de Leclerc dans laquelle il déclare (sous serment) qu'il a demeuré sur les lots 13 et 14 township de Wells, durant vingt-huit ans; qu'en 1884 il était en possession paisibles de ces deux lots et qu'il les a, pendant vingt-quatre ans, défrichés et cultivés continuellement, etc. ”

Autant que je puis m'en assurer, J. B. Leclerc, snr., a vécu dans la même maison qu'il occupe aujourd'hui, pendant les derniers vingt-quatre ans, c'est à-dire sur le lot 9 et non sur les lots 13 et 14, comme il le dit. Quant à son défrichement et à sa culture continuels, on m'informe qu'il a fait bien peu de travaux sur les lots 9 et 10 depuis qu'il a acheté les améliorations d'un nommé Gabriel Foubert, il y a près de trente ans passés.

Comme il a été quelque peu question dans une lettre publiée dans le *Free Press* d'Ottawa, de ce que Leclerc, snr., aurait fait du défrichement autour d'un vieux chantier, communément appelé chantier Kennedy, et comme cette lettre a été évidemment écrite dans le but de confirmer les réclamations de Leclerc aux lots 13 et 14, je dois dire que ce chantier n'est pas situé sur les lots 13 et 14, mais qu'il se trouve au nord d'un lac s'étendant au-delà de la limite nord du lot 14, il est très probable qu'il est situé dans le lot 17.

Pour plus de facilité, je vais faire un tableau de ce que contient le rapport de M. Cameron sur les améliorations des lots 12, 13 et 14, et je donnerai plus bas l'état actuel des dits lots :

M. Cameron rapporte ce qui suit :

Lot.	Acres défrichés.	Batiments.
12	15	3
13	15	1
14	2 ou 3	0
Total. . . .		4
		32 ou 33

Je trouve sur le

Lot.	Acres défrichés.	Batiments.
12	0	0
13	0	0
14	0	0
Total. . . .		0
		0

Quand je dis qu'il n'y a pas de défrichement sur les lots ci-dessus, j'entends qu'il n'y a rien autre chose que le défrichement fait par les marchands de bois, les bucherons, les faiseurs de chemins et par le feu. Il y a une maison sur le lot 14, près de l'arrière du deuxième rang, et à environ un mille et demi à l'est de la rivière du Lièvre, mais elle n'a pas dû être bâtie plus de deux ans après que M. Cameron ait fait son rapport.

En terminant, je déclare que, en dépit du rapport de M. Cameron et de la déposition de M. J. B. Leclerc en sens contraire, il n'y a aucune amélioration quelconque sur les lots 13 et 14, deuxième rang, township de Wells, et on ne voit aucune trace indiquant que des travaux aient jamais été exécutés.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) Z. B. LEWIS,

Arpenteur, P. L.

Richmond, 3 janvier 1889.

Plus tard le 19 janvier 1889, il adresse la lettre suivante à M. Costigan :

“ Monsieur.— Depuis que je vous ai remis les plans et rapports de l'arpentage et de l'examen que j'ai faits des lots 9, 10, 11, 12, 13, 14, second rang, township de Wells, d'après vos instructions du 14 novembre dernier, j'ai reçu une copie certifiée du plan du dit township, tel qu'arpenté par Richard G. Burton, C. L. S. en 1853, et je suis heureux de vous informer qu'il est entièrement conforme sous tous rapports à mes plans et rapports, indiquant que le défrichement à cette date (depuis cette époque-là Leclerc n'a pas défriché plus de cinq acres, autant du moins que je puis m'en assurer) ne dépassait pas le lot 10.

“ Mon examen démontre que la maison de J.-B. Leclerc, sen., se trouve sur le lot 9 et celle de son fils sur le lot 10, et qu'il n'y a pas de défrichement sur le lot 11, sauf celui qui a été fait récemment, soit trois acres environ.

Sur les lots 12, 13 et 14, il n'y a pas plus de défrichement que sur la main, excepté une maison en bois rond, bâtie pendant les trois dernières années par des commerçants de bois ou des bucherons. Je puis dire que la limite ouest des 100 acres en arrière, tel que l'indique le plan, est une continuation de la ligne entre le 2e et le 3e rang du township de Wells, laquelle lors du premier arpentage ne se prolongeait pas au-delà de la limite sud du lot 15.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

J. B. LEWIS,

Arpenteur, P. L.

Voilà des affirmations de faits, qui, si elles ne sont pas exactes, peuvent être facilement contredites.

Que l'honorable commissaire des terres de la couronne envoie quelqu'un sur les lieux pour s'assurer si les faits relatés par M. Lewis sont exacts oui ou non ; d'ailleurs nous avons les rapports de MM. Collins, Currie et Cameron qui corroborent celui de M. Lewis.

L'honorable commissaire des terres de la couronne a été assez bon de me passer une copie de la déposition de M. Leclerc, je vois que dans sa déclaration ce monsieur dit :

“ Qu'en 1884, j'étais en possession publique et paisible de ces dits lots (les lots 13 et 14) depuis au delà de vingt-quatre ans.

“ Qu'à cette époque, j'avais en état de culture sur le lot No. 13, au moins trente arpents de terrain, et sur le lot No. 14, trois ou quatre arpents de terrain.

“ Que j'aiensemencé tous les ans, mon dit terrain sur les dits lots treize et quatorze, trois ou quatre arpents de terrain.

“ Que j'aiensemencé tous les ans, mon dit terrain sur les dits lots treize et quatorze dans le deuxième rang du township de Wells. Qu'en 1884, ce dit terrain était aussiensemencé.

“ Que ce qui n'était pas encore défriché des dits lots treize et quatorze a toujours servi de paturage pour mes animaux.

“ Ces lots que j'ai acquis, vers l'année 1860, d'un nommé Ackert, sont bien propres à la culture.

“ Qu'en 1884, comme aujourd'hui, il y avait sur les dits lots treize et quatorze, des gisements de phosphate, que j'avais découverts depuis assez longtemps.”

Comment concilier ces affirmations contradictoires ? . . .  
Ou ce monsieur Leclerc se trompe, ou les messieurs dont je viens de donner les noms font erreur eux-mêmes, ou ont

été de mauvaise foi ; dans tous les cas cela ne peut pas être vrai de part et d'autre. N'est-il pas étrange que cet homme ne se soit pas plaint avant aujourd'hui ? Comment se fait-il donc qu'il ait laissé s'écouler des années et des années, sans élever la voix pour réclamer contre une spoliation aussi évidente, si on en prend son témoignage ?

Le *Free Press* que j'ai cité a annoncé que le Gouvernement allait annuler la vente faite à MM. Caron et Costigan. Quelque soit l'action des ministres sur cette vente, je tiens pour ma part à ce que la vérité et toute la vérité soit connue et exposée devant le public.

Quant aux accusations du *Free Presse*, je déclare qu'elles sont fausses du premier jusqu'au dernier mot, tout ce que le Gouvernement jugera à propos de faire, pour arriver à la vérité, il peut être certain qu'il aura mon appui le plus sincère et le plus cordial. Je connais le cœur généreux qui bat dans la poitrine des hommes distingués qui portent les noms de Caron et de Costigan, et j'affirme ici de la manière la plus solennelle, que ni l'un ni l'autre ne voudrait priver un pauvre colon de sa propriété. M. Costigan m'a dit lui même à maintes reprises et de la manière la plus formelle possible ces paroles significatives que je communique à la Chambre, comme preuve à l'appui de ce que je viens de dire. " Je ne veux pas " m'a dit M. Costigan " autre chose que justice et *fair play*, ce que je veux, M. Lynch, c'est d'être protégé contre les spéculateurs, et non pas contre le colon, car je n'ai rien à craindre de lui."

En résumé. je veux pour mon honneur comme homme politique, pour l'honneur de cette Législature, que le Gouvernement fasse une enquête, mais que cette enquête soit aussi complète, aussi large et aussi sincère que possible. La question pour moi, revêt un caractère d'une gravité tout à fait personnelle. Si je n'ai pas été favorisé par la Providence des dons de la fortune, j'ai apporté, Dieu merci, dans

la vie publique un caractère que je me suis toujours efforcé de tenir au-dessus de tout reproche. J'ai été appelé pendant plusieurs années, à un poste de confiance et de grande responsabilité ; je n'ai pas cessé pour un instant pendant ces années de comprendre que la meilleure preuve de reconnaissance que je pouvais donner à mes concitoyens, était l'accomplissement fidèle de tous les devoirs qui relevaient de la charge que l'on m'avait confiée. Puisqu'aujourd'hui l'on m'attaque dans ce que j'ai de plus cher, puisque l'on veut ternir ma réputation, je demande la protection de la Législature de mon pays ; je demande à mes adversaires mêmes, la protection qu'ils ne peuvent me refuser quand elle leur est demandée au nom de sentiments aussi élevés. Je demande que la vérité soit connue, et le jour où elle le sera, j'ai l'intime conviction que mes concitoyens me rendront le suprême témoignage que, s'il m'est arrivé de commettre des fautes, jamais, non jamais, le moindre acte malhonnête n'a entaché mon administration des affaires publiques.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—M. le Président, il s'agit, comme l'honorable député de Brome l'a dit, d'une question très importante. Il est, pour cette raison, d'une absolue nécessité de mettre les faits bien clairement devant la Chambre et devant le pays, afin que l'on puisse porter un jugement éclairé sur la responsabilité qui incombait à ceux qui se sont trouvés mêlés, à un titre quelconque, à cette transaction.

Mon honorable ami a exprimé un désir que je partage absolument ; il nous a dit qu'il voulait que la vérité et toute la vérité fut connue sur cette affaire. Il peut compter sur moi car j'entends que tous les faits soient dévoilés et que rien d'important ne soit laissé dans l'ombre.

L'honorable député de Brome s'est attaché à prouver que la première demande pour les lots numéros 13 et 14 avait été faite par Sir A. P. Caron et l'honorable M. Cos-

tigan, deux ministres fédéraux, il a cité des télégrammes tendant à établir cela, mais ces télégrammes contiennent des assertions toutes gratuites et ils viennent de gens qui n'ont aucune preuve entre les mains pour corroborer leurs dires.

L'un de ces télégrammes est signé par M. Benoit, le secrétaire particulier de Sir A. P. Caron, et est adressé à M. Cameron, agent des terres de la couronne à Thurso. Ce télégramme porte la date du 7 août 1884, et le même jour, M. Cameron lui répond qu'il ne connaît pas de telle demande.

Voici le télégramme et la réponse :

“ Have you any knowledge of an application being made by Hon. A. P. Caron, about a year ago, for lots in the township of Wells, please let me know, as soon as you can.”

(Signed), A. BENOIT.

Thurso, 7 August, 1884.

I have the honor to acknowledge the receipt of your telegram, respecting an application to have been made about one year ago, by the Hon. A. P. Caron for certain lots of public lands, in the township of Wells.

In reply I beg to state that I have no knowledge, of such an application having been made, through me as agent, possibly he might have applied to the department of Crown Lands, Québec, direct and in the event of such being the case, you might communicate with the Hon. Commissioner of Crown Lands at Quebec.

I have the honor to be,

Sir,

Your obedient servant,

(Signed) J. A. CAMERON,  
Agt.



Ensuite, est venu le second télégramme adressé à M. Taché, assistant commissaire des terres de la couronne, conçu en ces termes :

Kindly let me know if lot fourteen range two, township of Wells, county of Ottawa, is included in application made by Hon. Mr. Caron and Costigan ; want an answer.

(Signed)

A. BENOIT,

M. Taché y répondit de suite, et on trouve la note suivante sur le dos de ce télégramme :

Department has no knowledge of any such application in Wells. Communicate with agent at Thurso, P. Q.

August 7th 1884.

(Signed)

E. E. TACHÉ.

Le lendemain, le département des terres reçoit deux lettres de l'honorable M. Costigan demandant le lot No. 14, sans déposer, comme la loi l'exige, un échantillon du phosphate trouvé sur ce lot, ni la somme nécessaire, pour avoir droit d'être inscrit comme réclamant du lot en question.

En passant, je prie la Chambre de bien vouloir remarquer,—c'est là un fait de la plus haute importance—que les demandes de MM. Caron, Costigan et Leclerc ont toutes été faites le même jour. M. Taché a envoyé la chose à notre agent à Thurso, M. Cameron. Il y avait certaines formalités à remplir. D'abord il fallait transmettre au département des échantillons du minerais trouvé sur les lots réclamés ; de plus, il fallait aussi transmettre un affidavit dans lequel on devait déclarer que les échantillons déposés, avaient été recueillis sur le terrain désigné dans la demande.

Avant cela, M. Leclerc avait demandé le lot en question et avait offert de payer comptant le prix d'achat. Voici

une lettre de M. Cameron qui en fait foi. La Chambre me permettra de la lui lire, car elle a un intérêt tout spécial dans ce débat.

M. Cameron écrivait au département et disait ceci :

" J. Bte. Leclerc claims for himself & his son to have large improvements on lots 11, 12, 13 & 14 in 2nd Range of the Township of Wells & that he wishes to purchase for settlement purposes & he says he is prepared to pay for the same as soon as he is permitted to purchase ; he says there exists good indication of phosphate on a portion of said lots at east end, near Front Lake & west of mineral Lot sold Hugh Gorman, & that a few course price only remain on these lots.

" I am aware that Leclerc has considerable improvements on several lots on bank of Lievre, North of its Junction with river de Leonard and that he has a good house and other buildings erected which he has occupied for many years and that his son and family also reside with him, that the lands along the river, are good for agricultural purposes.

" Owing to several parties having prospected the said lots for minerals, Mr. Leclerc is afraid, that the department, will dispose of his lots, for mineral purposes and that he wants to purchase, even if he is obliged to pay mineral price, for that portion on which minerals may have been found, and he hopes that you will give him the preference as he has been a settler of long standing. "

" P. S.—Mr. Currie might inspect this claim, when he goes up river to make other inspections if you think advisable. "

Cette lettre est aussi claire qu'elle pouvait l'être, et il me semble que l'on peut en conclure sans la moindre hésitation ni difficulté que M. Leclerc avait fait sa demande avant le 8 août 1884. Mais ce n'est pas tout, bien qu'il y ait là une

preuve très forte en faveur de Leclerc et qui doit nous engager à croire que sa demande aurait dû avoir la préférence ; il y a encore un autre point. Dans les circonstances que je vais exposer, je sais bien que l'honorable M. Lynch a agi de bonne foi et qu'il a fait pour le mieux, qu'en un mot il a agi avec la plus grande honnêteté possible. Pour moi, là n'est pas la question. Je crois, et je le déclare sans la moindre hésitation, je crois, dis-je, que l'on aurait dû donner la préférence à celui qui était déjà établi sur le lot. On veut que je fasse connaître la vérité. Et bien, j'ai étudié soigneusement le volumineux dossier qui se rapporte à cette question, et je dis franchement l'opinion que je me suis formée après cette étude. On aurait dû, je le répète, donner la préférence à celui qui occupait le lot, même dans le cas où sa demande n'aurait pas été la première en date. Voilà mon opinion, mais je dis qu'il y a des doutes très graves sur la question de savoir si Leclerc n'a pas été le premier à faire des démarches officielles pour avoir ce lot, comme le prouve la lettre de M. Cameron que j'ai citée tout à l'heure.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — Après la demande de MM. Caron et Costigan, est-ce que Leclerc pouvait acheter ces lots ?

L'honorable M. **Duhamel**. — C'est toujours l'histoire du pauvre écrasé par le riche et le puissant.

Il y avait longtemps que Leclerc voulait avoir ces lots ; cela est admis, est constaté en blanc et en noir dans les documents officiels qui forment le dossier. La lettre de M. Cameron que j'ai lue, l'établit de la manière la plus formelle possible ; M. Leclerc offrit de payer pour les lots 13 et 14. Mais ce qui venait encore tout compliquer, c'était la fameuse réserve forestière. Quand un pauvre colon demandait d'acheter un lot, comme dans le cas de Leclerc, par exemple, on faisait arpenter les terres pour favoriser quel-

ques amis aux dépens du trésor public, mais on disait ensuite : “ Ces lots, voyez-vous, n’y touchez pas, ils ne sont pas à vendre. ” Voilà la position dans laquelle se trouvait tout d’abord M. Leclerc, et je dis que c’était là une raison pour le traiter avec plus de faveur le jour où on se décida à vendre.

Que serait-il arrivé si le colon Leclerc avait eu son billet de location ? Il n’y a qu’à prendre la loi 43-44 Victoria, chapitre 12, article 12, et l’on va voir quelle aurait été sa position : je lis la loi que l’honorable député de Gaspé a fait passer en 1880 :

“ Toute personne qui jusqu’à ce moment, a obtenu ou obtient à l’avenir, par simple billet de location, une terre de la couronne, aux prix et conditions ordinaires, pour fins agricoles, et qui n’a pas rempli ou ne remplit pas les conditions voulues, est tenue elle ou son représentant légal, si elle découvre sur telle terre une mine quelconque et veut l’exploiter, de payer une somme additionnelle telle que mentionnée dans les sections 5, 6, 7, et 8 de cet acte, sinon toute vente de terre ainsi faite, peut être révoquée par le commissaire des terres de la couronne. ”

Ainsi, même si un colon n’avait pas rempli les conditions de la vente, par le seul fait qu’il avait son billet de location, il était protégé par la loi. En dépit de ces grands hommes, MM. Caron et Costigan, ainsi que l’établit M. Cameron, M. Leclerc était protégé contre leurs tentatives de le priver de son bien, de le mettre dehors de sa propriété. Il n’aurait eu qu’à payer la différence entre le prix fixé pour les terres vendues pour fins agricoles et les terrains miniers, et il aurait gardé ces lots, malgré les demandes de ces grands hommes. La loi même que nos adversaires ont adoptée lui donnait la préférence, étant donné telles et telles conditions. Si le colon Leclerc n’était pas bon premier, au moins il arrivait second devant le département, vu qu’il

était prouvé qu'il avait fait des défrichements. Mais je dois dire ceci à l'acquit de mon honorable prédécesseur : Je sais que l'honorable député de Brome a été odieusement trompé par les officiers de son département, ainsi que je vais le démontrer tout à l'heure.

Je vais encore plus loin, M. le Président, et je ne crains pas d'affirmer ici que même dans le cas où il n'y aurait pas eu d'améliorations de faites, Leclerc aurait dû avoir encore la préférence, mais les documents que je tiens en mains, et qui vont être déposés sur le bureau de la Chambre, établissent au-delà de tout doute que sur ce point l'honorable député de Brome a été induit en erreur.

Je dis que Leclerc était en possession de ces lots et qu'il avait même fait des améliorations sur ces lots. Et pour qu'on ne soit pas tenté de croire que je fais une affirmation en l'air, je vais l'établir immédiatement. On dit qu'il y a un second rapport de M. Cameron, je le sais, mais il y a aussi la fameuse requête demandant sa destitution, requête qui a été transmise au département dans l'intervalle qui s'est écoulée entre les deux rapports. Qui avait monté cette requête? C'est un nommé Cosgrove, le même qui demandait la place d'agent, et un autre individu du nom de McKabe ; ce sont ces gens là dont on s'est servi pour intimider M. Cameron et qui ont été les entremetteurs dans plus d'une occasion au cours de cette affaire. Ce sont deux hommes qui ont passé par les cours criminelles pour des accusations tellement bien fondées, qu'ils n'ont rien trouvé de mieux à faire que de confesser jugement.

Et, M. le Président, pas plus tard que samedi, j'ai reçu un télégramme de M. Cameron, me demandant la permission de répondre aux assertions fausses et mensongères contenues dans la lettre de l'honorable M. Costigan, publiée récemment dans les journaux, organes de mes honorables amis de l'opposition. J'ai accordé la permission demandée,

car je voulais comme je veux encore que toute la vérité soit connue. En m'empressant de donner cette permission, j'ai été au devant du désir exprimé tout à l'heure par l'honorable député de Brome. Je ne sais quelle va être la réponse que va faire M. Cameron, tout ce que je sais, c'est que ce monsieur veut répondre aux accusations portées contre lui.

M, le Président, je viens de dire qu'il y avait des améliorations de faites sur les lots 13 et 14. Nous avons pour l'établir le rapport de Currie. Par le rapport de M. Collins, que l'honorable député de Brome a lu, on a vu que ce Monsieur est allé faire une inspection spéciale sur les lieux mêmes ; il avait reçu des instructions à cette fin. Ces instructions jouent un rôle si important dans toute cette transaction, qu'elles valent la peine d'être relues. Les voici :

" You will please, upon receipt of enclosed, take communication of their contents so as to make yourself " au " fait " of what is really the difficulty. That being done, see " Mr Costigan, minister of Inland Revenue, and ascertain " from him, upon what authority he bases the statements " contain in his last communication to the Department ; " particularly as to whether Leclerc is, in this matter, acting " in good faith and not for the purpose of favoring another " person, who desires to purchase the lot to the detriment " of Messrs Caron and Costigan. You had better go up and " examine the lot for yourself, and be guided generally by " what you believe to be in the best interest of the Department. I leave the matter very much to your own judgment and discretion, and will feel obliged, if you will " make a report at your earliest convenience.

(Signed) W. W. LYNCH.

On voit bien que l'honorable député de Brome voulait agir loyalement et honnêtement. Il voulait savoir si Leclerc agissait pour son propre compte, ou s'il n'était au fond qu'un

prête nom. On dit qu'il n'avait pas les moyens d'acheter ces lots et que ses démarches, par conséquent, devaient nécessairement inspirer des soupçons graves sur sa sincérité. C'est là le point de départ de toutes les préventions qui sont constamment manifestées contre cet homme. Sa pauvreté devait, aux yeux de ces messieurs, le mettre à la merci d'un autre spéculateur avec lequel il faisait des marchés pour tromper la couronne et frauder d'autres spéculateurs qui, soit dit en passant, avaient bien moins de droit que lui. Sa pauvreté... mais, M. le Président, je ne vaudrais pas, comme fortune, deux sous, et cependant, si j'avais eu une pareille chance de faire une transaction aussi profitable que celle-là, j'aurais eu de l'argent tant que j'en aurais voulu. Parce qu'un homme est pauvre, ce n'est pas une raison pour laquelle il ne puisse avoir de l'argent. Pour moi, voici comment j'aurais envisagé la question : Je ne me serais pas demandé si, étant pauvre, M. Leclerc avait de l'argent, où s'il n'était, à raison de ce manque de ressource, qu'un prête nom. Non. M. le Président, tout ce qu'il s'agit de savoir, se résume à cette question bien simple. Est-ce Leclerc qui voulait acheter oui ou non ? On dit qu'un M. Stewart était son inspirateur, qu'il ne faisait rien sans suivre à la lettre les dires de ce monsieur. Je ne vois rien dans le dossier qui me prouve que cet homme n'est pas aussi honnête, aussi honorable que messieurs Caron et Costigan. Il a vécu longtemps comme voisin de Leclerc ; qui sait ce qui en est... Dans tous les cas on cherchait à le déprécier au profit des ministres fédéraux. M. Collins agissant sur les fameuses instructions qui lui avaient été envoyées à Ottawa, s'est bien donné le garde de faire une enquête sur ce point là. Il n'y a pas un mot dans son rapport sur un sujet pourtant assez important. Voici comment M. Collins rend compte de sa mission au ministre :

“ There are no settlement clearances whatever on lot 14,  
“ but found an old timber roadway about two acres, now

“ partially covered with second growth. Baptiste Leclerc  
“ who was present, declared there was no other clearance  
“ on said lot, saw B. Leclerc's papers on which he based  
“ his claim to lot 14, and found first a transfer dated 19th  
“ Oct., 63, from one Beaupré to Gascon, of all the im-  
“ provements on lots 9, 10 and 11 in 2nd range Wells,  
“ described as being 50 acres in extend. Leclerc stated  
“ that Gascon had transferred to R. D. Ackert, deed could  
“ not be found however among Leclerc's papers. Saw the  
“ deed dated april 5, 1860 from R. D. Ackert to Baptiste  
“ Leclerc described as follows : “ The Faubert improve-  
“ ment in Wells, North of River du Sourd North of large  
“ rock or spur of mountain. ”

“ Leclerc's improvements are actually on the front of lots  
“ 9, 10, 11 and 12 and the mountains approaches the river,  
“ on the lots 11 and 12 to within a distance of two arpents.

“ I would state that at Notre-Dame, I met Mr James  
“ Currie, bush ranger, who at my request accompanied me  
“ on this inspection and I beg lieve to enclose herewith his  
“ certificate regarding the improvements on lot 14.

“ The application of Hon. Messrs. Costigan and Caron,  
“ for the purchase as a mining location of lot 14 in second  
“ range should be in my opinion favorably entertained,  
“ there being actually no *bona-fide* counter claim. ”

Mais, M. le Président, le département des terres de la couronne, aurait, n'est-ce pas, été aussi riche, s'il avait reçu l'argent de Leclerc que celui de MM. Caron et Costigan ? . . .

Je vous prie de remarquer, M. le Président, avec quel soin M. Collins évite de se prononcer sur le premier point ; c'était pourtant extraordinairement important pour oter à la demande de Leclerc ce caractère de sincérité qui la recommandait si fortement auprès du ministre. On avait bien compris cela, puisque dans les instructions, on avait



pris la peine de lui dire de s'informer : " particularly as to " whether Leclerc is, in this matter, acting in good faith " and not for the purpose of favoring another person. " M. Collins se contente de dire, comme je viens de le lire, que la demande de messieurs Costigan et Caron pour l'achat, comme lot minier du lot No. 14, dans le deuxième rang devrait-être, dans son opinion, accueillie favorablement, vu qu'il n'y a actuellement aucune réclamation contraire. Cependant M. Collins avait bien reçu instruction de se rendre compte des choses par lui même, et de dire tout ce qu'il avait appris. Pendant son voyage il a médité, je suppose, sur la position délicate qui lui était faite, sur les besoins particuliers qu'il avait à satisfaire, et sentant le besoin de s'abriter derrière une autre responsabilité, il trouve moyen d'amener avec lui, Currie, garde forestier. Or ce M. Currie montre beaucoup de bonne volonté, et s'empresse d'acquiescer à la demande de M. Collins, et voici ce que l'on trouve dans son rapport qu'accompagne celui de M. Collins.

" By the request of W. E. Collins, I proceeded to lot No. " 14, in second range, Wells, there also being present Jam. " McCabe, W. E. Collins, John Cosgrove et Baptiste " Leclerc."

Voilà toujours les mêmes personnages en scène, ces fameux messieurs Cosgrove et McCabe qui ont si bien administré l'argent de la colonisation dans le comté d'Ottawa, qu'ils ont mérité un si bon certificat des tribunaux criminels du pays :

" After ascertaining the position of the lot by seeing the " post between lots Nos. 14 et 13 in second range. I found " no improvements that would indicate settlement duty. " there being only a small clearance on the bank of the " river Lelièvre made by the lumberman for the purpose of " drawing logs to the river, or what is commonly known as

“roadway, M. Leclerc also acknowledged their being no  
“other improvements on lot No. 14, M. Baptiste Leclerc  
“produced deeds showing that he purchased the impro-  
“vements on lots Nos. 11, 10, 9, in second range of Wells,  
“from the deceased R. D. Ackert of Buckingham.

On dit qu'il n'y a pas d'améliorations, or voilà ce qui a induit l'honorable député de Brome en erreur. S'il n'y avait pas eu de réserve forestière, cette fameuse réserve qui a fait tant de mal dans toute la Province, et si on avait reconnu que l'occupant avait des droits égaux aux réclamants subséquents, si on avait accepté le rapport de M. Cameron, l'agent des terres, si on n'avait pas été au delà de ce rapport, je prétends que justice aurait été rendue à Leclerc.

Voici maintenant un autre document encore signé par le même M. Currie qui avait accompagné M. Collins. Il paraît qu'il s'est repenti d'avoir agi comme il l'a fait, et il donne un autre document fort important. Voici ce qu'il écrit :

“Owing the some oversight of Thurso Post office officials  
“your letter of 25th inst. was received too late for this  
“day's mail.

“In reply I would beg to inform you that I based my  
“report of 13th Sept. 1884, wholly on what information  
“was given by Mr. James McCabe ”.... “ toujours le  
“même M. McCabe ”....

M. **Poupore**—*député de Pontiac*.—Quelle est la date de ce document ?....

L'honorable M. **Duhamel**. — C'est le 27 octobre 1888.

Voici les faits, et je continue à lire :

“... who informed me that he had been passing up and  
“down the river du Lièvre for over twenty five years, and

"that he was prepared to swear that he never knew of any improvements having been made on this lot 14 in second rge. of Wells, by any person for settlement purposes whatever, only what was made by lumbermen for roadway purposes, the thought did not occur to me at the time to ask Leclerc if he had cropped and improved this clearance which consisted of about 2 or 2½ acres, had I done so in all probability my report of 13th September 1884 would be more in accordance with the facts of the case.

"The winter following while on my bush ranging tour on the Lièvre, I was creditably informed by a settler "and corroborated by others present" that fourteen years previous to that date he had drawn grain from of the improvements of lot 14 in second Wells, for J. B. Leclerc which goes plainly to show the information given me by Mr. McCabe was not correct and that Mr. Leclerc had improved and cropped the said lot. Consequently my report of 13 September 1884 is erroneous."

Voici donc, M. le Président, un garde-forestier qui rencontre l'homme même qui pendant quatorze années avait récolté du grain sur le terrain amélioré sur ces lots par Leclerc, peut-on avoir une meilleure preuve de l'existence de ces améliorations. Que l'on veuille bien remarquer que le fait est corroboré par un bon nombre de personnes présentes. Il s'en suit donc que M. Cameron ne s'était pas trompé quand il avait dit que Leclerc avait la possession de ces lots, qu'il avait fait des améliorations, et qu'il avait droit à la préférence sur M.M. Costigan et Caron. On dit maintenant que quand M. Cameron avait parlé des améliorations que possédait M. Leclerc, il n'avait pas en vue le lot No. 14, mais les autres lots à côté. Il y a un fait qui doit frapper tout le monde, c'est que jamais on a dit dans aucun des rapports des employés du département, que Leclerc n'était pas en possession réelle et paisible du lot en question. Même dans le rapport, si évidemment partial, de M. Collins,

que vous aviez effrayé, on ne dit pas, on n'ose pas dire que Leclerc n'était pas en possession du dit lot ; on se contente d'affirmer, ce qui n'est pas le cas, qu'il n'avait pas fait d'améliorations.

Qu'est-ce qu'il y a dans le dossier pour contredire l'affidavit de Leclerc ? Est-ce que l'on peut prétendre que le rapport de M. Currie détruit cet affidavit ; mais on n'y trouve pas un mot qui le contredise formellement sur les principaux points. Leclerc était en possession du lot, ceci ne peut être contesté sérieusement. On contredit bien le fait qu'il y avait des améliorations, mais jamais on ne songe même à contester sa possession ; nulle part vous ne trouvez un seul mot dans ce sens.

Pourquoi Mes-sieurs Costigan et Caron n'ont-ils pas acheté tous les lots 13 et 14 ? Pourquoi, sinon parce que M. Costigan qui conduisait les négociations, et qui, par conséquent, s'était renseigné sur la valeur et la nature des droits de Leclerc, n'osait pas acquérir un titre qui lui paraissait douteux. L'on voit que M. Costigan offre de payer \$250 pour se débarrasser de Leclerc ; c'est dans le dossier en toutes lettres. On a fait plus que cela même. On reconnaissait si bien que Leclerc avait droit aux lots 13 et 14, qu'on a retranché les terrains à phosphate, pour les vendre à MM. Costigan et Caron, et qu'on lui a laissé le reste de ces lots ; pourquoi ce morcellement ? Je dis qu'il n'y avait aucune autre raison que celle que je viens de mentionner. On avait d'abord refusé de vendre à Leclerc, mais on s'est ravisé, et pour tâcher de le faire taire, on lui a donné une partie des lots, tout en réservant la meilleure part à MM. Costigan et Caron, et pour cela on a fait faire un nouvel arpentage. On a coupé des lots en deux, et on a laissé Leclerc en possession de tous ces lots à l'exception des terrains à phosphate. On n'a pas osé le chasser de ces lots tout-à-fait, mais on a pris des mesures pour favoriser des

amis aux dépens de ce colon, bien qu'il eut offert de payer la valeur des terrains miniers, et qu'il eut été le premier à en faire la demande. On va voir plus tard, quand je donnerai lecture de l'affidavit de Leclerc, quels sont les faits.

C'est M. Costigan qui a demandé de faire diviser les lots en deux. Voici sa lettre : d'abord il est bon de remarquer que les échantillons de phosphate ne sont arrivés au département des terres de la couronne qu'en octobre 1884, et cependant la demande remonte au 8 août précédent :

" My dear Mr Lynch, I forward you herewith a specimen of phosphate and affidavit as required by your law. Mr. Caron is to arrange for the payment of the \$395 purchased money in a few days.

" He is writing to know if you could not extend the base line, between ranges 11 and 12 and across lots 14 and 13 thus leaving two lots 14 and 13 of one hundred acres each in range two, and two lots in range one of about 50 acres each fronting on river for settlement.

" I think Mr. Collins who visited the locality would agree with me as to the propriety of such a division of these two lots."

Que fait maintenant M. Collins ? Nous allons le voir :

" With regard to the division of the lots 13 and 14 as suggested by Mr. Costigan, I think it would be most advisable, as it would thereby prevent any possible claim for improvements.

" I would suggest the reserving for mineral purposes the rear part 100 acres of the lots 11, 12, 13 and 14, in the second range Wells. And placing the front parts or residues open for sale, to the occupant or claimant. The said front parts are the only portions fit for cultivation."

Cela empêcherait, dit M. Collins, les réclamations de M. Leclerc pour amélioration sur ces lots; voilà la plus terrible des admissions.

Voici maintenant l'affidavit de M. Leclerc; remarquez bien, M. le Président, que tous les autres documents qui ont été cités jusqu'à présent ou qui forment partie du dossier, ne sont que des affirmations par écrit, mais que ce que je vais lire, est une déclaration assermentée, et que, naturellement, cela vaut infiniment mieux qu'une simple affirmation. On a affirmé, au cours de ce débat, que Messieurs Caron et Costigan avait fait des recherches de phosphate, mais ils ne sont pas les seuls, et Monsieur Leclerc pouvait en faire tout autant. Est-ce à dire que parce que ces messieurs trouvent du phosphate sur un lot, qu'ils peuvent en déposséder le propriétaire? Ce n'est pas une raison, parce que M. Costigan est allé voir, par un beau dimanche, s'il y avait oui ou non du phosphate sur tel lot, que le Gouvernement doit déposséder le pauvre colon qui a défriché ce lot, et le priver du bénéfice de son travail et de ses sueurs.

Rien n'a été produit pour contredire les affirmations contenues dans cette déposition...

M. **Poupore**.—L'honorable commissaire serait-il assez bon de nous donner la date à laquelle cette déposition a été faite?

L'honorable M. **Duhamel**.—Elle a été assermentée à Hull, le 15 octobre 1888. Voici en entier cet important document :

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. }

“ Je, soussigné, Jean-Baptiste Leclerc, cultivateur du canton de Wells, dans le comté d'Ottawa, dans le district d'Ottawa, déclare solennellement que depuis près de vingt-huit ans, je suis en possession de différents lots, dans le dit township

de Wells, et notamment des lots numéros “quatorze et treize,” dans le deuxième rang du même township.

“Qu'en mil huit cent quatre-vingt-quatre, j'étais en possession publique et paisible de ces dits lois, depuis au delà de vingt-quatre ans.

“Qu'à cette époque, j'avais en état de culture sur le lot numéro “treize” au moins trente arpents de terrain et sur le lot numéro “quatorze” trois ou quatre arpents de terrain.

“Que j'aiensemencé tous les ans, mon dit terrain sur les dits lots “treize et quatorze” dans le deuxième rang du township de Wells. Qu'en mil huit cent quatre-vingt quatre, ce dit terrain était aussiensemencé. Que ce qui n'était pas encore défriché des dits lots, “treize et quatorze” a toujours servi de pâturage pour mes animaux.

“Ces lots que j'ai acquis, vers l'année mil huit cent soixante, d'un nommé Ackert, sont bien propres à la culture.

“Qu'en mil huit cent quatre-vingt quatre, comme aujourd'hui, il y avait sur les dits lots “treize et quatorze” des gisements de phosphate que j'avais découvert depuis assez longtemps.

“Que vers l'automne, mil huit cent quatre-vingt-quatre, je me suis aperçu que l'honorable John Costigan, d'Ottawa, aidé de James McCabe, de John Cosgrove, de Currie, employé dans le département des terres de la couronne, voulait m'enlever et me déposer de la plus grande partie de mes lots numéros “treize et quatorze” dans le deuxième rang de Wells, étant les parties où se trouvaient et où se trouvent encore les gisements de “phosphate.”

“Que voyant les agissements du dit honorable John Costigan, et de ceux qui l'aidaient à me déposséder de mes lots, je me serais alors rendu au bureau de M. John A.

Cameron, agent des terres à Thurso, pour lui exposer mes craintes.

“Que le dit John A. Cameron m'aurait alors dit que je ne pouvais pas être privé de mes dits lots “treize et quatorze” que j'avais droit à ces lots de préférence à qui que ce soit, vu ma possession de vingt-quatre ans et les améliorations que j'avais faites.

“Que M. Cameron aurait de plus constaté ces dires et déclarations, dans un rapport qu'il aurait envoyé quelques jours après au département des terres de la couronne.

“Que vers ce même temps là, le nommé James McCabe serait venu chez moi, et sans aucune raison, m'aurait dit en blasphémant : “Que je n'étais pas pour garder mes “mines de phosphate, sur mes lots “treize et quatorze.” “Que l'honorable John Costigan, d'Ottawa, avait fait application pour avoir ces mines, savoir mes dits lots et “qu'il les aurait.”

“Que quelques jours après, seraient arrivés chez moi, au dit township de Wells, ce monsieur Collins, dont j'ai parlé plus haut, et employé au département des terres de la couronne, à Québec, ainsi que James McCabe, John Cosgrove, et le nommé Currie, garde-forestier.

“Que ces messieurs avaient de la boisson avec eux, et qu'ils ont pris plusieurs verres devant moi.

“Qu'après cela ils m'auraient demandé pour voir et examiner mes papiers, et ensuite, ils se seraient rendu sur le lot numéro “quatorze.” dans le dit deuxième rang de Wells, où je les avais suivis.

“Là, monsieur Collins aurait pris une chaîne par un bout et John Cosgrove par l'autre bout, et auraient marché pendant quelques minutes, dans une route tracée par les animaux, et se seraient arrêtés, disant : “C'est assez.”



C'est ici la ligne de division, et auraient planté une espèce de branche, à l'endroit où ils disaient être la ligne.

“ Que cet endroit, n'était pas, n'avait jamais été et n'est pas encore la ligne de division entre le lot “ quatorze ” et le lot voisin.

“ Que toute cette opération aurait été faite en quelques minutes, et qu'aucun papier n'aurait été écrit par qui que ce soit.

“ Que j'étais alors, comme j'avais toujours été avant, et comme j'ai été depuis, un colon de bonne foi, travaillant continuellement ainsi que ma famille sur les dits lots en question.

“ Que tout rapport qui aurait pu être fait tendant à dire que je n'avais pas d'améliorations sur le lot No. quatorze est faux et mensonger.

“ Que depuis la date ci-dessus, savoir depuis l'automne, mil huit cent quatre vingt quatre, j'ai été dépossédé de la plus grande partie de mes lots, Nos. treize et quatorze, savoir de la partie où se trouvaient les gisements de phosphate, qui a été donné à l'honorable John Costigan et à sir A. P. Caron.

“ Que mes dits lots, “ treize et quatorze ” ont depuis été coupés et traversés par des chemins, afin de faciliter Messieurs Costigan et Caron, dans l'exploitation des dites mines, le tout contre mon gré et consentement.

“ Je déclare que j'ai été dépossédé de la plus grande partie de mes dits lots treize et quatorze, injustement, illégalement, au mépris des droits acquis, et seulement pour favoriser l'honorable John Costigan, sir A. P. Caron et leurs amis.

“ Je déclare de plus, que je suis sincèrement convaincu, que les nommés Collins, Currie, Cosgrove et McCaba, sont venus chez moi, seulement pour faire un rapport contre moi

et favorable au dit honorable John Costigan et autres, et décidés d'avance, de me dépouiller de mes lots Nos. treize et quatorze, ce qui d'ailleurs est arrivé, et je déclare de plus que tout rapport fait par eux, et contraire à ce que j'ai dit plus haut, est faux et mensonger.

“ Je dis de plus, que les gisements de phosphate sur les dits lots, ont été découverts par moi, et n'ont été connus du dit honorable John Costigan, que par l'entremise du nommé James McCabe à qui je les avais montrés moi-même, je n'avais pu acheter ces lots du Gouvernement avant ce temps-là, vu mon état de pauvreté, mais en mil huit cent quatre vingt quatre, je travaillais avec mes garçons pour avoir le montant nécessaire, pour payer ces lots, quand ils m'ont été enlevés comme je viens de le dire.

“ Quand je me suis présenté chez John A. Cameron, pour acheter et payer mes lots, en mil huit cent quatre vingt quatre, il m'a alors dit, qu'il y avait une application faite par le dit honorable John Costigan, que c'était une influence considérable et que je pourrais bien être dépouillé. Que les personnes suivantes : Collins, Currie Cosgrove et McCabe, dans mon opinion et d'après ma conscience, ont travaillé pour faire obtenir ces lots et ces mines à M. Costigan, en faussant la vérité et en commutant une grande injustice à mon égard.

“ J'ajoute que j'ai vu une fois l'honorable John Costigan, sur le dit No. quatorze examinant les gisements de phosphate, et je lui ai alors dit : que ce lot m'appartenait. Il a répondu : “Oui”. Mais je veux l'acheter de vous. C'était un dimanche, M. Costigan a alors ajouté : “c'est aujourd'hui dimanche, on ne peut pas faire de marché le dimanche, mais M. McCabe, va vous voir et terminera les conventions.” Quelques jours après j'ai vu McCabe, qui m'a offert deux cent vingt ou deux cent quarante piastres pour mon lot quatorze au nom de M. Costigan. Je n'ai pas répondu à M. McCabe, sur une telle offre.

M. John A. Cameron, agent, est venu dans ce temps-là, visiter les dits lots et a constaté par lui-même mes améliorations sur mes lots treize et quatorze.

Je me rappelle aussi que dans ce même automne 1884, le nommé James McCabe, m'a dit qu'il avait mis mon nom et celui de mon fils aîné, sur une requête, demandant la destitution du dit John A. Cameron, comme agent à Thurso, et la nomination du nommé John Cosgrove, à cette place, je lui ai répondu, qu'il avait eu tort, et que je ne voulais pas signer pour John Cosgrove.

Je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie, et en vertu de l'acte passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour la suppression des serments volontaires et extra judiciaires.

sa  
J.-BTE. ✕ LECLERC,  
marque

Prise et reconnue devant moi en la  
cité de Hull, dans le comté d'Ottawa, dans le district d'Ottawa, ce  
quinzième jour d'octobre, mil huit  
cent quatre vingt huit.

HENRY A. GOYETTE,

Com. de la Cour Sup., district d'Ottawa.

A-t-on jamais essayé de détruire la valeur de cette déposition ? Non, M. le Président. Jamais M. Costigan n'a nié la vérité de ces faits là, jamais non plus, il n'a donné sa déposition assermentée, et il me semble pourtant que la chose en valait la peine.

A l'appui de la déclaration de M. Leclerc, nous avons aussi le fait, très significatif, que M. Collins a retiré son

premier rapport, et qu'a-t-il dit ensuite ? La Chambre le sait, il n'est pas nécessaire de revenir là-dessus. Mais il y a une chose bien certaine c'est que l'honorable député de Brome a été trompé par le rapport de ce M. Collins, rapport entièrement et absolument faux ; ceci a été reconnu par Currie lui-même. Il est faux si on le rapproche et si on le compare avec la déposition assermentée de Leclerc, or je dis que c'est là un fait excessivement grave. S'il faut que les ministres soient trompés par leurs employés, je me demande où nous allons avec un pareil système. Je ne veux pas être trop sévère pour M. Collins ; je prends mon temps. Je veux donner à cet employé le temps de se disculper, et quand ce délai sera expiré, quand il aura donné toutes les explications qu'il croira devoir nous soumettre, il me semble que nous auront bien le droit de voir s'il ne sera pas à propos de le destituer.

On dit que nous voulons remettre ces lots à Leclerc. Si je voyais la moindre chance de le faire, je n'hésiterais pas du tout à prendre une telle décision, mais je crois que la transaction a été faite d'une manière parfaitement légale, c'est pourquoi il ne me paraît pas possible de restituer ces lots à celui qui aurait dû les avoir, si on l'avait traité avec justice. Je dis cela parce que je suis convaincu que ce pauvre colon a été odieusement dépouillé de son bien. Je dis aussi que l'honorable député de Brome a fait là une erreur des plus graves. Loin de l'accuser de mauvaise foi, je serais plutôt disposé à le défendre, mais je n'irais pas aussi loin sur le point de savoir s'il ne lui fallait pas donner la préférence au premier occupant.

Je connais les us et coutumes du département des terres de la couronne, et je puis dire que l'on donne habituellement la préférence aux anciens occupants du sol, dans des cas comme celui-ci.

**M. Nantel**—*député de Terrebonne*.—L'honorable commissaire me permettra-t-il de l'interrompre ? . . .

L'honorable **M. Duhamel**.—Certainement.

**M. Nantel**.—Devons-nous comprendre que le nommé Leclerc a demandé l'émission des lettres-patentes pour les lots en question ?

L'honorable **M. Duhamel**.—Si j'en crois le dernier rapport de M. Cameron, notre agent à Thurso, je suis forcé d'en venir à cette conclusion ; il fallait un billet de location . . .

**M. Nantel**.—Pas du tout, il n'y avait aucun besoin de billet de location. Le *squatter* a droit aux lettres-patentes quand il a rempli les conditions d'établissement.

L'honorable **M. Duhamel**.—Je comprends que le *squatter* a droit à la patente du moment qu'il a fait les améliorations exigées par loi, je dis, dans tous les cas, que Leclerc avait fait certaines améliorations. Si on lui avait donné son billet de location comme on aurait dû le faire, il n'aurait eu qu'à payer la différence entre le prix fixé pour les terrains vendus pour les fins agricoles, et celui exigé pour les terrains miniers. Que dit M. Cameron sur ce point ? Nous allons le voir.

In the Ottawa papers, *Citizen and Evening Journal* of saturday 26 instant appears the honorable Mr. Costigan reports and reply in re, the Leclerc case, second range, Wells.

Herewith I beg to enclose, a copy of a telegram received by me 7th August 1884, and a copy of my letter of the same date in reply, to Mr. Benoit private secretary, to the honorable Minister of Militia, neither of those documents being in your possession, I thought advisable to forward the same to you, and I would like, the exact date of the first application, or the date when honorable Messrs. Costigan and Caron

applied for lot 14 second Wells. Mr. Leclerc applied for his lots at this office, on the 8th day of August 1884, (see my letter to department of that date) and he offered to pay at once for lots 13 and 14 or that portion where phosphate was found under the mining act price of \$5.00 per acre, his other lots he wished under settlement regulations, but owing to this township not then being offered for sale and as only a few sales, having then been made therein, special cases, I was obliged to place before the department, Mr. Leclerc's application for consideration.

It is now my opinion that Mr. Leclerc's application for the mineral portions of lots 13 and 14, second range, Wells, at \$5.00 per acre, was made previous to Messrs Costigan and Caron, this conclusion I have arrived at from Mr. Benoit's telegram to me 7th August 1884, Mr. Leclerc application to purchase here 8th August 1884, and that the sale of these lots were carried out to Messrs. Costigan and Caron, lot 14 on 11th October 1884, lot 13 second range, Wells, on 21st July 1885, which I presume to be the date when they were paid for. Please let me know when the first application was made by Messrs. Costigan and Caron for the said lots.

Ainsi il est clair que si le canton de Wells avait été mis en vente, c'est-à-dire s'il n'avait pas été incluí dans la fameuse réserve forestière de 1883, ou encore, si j'avais été commissaire des terres de la couronne, comme je le suis maintenant, j'aurais été obligé de donner à Leclerc, par l'effet de cette seule déclaration de l'agent, son billet de location, et d'après la loi de 1880, ce colon aurait eu les droits de mine, en payant la différence c'est-à-dire \$5 l'acre, pour toute cette partie des lots, considérée comme terrain minier. Si cette loi inique de 1883 que nous avons supprimée, et que mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre paraissent tant regretter, n'avait jamais existé, Leclerc n'aurait pas été spolié comme il l'a été.

• Je crains beaucoup que nous ne puissions pas venir en aide à Leclerc ; il n'y a pas de réclamation légale, à proprement parler. Il y en a peut-être une en équité. Je dis que, comme question de justice, dans un cas comme celui-ci, c'est le premier occupant qui a droit à la préférence, et c'est là le principe qui me guidera dans tous les cas que j'aurai à décider. Je ne regarderai jamais à la couleur politique de ceux qui s'adresseront à moi. Le premier arrivé sera le premier servi. Si on avait suivi ce principe, on se serait dit : voici deux demandes qui arrivent en même temps ; voici un colon qui prétend être en possession—admettons qu'il n'avait pas d'améliorations, il était au moins en possession—il n'est que juste que ce colon ait la préférence.

**M. Nantel.**—Quand M. Leclerc a-t-il demandé ses lettres-patentes ?

L'honorable **M. Duhamel.**—M. Leclerc ne pouvait pas faire de demande pour ses lettres-patentes, puisqu'il n'avait en tout que quatre acres de défrichement.

**M. Nantel,** Ce n'était donc pas un colon de bonne foi —(rires.)

L'honorable **M. Duhamel.** — L'honorable député ferait bien mieux de ne pas rire, et de m'écouter, peut être comprendrait-il mieux. Il y a des gens, qu'un rien fait beaucoup rire, mais ils n'en sont pas plus fins pour tout cela.

**M. Nantel.**—Combien de temps est-il accordé au colon, pour se mettre en règle avec le département. Vous dites que Leclerc était sur ces lots depuis vingt-quatre ans, et cependant vous admettez qu'il n'avait pas encore droit de demander ses lettres-patentes. C'est donc là la preuve que ce n'était pas un colon de bonne foi, et qu'il n'avait pas droit de réclamer le lot vendu par le Gouvernement comme lot minier.

L'honorable M. **Duhamel**.—Je vous l'ai déjà dit. . . c'est parce que ces terrains étaient compris dans la réserve forestière.

M. **Nantel**.—Mais la réserve forestière n'est établie que depuis six ans, et vous dites que Leclerc était établi là depuis vingt-quatre ans. Tachez donc de vous renseigner avant de parler.

L'honorable M. **Duhamel**.—Je me rappelle d'avoir lu la fameuse lettre de Jean Rivard, publié dans un journal que l'honorable député de Terrebonne doit connaître, puisque c'est la *Presse*, de Montréal, et cette intéressante lecture m'a appris que les *squatters* pouvaient être des colons de bonne foi. Cette thèse-là a été soutenue pendant deux ans par l'écrivain de la *Presse*, avec la haute et intelligente approbation de l'honorable député de Terrebonne, et c'est cette thèse que nous appliquons habituellement au département des terres de la couronne. Avant d'accorder un lot à quelqu'un, nous renvoyons la demande à l'agent de la localité pour savoir si le lot en question est déjà occupé.

On sait qu'il y a des gens qui ne sont pas riches, mais si la loi avait permis à Leclerc d'acheter, quand il a voulu le faire, le 8 août 1884, si la fameuse réserve forestière n'eut pas existé alors, il aurait pris son billet de location, et par la suite il n'aurait pas pu être dépouillé par messieurs Caron et Costigan.

M. **Nantel**.—L'honorable commissaire sait-il que dans la loi créant la réserve forestière, on exceptait toutes les terres propres à l'agriculture ?

L'honorable M. **Duhamel**.—Pardon, ce que je dis là est vraie, et si l'honorable député qui m'interrompt en doute, je lui montrerai les arrêtés du conseil.

M. le Président, j'avais fini mes remarques quand l'honorable député de Terrebonne m'a posé quelques questions



qu'il aurait pu faire, soit dit en passant, d'une manière plus digne et plus respectueuse.

J'ai établi que ce qui est arrivé est très grave, je poursuis l'enquête et j'espère qu'avant la fin de la session, j'aurai d'autres documents à mettre devant la Chambre.

**M. Poupore**—*député de Pontiac*.—M. le Président, je ne vois pas pourquoi l'honorable commissaire des terres de la couronne a parlé avec tant d'animation sur ce sujet. Quelle est au fond la question dont il s'agit dans cette affaire ? A mon avis il n'y a rien de plus simple, et je m'étonne à bon droit que l'on fasse tant de mystère avec une affaire aussi peu difficile à exposer et à comprendre.

L'honorable M. Costigan, voulant aider à l'exploitation minière dans la région de l'Ottawa, fait des explorations et finit par découvrir qu'il y avait du phosphate sur le lot 14 du second rang du canton de Wells. C'est le district minier par excellence de la Province. On s'étonne que plusieurs demandes aient été faites presque simultanément. Moi, au contraire, je trouve que nous ne devons pas être surpris, cela prouve simplement que les gisements miniers sont riches au point d'attirer l'attention de plusieurs personnes à la fois, toutes désireuses d'en faire l'exploitation. Quoiqu'on en ait dit : il reste acquis qu'il n'y a pas un pouce de défrichement de fait sur le No. 14, qui puisse être attribué au travail de ce nommé Leclerc.

L'honorable commissaire des terres soutient, en attendant des preuves plus complètes, que celles qu'il a en mains, que des défrichements ont été faits, mais s'il veut bien faire vérifier les allégués contenus dans le rapport fait par l'arpenteur envoyé sur les lieux par M. Costigan, il ne tardera pas à se convaincre que ces allégués sont strictement exacts et conformes aux faits.

Je voudrais bien savoir pourquoi le Gouvernement met tant de chaleur à discuter cette question ? Quel mobile le

pousse donc à contenancer en quelque sorte les accusations aussi indignes que mensongères lancées par le journal le *Free Press* d'Ottawa.

L'honorable M. Costigan n'a-t-il pas répondu victorieusement à cette attaque du *Free Press*? Ce journal, qui a perdu depuis longtemps tout droit au respect des honnêtes gens, a pris bien du temps pour préparer son accusation, puisque ce n'est que quatre ans après l'époque où ces faits sont arrivés, qu'il cherche à soulever une tempête pour rien. Je connais quelque chose de cette affaire, et je puis vous assurer, M. le Président, qu'avant longtemps le propriétaire de ce journal aura à faire la preuve de l'exactitude de ses accusations ou à les retracter devant le tribunal judiciaire où il va être appelé à rendre compte de sa conduite.

Je connais bien l'arpenteur que M. Costigan a employé, je veux parler de M. Lewis, et je puis vous dire qu'il n'y a pas un homme qui mérite plus que lui, l'estime et la confiance de n'importe quel citoyen de cette Province.

L'honorable commissaire des terres de la couronne dit que M. Lewis n'est pas un arpenteur provincial, j'ignore ce détail; je constate cependant qu'il signe officiellement comme arpenteur provincial. Il réside à Richmond, dans le comté de Carleton, et un grand nombre de citoyens peuvent en parler avantageusement à l'honorable ministre.

Réellement je ne vois pas pourquoi l'honorable commissaire des terres de la couronne, prend feu si vite à propos d'une affaire qui, après tout, n'a pas pu nuire en quoi que ce fut aux intérêts publics. Ce n'est pas parce que l'honorable M. Costigan est ministre fédéral, ce n'est pas parce qu'il appartient au parti conservateur, ce n'est pas parce que le journal qui l'a attaqué injustement, combat en faveur des libéraux, que le Gouvernement de Québec doit se jeter dans la mêlée, et au moyen d'insinuations plus ou moins malicieuses, ternir des réputations jusque là exemptes de tout blâme.

A combien de lots ce nommé Leclerc avait-il droit ? En vertu de la loi, il ne pouvait avoir plus de deux lots. Est-ce une grande injustice de ne pas lui avoir accordé ce lot ou tous les lots qu'il demandait ?

L'honorable M. Costigan m'a dit à moi-même qu'en 1883, il avait fait plusieurs excursions dans cette région, à la recherche de gisements miniers. C'était alors dans la période la plus active de la fièvre de phosphate. Il découvrit sur le lot No. 14, du phosphate, et Leclerc connaissait d'autant mieux le but et l'objet des recherches de M. Costigan, que ce monsieur avait pensionné chez Leclerc à plusieurs reprises et qu'il ne lui avait jamais fait mystère du but de ses visites. Cependant Leclerc ne lui a jamais parlé de ces gisements de phosphate. Jamais Leclerc, pendant toute cette période n'a pensé d'émettre des prétentions à la propriété de ce lot, jusqu'au moment où le nommé Stewart vint le trouver et lui suggéra de réclamer ce lot. Je n'ai rien à dire contre le caractère de M. Stewart ; c'est un honnête homme, mais aussi c'est un homme qui spéculé sur les terrains miniers, et quand il trouve la chance de faire de bonnes transactions, il n'en manque pas l'occasion.

L'honorable commissaire a attaqué violemment M. McCabe, et il l'a accusé d'être presque un voleur ; je puis lui dire que M. McCabe a fait plus de travaux de colonisation avec l'argent qu'on lui a donné que n'importe quel autre conducteur de travaux de ce genre. Si, dans le procès que le Gouvernement lui a intenté, il n'a pas pu se faire acquitter, ce n'est pas parce qu'il avait agi malhonnêtement, ni pour s'être approprié des fonds, mais parce que dans les papiers qu'il devait transmettre au Gouvernement toutes les entrées n'étaient pas faites régulièrement. Ces irrégularités arrivent assez fréquemment, sans qu'on songe à accuser les auteurs de malhonnêteté.

M. McCabe ayant appris que l'honorable M. Costigan avait

fait une demande au Gouvernement de Québec pour avoir ce lot, alla trouver M. Costigan et lui demanda si c'était vrai. M. Costigan lui dit que oui. Ce renseignement ayant été transmis par M. McCabe à M. Stewart, celui-ci, alla trouver sir James Grant, et le décida à envoyer le télégramme que l'on connaît. Tout ces faits donnèrent lieu à une correspondance fort volumineuse, mais chose singulière, il ne paraît pas que le principal intéressé se soit beaucoup occupé de l'affaire avant 1888 et 1889.

L'honorable commissaire nous a lu la déclaration assermentée de Leclerc. Mais comment ce fait-il donc qu'il n'ait pas songé à exposer tous ces faits auparavant? Je ne suis pas loin de croire que le *Free Press*, commence à se rendre compte de la fausse position où ces accusations l'ont placé, et qu'il est au fond, l'instigateur de toutes ces démarches.

L'honorable commissaire a parlé de M. Currie et de M. Collins qui tous deux, d'après lui, auraient reconnu leurs erreurs, et auraient proclamé qu'il y avait des améliorations de faites sur le lot No. 14, après avoir prétendu qu'il n'y en avait pas. Tout ceci prouve qu'il y a conspiration pour ruiner le caractère public de M. Costigan, et le faire passer pour un homme capable de maltraiter un pauvre colon.

L'honorable commissaire a dit que mon honorable ami le député de Brome avait été odieusement trompé par ses officiers.

Quand l'autre jour l'honorable député de Richmond et Wolfe demandait au Gouvernement de lui indiquer un seul colon qui avait souffert sous l'administration des honorables députés de Brome et de Gaspé, l'honorable premier ministre et l'honorable commissaire des terres de la couronne citèrent tous deux l'affaire Leclerc. On en connaît assez long aujourd'hui pour dire ce que vaut cette affaire. L'honorable commissaire a parlé avec beaucoup d'énergie de la déclai-

ration assermentée de M. Leclerc, mais M. Costigan a parlé lui aussi et raconte les faits d'une manière absolument différente. M. Costigan a découvert l'existence d'un arrangement secret entre Stewart et Leclerc, par lequel Stewart avançait l'argent nécessaire à Leclerc pour acheter tous ces lots, à condition que Stewart aurait les terrains miniers, Leclerc devant se contenter de la partie des lots propres à l'agriculture. Si l'honorable commissaire connaissait parfaitement tout ce qui s'est passé, il verrait que le rôle joué par M. Cameron n'est pas enviable du tout. Après ce qui s'est passé, quelle confiance peut-on avoir dans un homme comme lui ? Quel rapport faut-il prendre, car il ne se gêne pas d'en faire plusieurs, différents les uns des autres, de la manière la plus formelle possible.

N'est-il pas vrai M. le Président, qu'en 1880, cette Législature a passé une loi des mines, par laquelle il est décrété qu'à l'avenir les terrains miniers seraient vendus à un certain prix, beaucoup plus élevé que celui fixé pour les terres du domaine public généralement. Ainsi les terrains miniers ne peuvent pas se vendre moins de \$5 l'acre, tandis qu'on peut acheter les autres moyennant 30 centins l'acre. Si un colon qui paye trente centins l'acre pour le terrain sur lequel il désire cultiver, peut-on prétendre que ce prix lui confère aussi le droit de mine ? Leclerc a droit à trois lots, parce qu'il y a des améliorations dessus, mais en vertu de quel principe de justice et d'équité, peut-on venir prétendre qu'il avait droit également à un lot situé à un demi-mille de distance des autres où il n'y avait pas d'améliorations de faites, et où on n'a pas pu trouver la moindre trace de défrichement sérieux. Il est bien établi qu'il n'y avait pas de défrichement de fait sur les lots 12, 13 et 14 ; il faudrait autant dire que ce monsieur Leclerc pourra avoir n'importe quelle quantité d'acres de terre, dix mille, ou autant qu'il voudra en avoir.

Je crois qu'il est prouvé maintenant devant la Chambre que messieurs Caron et Costigan ont été les premiers à demander

à acheter le lot en question. Je me demande en face de ce fait indéniable, quelle grande injustice il peut y avoir eu de commise, en faisant pour eux, ce qu'on aurait fait pour n'importe quel autre individu? J'ai eu moi-même à éprouver certaines difficultés, pour avoir des lots en société avec d'autres. J'ai payé jusqu'à \$800 pour certains droits de mine, et cette transaction m'a procuré l'avantage d'un procès qui est encore pendant, devant le tribunal à Hull. Si M. Costigan avait droit d'avoir ce lot sans que personne vint en souffrir, je ne vois pas pourquoi on l'aurait privé de ce droit. Toute cette affaire, au fond, a été montée par le *Free Press*, et avant trois mois, vous verrez M. le Président, une poursuite judiciaire instituée contre ce journal qui sera obligé, ou de se rétracter, ou de se voir condamné par les tribunaux du pays.

L'honorable commissaire des terres au lieu de propager ces insinuations malicieuses, devrait s'empresser de mettre toute la vérité au jour. Tout récemment, M. Costigan a écrit une longue lettre qui a été publiée dans les journaux, dans laquelle il expose honnêtement toutes les différentes phases de cette question. M. Stewart a écrit au *Free Press*, mais il n'ose pas contredire l'exposé de faits de M. Costigan. Il ne s'applique pas à prouver l'innocence de personne, ni celle de Currie, ni celle de Cameron, ni celle de Leclerc. Il s'efforce seulement d'expliquer, comment il s'est trouvé mêlé à cette affaire. Il est impossible de refuter les allégués de M. Costigan.

Il termine sa lettre comme ceci :

“ Que devient donc l'assertion que Leclerc a été évincé ? Que reste-t-il de l'ignoble mensonge que M. Collins a fait son rapport d'après mes suggestions ? Quelle preuve existe-t-il que le commissaire des terres de la couronne a favorisé qui que ce soit d'une manière illégitime ? Que dire de l'affidavit de Leclerc ? Quel mot se servir pour qualifier le

rapport de M. Cameron ? Quelles paroles assez énergiques pour dénoncer les lâches accusations portées par le *Free Press* d'Ottawa et autres feuilles toutes aussi dégradées et toutes aussi malhonnêtes ? ”

Il est donc prouvé que Leclerc n'a jamais été mis à la porte de sa propriété, n'a jamais été dépouillé de ses droits ; il n'a jamais dit un mot de cette affaire, avant l'article public dans le *Free Press* et tout ce qu'il a dit ensuite, lui a été en quelque sorte arraché, pour soutenir la position prise par ce journal. Et aujourd'hui on voit M. Stewart s'efforcer de briser avec cette affaire.

L'honorable commissaire a beaucoup insisté pour faire comprendre à la Chambre qu'il ne blâmait pas l'honorable député de Brome ; toutes ses critiques sont adressées aux officiers chargés de renseigner mon honorable ami. Avant d'accuser ces employés, il aurait mieux fait de se hâter lentement ; il faut des preuves à l'appui d'accusations aussi graves. Il faudrait prouver qu'il y avait des défrichements de faits, or il n'y en a pas. On ne devrait pas attaquer aussi à la légère, la réputation d'hommes intègres. On voit aujourd'hui que M. Collins est appuyé par son ancien chef. Je ne plaide la cause de personne, je me contente de représenter mon comté, et de défendre chaque fois que l'occasion s'en présente, ceux qui sont accusés injustement.

Je dis que l'ancien Gouvernement a vendu ces lots d'une manière légale, et tout ceci n'est qu'une tempête soulevée par un journal d'opposition factieuse. Si au moins on cherchait à indemniser celui qui aurait eu à souffrir injustement de la décision prise par l'ancien cabinet, je serais le premier à dire au commissaire : donnez à ce pauvre homme ce qu'il a droit d'avoir, car il ne faut pas que le faible souffre pour le fort.

Mais dans ce cas-ci, je ne crains pas d'affirmer qu'il y a eu conspiration pour dépouiller ceux qui ont acquis légitimement.

mement et légalement ces lots, et je dis que le colon Leclerc n'a jamais souffert dans cette transaction, car il n'a fait des démarches pour acheter ces lots, qu'après que M. Costigan eut transmis sa demande au Gouvernement.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—M. le Président, la question qui est maintenant devant la Chambre, nous a été soumise par l'honorable député de Brome, pour lui fournir l'occasion de se justifier d'une certaine décision qu'il avait donnée pendant qu'il était ministre. Et l'honorable député de Pontiac, avec cela, trouve moyen de faire une charge en règle contre le Gouvernement actuel. Le Gouvernement n'a pas pris action dans cette affaire, et la preuve qu'elle n'a pas été de notre part l'objet de bien vives préoccupations, c'est que j'étudie pour la première fois ce dossier. J'affirme que le Gouvernement ne s'est jamais occupé directement de cette question. Il est vrai qu'une réclamation a été transmise au département des terres de la couronne en rapport avec le lot en question, et il a été du devoir du chef de ce bureau de faire une enquête sur l'ensemble de ces faits. Voilà où en est la question.

L'honorable député de Brome s'est servi de documents qui n'étaient pas devant la Chambre. L'honorable commissaire des terres de la couronne a suivi cet exemple et l'honorable député de Pontiac en a fait autant. On me permettra bien de répondre en quelques mots aux remarques que nous venons d'entendre, sans toutefois vouloir suivre en tout et partout l'exemple qui m'a été donné.

Il y a, M. le Président, un fait qui est consigné en toutes lettres au dossier, c'est que MM. Caron et Costigan se trouvent encore plus éloignés du lot No. 14 que ne l'est le nommé Leclerc, or l'honorable député de Pontiac a donné comme argument devant la Chambre que M. Leclerc ne pouvait avoir aucun droit à ce lot puisqu'il était situé à un demi mille de chez lui.



Quels sont les faits ? Les voici et je vais m'efforcer de les faire ressortir tels qu'ils sont établis dans le dossier.

En 1860, le colon Leclerc achetait des droits de préemption, et allait s'établir sur certains lots dans le canton de Wells. Le premier document que nous voyons est signé par un officier du département des terres de la couronne, M. Cameron, agent à Thurso. Il transmet au Gouvernement la demande de Leclerc qui désire acheter ces lots.

Voici ce que dit M. Cameron : " J. Bte Leclerc, claims for himself and his son to have large improvements on lots 11, 12, 13 and 14, in the second range of the township of Wells, and that he wishes to purchase for settlement purposes, and he says he is prepared to pay for the same as soon as he is permitted to purchase. He says there exist good indications of phosphate, on a portion of said lots, at east end, near Front Lake, and west of mineral lot, sold Hugh Gorman and that a few course price only remain on their lots. I am aware that Leclerc has considerable improvements on several lots on bank of Lièvre, north of its junction with river de Leonard and that he has a good house and other buildings erected which he has occupied for many years and that his son and family also reside with him, that the lands along the river, are good for agricultural purposes.

" Owing to several parties having prospected the said lots for mineral, Mr Leclerc is afraid, that the Department, will dispose of his lots for mineral purposes and that he want to purchase, even if he is obliged to pay mineral price, for that portion, on which minerals may have been found and he hopes that you will give him the preference as he has been a settler of long standing."

" Voi à ce que M. Cameron écrivait le 8 août. Le même jour, chose curieuse, deux ministres fédéraux font une demande pour avoir le même lot. M. Benoit, secrétaire

particulier de M. Caron, télégraphique à Cameron, pour savoir si la demande de MM. Caron et Costigan n'est pas parvenue à son bureau et M. Cameron lui répond qu'il n'a eu aucune connaissance d'une telle demande. M. Benoit s'adresse ensuite à M. Taché, qui lui fait la même réponse. Tout cela est bien étrange. On prétend que la demande aurait été faite depuis un an et on ne s'en était pas occupé. Seulement on commence à s'agiter le jour même où Leclerc adresse la demande que je viens de lire.

Si MM. Caron et Costigan avaient fait une telle demande, il me semble qu'il y aurait eu moyen de trouver quelque chose qui en eût prouvé l'existence. Pour moi il y a une chose qui me paraît très claire : De tout ceci, j'en conclus, qu'il n'y avait pas de demande régulière de faite avant le 7 août 1884, par conséquent, avant celle de M. Leclerc.

Voilà que le débat s'engage : d'un côté deux ministres fédéraux qui veulent ce lot à phosphate, de l'autre un pauvre colon. Naturellement, l'ancien Gouvernement devait décider en faveur des forts, des puissants.

Je dis que M. Cameron n'a pas fait de rapports contradictoires, si on les examine de bien près. Il n'a paru se contredire que quand il a été menacé de perdre sa position. Un nommé Cosgrove a écrit au Dr Duhamel, alors député d'Ottawa, pour être nommé à la place de M. Cameron, ceci est dans le département, on ne peut donc pas le nier. C'est alors seulement que Cameron change son rapport. J'attire cependant l'attention de la Chambre sur la partie suivante de son dernier rapport :

" In my report of the 1st instant, I gave a simple statement of each lot, as I found them, based on information derived from Mr Leclerc and his wife and my own estimate as to quantity of land cleared, I was obliged to take Mr Leclerc's own evidence in this matter, at that time, as those whom I met seemed unable to give me any infor-

mation relative to the claim of Mr Leclerc (that is particulars) as Mr Leclerc is a very old settler and was there previous to the time of many other now settle along the river, Mr Leclerc showed me the clearance which he informed me, he made on lot 14, and he said which he also cropped, and used for pasture since he became a resident of the place. I estimated this clearance, at between two and three acres (I did not measure it) and which, according to my judgement appeared to have been cropped, but at the time of my visit Mr Leclerc claimed to be used as pasture, therefore the difference between my report and that of Mr Collins arises, as far as I can see, from wrong information given by M. Leclerc, when he stated that he himself cleared and cropped the land in question, and the difference of opinion what really constitutes a clearance in the case, as my instructions called for the quantity of land cleared on each lot. I gave it as I supposed honestly so that you might judge, what claim Mr. Leclerc had to improvements he claimed to have made and at that time, I told M. Leclerc that I did not consider his claim to lot 14 was sufficient to entitle him to purchase this lot, unless you would take into consideration the improvements made by him on other lots adjoining and also that there was more tillable land on lot 14 than on each 11, 12 and 13, as on each lot as you descend the river until lot 11, the mountain range approaches nearer the river and on the latter lot there is very little tillable land, not enough to do the settlement duty.

“ When I applied the term of bona-fide, settler to Mr. Leclerc it was not my intention to be understood to be based on his claim to lot 14, but to him, for the improvements he had on the adjoining lots, and I regret very much that my report should have conveyed to you this impression which I did not intend for that particular lot. ”

Ainsi, avant de vendre à MM. Caron et Costigan, l'honorable député de Brome fait faire une inspection par M. Cameron, qui donne les renseignements qu'il a recueillis dans son rapport, plus tard, il explique quelques passages de ce rapport dans celui que je viens de lire.

Dans son rapport, M. Collins dit qu'il faut diviser le lot ; et on trouve la même suggestion dans celui de M. Currie.

M. Costigan, voyant que l'affaire n'allait pas aussi vite qu'il le désirait, que Leclerc était résident sur ces lots qu'il prétendait avoir demandés le premier, veut hâter la conclusion et pour cela que propose-t-il ? Voici : C'est M. Costigan qui parle. Ceci porte la date du 1er octobre 1889. A cette date, MM. Caron et Costigan n'avaient pas déposé l'échantillon requis par la loi car on annonce dans cette lettre l'envoi de l'échantillon de phosphate trouvé sur le lot :

" He is writing to know if you could not extend the base line between ranges 17 and 2 and across lots 14 and 13, thus leaving two lots 14 and 13 of one hundred acres each in range two, and two lots in range one of about 50 acres each, fronting on river for settlement.

" I think Mr. Collins who visited the locality would agree with me as to the propriety of such a division of those two lots."

Il ne se trompait pas, car on trouve en effet que M. Collins approuve cette suggestion, et Leclerc qui se sentait dépouillé voulait au moins sauver les terrains propres à l'agriculture. Par la division que demandait M. Costigan, on laissait à Leclerc ce qu'il avait défriché et on accordait en même temps aux MM. Caron et Costigan les terrains miniers, tandis que si on avait suivi l'esprit de la loi, le colon Leclerc aurait eu la préférence même pour l'achat des terrains miniers. C'est ce que dit Collins en toutes lettres et Currie corrobore ceci quand il dit qu'une partie de ces lots est bonne pour l'agriculture.

Voici, en deux mots, quelle était la situation : Il y avait un pauvre colon qui était établi sur ces lots depuis vingt quatre ans ; un jour on découvrit une mine de phosphate sur un de ces lots. Le colon demande son lot qu'un autre veut acheter et il offre de payer le prix des terrains miniers, mais en vertu de la fameuse réserve forestière on refuse de le lui vendre. L'agent réfère la question au département et le même jour deux ministres fédéraux adressent eux aussi une demande d'achat au département et un officier de ce département est envoyé sur les lieux. Pour mieux réussir à favoriser ses amis, le commissaire à leur demande, divise le lot et vend la partie comprenant les terrains miniers à deux riches ministres fédéraux, au grand préjudice du pauvre colon. Voilà en deux mots ce qui en est.

Du moment que Leclerc voulait payer le prix qu'on pourrait lui demander, pourquoi ne le lui a-t-on pas vendu ? Non, on mutile les deux lots 13 et 14 pour satisfaire les ministres fédéraux, les riches, les puissants au détriment du pauvre. On se contente de lui laisser la partie propre à l'agriculture, car on ne le craint pas ce colon. Voilà ce qui est arrivé pour Leclerc, voilà un fait qui est établi clairement au dossier. Parce que M. Cameron n'a pas voulu se montrer docile aux volontés de MM. Caron et Costigan, il est menacé d'être destitué, et j'en ai la preuve dans la lettre suivante que M. Cosgrove, celui qui s'est fait entremetteur pour les ministres fédéraux, écrit au Dr Duhamel, alors député d'Ottawa :

" I am told by what I know to be very good authority, that J. A. Cameron, land agent of Thurso, is about to be removed from the office and that the office is to be transferred to the village of Buckingham ; now if such is the case I want to make my application for the office ; and you would confer a great favor on me by writting a letter of recommendation for me to W. W. Lynch, commissioner of crown lands.

" I am almost certain that he is soon to loose the place although not many know of it as yet.

" And I would be very thankful if you would do anything for me in the matter. You might write Mr. Lynch in the mean time saying that you are told that there is to be a change and if so, say something for me. By so doing you much oblige yours as ever.

(Signed) JOHN COSGROVE.

Il était bien certain que M. Cameron, serait destitué puisqu'il paraît que c'est lui-même qui avait fait circuler les requêtes demandant sa destitution. Mais il comptait sans son hôte. Des dix ou douze requêtes envoyées en faveur de M. Cameron, toutes disent que ce monsieur est bien mieux qualifié que M. Cosgrove à remplir la charge d'agent des terres. Ces requêtes se terminent comme suit :

" Your petitioners would also submit, that they beleive from the past experience of about ten years that Mr. Cameron is a much more efficient and capable officer of the Government than Mr. Cosgrove would be, and your petitioners as in duty bound will ever pray."

Ainsi, aussitôt que la chose est sue dans le public, les gens se sont empressés d'adresser des requêtes au département, disant que M. Cameron était bien mieux qualifié que M. Cosgrove. M. Cameron n'a pas été destitué, car avant, on lui avait fait changer son rapport.

Il reste deux faits importants que la Chambre doit considérer : premièrement, à la suggestion de l'un des acquéreurs, et contrairement à l'habitude, on a divisé les lots de manière à laisser au colon qui les réclamait, les terrains agricoles, et on a concédé les terrains miniers à deux amis influents. En deuxième lieu, un officier du département qui aurait trompé son chef par un faux rapport, n'a pas été destitué.

Je ne veux pas qualifier ces faits, car je viens à peine de lire superficiellement le dossier; mais si M. Cameron a raison, le colon Leclerc a été odieusement dépouillé de sa propriété, ou bien M. Cameron a trompé le département; il n'y a pas de milieu. Cependant il faut bien remarquer que le département n'a pris aucune action contre Cameron. Il faut donc croire que c'est l'autre alternative qui est vraie.

A entendre l'honorable député de Pontiac, on croirait que c'est l'honorable commissaire des terres de la couronne actuel qui est responsable. Si nous en faisons, non pas autant, mais la moitié autant, on nous accuserait presque d'être des voleurs. Dans une élection assez récente encore, je me demandais si j'étais bien membre du Gouvernement, tant on en faisait une peinture épouvantable.

L'honorable commissaire a raison de faire une enquête, et il ne peut être blâmé pour chercher à connaître la vérité. Nous allons mettre tous les documents devant la Chambre.

L'honorable député de Brome ne peut pas être accusé de péculat dans cette affaire, mais cela ne veut pas dire que Leclerc n'a pas eu à souffrir de sa décision.

Il paraîtrait que McCabe avait prêté de l'argent à Collins —celui-là même que l'on voit toujours si empressé à se conformer aux vues de MM. Caron et Costigan, et à leur faire des rapports favorables—et que ce monsieur ne pouvait rendre cet argent sans que M. Costigan eut les lots en question. Or depuis, monsieur Collins n'a pas rendu l'argent à M. McCabe et M. Costigan a eu les lots.

Je ne suis pas prêt à donner une opinion formelle sur cette question, car je voudrais l'étudier avant de me prononcer. En attendant je crois que ces quelques remarques suffisent; pour nous nous n'avons aucune objection à laisser adopter la proposition qui est devant la Chambre.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*. — Il y a un fait qui a dû frapper toute la Chambre, c'est que l'honorable commissaire des terres de la couronne, qui connaît parfaitement la question, a déclaré que l'honorable député de Brome avait agi honnêtement, et que son caractère sortait intacte de cette épreuve. L'honorable secrétaire de la Province vient de son côté corroborer cette déclaration...

L'honorable M. **Gagnon**. — Je suis convaincu qu'il a bien pu y avoir erreur de jugement, mais non pas acte de malhonnêteté.

L'honorable M. **Blanchet**. — Ces deux honorables ministres se sont accordés pour dire que la transaction était légale, l'honorable commissaire est d'opinion, qu'il est impossible pour lui de venir au secours de Leclerc. Voilà deux faits qui doivent nous engager à clore ce débat. Si la loi a été suivie, qu'a-t-on à dire ? Il y avait trois ou quatre personnes qui faisaient des demandes au département pour ces terrains miniers, et tout naturellement on les a vendus aux premiers demandants. Leclerc avait donc vingt-quatre fois tort de ne pas avoir demandé ces terrains miniers auparavant, puisqu'il était sur ces lots depuis vingt-quatre ans. S'il savait qu'il y avait là des mines, pourquoi n'a-t-il pas demandé ces terrains avant, et il devait le savoir puisqu'il demeurait là, et M. le Président, c'est celui qui demande le premier qui a toujours la préférence.

L'honorable M. **Duhamel**. — Les deux demandes sont du même jour.

L'honorable M. **Lynch**. — Mais elles n'ont pas été reçues le même jour.

L'honorable M. **Blanchet**. — Il y a une lettre de l'honorable député de Brome qui fait voir que la demande de Leclerc a été faite la dernière. Les cas de ce genre se présentent tous les jours, même pour les lots vendus pour



la colonisation. Les bons lots sont toujours fort recherchés, souvent il arrive que trois ou quatre personnes vont voir le même lot pour l'acheter, et c'est celui qui fait le premier la demande, qui a la préférence. Il ne s'agit pas de savoir, si nous sommes disposés à favoriser le riche ou le pauvre, des ministres fédéraux, mais il s'agit de savoir si nous avons suivi la loi qui est la protection de tout le monde.

On dit que Leclerc était en possession de ces lots, cela me paraît parfaitement impossible. Leclerc était établi sur le lot No. 9, comment pouvait-il envoyer ses animaux paître à une demi lieu plus loin ? Il n'y avait aucun défrichement quelconque, excepté sur le bord de la rivière, et encore il paraît que ces défrichements avaient été faits par les marchands de bois.

Quoiqu'on en dise, nous sommes les vrais amis, les vrais protecteurs des colons. Nous laisserons au Gouvernement le soin de mettre à effet, la loi qu'il a adoptée l'année dernière à propos du délai de trente mois accordé au marchand de bois pour dépouiller le lot du colon. Cette loi va faire beaucoup regretter le régime conservateur. De notre temps, le colon était maître chez lui, et il pouvait prendre le bois en payant le droit de coupe ordinaire. Il devenait par là même un véritable marchand de bois. Il pouvait à son gré, ménager son bois, en le vendant graduellement et pour suffire à ses besoins pendant les opérations de défrichement, ou bien il pouvait encore le garder s'il le voulait ; aujourd'hui c'est tout le contraire, et le marchand enlève tout le bois. Cela est arrivé dans mon comté, et on n'a pas laissé assez de bois pour bâtir les constructions nécessaires aux colons. La loi de 1883 était donc dans l'intérêt du trésor public, et elle n'a jamais été faite dans le but d'empêcher le colon de pénétrer dans la forêt, et de s'y établir ; elle était plutôt faite dans le but de protéger le revenu public. Les bonnes terres pouvaient

toujours être vendues aux colons, et je dis que Leclerc aurait même pu avoir ces lots, sous l'empire de la loi de 1883. Je crois que la question des droits miniers concédés aux deux ministres fédéraux en question, se trouve réglé par l'admission de l'honorable commissaire des terres, lorsqu'il a dit que la transaction était légale.

**M. Rochon**—*député d'Ottawa*.—Ces lots se trouvent dans mon comté, pour cette raison je crois qu'il est de mon devoir de dire quelques mots.

J'ai cru d'abord comprendre qu'il ne s'agissait que de l'appréciation de certains faits, et j'ai été surpris d'entendre l'honorable député de Pontiac, chercher à jeter de l'obscurité sur ces faits. Ayant agi comme avocat de Leclerc je crois savoir ce qui s'est passé. En 1884, ce Leclerc qui occupait ces lots, s'est aperçu qu'on voulait lui enlever une partie des lots 13 et 14, à cause du phosphate qui s'y trouvait. On était alors dans toute la fièvre de spéculation qui s'est faite sentir dans la région de la Lièvre. Des compagnies américaines et françaises avaient acheté des terrains à phosphate, et la spéculation s'en donnait à cœur-joie.

Leclerc qui avait occupé ces lots depuis vingt-quatre ans—et j'ai été surpris d'entendre dire qu'il n'était pas colon de bonne foi—se préoccupa vivement des visites que l'on faisait sur son terrain. On se demande pourquoi il n'avait pas encore payé le prix d'achat de ces lots, pour moi c'est une question secondaire. Il était en possession de ces terrains, voilà le point important qui doit primer tous les autres. Il s'était aussi aperçu qu'il y avait des gisements miniers sur ces lots. Ce sont deux ministres fédéraux qui avaient employé une tierce personne pour faire des recherches, et qui ont fait la demande nécessaire au département pour avoir ces lots. Pourquoi ces ministres fédéraux n'avaient-ils pas jugé à propos d'acheter les lots miniers environnant ceux-là ? Il y en avait à vendre, sans toutes ces

difficultés. Non, on laisse tout cela de côté et ils insistent pour que ces lots leur soient donnés. Les honorables députés de Brome et de Beauce viennent nous dire que messieurs Caron et Costigan avaient le droit d'acheter des lots à phosphate. C'est vrai, M. le Président, mais nous pouvons fort bien contester leur droit de s'emparer ainsi de la propriété d'une autre personne.

La lettre de M. Costigan est arrivée le 8 août. Je ne suis pas prêt à admettre la prétention de l'honorable député de Beauce, pas plus que je ne suis prêt à admettre celle de l'honorable commissaire des terres de la couronne, lorsqu'il a dit qu'il n'y avait plus rien à faire, que la transaction était parfaite....

M. **Peupore.**—Mais ce nommé Leclerc n'avait pas droit de prendre possession de trois lots.

M. **Rochon.**—C'est là, une question de droit que vous soulevez.

J'étais à répondre aux honorables députés de Beauce et de Brome, que Leclerc n'avait pas fait sa demande avant MM. Caron et Costigan. Quand un colon veut acheter un lot, il ne s'adresse pas au département directement, mais à l'agent local. M. Costigan lui, s'est adressé au département. Qu'a fait M. Leclerc ? Il s'est adressé à M. Cameron, et le même jour l'agent a écrit au département....

L'honorable M. **Lynch.**—Non.

M. **Rochon.**—Vous dites non, et bien je vais vous concéder une différence de deux semaines mêmes, mais comme question de fait, quand Messieurs Caron et Costigan ont écrit, ne savaient-ils pas que ces lots étaient en la possession de Leclerc, tel que cela appert par sa déclaration qui n'a jamais été contredite ?

L'honorable député de Pontiac a dit que l'accusation portée contre ces deux ministres fédéraux, était un affreux

libelle, mais alors pourquoi n'a-t-on pas poursuivi le propriétaire du *Free Press* avant aujourd'hui.

M. **Poupore.**—On voulait être bien certain des faits avant de prendre une poursuite.

M. **Rochon.**— Cette déclaration de Leclerc a été donnée en octobre 1888, c'était alors le temps propice d'agir mais on n'en a rien fait.

Quand l'arpenteur Lewis est allé sur les lieux, c'était dans le mois de janvier et par conséquent il lui a été impossible de constater les bornes à cause de la neige.

M. **Poupore.**—Il est allé dans le mois de novembre, et il n'y avait pas de neige alors.

M. **Rochon.**— Lewis est allé là, accompagné de McCabe, et c'est avec son fils qu'il tirait les lignes. Ce monsieur Lewis n'est pas connu comme arpenteur ; pourquoi messieurs Caron et Costigan n'ont-ils pas pris un arpenteur de cette Province, au lieu de choisir un homme employé dans les départements à Ottawa.

On dit que Leclerc n'a pas protesté, et on y trouve là un argument contre lui. Mais quand Leclerc a demandé d'acheter ces lots, bien qu'il fut appuyé par le rapport favorable de M. Cameron, il n'a pas mieux réussi. Le Gouvernement a pris le rapport d'un officier subalterne, au lieu d'accepter celui de l'agent. Il envoi Currie, garde-forestier, et un employé du département ici, pour apprécier l'acte d'un officier supérieur. Plus tard on divise les lots, et on donne à Leclerc, la partie propre à la colonisation, après lui avoir dit qu'il ne pouvait rien avoir. Et maintenant on vient lui faire un reproche de ne pas avoir protesté. Cet homme a protesté dès 1884, quand il a fait sa demande au département, et se voyant refusé, il a attendu des jours meilleurs, et en 1888, il avait bien le droit de dire comment il avait été traité par les anciens ministres. Il s'est dit alors :

c'est pour moi le temps d'essayer d'avoir une réparation des injustices qui ont été commises à mon égard.

Je ne suis pas prêt à admettre l'opinion légale de l'honorable commissaire des terres, lorsqu'il dit qu'il n'y a pas de remède à la situation. La loi dit que les lettres-patentes peuvent être annulées lorsqu'elles n'ont pas été émises régulièrement, ou qu'elles l'ont été sous de faux prétextes ; c'est le cas ici.

La demande de Leclerc n'est pas arrivée après celle de Messieurs Caron et Costigan, mais je dis que si même elle était arrivée après la leur, je ne pourrais pas encore m'expliquer pourquoi ces deux ministres fédéraux se sont acharnés contre ce pauvre colon, car il ne faut pas oublier que M. Costigan lui-même a admis que Leclerc était en possession de ces lots, quand il y avait du phosphate partout ailleurs.

Le Gouvernement a droit de s'enquérir de tous ces faits et d'en informer la Chambre.

L'honorable député de Pontiac a dit qu'il n'y avait pas d'améliorations de faites, or, je suis en position d'affirmer qu'il y en a.

**M. Poupore.**—Il n'y en avait pas en 1884.

**M. Rochon.**— Pardon, l'honorable député a affirmé qu'il n'y en avait pas du tout.

**M. Poupore.**— C'est M. Costigan qui a fait faire celles que l'honorable député a vues.

**M. Rochon.**—Les améliorations mentionnées dans la déposition de Leclerc existent. On ne peut pas prétendre que cette enquête soit faite dans le but de nuire à la réputation de messieurs Caron et Costigan. Voilà des faits que le propriétaire soumet à l'autorité, et cette autorité a droit de s'en occuper ; je dis que l'opinion publique a droit de

savoir la vérité sur cette question, et je suis convaincu que l'honorable commissaire des terres de la couronne prendra toutes les mesures nécessaires pour donner satisfaction à Leclerc. S'il est démontré qu'on lui a enlevé ces lots, en vertu de faux rapports, le Gouvernement devra prendre des mesures pour lui faire restituer sa propriété.

L'honorable M. **Flynn** —*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer que le débat soit ajourné.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.